



Jeunesses, pratiques et territoires

Cahiers de l'action  
n°51-52

## Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale

Coordonné par Hugues Bazin



Jeunesses, pratiques et territoires  
Cahiers de l'action  
n°51-52

# Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale

Coordonné par Hugues Bazin

# Cahiers de l'action n°51-52

Septembre 2018

Directeur de la publication

■ Thibaut de Saint Pol

Directeur de la collection

■ Emmanuel Porte

Coordination éditoriale

■ Marianne Autain

Secrétaire de rédaction

■ Maguelonne Rosovsky (mr@kit-de-com.fr)

Réalisation graphique

■ Maguelonne Rosovsky (mr@kit-de-com.fr)

Contact rédaction

■ porte@injep.fr

Pour nous citer: Hugues Bazin (coord.), *Recherche-action et écriture réflexive: la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale*, INJEP, coll. « Cahiers de l'action », n° 51-52, Paris, 2018.

Les propos énoncés dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs.

Les cahiers de l'action sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 4.0 International.

ISBN: 978-2-11-152548-1 (Papier)

978-2-11-152549-8 (PDF)

ISSN: 1772-2101

Dépôt légal à parution

AVANT PROPOS

EMMANUEL PORTE ..... 5

INTRODUCTION

HUGUES BAZIN

Récit d'une recherche-action en situation..... 7

I UN AUTRE RAPPORT AU TRAVAIL QUI NOUS TRAVAILLE

ANNE MEYER

Éducation populaire et action syndicale : un espace expérimental  
pour se reconnaître, apprendre les uns des autres en faisant un pas de côté ..... 21

ANTON QUENET-RENAUD

L'Atelier : beaucoup avec pas grand-chose ..... 29

NICOLAS GUERRIER

Dénouer le travail. L'expérience du Cycletravail comme recherche  
et autoformation collective..... 37

JEANNE GUIEN, MAËLLE CAPPELLO, HUGUES BAZIN

Recherche-action avec les récupérateurs-vendeurs de rue ..... 47

LAURENT OTT

Pédagogie sociale et appropriation du territoire ..... 55

II UN AUTRE RAPPORT AU TERRITOIRE QUI TRANSFORME

CHRISTINE BALAI

De l'imaginaire au réel, lien entre tiers-espaces, collectifs et territoire ..... 69

ARTHUR BEL

Les squats, une alter-urbanité riche et menacée..... 79

JULIEN BELLANGER

Lieux numériques : entre pratiques populaires et réappropriation  
des technologies?..... 87

VICTORIA ZORRAQUIN

Du bidonville au « lieu de vie ». La redéfinition de l'espace du bidonville  
à travers les arts politiques et la pédagogie sociale ..... 97

ÉRIC SAPIN

Un centre socioculturel embarqué sur une péniche « pour la paix »  
ou les singularités de l'espace fluvial..... 105

### III UN AUTRE RAPPORT À L'ORGANISATION DE L'ESPACE QUI ÉMANCIPE

CAMILLE ARNODIN

Debout éducation populaire : la circulation de la parole et le partage  
des savoirs dans l'espace public..... 115

ÉLISABETH SÉNÉGAS, MARIE-FRANÇOISE GONDOL

La Chimère citoyenne, espace ouvert à tous, qui ne propose rien  
et où tout est possible..... 123

CHRISTOPHE GIROGUY, LE COLLECTIF DES UTOPIEN·NE·S DU QUARTIER DE L'ARIANE  
À NICE

Des tiers-espaces d'émancipation par l'action ..... 131

LAKDAR KHERFI

« La nuit nous appartient » : médiation nomade dans les quartiers  
populaires ..... 143

SIMON COBIGO

La méthode Système Bulle ..... 149

### CONCLUSIONS

HUGUES BAZIN

Les enjeux d'une science citoyenne au cœur de la société..... 159

ANTON QUENET-RENAUD

Retours sur l'expérience d'écriture collective ..... 163

### RESSOURCES

Bibliographie..... 170

Sitographie..... 171

Répertoire des sigles..... 172

# AVANT-PROPOS

Tournée vers l'analyse par les acteurs eux-mêmes des actions associatives et des pratiques des professionnels de jeunesse, la collection des « Cahiers de l'action » porte en elle le projet de donner la parole et de valoriser des connaissances en s'appuyant sur les pratiques d'écriture. Cherchant à travailler cette pratique depuis plusieurs années, Hugues Bazin, qui porte ce numéro, avait déjà eu l'occasion d'expérimenter en ce sens, à l'occasion du numéro 5 de la collection – *Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle*<sup>1</sup> –, en 2006. De la même manière, l'INJEP s'intéresse depuis longtemps au processus d'écriture comme élément de formation collective, et nous consacrons, en 2008, le numéro 18 – *Le sujet écrivant son histoire. Histoire de vie et écriture en atelier*<sup>2</sup> – à ces enjeux. Par ailleurs, l'ancrage de l'institut dans une tradition d'éducation populaire tournée vers l'action en direction des jeunes et du monde associatif nous a amenés à conduire ou à accompagner des recherches-actions ou des actions de formation appuyées sur le croisement des pratiques professionnelles et associatives. Enfin, ce numéro émerge dans un contexte de regain d'intérêt pour les pratiques de recherche tournées vers l'action et des réflexions sur l'action adossées à la recherche: « recherche-intervention », « expérimentation », « recherches et sciences participatives », « *community organizing* », etc.

Ce numéro des « Cahiers de l'action » est exceptionnel pour plusieurs raisons. Il est l'aboutissement d'un processus collectif inscrit dans une démarche de recherche-action. Il est également l'occasion pour la collection de prolonger un travail de réflexion sur les manières d'accompagner par l'écriture une analyse des pratiques associatives et des enjeux contemporains qui concernent les acteurs et les professionnels de la jeunesse et de l'éducation populaire. Ce numéro a donc une taille exceptionnelle (double numéro) et une structure découlant du processus de travail entre les auteurs qui perturberont peut-être les habitudes de lecture de certains. La cohérence du numéro tient moins dans les thématiques ou terrains d'intervention des contributeurs que dans le processus de travail et d'écriture qui les a réunis. Le lecteur verra néanmoins se dessiner, au fil des contributions, l'intérêt de croiser le regard d'auteurs diversifiés pour mieux comprendre les dynamiques d'engagement structurées dans le rapport à l'espace et au collectif.

Il s'inscrit par ailleurs dans un contexte d'affirmation par les acteurs de la recherche et de la société civile d'un besoin de renouvellement du regard porté sur les relations sciences-sociétés. Comme l'a bien montré le livre blanc<sup>3</sup> coordonné par la plateforme Alliance Sciences Sociétés (ALLISS) auquel l'INJEP a contribué, cela incite à une conception élargie de la connaissance permettant d'intégrer au processus de recherche les acteurs non académiques. Mais cela consiste également à prendre en compte les besoins et les rythmes propres aux acteurs sociaux. Inspiré des traditions de recherche-action, ce numéro invite à considérer les acteurs comme détenteurs d'une expertise que le processus d'écriture révèle comme une connaissance pour soi et avec les autres. Il souligne à bien des égards que connaître et reconnaître la diversité des formes de savoirs, s'appuyer sur des espaces d'échange de pratiques et ancrer les réflexions dans les territoires constituent des enjeux forts pour la société dans les années à venir.

EMMANUEL PORTE,  
directeur de la collection

1. [www.injep.fr/sites/default/files/documents/ca5\\_bat\\_0.pdf](http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/ca5_bat_0.pdf)

2. [www.injep.fr/sites/default/files/documents/ca18\\_bat.pdf](http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/ca18_bat.pdf)

3. ALLISS, mars 2017, *Prendre au sérieux la société de la connaissance*, livre blanc ([www.bl-evolution.com/blog/alliss-livre-blanc-exclus-de-recherche-dinnovation/4816](http://www.bl-evolution.com/blog/alliss-livre-blanc-exclus-de-recherche-dinnovation/4816)).





## Récit d'une recherche-action en situation

HUGUES BAZIN,

chercheur en sciences sociales, Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA)

---

Les auteurs qui ont participé à ce dossier sont porteurs d'un processus qui a débuté pour certains il y a des années et que nous appelons « laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action ». Derrière la présentation d'expérimentations sociales au cœur des enjeux actuels de société s'écrit l'histoire collective de rencontres entre acteurs-chercheurs.

### **L'histoire collective d'un laboratoire social**

L'écriture a donc été un élément structurant pour les auteurs de ce dossier. Nous aborderons plus loin le rôle d'une écriture réflexive. Il n'est pas simple d'établir une interaction entre pensée et action « médiée » par le langage. Ce travail réflexif est-il ponctuel ou continu ? Sa fonction dépasse-t-elle une formation pour s'inscrire dans une transformation sociale ?

Cela pose deux conditions : la possibilité pour ce processus de s'inscrire dans le temps et de se développer en toute autonomie. Ce qui nous a amenés à concevoir le dispositif du laboratoire social. Si ce dossier ne pouvait exister sans une forme d'écriture réflexive, le travail réflexif n'aurait pu lui-même exister sans l'ouverture d'espaces-temps spécifiques permettant l'appropriation et la maîtrise d'une démarche par définition complexe.

Il y a une quinzaine d'années se développait un réseau de recherches-actions qui allait former le Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA)<sup>1</sup>. Ces espaces de rencontre et de croisement d'expériences donnèrent lieu, en 2005, à un premier ouvrage dans la collection des « Cahiers de l'action » de l'INJEP : *Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle*<sup>2</sup>. Nous préfigurions déjà la nécessité dans une société en mutation de reconnaître des « espaces intermédiaires de l'existence » qui questionnent notre rapport au travail et repositionnent notre implication socioprofessionnelle<sup>3</sup>. Nous disions également que c'est par la pratique d'espaces « interstitiels » ou de

1. <http://recherche-action.fr/labo-social/>

2. [www.injep.fr/boutique/cahiers-de-laction-jeunesses-pratiques-et-territoires/espaces-populaires-de-creation-culturelle-enjeux-dune-recherche-action-situationnelle/94.html](http://www.injep.fr/boutique/cahiers-de-laction-jeunesses-pratiques-et-territoires/espaces-populaires-de-creation-culturelle-enjeux-dune-recherche-action-situationnelle/94.html)

3. Journée d'étude, « De la formation du sujet aux démarches interdisciplinaires » ([www.artfactories.net/IMG/pdf/Actes-Rencontre-12-dec-20\\_1.pdf](http://www.artfactories.net/IMG/pdf/Actes-Rencontre-12-dec-20_1.pdf)).

« tiers-espaces » que se dégage une force « instituante », c'est-à-dire susceptible de poser, en dehors des cadres normatifs institutionnels, ses propres référentiels amenant à penser la réalité autrement et par conséquent à agir sur elle pour structurer et reconfigurer nos manières de faire collectif, de faire territoire, de partager et de gérer des ressources du commun, de développer une analyse critique des rapports sociaux et de concevoir autrement un développement, etc.

Certains des acteurs-chercheurs de l'époque, rejoints par d'autres depuis, proposent aujourd'hui dans un nouveau dossier des Cahiers de l'action de décrire ce cheminement à travers des « espaces d'émancipation collective et de transformation sociale ». Le dossier lui-même se comprend comme un programme de recherche-action expérimentant de nouveaux espaces, puisqu'une des étapes de son écriture collective s'incarnera par l'organisation, le 16 octobre 2017, d'un forum débat à la Maison des sciences de l'homme Paris-Nord en partenariat avec l'INJEP<sup>4</sup>. Il se poursuivra en 2018 dans cette perspective de créer des espaces physiques de rencontre et d'accompagnement collectif d'expérimentations.

Le LISRA est actuellement composé d'une trentaine d'acteurs-chercheurs et de chercheurs-acteurs porteurs d'expérimentations sociales dans différentes régions (principalement : Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Limousin, Île-de-France, PACA).

Les opportunités de mise en place d'un laboratoire social sont variées. Il n'émerge pas d'une commande qui vient du haut vers le bas, mais d'une mise en situation collective autour d'une pratique, d'un enjeu, d'une lutte. Ce sont des espaces « instituant » puisqu'ils créent leurs propres normes pour définir leur cadre d'expérience. Nous essayons de faire en sorte que les acteurs trouvent les moyens et la liberté d'ouvrir là où ils sont, dans leur cadre professionnel ou militant, l'espace d'une réflexivité. Nous avons créé depuis 2002 une plateforme de ressources ([www.recherche-action.fr](http://www.recherche-action.fr)) incitant à une mise en écriture de ces récits individuels et collectifs. Nous utilisons tous les supports qui facilitent un travail réflexif et une mise en dialogue entre les expériences.

Nous cherchons à ce que ces espaces de nature précaire et éphémère s'inscrivent dans une certaine pérennité grâce à quelques soutiens en provoquant des interfaces avec le milieu institutionnel, notamment à travers des recherches collaboratives (lieux de croisement entre différents acteurs et partenaires de la recherche). L'espace interstitiel n'a donc pas pour vocation de rester en marge, mais de s'inscrire au centre d'une analyse des structures elles-mêmes, qu'il s'agisse d'opérateurs, comme les structures socioculturelles et d'éducation populaire, de laboratoires universitaires ou des pouvoirs publics. Ce rôle d'interface vise à instaurer un lieu de croisement des savoirs, de rencontres humaines et de légitimation des processus de recherche-action en invitant tous les acteurs concernés à développer une analyse critique des rapports sociaux dans lesquels ils s'inscrivent.

Nous pourrions ainsi parler d'une science de la « reliance ». Cette manière de procéder en laboratoire social facilite le croisement et la rencontre de profils sociaux et professionnels très différents : diplômés et sans diplôme, ruraux ou urbains, salariés ou indépendants précaires de milieux professionnels variés. Les espaces qui accueillent une telle diversité ne sont pas si fréquents, et cette dimension transsectorielle et transdisciplinaire facilite une approche en termes d'écosystème et de complexité au plus proche de la réalité de la vie sociale contemporaine. Nous croisons ainsi les champs de l'action culturelle, de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Pendant plusieurs années nous avons organisé des Journées interstice, dispositif intercalaire dans un rapport différent aux territoires, invitant les acteurs à faire un pas de pas de

4. [www.mshparisnord.fr/programmes/recherches-actions/initiative-2017/](http://www.mshparisnord.fr/programmes/recherches-actions/initiative-2017/)

côté, provoquant une démarche créative où l'on s'autorise à expérimenter de nouveaux cadres de pensée et d'action<sup>5</sup>. Ces recherches-actions interrogent aussi bien les notions de lieux interstitiels, comme les friches et les squats, l'instauration de modes de création et de diffusion indépendants renforçant le positionnement de coauteur des acteurs, les logiques de développement culturel aussi bien dans les zones rurales que celles à forte densité urbaine.

Les outils de la recherche-action en laboratoire social<sup>6</sup> sont particulièrement pertinents pour mettre en visibilité les trames d'expérience dont les parcours de vie échappent à la validation ou à la codification institutionnelle du milieu des études ou du travail. Le LISRA n'est pas un réseau de projets ou de structures, c'est d'abord cette trame qui s'est tissée dans les espaces de rencontre que nous appelons « tiers-espaces ». Un programme appelé « Les enjeux d'une recherche-action situationnelle », en partenariat avec l'INJEP de 2002 à 2006, a permis de mettre en récit cette expérience collective et a été édité, en 2005, dans la collection des Cahiers de l'action<sup>7</sup>. Il s'est poursuivi, de 2007 à 2009, par le programme « Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale<sup>8</sup> », toujours en partenariat avec l'INJEP et aussi l'Agence nationale pour la cohésion sociale. Il continua, en 2010 et en 2011, sous l'intitulé « Pratiques des espaces et innovation sociale<sup>9</sup> », en partenariat, cette fois-ci, avec la Maison des sciences de l'homme Paris-Nord.

Nous poursuivons l'exploration de ces espaces qui, pour certains, ont pris le label « tiers-lieux », tandis que d'autres préfèrent garder leur indépendance vis-à-vis de ces formes de catégorisation en s'affirmant dans une logique de tiers-espaces – comme la Chimère citoyenne<sup>10</sup> à Grenoble ou le lieu de l'Utopie<sup>11</sup> dans les quartiers nord de Nice –, ou encore se croisent avec des mouvements comme celui de la pédagogie sociale portée par l'association Intermèdes<sup>12</sup> en milieu ouvert, au pied des immeubles ou dans les bidonvilles Roms dans la région parisienne. Une initiative appelée « Parcours bruts<sup>13</sup> » trace les trajectoires et les expériences de vie par-delà les représentations. Cette démarche vise à la fois à répondre à l'interrogation « de quoi notre société est-elle faite ? » et à la fois à faciliter l'émergence de pensées et de paroles qui d'ordinaire se taisent.

La question du rapport au travail et des alternatives économiques dans ces espaces de créativité populaire confrontée à la précarité est devenue une préoccupation centrale dans nos démarches en recherche-action. Cette question porte à la fois sur le domaine d'un développement endogène des territoires et sur les modèles économiques de structuration des acteurs.

C'est ainsi que nous développons depuis quatre ans une recherche-action autour des récupérateurs-vendeurs de rue que nous élargissons, à travers un collectif appelé Rues marchandes<sup>14</sup>, à d'autres pratiques d'une économie qui ne se limite pas à la survie, mais pose

5. « Culture et territoire », 2008 ([http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Journ%C3%A9e-Interstice\\_Paris\\_6oct08.pdf](http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Journ%C3%A9e-Interstice_Paris_6oct08.pdf)). « Rapport sensible et esthétique aux territoires », 2009 ([http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Culture-territoire-Journee-Interstice\\_2juil09.pdf](http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Culture-territoire-Journee-Interstice_2juil09.pdf)).

6. Ce sont les outils forgés en situation : atelier de recherche-action, autobiographie, cartographie sociale, écriture collaborative, collectif transdisciplinaire, formation-action, expérimentation sociale... tout en reprenant l'apport des microsociologies : interactionnisme, ethnométhodologie, analyse institutionnelle, ethnographie, observation participante, entretien non directif, récit de vie, etc.

7. [www.injep.fr/boutique/cahiers-de-laction-jeunesses-pratiques-et-territoires/espaces-populaires-de-creation-culturelle-enjeux-dune-recherche-action-situationnelle/94.html](http://www.injep.fr/boutique/cahiers-de-laction-jeunesses-pratiques-et-territoires/espaces-populaires-de-creation-culturelle-enjeux-dune-recherche-action-situationnelle/94.html)

8. <http://recherche-action.fr/hugues-bazin/download/rapports%20de%20recherche/Nouvelles-professionnalites-des-acteurs-populaires-associatifs-les-espaces-intermediaires-dE28099innovation-sociale.pdf>

9. [http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Actes\\_LISRA-MSH-Paris-Nord\\_12nov2010.pdf](http://recherche-action.fr/labo-social/download/LISRA/Actes_LISRA-MSH-Paris-Nord_12nov2010.pdf)

10. <https://lachimerecitoyenne.org/>

11. <http://recherche-action.fr/lamorçage>

12. [www.intermedes-robinson.org/](http://www.intermedes-robinson.org/)

13. <http://recherche-action.fr/parcours-bruts>

14. <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes>

la question de la mobilisation des acteurs puisant dans les ressources d'un territoire pour répondre, par des services, aux besoins du territoire. Nous appelons ce développement endogène « économie populaire », une notion très peu développée dans les pays du Nord, mais beaucoup plus avancée, en termes de réflexion et d'expérimentations, dans les pays du Sud, notamment en Amérique latine. Nous aimerions ainsi expérimenter le principe des « clusters populaires » qui questionnent selon une autre cohérence partant du « bas », d'une maîtrise d'usage vers une maîtrise d'ouvrage, le domaine de l'économie sociale, de l'entrepreneuriat social ou de l'innovation sociale.

Dans le Limousin s'est mis en place un dispositif original de rencontres sur la question du travail qui se conçoit comme un espace d'autoformation où l'on met en résonance, en débat, les vécus du travail et des recherches: « (...) un espace hors du temps de travail pour mieux le transformer, provoquer une rencontre entre des milieux qui ont un rapport au travail différent (travailleurs, chômeurs, retraités, etc.) et de les faire interagir, dans un autre lieu que celui de l'entreprise<sup>15</sup>. »

Nous interrogeons suivant le même procédé les logiques d'autoformation et d'auto-abdication de production des savoirs et des modèles économiques qui en sont porteurs (associations, coopératives d'activités, communalisme, etc.). Cela rejoint la préoccupation de nombreux acteurs-chercheurs, dont certains sont engagés dans des études supérieures, de ne pas opter pour une carrière catégorielle classique, mais de s'inscrire dans une démarche de recherche-action utile à la société tout en trouvant un modèle économique indépendant des logiques institutionnelles ou productivistes marchandes. Plusieurs rédacteurs de ce dossier reprennent ces expérimentations.

### **L'écriture comme pratique de la réflexivité**

L'acte d'écrire peut-être une jonction entre un travail sur soi et un travail professionnel comme nous le remarquons dans un précédent travail<sup>16</sup>. L'écriture constitue à la fois un outil et une ressource mobilisables tout au long de la vie dans une logique d'autoformation. Cette fonction formative dans une orientation pédagogique ou professionnalisante est reconnue<sup>17</sup>.

Le présent cahier ne déroge pas à ce principe selon lequel l'écriture n'apparaît pas simplement comme une description de l'action, mais constitue en elle-même une action. Plus spécifiquement, les contributeurs n'ont pas répondu ici à un appel à participation autour d'une problématique prédéfinie, ils s'inscrivent dans une démarche de recherche-action en réseau. Ils se sont saisis de l'écriture comme élément structurant de cette démarche autant sur un plan individuel, collectif qu'institutionnel.

Nous parlons d'écriture réflexive pour la distinguer du récit d'expériences où elle puise ses matériaux. C'est dans ce reflet, cette prise de recul, que s'élabore un travail d'analyse qui ne contribue pas simplement à une réflexion, mais aussi à un changement. La réflexivité proprement dite est la prise de conscience de ce changement dans nos cadres de pensée et d'action. Ce n'est donc pas simplement une connaissance du processus, il s'ensuit une évaluation et une décision. C'est en cela qu'elle se conjugue parfaitement avec une démarche de recherche-action qui articule une production de savoirs avec une transformation individuelle et sociale.

15. <http://autographie.org/cycletravail/>

16. BAZIN H., BOUHOUIA T., 2015, « Écriture de soi et travail social », *Cahiers pédagogiques*, n° 518, p. 52-53.

17. BIBAUW S., DUFAYS J.-L., 2010, « Les pratiques d'écriture réflexive en contexte de formation générale », *Repères pédagogiques, revue andragogique marocaine*, p. 13-30; MORISSE M., LAFORTUNE L. (dir.), 2014, *L'écriture réflexive. Objet de recherche et de professionnalisation*, Presses de l'Université du Québec.

Cette réflexivité contribue à définir la position d'acteur-chercheur ou de chercheur-acteur qui n'est ni un statut ni une profession, mais une autoréflexion existentielle. C'est une manière « d'entreprendre d'apprendre<sup>18</sup> » pour reprendre le titre d'un livre d'Henri Desroche (1914-1994), un des référents historiques de la recherche-action en France, qui pose la question : « Pourquoi écrire<sup>19</sup> ? »

Nous voyons que c'est un processus qui dépasse la fonction habituelle de l'écriture qui est de s'exprimer, de témoigner, de transmettre, de laisser une trace. L'écriture a provoqué des échanges entre les rédacteurs. Le laboratoire social a favorisé des temps de regroupements physiques (sous la forme physique d'ateliers) ou numériques à travers sa plateforme. L'organisation du forum à la

Maison des sciences de l'homme Paris-Nord, en octobre 2017, sur « les espaces d'émancipation collective et de transformation sociale<sup>20</sup> » (voir l'affiche ci-dessus), regroupant selon trois thématiques une quinzaine d'expériences autour du réseau recherche-action, a aménagé la trame de ce numéro des Cahiers de l'action.

À travers ces différents croisements, les auteurs ont eu l'occasion de se lire les uns les autres et de faire des remarques et suggestions sur leur écriture tout en respectant l'originalité, la démarche de chacun, dans une sorte d'autoformation réciproque. Plusieurs rédacteurs ont relaté ce processus en cours dans un texte après la rédaction de leur article. Pour tous, ce fut une expérience importante dans un cheminement individuel et collectif.

Les compétences exprimées dans ce cahier sont nombreuses et d'une très grande richesse, mais n'apparaissent pas nécessairement attachées à un corps de métier. Ces métiers sont pourtant présents en filigrane dans l'écriture. On y retrouve les champs du travail social, de l'art, de l'architecture, de l'éducation, de l'économie sociale. Toutes les personnes qui écrivent sont largement formées et compétentes dans leur champ socioprofessionnel respectif. Elles expriment néanmoins par ce dossier le besoin d'aller plus loin. L'autoformation réciproque commence ici par la possibilité de créer des espaces susceptibles d'accueillir la complexité du vivant sans la réduire. Cette possibilité de provoquer des relations inédites est une autre manière de définir une intelligence collective qui dépasse l'addition des savoirs individuels. Ce numéro des Cahiers de l'action procède de cette tentative de valider et de valoriser, par la recherche-action, selon d'autres critères des compétences collectives.



18. DESROCHE H., 1990, *Entreprendre d'apprendre. De l'autobiographie raisonnée aux projets d'une recherche-action. Apprentissage 3*, Éditions ouvrières, Paris.

19. DESROCHE H., 1984, postface, « Écrire ou ne pas écrire », in Dobiecki B., *Guide pratique pour communiquer par écrit*, Éditions ouvrières, Paris, p. 158-162.

20. <http://recherche-action.fr/emancipation-transformation>

Le lecteur habitué à la littérature des champs professionnels ou scientifiques sera peut-être déstabilisé par une écriture jouant sur différents styles, mais n'ayant pas véritablement son propre style. Nous pourrions dire autrement que c'est une écriture « transfrontalière » par son aptitude à réunir plusieurs modes d'analyse: analyse critique des rapports sociaux, analyse clinique des modes d'implication personnelle en situation, analyse stratégique des logiques de changement. Elle peut autant produire un savoir de recherche généralisable, qu'une validation d'expertise et d'acquis d'expérience ou encore une auto-analyse dans l'intimité d'un voyage intérieur.

C'est ainsi que l'écriture de ce dossier ne pouvait être formatée. Ce sont des écritures plurielles avec des vocabulaires et des grammaires différents comme autant d'univers personnels et situationnels, mais dont la mise en synergie contribue à la formation d'un imaginaire commun, d'une géographie sociale et mentale originale.

### **Pratiques des espaces et recherches situées**

Le propre de la recherche-action est de se comprendre comme une « science située », c'est-à-dire qu'elle ne prétend pas à une « neutralité scientifique » qui échapperait aux rapports de production (économiques, culturels, symboliques). Elle intègre le fait qu'elle est tributaire des constructions sociales d'une époque (normes, énoncés, valeurs, structures mentales) et ne peut être séparée des rapports d'exploitation et de domination engendrés par les rapports sociaux. C'est au contraire cette prise de conscience de l'implication de l'acteur-chercheur qui garantit une objectivation et une généralisation du savoir. La conscience de cette situation conduit donc à une analyse critique. Comme nous l'avons remarqué à travers le principe de laboratoire social, un travail réflexif par nature émancipateur ne peut s'engager sans créer des espaces-temps autonomes et, réciproquement, des espaces-temps autonomes se construisent par l'appropriation d'une démarche réflexive. Ainsi peuvent s'articuler changements personnels et changements institutionnels, production de savoirs et transformation sociale.

Or, rarement dans notre engagement socioprofessionnel, nous pouvons défendre cette cohérence. Ne serait-ce que parce que nous sommes soumis à la contrainte du temps et des cadres d'évaluation d'une logique de projet en termes d'obligation de résultat. La mise en place d'un autre cadre de pensée et d'action est donc indissociable d'une autre pratique de nos espaces d'implication.

Le point commun de tous les articles de ce dossier est de partir d'une pratique d'usage réflexif des espaces interstitiels, délaissés ou recomposés pour interroger notre rapport au monde à travers trois dimensions: le rapport au travail, le rapport au territoire, le rapport au modèle d'organisation collective et de gouvernance.

C'est ici que nous logeons nos laboratoires sociaux pour y développer un travail réflexif. Nous disons alors que ce sont les situations sociales qui nous convoquent et constituent un terreau nourricier: les bidonvilles, les quartiers populaires, les territoires périurbains ou ruraux, les zones temporaires autonomes (friches, squats, ateliers de résidence, zones à défendre [ZAD], places publiques) et autres espaces.

Ces expériences sont-elles symptomatiques d'un particularisme local ou constituent-elles les indicateurs d'une période de transition, de rupture, voire d'effondrement? Une autre manière est de dire que l'implication dans les situations décrites ici est un processus structurant et instituant, dans le sens où les personnes qui transforment les espaces sont elles-mêmes transformées en éprouvant physiquement, socialement et intellectuellement ces espaces. Nous voyons alors se reformuler ou se recomposer des manières de faire et d'être.

Une approche de la complexité est nécessaire à travers des liens inédits entre les expériences et les connaissances pour comprendre et analyser ces processus d'émancipation et de transformation.

C'est dans ce rapport entre un imaginaire instituant et l'action directe que se formule un récit collectif, nous touchons là une fonction cruciale de l'écriture.

Nous ne sommes pas dans une opération de communication basée sur le « storytelling » de la réussite individuelle mais, à travers ce travail réflexif, dans la prise de conscience de pouvoir former une minorité active, du moins de constituer, en tant que communauté d'acteurs-chercheurs, une entité collective se positionnant dans les rapports sociaux.

L'écriture agit comme une auto-analyse pour les groupes et les structures, décryptant les enjeux de pouvoir, les dysfonctionnements, les écarts entre les objectifs et la réalité, amenant chacun à comprendre sa position et à clarifier son engagement.

De toute époque, les minorités actives ont pu servir de levier à une transformation lorsqu'elles ont su écrire un récit collectif fort et autonome. Cela a été le cas pour les mouvements ouvriers et d'éducation populaire d'après-guerre issus de la Résistance ou les mouvements des années 60-70 issus de la décolonisation et de l'anti-impérialisme. Quels sont les contre-espaces d'aujourd'hui, sur quelle base des individus peuvent-ils se former en minorité active ? Les corps intermédiaires professionnels, politiques et syndicaux sont décrédibilisés dans l'assujettissement à des modèles économiques reconstructeurs, « disrupteurs », dit-on aujourd'hui dans la langue du pouvoir, alors que les catégories les plus précaires de la population sont destituées du rôle politique de générer un récit fondateur.

Dans ce sens, le récit collectif pose un acte de résistance aux pouvoirs investis par le langage quand ils s'autorisent à écrire l'histoire à la place de ceux qui la font. Ce pouvoir symbolique s'incarne dans la vie quotidienne dans la définition des signifiants (forme de vie) et des signifiés (le sens accordé à ces formes). C'est ainsi que des catégories entières de la population deviennent « insignifiantes » (sauvages, indigènes, inutiles, etc.).

Les critères qui pourraient dessiner les contours de nouvelles minorités actives restent difficiles à cerner puisqu'ils ne s'appuient plus sur des définitions sectorielles professionnelles ou disciplinaires universitaires. La nature ayant horreur du vide, ce sont les mouvements identitaires et populistes qui viennent combler, sur une base ethnosociale, territoriale ou religieuse, l'absence d'une prise en compte politique et théorique.

Ce cahier indique que nous pouvons partir du bas de l'échelle sociale tout en nous inspirant d'autres critères. Les expériences d'implication touchent effectivement les acteurs relégués au fin fond des couches de l'histoire, alors qu'ils en sont pourtant les protagonistes : les récupérateurs-vendeurs de rue, les Roms des bidonvilles, les travailleurs précaires, les migrants, les sans-logis, les habitants des quartiers populaires et des zones rurales délaissées... et tous ceux, jeunes et moins jeunes, redéfinissant leur choix de vie dans des espaces de croisement sans emprise : friches, squats, péniches, camping-cars, architecture mobile, lieux hétérotopiques<sup>21</sup> et autres tiers-espaces.

Nous avons pu éprouver et vérifier à travers ce dossier que des acteurs-chercheurs construisent leurs propres référentiels d'analyse et dispositifs d'action. Ils ne sont pas uni-

21. À la différence des utopies qui sont des emplacements sans lieu réel, les hétérotopies sont des espaces sociaux bien réels mais « hors lieux » pour reprendre la définition de Michel Foucault (conférence au Cercle d'études architecturales, 1967). À l'instar des contre-espaces des ZAD ou des contre-emplacements des bidonvilles, ce sont des formes de relations qui s'imaginent, se vivent et se recomposent dans une extériorité aux normes dominantes et dans un décalage à l'espace-temps environnant.

quement « agents » ou « acteurs », mais aussi « auteurs » d'une créativité populaire posant des alternatives. Passer ainsi d'une forme subie à une forme active est un enjeu du récit collectif. Autrement dit, un mouvement peut s'analyser en creux, de la déprise comme reprise en main de l'existence et du cours de l'histoire à travers des contre-histoires, des contre-espaces, des contre-discours. Cette problématisation des pratiques dans ces espaces est un des enjeux de ce dossier.

Quels sont ces nouveaux référentiels ? Les expériences décrites dans ce dossier explorent les formes d'économie populaire et d'innovation sociale, participent d'un développement endogène des territoires, expérimentent sur des zones interstitielles, intermédiaires, temporaires des formes d'auto-organisation, d'autoformation et d'autofabrication répondant aux besoins sociaux.

Si ces notions sont reprises par une « classe créative », nous pensons que ce sont les classes les plus démunies et ceux qui sont hors système qui sont les plus porteurs d'une créativité amenant à des solutions alternatives profitables pour tous en termes de recherche et développement. Nous sommes vigilants dans ce sens à ce que les plus concernés soient bien au cœur comme coauteurs du processus : utiliser ses propres mots, construire son propre vocabulaire, qualifier ou requalifier ses acquis d'expérience.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que c'est la conscience d'un rapport social qui relie toutes ces expériences : un autre rapport au travail, un autre rapport au territoire, un autre rapport aux organisations de l'espace.

### **Une pratique des « tiers-espaces » qui interrogent les rapports sociaux**

Les auteurs responsables associatifs ou de collectifs et, pour certains, animateurs de réseaux régionaux posent la question de la crise actuelle des « corps intermédiaires » vis-à-vis d'un projet de société. Ils développent des expériences sur le territoire métropolitain dont le point commun est une pratique des « tiers-espaces » : lieux de déprise volontaire ou involontaire, lieux en dehors du flux mondialisé ou à la périphérie des grands pôles d'attractivité régionaux. N'est-ce pas justement par cette déprise que peuvent se recomposer de nouvelles centralités populaires, à travers des stratégies émancipatrices et d'innovation sociale ? Des éléments de réponse sont donnés autour de trois problématiques qui interrogent notre rapport au monde et organisent le plan du dossier : un autre rapport au travail qui nous travaille, un autre rapport au territoire qui transforme, un autre rapport aux organisations de l'espace qui émancipe.

### **Un autre rapport au travail qui nous travaille**

Comment des pratiques en « tiers-espaces » permettent-elles d'interroger notre rapport au travail, aux modèles entrepreneuriaux et économiques ?

La question du travail et de son dépassement est devenue centrale aussi bien pour ceux qui sont dans des activités informelles, ou qui ne souhaitent pas entrer dans un rapport salarié subordonné, que pour ceux qui s'interrogent sur leurs conditions de travail et sur l'organisation des corps de métiers traditionnels dans une alternative aux normes économiques. Déjà parce que la logique marchande empiète aujourd'hui sur l'ensemble des dimensions de la vie. Nous sommes dans une marchandisation de l'espace, où chaque élément de notre expérience peut faire l'objet d'un commerce. La dimension du vivant, du social et de la solidarité qui, un moment, a échappé à cette logique clientéliste et mercantile, est totalement récupérée. C'est le cas du milieu associatif, de l'éducation populaire ou de



l'économie solidaire. La frontière entre la vie privée et la vie professionnelle est gommée par les stratégies des plateformes technologiques où nous troquons notre qualité de citoyen pour celle de « client » (exemple des GAFA : Google, Amazon, Facebook, Apple).

À l'opposé, les expériences décrites ici s'inscrivent délibérément dans une démarche non propriétaire de la créativité. Cette « créativité populaire » renvoie à la question du commun (ce que nous voulons partager et comment le partager), de l'innovation sociale (en quoi est-ce un service répondant à un besoin collectif) et au modèle économique alternatif au capitalisme.

Dans son article sur l'articulation entre l'éducation populaire et l'action syndicale (p. 21), Anne Meyer décrit comment l'association Culture et Liberté et leurs interlocuteurs syndicalistes ont cherché à inventer de nouveaux espaces de réflexion partagée et de questionnement réciproque, notamment à travers l'initiative d'un espace expérimental, le Centre de ressources interprofessionnel (CRI).

Dans un autre registre, celui du travail artistique dans le domaine musical, Anton Quenet-Renaud (musicien, membre de l'Atelier, voir p. 29) décrit comment de longues années d'expérience d'interventions lui ont permis d'élaborer un dispositif original d'atelier, un espace intermédiaire esthétique et réflexif, un « art du bricolage » qui bouleverse le rapport à la matière, à la transmission et au sens de la production.

Nicolas Guerrier nous fait partager un cycle de rencontres dans le Limousin (p. 37) conçu comme un espace hybride d'autoformation collective sur la question du travail. De la déconstruction à la reconstruction commune, propre à la formation-action basée sur les récits d'expérience, à la fois lieu de partage et de recherche; l'originalité est de croiser des milieux socioprofessionnels et des approches différentes en dialogue avec des initiatives de ce territoire ou d'ailleurs.

Jeanne Guien, Maëlle Cappello et Hugues Bazin témoignent d'un autre espace hybride, la mise en place d'un laboratoire social appelé « Rues marchandes » provoquée par la situation des récupérateurs-vendeurs de rue (p. 47). En quoi cette situation amène-t-elle à créer un dispositif original de recherche-action qui interroge les rapports de pouvoir dans la production des savoirs sur les questions du rapport au travail, au territoire, à l'espace public et aux minorités actives ?

Laurent Ott partage une longue expérience en pédagogie sociale dans les quartiers populaires, les hôtels sociaux et les bidonvilles partant de la prise en compte de l'environnement comme support d'éducation et d'expression créative (p. 55). Cette façon de concevoir un travail hors institution n'est pas sans interroger les cadres d'intervention des structures professionnelles.

### **Un autre rapport au territoire qui transforme**

Comment le territoire peut-il se transformer en termes d'aménagement et d'écodéveloppement à partir de ses propres ressources, notamment d'une pratique au « rez-de-chaussée » des villes et des campagnes, c'est-à-dire en prenant en compte la maîtrise d'usage des espaces ?

Cette pratique confirme que le territoire n'est pas cloisonné ou figé. Il est une production aussi symbolique que physique de l'expérience. Les lieux se forment à partir des situations, que l'on appelle tiers-espaces, espaces intermédiaires, milieux, interstices, nous sommes bien dans un environnement ouvert d'interaction et d'interdépendance. Ce caractère écosystémique ne peut pas dissocier les éléments de la vie dans leurs différentes dimensions sociales, culturelles, économiques, politiques.

S'y forge un sens critique qui n'est pas sans conséquence sur la manière de concevoir l'aménagement du territoire – à l'opposé de la logique technicienne – puisque nous partons du bas vers le haut, de la maîtrise d'usage vers la maîtrise d'œuvre, de l'instituant vers l'institué. Cela modifie nos conceptions du rapport entre le centre et la périphérie, entre l'espace et le lieu, entre la verticalité et l'horizontalité, entre le dedans et le dehors, le privé et le public.

Christine Balaï décrit l'expérimentation d'un atelier de recherche-action avec différents acteurs occupant une friche urbaine à Saint-Denis (p. 69), faisant apparaître les synergies et les contradictions autour d'un espace temporaire et son rapport au territoire entre une commande institutionnelle gérée par un opérateur de projet et les formes d'écosystème que génère le lieu.

D'une autre manière, Arthur Bel nous parle de son expérience et de son analyse des squats d'activités comme lieux précaires d'une urbanité alternative renvoyant à la question du statut de l'espace (privé, commun, public), à son instrumentalisation ou à son autonomie, comme lieux intermédiaires transitoires ou leviers créatifs d'une transformation durable, notamment sur le plan de l'habitat et de l'écologie (p. 79).

Julien Bellanger, acteur-chercheur des lieux numériques, questionne leur place entre pratiques populaires et réappropriation locale des technologies (p. 87). Ces technologies sont-elles au service d'une culture libre ou de sa marchandisation? Ici se joue le rôle de ces lieux de médiation au-delà des énoncés et des labels (fablab, medialab, hacklab, etc.).

Victoria Zorraquin se situe dans un lieu de vie bien différent dans son rapport au territoire, qui est un milieu en tant qu'écosystème, celui du bidonville rom régulièrement démantelé (p. 97). Elle se pose la question de la place du récit à travers une démarche d'« arts politiques » et de « pédagogie sociale » interrogeant les formes d'implication de chacun.

Enfin, Éric Sapin, qui anime deux péniches en bord de Seine, aborde encore un autre milieu, l'univers fluvial, avec sa géographie et son histoire. Se joue au fil de l'eau, autour de ce bien commun, une tension entre privé et public, nomade et sédentaire, sanctuarisation et marchandisation de l'espace-fleuve (p. 105).

### **Un autre rapport à l'organisation de l'espace qui émancipe**

Placer l'humain, la rencontre, l'accueil inconditionnel au centre constitue un acte fondateur des expériences décrites. En quoi la pratique d'espaces sans lieux institués et sans « ingénierie de projet », basés sur l'accueil, la diversité et la prise en compte de l'environnement fabrique-t-elle une culture commune et un cadre autonome de pensée et d'action?

Cette présence et cette implication auprès des populations délaissées ne traduisent pas un simple engagement social. Le mouvement même d'une déprise semble inscrire les conditions d'un renouvellement profond de nos sociétés. S'il y a rupture, c'est dans ce renversement des perspectives où la non-participation, le non-engagement, le creux, l'absence, la non-visibilité sont symptomatiques d'un mouvement de flux et de reflux où le retrait amène l'implication, l'absence amène la présence, le décrochage amène le mouvement... Et si se jouaient là d'autres modèles de gouvernance?

Dans le contexte du mouvement des places du printemps 2016 appelé aussi Nuit debout, Camille Arnodin décrit l'instauration d'un espace spécifique, « Debout éducation populaire ». En quoi se fabrique ici, dans l'investissement d'un lieu instable, sans emprise et dans la confrontation aux postures et aux idées des uns et des autres, le cadre d'une expérience commune critique, voire d'une culture commune contestataire (p. 115)?

Un autre espace insoumis et autonome ouvert à tous est la Chimère citoyenne, initiée par Elisabeth Sénégas et Marie Françoise Gondol, justement parce que c'est « un lieu qui ne propose rien, pour que tout soit possible ». Face à l'inadaptation des dispositifs d'accompagnement, c'est la qualité de présence qui est privilégiée dans un tiers-espace entre vie privée et vie professionnelle (p. 123).

Des tiers-espaces d'émancipation il en est aussi question avec Christophe Giroguy, qui a su toucher les acteurs d'un quartier populaire de 12 000 habitants à la rencontre de leurs lieux de vie dans des marches exploratoires, là aussi sans logique de projet préalable, ce qui a donné naissance au local de l'Utopie, une autre manière de « faire démocratie » et de répondre aux besoins du quartier (p. 131).

Lakdar Kherfi témoigne d'un autre espace-temps dans les quartiers populaires: quand la nuit tombe et que tous les services et lieux sont fermés, il gare son camping-car et ouvre avec son frère Yazid, au pied des immeubles, un espace de rencontre minimaliste mais chaleureux où la parole se libère. Il s'y fabrique de l'intelligence sociale avec, comme seul matériau, l'humain (p. 143).

Enfin, Simon Cobigo ouvre là aussi des espaces singuliers en expérimentant un « système bulle », une architecture gonflable qui crée en très peu de temps et de moyens des lieux temporaires de partage, par exemple pour distribuer des repas aux réfugiés. Ce contre-espace facilement appropriable questionne les normes établies de l'espace public et de la société (p. 149).



# I UN AUTRE RAPPORT AU TRAVAIL QUI NOUS TRAVAILLE

■ **Éducation populaire et action syndicale : un espace expérimental pour se reconnaître, apprendre les uns des autres en faisant un pas de côté**  
Anne Meyer

■ **L'Atelier : beaucoup avec pas grand-chose**  
Anton Quenet-Renaud

■ **Dénouer le travail. L'expérience du Cycle travail comme recherche et autoformation collective**  
Nicolas Guerrier

■ **Recherche-action avec les récupérateurs-vendeurs de rue**  
Jeanne Guien, Maëlle Cappello, Hugues Bazin

■ **Pédagogie sociale et appropriation du territoire**  
Laurent Ott



# Éducation populaire et action syndicale : un espace expérimental pour se reconnaître, apprendre les uns des autres en faisant un pas de côté

ANNE MEYER,  
chargée de mission, Culture et Liberté (Paris)

---

Dans la constellation associative de l'éducation populaire, Culture et Liberté présente une particularité : ses racines et son évolution, jusqu'à ce jour, la situent en proximité avec le milieu ouvrier et ses luttes, donc avec le syndicalisme.

C'est l'objet du présent article en s'appuyant, autant que faire se peut, sur des textes rédigés au sein de l'association, à différentes époques, non pas pour faire œuvre historique, mais pour contextualiser les réflexions que nous tentons actuellement de partager avec nos partenaires syndicaux et les projets communs qui pourraient en découler, notamment l'initiative d'un espace expérimental : le Centre de ressources interprofessionnel (CRI).

Il a donc été nécessaire de revenir sur trois époques successives (seconde moitié des années 1980 ; fin des années 1980-années 2000 ; années 2010) en suivant un fil d'analyse :

- le projet, les valeurs, les acteurs ;
- les niveaux d'organisation impliqués et le contexte institutionnel et historique ;
- les méthodes et les outils ;
- les facilitateurs et les obstacles (intitulés dans le langage contemporain « leviers et freins ») ;
- les facteurs de transition vers l'époque suivante.

En filigrane, il existe des principes et des perspectives qui transcendent les époques : l'auto-organisation, l'émancipation et la transformation sociale.

Il est nécessaire de noter en préambule que les mots sont importants et situés dans le temps et l'espace :

**Éducation populaire...** start-up... **syndicalisme...** management participatif... **lutte des classes...** ressources humaines... **militantisme...** compétences et talents... **tous capables...** bien-être au travail... **autogestion...** dialogue social... **rapport de force...** compétitivité... **solidarité...** innovation... **émancipation...** gouvernance... **esprit critique...** collaborateurs... **travailleurs...** concurrence... **revendication...**

Cet inventaire pourrait prolonger bien davantage l'alternance de mots et d'expressions qui appartiennent, socialement et culturellement, à deux registres divergents.

Certains termes sont propres à l'entreprise et à sa gestion, entre les années 1980 et la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle que nous vivons. Au cours de cette période, l'entreprise, sa culture, ses valeurs et son emprise se sont affirmées dans le discours médiatique et politique, se sont « naturalisées », alors même que la crise socio-économique n'a cessé de s'approfondir. Les mots listés ci-dessus ne sont que quelques exemples disparates d'un cadre terminologique envahissant et performatif qui influe sur nos visions du monde et, partant, sur nos attitudes et comportements. Cela d'autant plus efficacement qu'il s'est glissé dans tous les secteurs du fonctionnement social : marchand ou non marchand, public ou non lucratif.

Les autres termes apparaissent plus emblématiques du milieu associatif et/ou syndical et portent les conceptions qui y sont traditionnellement associées (plutôt antérieures aux années 1970-1980) que l'on retrouve en partie dans les notions actuelles de « bien commun » ou de résistance zadiste, dans un contexte de mobilisation certes relativement différent de ce qu'il était avant le milieu des années 1980.

On remarquera en outre que la professionnalisation du secteur associatif s'est accompagnée de l'adoption de mots et d'expressions bureaucratiques ou technocratiques empruntés à l'ingénierie sociale : le « projet » est ainsi un terme récurrent dont tout « dossier » digne de ce nom peut difficilement faire l'économie. Il doit être conduit en respectant une « méthodologie » rigoureuse, selon des « objectifs » définis, assortis de « critères d'évaluation » idoines, en direction de « bénéficiaires » soigneusement repérés, etc. Cet appareillage discursif est aussi un puissant facteur de normalisation de la pensée ; nous sommes tous amenés à en « jouer », avec plus ou moins de maîtrise, d'assentiment, voire d'aveuglement quant à son impact.

Le fait de se situer sur une période qui couvre plus d'une quarantaine d'années amène à observer que les mots employés évoluent et, avec eux, les représentations, les évidences, la façon de percevoir, d'interpréter, d'accepter ou de refuser les situations sociales. Certains termes perdent leur sens, d'autres s'infiltrèrent puis s'imposent ; quoi qu'il en soit, ils sont étroitement liés à une époque, à un « esprit du temps » et, *in fine*, à une idéologie, une manière d'envisager les rapports sociaux et les modes de domination qui en découlent.

Qui donc, actuellement, oserait encore parler de « **lutte des classes** » ? C'est pourtant ce que faisait en 2005 le milliardaire américain Warren Buffett<sup>1</sup> : « Effectivement, disait-il, il y a bien une lutte des classes, et c'est ma classe, celle des riches, qui est en train de la gagner... »

1. Interview de Warren Buffett par Lou Dobbs (CNN), le 19 juin 2005.



## Saison 1. Le temps de la recherche et du « bricolage »

Parmi les réseaux d'éducation populaire, Culture et Liberté, association pour le développement culturel du monde du travail née en 1970, présente la spécificité d'être historiquement issue du milieu ouvrier et de ses luttes. Encore actuellement, au niveau de l'association nationale, l'activité garde un lien « organique » avec les syndicats, puisque, depuis une vingtaine d'années, nous formons des militants et des représentants du personnel, à l'expression écrite et orale, aux méthodes d'animation, d'intervention et de négociation ainsi qu'aux aspects techniques et méthodologiques de leurs fonctions électives.

Neuf ans après sa création effective, Culture et Liberté publie un opuscule éponyme qui dépeint ses origines et ses premières années de fonctionnement. La quatrième de couverture souligne que Culture et Liberté « c'est l'affirmation et l'exemple que les travailleurs peuvent se prendre en charge à tous les niveaux. C'est la possibilité pour les travailleurs de reconnaître leur culture dans leurs propres gestes de travail, dans leurs gestes de la vie quotidienne, dans leurs luttes, leurs aspirations, leur manière de vivre, leur manière d'apprendre et de connaître ». Dans ce cadre, la culture « est avant tout capacité à vivre en homme libre, capacité d'exercer des qualités de création. Elle est une manière d'être et de vivre. Le développement culturel des travailleurs est un problème central pour "vivre mieux, donc autrement". Il représente un combat pour lequel les travailleurs doivent s'organiser. Culture et Liberté entend être un des moyens de ce juste combat ».

On voit bien les racines communes avec le syndicalisme: la référence systématique aux « travailleurs », à la classe ouvrière et au milieu populaire, le besoin de s'emparer du savoir pour décoder une situation de domination, pour s'organiser collectivement de manière à la contrer et à mettre en œuvre d'autres modes de fonctionnement plus égalitaires et plus autonomes.

En pratique, cela renvoie à une recherche empirique d'abord basée sur l'expérience, puis de plus en plus élaborée et formalisée. Il s'agit de construire des outils d'analyse, d'animation et de formation, au service de:

- **l'information** par la recherche et la diffusion de l'information nécessaire à la compréhension de l'environnement et de la situation vécue;
- **l'émancipation** par la déconstruction des dominations et l'expérimentation de modes de fonctionnement collectifs solidaires;
- **la transformation** de la situation insatisfaisante par l'auto-organisation individuelle et collective et la mise en œuvre de rapports de force et de changements effectifs.

Les terrains et thèmes d'intervention sont nombreux et divers, de l'usine au quartier, du *temps libre*<sup>2</sup> à la santé, à l'organisation d'un syndicat de locataires sous forme de soirées, de week-ends ou de stages réalisés sur les lieux de travail (cf. ci-dessous) portant sur la vie politique locale ou nationale, l'initiation à l'économie ou les rapports Nord-Sud, la mise en place d'une laverie partagée dans la cave d'un immeuble, etc.

**Dans le monde du travail**, deux lois sont déterminantes à ce niveau:

- La loi de 1957 crée le **stage d'éducation ouvrière** qui devient, en 1985, le **congé de formation économique, sociale et syndicale** (FESS). Il est destiné à assurer la formation des représentants du personnel, des militants syndicaux et de tout salarié qui en fait la demande. Ce droit reconnu par la loi a pour objet de former les stagiaires aux méthodes, aux aspects techniques et à la mise en œuvre de la représentation syndicale dans l'entre-

2. Ce terme fleure bon la réduction du temps de travail et donna lieu, en son temps, à un ministère...

prise (comité d'entreprise [CE], comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHSCT], délégué du personnel [DP], conduite de réunion, prise de parole en public, etc.). C'est aussi un temps collectif d'échange de pratiques, de savoirs et de savoir-faire, d'acquisition ou de consolidation de capacités d'expression et de négociation.

- La loi de 1971, relative à la **formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente**, élargit le droit à la formation professionnelle en permettant aux salariés de participer à des formations de leur choix, au-delà de celles organisées par et au service de l'entreprise. C'est une opportunité d'intervention auprès des travailleurs, en lien avec les syndicalistes ; les militants de Culture et Liberté ont d'ailleurs souvent aussi un mandat syndical.

**Point de transition :** la crise économique des années 1980 restreint les possibilités offertes par la loi de 1971, d'où un relatif déclin des formations d'« éducation permanente ». Parallèlement, la pensée managériale se développe, de même que les ruses de la société de marché – auxquelles même les sphères syndicale et associative se laissent prendre.

## **Saison 2. Le temps de l'étreinte mortelle de l'institutionnalisation et de l'économique**

S'ensuit une période au cours de laquelle le mouvement Culture et Liberté connaît deux types d'évolution.

### **Le volume de formations avec et au service du monde du travail diminue, remplacé partiellement par des mesures liées au traitement social du chômage**

Durant le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle, l'économie et le marché du travail français connaissent plusieurs phases « dépressives » au cours desquelles le chômage et la précarité augmentent dans des proportions inconnues depuis la crise de 1929, ce qui a deux types de conséquence.

D'une part, les entreprises sont beaucoup moins disposées à consacrer un budget à des formations qui ne servent pas directement leurs objectifs de production. Les activités de formation animées en entreprise par Culture et Liberté connaissent un net recul.

D'autre part, l'État met en place des modules de formation destinés aux demandeurs d'emploi, en particulier aux plus vulnérables, dépourvus de qualification. Nombre d'associations adhérentes de Culture et Liberté ainsi que le centre national considèrent alors qu'intervenir en direction de travailleurs, d'adultes et/ou de jeunes en voie d'exclusion s'inscrit dans la logique de Culture et Liberté ; elles s'engagent donc dans cette voie, et recrutent pour cela des formateurs et des animateurs salariés. Les remises à niveau succèdent aux stages de redynamisation sociale et aux périodes d'insertion et de réorientation ; les « dispositifs » de retour à l'emploi s'enchaînent sans apporter de réponses véritablement probantes au problème du chômage.

### **Les alliés syndicaux ne sont plus les mêmes**

Les grandes confédérations syndicales mettent en place leurs propres instituts de formation et de nouveaux syndicats apparaissent ; un partenariat dynamique s'établit ainsi avec le groupe des Dix qui va devenir l'Union syndicale Solidaires.

Dans la durée cependant, la relation entre Culture et Liberté et ces nouveaux partenaires syndicaux tend à perdre de vue la perspective commune de transformation sociale, sous le

ponds des contraintes économiques et organisationnelles ainsi qu'en raison du manque de temps disponible pour capitaliser et réfléchir ensemble aux évolutions possibles et au sens des formations. Cela, alors même que les formations dispensées sont toujours l'occasion, pour les participants, d'échanger, de réfléchir et d'acquérir de nouvelles connaissances et savoir-faire.

Dans la durée, ce qui apparaissait initialement comme un apport de compétence bienvenu, étayé par une visée de transformation sociale, glisse vers une prestation commanditée par l'État ou par les partenaires syndicaux... tout en subissant « l'étreinte mortelle » de la pression économique qui affecte les associations employeuses de salariés.

Les années 2010 constituent alors un point de transition en lien avec l'arrivée de nouveaux acteurs dans l'association, en lien avec un contexte socio-économique et sociétal de plus en plus inquiétant (régression du droit du travail, pénalisation des mouvements sociaux) et avec le besoin concomitant d'une éducation populaire et d'un syndicalisme engagés.

### **Saison 3. Culture et Liberté ou comment réactiver une perspective commune et transformatrice ?**

L'enjeu est de taille : face au contexte social, économique et culturel d'aujourd'hui, il s'agit pour les acteurs de Culture et Liberté et leurs interlocuteurs syndicalistes de **réfléchir, de chercher et d'inventer ensemble de nouveaux espaces de réflexion partagée et de questionnement réciproque, et d'expérimenter des formes d'action conçues ensemble qui questionnent et déconstruisent les nouveaux vecteurs d'aliénation et de domination au travail (voire plus largement).**

Le contexte a changé, tant au niveau des contraintes institutionnelles et organisationnelles que des formes et des engagements militants.

Parallèlement, les bases de l'action militante ont changé de forme et de contenu, mais les mots et les valeurs gardent leur force : solidarité, tous capables, rapport de force, esprit critique, etc. Il s'agit de leur donner aujourd'hui, et demain, une épaisseur sous-tendue par des pratiques.

Des expériences existent aujourd'hui, mais comment se racontent-elles dans leur diversité et comment se rencontrent-elles pour s'enrichir mutuellement ?

L'objectif de la démarche peut se scinder en deux temps :

- **se reconnaître dans ce que nous partageons...** : des fragments d'histoire, des valeurs (voir saison 1), la référence à l'auto-organisation individuelle et collective, l'émancipation et l'autonomie ; la finalité de transformation sociale portée par une partie du syndicalisme et une partie de l'éducation populaire ;
- **apprendre les uns des autres en décalant les points de vue** : le pari est de s'appuyer à la fois sur nos similitudes et sur nos différences de perception et de point de vue, nos interrogations et nos savoir-faire et de les confronter pour identifier ce que nous pouvons construire ensemble. Nous avons des sensibilités communes, au-delà de terrains d'intervention différents. Comment cela peut-il donner lieu à une construction dialectique de nouveaux possibles ?

### **Le support: le Centre de ressources interprofessionnel (CRI), un mode de « coproduction » spécifique**

Le CRI<sup>3</sup> propose un mode de coproduction particulier fondé, d'une part, sur l'organisation de rencontres réunissant plusieurs acteurs de l'éducation populaire (EP) et du syndicalisme afin de les mettre en dialogue, d'autre part, sur la rencontre de ces paroles plurielles et dialectiques, de leurs concordances, de leurs divergences et de leurs perspectives, mais aussi sur une réflexion sur le langage et la portée des mots utilisés (voir notre préambule), sur un examen critique du ou des vocabulaires et des représentations associées – comment le monde sans alternative se pense au quotidien, y compris dans notre for intérieur – *a contrario*, comment le poids d'autres mots choisis peut faire advenir d'autres pratiques.

Cette coproduction se fait dans le cadre d'initiatives élaborées de concert:

- les formations-recherches-actions au sein desquelles un collectif d'acteurs issus de différents horizons se réunit autour d'un objet défini en commun et dont il s'empare pour l'expérimenter et/ou le transformer et en retirer une expérience d'apprentissage;
- les enquêtes participatives étayées par l'expertise croisée de salariés et de chercheurs/praticiens du milieu du travail, etc.;
- le recueil de la mémoire des pratiques de résistance ouvrière, etc.
- le travail sur le langage (glossaire, détournement verbal, ateliers d'écriture, etc.) destiné à décrypter les dominations et pseudo-évidences socio-économico-culturelles.

### **Un processus en cours**

Il ne s'agit pas de parler d'une situation en surplomb, à partir d'une position d'expert ni à la place d'acteurs pris comme objets d'analyse, mais de favoriser l'élucidation de problématiques par les acteurs eux-mêmes (un premier pas pour « travailler ensemble »).

C'est la raison pour laquelle la première étape du travail du CRI est d'enrichir la problématique énoncée ci-dessus. Au-delà de ce premier temps, l'ensemble de la démarche met d'abord l'accent sur l'écoute entre acteurs. De la même manière, ceux-ci seront sollicités pour élaborer ensemble les outils et le cheminement de leur action commune.

C'est la mise en exergue des convergences et tensions inhérentes à la situation, leur « conscientisation » – au sens de la construction collective d'une vision commune, dans une perspective d'action –, qui fournit la base du travail de compréhension critique et d'initiative ainsi entrepris.

Ce numéro des « Cahiers de l'action », publié par l'INJEP, et le cheminement avec le Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA) sont une **opportunité** pour la mise en œuvre du nouvel espace qu'est le CRI. Ce travail de réflexion et de prospective autour des « nouveaux espaces d'émancipation collective et de transformation sociale » ouvre à des militants de l'éducation populaire et de l'action syndicale la possibilité d'un chantier à prendre à bras-le-corps.

Il se heurte néanmoins à deux écueils:

- **la disponibilité**: il s'agit en effet pour la petite équipe de Culture et Liberté de trouver le temps de rencontrer les autres parties prenantes des projets, de réfléchir et de construire avec eux, d'expérimenter des animations ainsi que de répondre parfois à des demandes

3. Le Centre de ressources interprofessionnel se veut un « outil de culture de luttes » au service des travailleuses et des travailleurs, de leurs élus et des syndicalistes associant expériences, recherches, démarches d'éducation populaire et actions artistiques.

non prévues, économiquement bienvenues (cf. ci-après) et cependant intéressantes. Cette disponibilité qui renvoie au fameux phénomène de « croisement des agendas » ;

- **la trésorerie**: astreinte vulgaire ou principe de réalité? Maintenir un niveau de budget suffisant pour assurer les salaires et autres charges fixes est un choix collectif de l'équipe... qui implique une « production » financée et freine aussi, dans une certaine mesure, l'avancée de projets à plus long terme.

Cependant, des initiatives progressent parfois selon des schémas imprévus. Le travail avec les partenaires syndicaux se poursuit, mais emprunte des chemins de traverse autour, par exemple, des questions de l'alphabétisation et de la mobilisation de travailleurs élus du personnel dans le secteur du nettoyage. Il y est plus que jamais question d'auto-organisation, d'émancipation et de transformation sociale.



# L'Atelier : beaucoup avec pas grand-chose

ANTON QUENET-RENAUD,  
musicien bricoleur, atelier et formation<sup>1</sup> (Nantes)

---

« La terre nous en apprend plus long sur nous que tous les livres. Parce qu'elle nous résiste. L'homme se découvre quand il se mesure avec l'obstacle. Mais, pour l'atteindre, il lui faut un outil. Il lui faut un rabot, ou une charrue. Le paysan, dans son labour, arrache peu à peu quelques secrets à la nature, et la vérité qu'il en dégage est universelle. De même l'avion, l'outil des lignes aériennes, mêle l'homme à tous les vieux problèmes<sup>2</sup>. »

L'Atelier est un genre d'endroit pour récolter des matières qui nous résistent. Il va falloir les façonner, les transformer au moyen d'outils et petit à petit les assembler pour aboutir à notre production et ainsi ajouter une expérience à notre catalogue. C'est sur cette route, dans ce processus, que des compétences circulent, des savoirs se transmettent, des sens se construisent, des représentations bougent... On évolue entre création, transmission, production, diffusion, rencontres humaines, représentations. L'Atelier n'est pas simplement artistique, pédagogique, social, socioculturel, thérapeutique, il est tout ça à la fois : il est humain. C'est faire l'expérience d'une situation qui n'est pas découpée en cases, mais où on crée des liens, où on construit et où on évolue entre ces différentes dimensions. L'Atelier ouvre un espace esthétique, d'expérience où une cohérence humaine de travail non sectorisé va pouvoir se développer, produisant ainsi à travers les matières travaillées non seulement des formes concrètes (disques, spectacles, etc.), mais aussi des sens, des compétences qui nous construisent et nous transforment.

Depuis quinze ans, j'ai croisé toutes sortes de gens en ateliers dans les écoles (des maternelles aux lycées), les centres éducatifs, les lieux d'animation, les structures médicales, l'espace public, les foyers en tous genres. En fait, des jeunes, des tout-petits, des ados, des adultes, des vieux, des calmes, des turbulents, des grands, des petits, des malades, des sacrément mal barrés dans la vie, des drogués, des demandeurs d'asile, des fils à papa, des branleurs, des citadins, des fils d'agriculteurs, des étudiants, des musiciens, etc. Au fil des ateliers, ma façon de les conduire s'est radicalement transformée. Du modèle traditionnel du « projet » avec ses objectifs, son public, ses moyens et une pédagogie adaptée, j'ai

1. [www.fairedestructs.com](http://www.fairedestructs.com)

2. Extrait de *Terre des hommes*, Antoine de Saint-Exupéry.

évolué vers une manière assez éloignée de voir et de construire les choses : ouvrir l'espace, créer un décalage, poser la première pierre d'un endroit où au fond tout est possible.

## L'Atelier: un espace de rencontre

Entre rencontres humaines, bricolage et démarche artisanale se construit pour moi cette notion d'atelier. D'ailleurs, le terme « atelier » provient de « astelier » et désigne à l'origine le lieu où l'on travaille le bois et la zone jusqu'où les copeaux débités se dispersent. En anglais, *workshop* est composé de *work* (travail) et de *shop* (magasin, lieu aménagé pour le dépôt de matériaux). Atelier comme *workshop* désignent un lieu où l'on travaille de la « matière ».

Quel que soit le nom ou la forme qu'on lui donne (atelier, formation, journée résidence, bord de scène, etc.) ou même lors de travail avec d'autres artistes, j'y vois des points communs :

- un lieu (maison des jeunes, salle de spectacle, école, foyer, maison des jeunes et de la culture [MJC], local de répétition, rue, etc.),
- un groupe (individus différents, avec des compétences, des attentes, des envies, des rapports aux choses différents, etc.),
- qui se met en route pour travailler des matières (sons, textes, environnements sonores, notes, etc.),
  - au moyen d'outils (logiciels, instruments de musique physiques ou virtuels, jeux d'écriture, micros, etc.),
  - pour en produire quelque chose (chanson, pièce sonore, album, texte poétique, spectacle, etc.).

Le résultat de ce travail sera diffusé soit de manière large (en direct, album, MP3 sur Internet) soit de manière restreinte (au sein du groupe, juste dans le lieu d'accueil).

Il existe à mon avis autant de manières de conduire un atelier que de gens qui décident de rentrer dedans. Au fil des ateliers et des différentes expérimentations que j'ai traversées, je me rends compte que ce qui me correspond s'articule toujours plus ou moins autour du schéma suivant.

## Avant l'atelier et la notion de projet

La première étape qui correspondrait un peu à la phase de conception de « projet » est très importante. Bien que j'aie développé au fil des années une désaffection viscérale pour cette notion et ce mot de « projet », comprendre, préparer et savoir où l'on va mettre les pieds est fondamental. Je suis convaincu que c'est un outil pertinent pour préparer une action mais, comme tous les outils, il comporte aussi de nombreux travers qui sont très rarement posés sur la table.

C'est d'abord un outil profondément discriminant, un langage et une méthodologie administratifs et sélectifs. J'ai rencontré nombre de très bons artistes et/ou « ateliéristes<sup>3</sup> » qui faisaient sur le terrain ou dans leurs travaux de chouettes choses, mais « complètement à l'ouest » avec la maîtrise et la rédaction de projets; ils étaient peu visibles et avaient tendance à bien galérer. La pertinence qu'ils dégageaient était complètement occultée car ils étaient incapables de la conformer et de la traduire en projet. Peu importe à qui la faute (eux, l'école ou le projet), la conséquence est que des démarches intéressantes ont

3. Comme je ne trouve pas le terme qui me convient, j'invente le mien. Donc un « ateliériste », c'est quelqu'un qui fait des trucs d'atelier.



beaucoup moins de visibilité. À l'inverse, j'ai croisé des « loups de dossiers », des « beaux rédacteurs », des types qui ont le verbe et la prose pour rédiger en peu de temps une belle vitrine avec la même grandiloquence qu'un final de Walt Disney. Eux sont plus visibles.

Je me suis aussi rendu compte que le projet pouvait être un outil de contrôle, et je me suis retrouvé être un pantin au service de je ne sais trop quoi. Entre 2007 et 2008, je réponds à un appel à projets (FSE 10b) européen : il fallait mettre en place un projet qui visait à « favoriser l'insertion professionnelle de jeunes femmes en difficulté ». Au-delà de la technicité extrême du montage du dossier, toutes les cases sont déjà prévues jusqu'aux nombres de caractères minimal et maximal pour expliquer le pourquoi du comment. Il y a tel nombre de pages, d'étapes et de règles préremplies et bordées qu'un cabinet d'experts extérieur doit accompagner et valider. Sur le terrain, les ateliers se sont plutôt bien déroulés, de là à dire qu'il y a eu insertion professionnelle... Les critères de l'évaluation et le temps de suivi ne sont pas suffisants et j'ai surtout eu la sensation d'être un gentil petit pantin qui a bien appris et récité sa leçon. Et, pour me donner bonne conscience ou m'étouffer sous une médaille, je suis obligé de répondre à des journalistes qui me font un article de deux pages dans une revue, avec un portrait en grand format et un sous-titre du genre « Entrepreneur de l'année au service de l'emploi ». Je dois aussi participer à une sorte de colloque où je vante les mérites de mon action, et donc du dispositif FSE 10b. Je récolte 23 000 euros et de belles affiches de communication mais, malgré une évaluation qualitative et quantitative, je ne peux franchement, en aucun cas, être certain de l'impact réel du projet.

## La production : fixer un cap

J'ai croisé de nombreux ateliéristes et, sur la question de la production, j'ai vu deux approches différentes. D'un côté, ceux pour qui le résultat d'un atelier est moins important que ce qui s'y passe : les acquis pendant l'atelier priment. De l'autre, ceux pour qui la qualité de la production est très importante. Le profil des ateliéristes de la première approche est plutôt sous l'influence de l'animation socioculturelle. J'ai entendu la seconde vision plutôt dans la bouche de rappers pour qui la « prod. » est essentielle. J'ai eu du mal à me situer au début puis, avec la notion artisanale, cela m'a paru très clair. Seulement l'un ne va pas s'en l'autre, la production (comme, par exemple, pour un artisan, une paire de chaussures sur mesure) est juste le point de départ. Dans les ateliers, je pars toujours de la production.

Peu importe sa forme : pièce sonore à partir d'objets du quotidien, chanson française, musique électronique ou instrumentale, rap, pièce sonore sur la nature, album, bande-son pour un film ou un spectacle... Je présente des formes possibles (j'essaie d'en montrer qui sortent de l'ordinaire) puis j'expose plus ou moins le « défi » suivant : nous avons X temps pour réaliser notre production puis la montrer. La notion de temps est essentielle car elle définit vers quel type de production (plus ou moins complexe) nous pouvons nous embarquer. Il s'agit pour moi de fixer un cap. Même si on n'y arrive pas, si on dévie vers autre chose, ce n'est pas grave, on se met en route. Un peu à l'image de Christophe Colomb : on se dirige vers les Indes en prenant une route nouvelle et, au final, l'arrivée en Amérique est une découverte majeure.

## Montrer/démo

Je commence toujours mes ateliers par montrer. Cela peut prendre plusieurs formes (je crée assez rapidement devant eux une musique, on va voir un spectacle ou encore ils viennent me voir sur scène). Un peu comme dans le règne animal, il s'agit d'un principe de transmission de base : d'abord montrer. L'idée est d'entrer en discussion, de donner un aperçu

des possibilités, de partir de nos expériences, de donner envie, de démystifier l'activité de création, d'en montrer les mécanismes possibles : donner un aperçu global de la chaîne de l'idée jusqu'au produit fini. Cette phase est très importante, car c'est souvent aussi le premier temps de rencontre entre moi et les participants, un peu comme le teaser d'un spectacle, c'est la première étape de communication à ne pas rater, c'est la première impression laissée qui durera peut-être jusqu'à la fin de l'atelier. J'essaie souvent, à cette étape, de montrer quelque chose d'inhabituel, de marquant, de drôle et d'un peu foutraque. Pour retenir leur attention certes, mais aussi pour créer un décalage et faire place nette. J'essaie de transmettre le message suivant : « Attention à partir de maintenant, vos représentations, vos modèles, vous les laissez au vestiaire. Y a plus de règles, tout est possible, sans jugement. On va juste passer un bon et léger moment ensemble. »

Avec le temps, je me suis aussi rendu compte que cette présentation allait aussi avoir une influence conséquente sur les productions à venir. Par exemple, une démo très orientée sur le bricolage d'objets sonores pouvait facilement conduire à beaucoup d'objets sonores dans les créations. Ainsi, j'ai mis en place d'autres options, par exemple une présentation beaucoup plus hybride : un *beat* (construction rythmique qui peut remplacer une batterie) à partir d'objets du quotidien + je joue de la contrebasse + nappe et synthé électro + texte slamé. Ou encore, j'effectue plusieurs démonstrations en début d'atelier, tant qu'on est encore en phase de recherche (première et deuxième journées). Si la première journée est plutôt axée sur les objets sonores le matin, j'en ferai une deuxième complètement « électro-machine ». Puis une troisième « slam, contrebasse minimaliste » ou une juste basée sur le *sampling*. Entre le tour de table, où j'essaie d'évaluer les goûts, les expériences et les attentes des participants, mon expérience personnelle et une bonne dose d'intuition, je vais réajuster cette étape démo en direct, assez vite en fonction de la façon dont je sens le groupe, un peu comme une improvisation ; je vais réagir à l'instinct, en fonction de ce que me renvoient les participants. À l'inverse, si je sens par exemple qu'une esthétique « prod. d'instr. rap » les fait bien réagir, je vais choisir (peut-être, ou pas, seulement dans un premier temps en tout cas) d'occulter tous les autres outils et matières sonores et de me concentrer sur ceux-là. Parce qu'au fond, peu importe l'esthétique, la technique ou les outils choisis, c'est la rencontre, en façonnant des productions, qui compte.

### **Outils et matières**

J'essaie de donner un cap à mes ateliers, toujours sous la boussole d'un schéma que j'ai affiné avec les années et qui se dessine ainsi, une fois la rencontre effectuée, l'objectif de production et le délai fixés.

J'assume de leur raconter qu'au fond, fabriquer de la musique ou des textes, ce n'est pas très compliqué. Comme un artisan, on a simplement besoin de matières premières (banques de sons, objets sonores à enregistrer, notes de guitare, etc.) et d'outils (instruments, jeux d'écriture, VST [Virtual Synthétiseur], programme qui imite, par exemple, le son d'un instrument de musique, logiciel audio) qui vont nous permettre de transformer, d'assembler pour créer des liens entre les matières premières récoltées et ainsi de façonner tranquillement nos productions. Bien évidemment, cette manière de présenter les choses s'adapte au public que j'ai en face de moi. Par exemple, si j'ai des enfants, je vais présenter les choses sous forme de jeux. Mais, en règle générale, le groupe semble à ce moment un peu perdu. Et c'est tout naturel, c'est un peu comme s'il était au pied d'une montagne et que je lui demandais d'aller tout en haut. Alors, il est évident que je vais l'accompagner à avancer pas à pas dans leur ascension. Mais j'aime assez l'idée de le faire partir d'une situation qu'il trouve difficile et qu'on va la résoudre avec une facilité déconcertante au fil de l'atelier. Une fois cette étape passée, je sépare le groupe en petites unités de production de deux ou de trois personnes. Ces petits

groupes vont soit bosser sur leur production, soit sur un bout de la production commune. Après une présentation de quelques outils, je leur propose souvent de travailler à travers des jeux (d'écriture, des *battles* de *beat*, à l'image des *battles* (batailles) de danse dans le hip-hop, mais à partir de créations rythmiques sur ordinateur). Je passe de groupe en groupe et les assiste au cas par cas sur ce qu'ils sont en train d'essayer. Je leur dis de bien noter tous les problèmes qu'ils rencontrent, car on se retrouvera dans peu de temps en groupe entier et chacun exposera les difficultés rencontrées que le groupe va essayer de résoudre; si celui-ci n'y arrive pas, je leur donnerai une solution. En début d'atelier, on opère de nombreux allers et retours entre l'expérimentation en petits groupes et la réflexion collective.

Au fil des heures, je présente de nouveaux outils parce qu'ils peuvent en avoir besoin dans la voie qu'ils empruntent ou pour leur ouvrir de nouvelles pistes. Et ainsi, petit à petit, on illustre la petite maxime: « C'est en forgeant que l'on devient forgeron. »

Pour moi, le principe est d'instaurer à la fois un aller-retour entre outils et matières, mais aussi un aller-retour entre expérimentation individuelle et résolution collective des problèmes. Je m'implique aussi personnellement dans leurs productions, je participe aux jeux que je mets en place; je monte sur scène avec eux. S'ils ont besoin, par exemple, d'un plan de contrebasse, je le réalise comme je le réaliserais dans mes productions personnelles. J'essaie de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'un côté des « élèves » et de l'autre un « professeur » qui sait et qui transmet verticalement du savoir. Non. On est un groupe d'individus avec des compétences différentes mais on collabore. Et je ne peux pas prédire quelles sont les « bonnes » compétences à transmettre ni la direction que l'on va prendre ni ce qui va se produire ou se transférer. Et, pour avoir essayé de nombreuses configurations différentes et des plus verticales, c'est dans cette forme qu'il se passe mille fois plus de choses en termes de rencontres humaines, de transferts et de productions.

## Restitution et autonomie

La dernière étape réside dans la restitution des productions et la présentation des processus qui les ont engendrées. Un peu comme un iceberg, les productions ne sont que la face visible: qu'est-ce qui s'est transformé dans cet atelier en plus des matières premières? Faire écouter l'album produit, jouer le spectacle et faire des petites vidéos des pièces musicales sont des formes directes de restitution. Souvent, j'essaie aussi d'organiser une rencontre, après la restitution, entre le groupe qui a produit et ceux qui sont venus voir. Assez naturellement, ceux qui ont produit se mettent à raconter le chemin parcouru et, à leur manière, à transmettre les étapes par lesquelles ils sont passés. Certains d'entre eux ont par la suite eux-mêmes conduit des ateliers. Et c'est un point central pour moi: l'atelier s'ouvre puis se referme, mais il peut faire naître d'autres ateliers. Un peu comme une graine qu'on met en terre, une plante poussera et à son tour sèmera des graines. En fin d'atelier, je laisse de nombreuses documentations, liens Internet, dossier technique sur telle ou telle chose (je suis aussi en train de mettre l'accès en ligne à toutes ces données sur mon site) et je reste en contact par mail pour répondre à toutes les questions qui pourraient leur venir. Et je prends un grand plaisir à y répondre quand, par exemple, un an après, je reçois une question sur telle ou telle chose: un atelier est en train de s'ouvrir!

## Esthétique et réflexif

Pour moi, la musique existe dans l'espace entre celui qui la joue et celui qui l'écoute. Je me pose souvent la question de la « nature » de cet espace: un temps de divertissement? Une vitrine pour un territoire? Un temps de consommation d'un travail esthétique? Un temps

justifié par des notions que je n'ai toujours pas vraiment comprises comme la « démocratisation culturelle » ou la mise en valeur de la « diversité culturelle » ?

Un peu à l'image des clubs de jazz de Paris au début du xx<sup>e</sup> siècle, d'abord perçus comme des lieux de la nuit, d'alcool, de sexe ou de provocation en tout genre, ils ont participé à l'émancipation de nombreux Noirs américains (Joséphine Baker, Sydney Bechet, etc.). À travers ces clubs, ces musiciens ont pu faire l'expérience d'une vie libre, bien loin de leur condition d'origine. Leurs « représentations » (comment ils étaient perçus, les perspectives qu'ils s'attribuaient: pouvoir acheter et se promener partout en ville, bien gagner sa vie, être assis à la même table et au même niveau qu'un Blanc, etc.) ont été modifiées puis diffusées sur le nouveau continent. « [...] Ils ont vu des choses, connu la possibilité de vivre une autre vie et la possibilité d'être libres. Ce qui rend désormais inacceptable ce qu'ils ont connu avant [...]. Les clubs n'étaient pas que des lieux de spectacle ni juste des lieux de rencontre et de dragage. Ils font office de bibliothèque de prêt qui relie une communauté de Noirs pas simplement à ce qui se passe en musique mais aussi à ce qui se passe au quotidien<sup>4</sup>. »

Pour moi, un atelier peut ouvrir l'endroit parfait pour construire des sens (l'intelligible) par les sens (le sensible). Il permet de poser sur la table tout un tas de sujets qui ne sont pas simplement des trucs de techniques de création artistique mais beaucoup plus « généralistes », des choses de l'ordre de la vie de tous les jours.

### **Expérimenter une situation de bricolage**

Il m'est arrivé à plusieurs reprises de construire des configurations avec peu de moyens, la nécessité faisant loi. Une fois, j'avais demandé aux participants d'apporter tout ce qui leur semblait bon pour fabriquer des musiques. En faisant l'inventaire de leurs outils, nous n'avions pas grand-chose: juste trois vieux ordinateurs portables. Quand j'annonce que c'est tout ce qu'on aura, je sens chez les participants une sorte de déception, un quelque chose du genre: « Ça va être tout pourri nos trois jours. » On télécharge sur Internet un logiciel de montage audio gratuit (enfin pour être exact, une version d'essai gratuite pour trente jours). Et je leur dis de vider leurs poches et de tout poser sur la table: des clés, des pièces de monnaie, un ticket de bus, un paquet de chewing-gum. On part faire le tour de la structure et on récupère tout ce qui traîne: des gobelets et des touillettes à café dans les poubelles, des pierres et des brindilles dans la cour, des élastiques, des bouts de ficelle, des crayons usagés et tout un tas d'objets dans le genre. Petit à petit, et à grands coups d'expérimentation, on se met à sampler, transformer, enregistrer les sons produits par les objets, en les cassant, en les tapant les uns sur les autres, en tapant sur les tables. Par tâtonnement, on se rend compte qu'une grande palette de sons est possible et qu'en plus on peut les transformer numériquement pour changer les notes, par exemple, et fabriquer une ligne de basse à partir d'élastiques ou de touillettes à gobelets qui vibrent sur un bord de table. On se prend tous au jeu du défi, on retourne « à la chasse » (on avait appelé ça ainsi) d'autres objets qui traînent, en fonction des besoins rencontrés dans les pièces, d'autant plus qu'avec les expérimentations qu'on mène, on comprend de mieux en mieux comment utiliser tel ou tel objet. Les trois jours passent à une vitesse incroyable et, le dernier jour, on écoute à la suite les pièces sonores ainsi façonnées. À la fin des écoutes, le silence règne. Je les fais réagir et il en ressort qu'on est tous émus, à la fois des résultats, du chemin parcouru et du bon moment passé ensemble. On a pu construire à partir de pas grand-chose des jolies choses,

4. EDWARDS B., 2009, interview tirée du documentaire *Harlem à Montmartre*, Dante James et Olivier Simonet, Production Idéale Audience & Arte.

tout en apprenant sur ces matières sonores comme sur nous. À partir de contraintes, de peu d'outils, au fond avec pas grand-chose, on a fait beaucoup. Ce principe que nous venons de toucher du doigt ensemble est une démarche que l'on peut reproduire dans beaucoup d'autres situations de la vie en général.

## **Contrainte et créativité**

Dans mes ateliers, comme dans mes productions, j'ai toujours été saisi par un paradoxe. On a à notre disposition une telle profusion d'outils pour créer des musiques (instruments, logiciels, contrôleurs, effets, synthés, etc.) que, face à cet infiniment grand, on est en quelque sorte presque face au vide. Les possibilités sont infinies et, perdue dans cet océan des possibles, notre créativité peut vite se retrouver noyée. Avec le recul, je me rends compte qu'en atelier ou dans ma pratique professionnelle ou dans la vie en général, plus j'ai eu à faire face à des contraintes, au peu, au manque, et plus j'ai non seulement dû être créatif, mais plus les réalisations ont eu de la personnalité. Comme si elles transpiraient toute l'énergie et l'inventivité qu'il a fallu mobiliser pour les faire naître. Quelle que soit la discipline ou la forme de mon atelier, j'essaie toujours de partir de contraintes fortes. Cela n'a pour moi aucun intérêt d'utiliser comme outil le meilleur logiciel, le meilleur micro, plug de mastering ou de synthé modulaire. Ce qui compte c'est que cette situation d'atelier amène les participants à stimuler leur créativité, à se dépasser pour en saisir l'essence et le principe afin de pouvoir, plus tard, les réinjecter dans n'importe quelle autre situation qu'ils auront à traverser. Par l'expérience de l'atelier, ils font l'expérience de travailler des matières qui résistent. D'autres sortes de matières leur résisteront dans la vie, mais ils auront cette première démarche ou toutes celles qu'ils pourront inventer pour y faire face.

Pour cette présentation de mes expériences autour de l'atelier, je suis convaincu qu'il existe autant de manières de conduire des ateliers que de gens qui les font. En aucun cas, je ne prétends émettre des vérités sur l'atelier, je présente ce qui me correspond. En revanche, il existe un grand nombre d'ateliers sur nos territoires et ce qui s'y passe, s'y produit, s'y transforme est assez peu visible. Il y a peu (ou alors je suis systématiquement passé à côté) de connaissances produites et diffusées sur cette question. Le véritable objectif de cet article serait de poser une première pierre à ce chantier.



# Dénouer le travail. L'expérience du Cycle travail comme recherche et autoformation collective

NICOLAS GUERRIER,  
Medication Time et LISRA (Tulle)

---

Le travail est noué et le nœud est d'autant plus serré que l'exploitation reste innommable et les bourreaux invisibles. Souffrance, mal-être, *burn out*, stress, consommation de psychotropes, maladies professionnelles, suicides : le travail est un danger. L'emploi manque depuis quarante ans. Et, si on en sort, ou si « on en est éloigné » (pour reprendre les termes de Pôle emploi et de tous ceux qui nous veulent bien employés et bien employables, en rang devant les agences d'intérim et autres institutions de l'exploitation), nous voilà considérés comme « en échec ». Alors qu'au contraire, nous tentons de nous sauver. Le travail, dans sa version d'activité employée ou auto-entreprise, est paradoxalement présenté comme un moyen unique de reconnaissance, de socialisation et de subsistance. Voilà tout le cœur du nœud. Le travail est violent, l'emploi manque, mais les normes en vigueur ne nous prescrivent que cette voie unique pour exister.

Depuis la sensation de perte de sens à exister par le prisme de cette économie monstrueuse et dans la difficulté de vivre une vie qui nous convienne, nous avons dû nous organiser pour penser ce qu'il nous arrive et trouver les voies de sortie, rapidement, parmi lesquelles, le « Cycle travail ».

Ce cycle est né d'une insatisfaction, d'une souffrance, voire d'une incapacité, à travailler comme on nous le demandait, dans le cadre des entreprises et de l'économie actuelle et selon les critères dominants de la « réussite professionnelle » qui résonnent pour nous aussi durement que l'esclavage. Le Cycle travail s'est donc constitué autour d'une contre-proposition, celle de se donner les moyens de vivre de la manière la plus libérée possible des contraintes productivistes, concurrentielles, carriéristes et managériales qui assujettissent nos activités. Cela allait passer par la recherche, l'autoformation, l'échange d'expérience, l'écriture et des plans communs, et le Cycle travail est l'articulation du tout.

Au-delà de l'insatisfaction qui nous pousse à la recherche et à l'action, le cycle est le produit de différentes rencontres humaines, notamment lors de mouvements sociaux. Car à notre inadaptation au monde du travail d'aujourd'hui se sont ajoutées plusieurs couches de réformes séparant davantage l'activité humaine de l'humain (crédit d'impôt pour la compé-

titivité et l'emploi [CICE], loi travail, loi sur le renseignement, ordonnances actuelles, etc.). De là, des mouvements sociaux ont pris corps qui, sans pour autant faire plier les gouvernements en place, nous ont permis de nous rencontrer, de discuter et, surtout, de nous organiser. Armés d'une police dangereuse et d'un levier économique qui nous écrase, les gouvernants n'ont que faire de nos Nuits Debout et de nos marches diurnes. Il nous revenait de ne rien attendre d'eux en retour. Nous avons donc profité de leurs lois esclavagistes et liberticides pour nous rassembler autour d'un plan. Voilà tout l'intérêt de l'époque.

Depuis le printemps 2017, chez nous, à Tulle, des groupes issus des mouvements sociaux se sont constitués pour cheminer ensemble autour d'une idée : nous ne comptons pas vivre une seconde de plus comme ça (en consommateurs, en travailleurs, en citoyens... c'est-à-dire dans tous les rôles passifs et contre-révolutionnaires qui nous sont donnés d'incarner).

Cette histoire-là a rencontré la trajectoire d'autographie.org, un collectif d'auteurs qui ont pris le parti d'écrire ensemble leur « contre-histoire » contemporaine pour ne pas laisser les représentations, les médias et les discours dominants dire à leur place et détourner ce qu'ils étaient en train d'expérimenter comme forme de désertion du monde tel qu'il est. Ce collectif est également proche du Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA) qui facilite les croisements entre les expériences par-delà leurs identités, leurs disciplines et leurs secteurs, sur la base d'une démarche de recherche-action commune.

De telles rencontres s'opèrent dans un contexte local où des initiatives locales émergent depuis une dizaine d'années (le Battement d'ailes, Tarnac et Faux-la-Montagne, Medication Time, etc.) en organisant leurs activités autrement, dans un rapport à l'argent, au travail et à son organisation qui tente de prendre la tangente de notre société exploiteuse. Peuple et Culture, au titre d'association d'éducation populaire et par connivence avec ces démarches, met ses moyens en œuvre pour rendre l'espace de recherche-action possible.

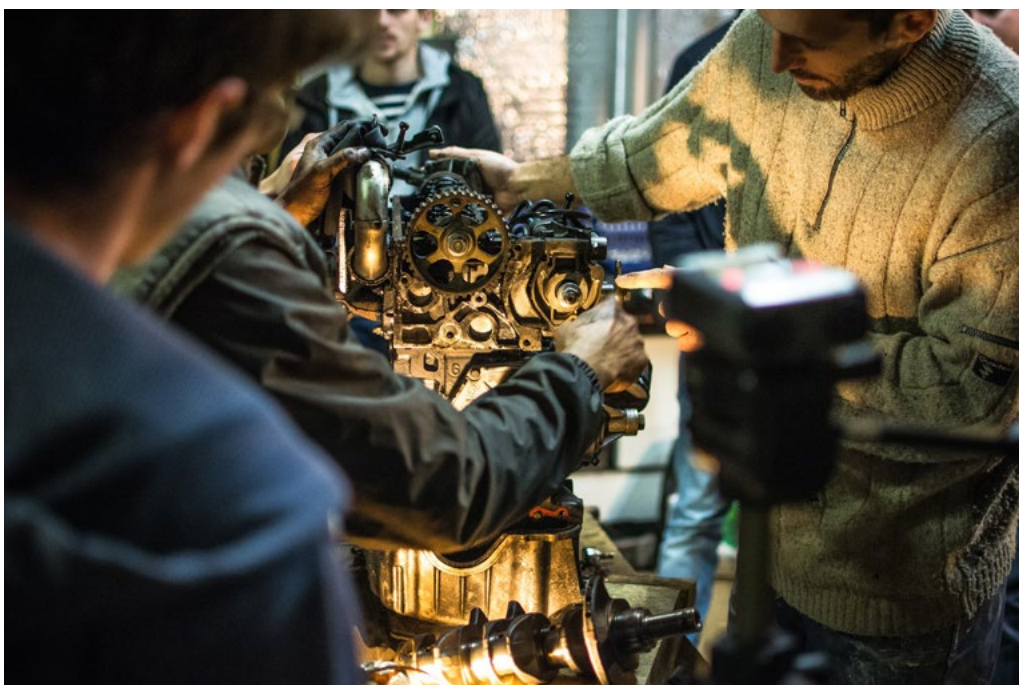
Ces histoires qui se croisent (et la présente énumération est loin d'être exhaustive) ont accouché du Cycle travail comme groupe de recherche-action autour du vécu au travail et des manières de le transformer. Nous nous retrouvons une fois par mois, entre quinze et soixante personnes. Le groupe est composé de travailleurs, de retraités, de chômeurs, de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de syndicalistes, d'élus locaux... Mais chacun se positionne autrement que par ces casquettes et catégories sociales-là, car notre liant, nos raisons d'être ensemble tiennent à l'envie de comprendre ce qui nous arrive au travail, au désir de s'autoformer par **la recherche**, au besoin de se dire que c'est possible par **le récit d'expériences concrètes de « travail autrement »**, à la nécessité d'**écrire** et d'analyser le processus qui nous traverse en tant qu'individu et en tant que groupe, et à l'urgence de poser les plans d'une **construction commune**.

### **Recherche-action/respiration**

On dit souvent que la théorie est déconnectée du vécu des gens. Justement, c'est bien une déconnexion que l'on cherche avec le Cycle travail. Une mise à distance du travail et de son environnement, de sa valeur, de son histoire, de son vécu. Un temps de respiration en somme. Car, précisément, le travail aliéné est celui que l'on ne peut plus penser.

Conscient que le travail et ses valeurs ont formé en nous un *habitus* solide, le cycle est un appel à mettre à distance nos représentations du travail, pour mieux les percevoir, les analyser, les échanger, puis pour les bousculer franchement. Et la théorie est parfois bien pratique pour se sortir des situations de domination.





© Medication Time

Atelier d'autonomisation à la Mécanique.

## ■ ONZE RENCONTRES À L'ORDRE DU JOUR DU CYCLE TRAVAIL

Onze rencontres ont été programmées de novembre 2016 à décembre 2017, trois sont à venir au moment de la rédaction de cet article :

1. Novembre 2016 : recherches sur la « valeur travail »,
2. Décembre 2017 : recherches sur les nouvelles formes de management,
3. Février 2017 : récits d'expériences autogestionnaires de l'association le Battement d'ailes et de Tarnac,
4. Mars 2017 : auto-analyse du processus en cours dans le Cycle travail,
5. Mai 2017 : récits d'expériences de lutte (désertion avec l'1 consolable et mutineries avec la CGT),
6. Juin 2017 : recherches sur concept du salaire à vie,
7. Juin 2017 : analyse collective des écrits individuels produits jusqu'alors,
8. Septembre 2017 : réflexions autour d'une construction commune/passage à l'acte,
9. Octobre 2017 : projection d'interview d'inspecteurs du travail en partenariat avec SUD Solidaires,
10. Novembre 2017 : récits d'expériences autogestionnaires (la Tournerie),
11. Décembre 2017 : réflexions autour d'une construction commune : caisse collective.

Plus d'infos sont disponibles sur le site : [autographie.org/cycletravail](http://autographie.org/cycletravail)

### Avoir prise

Il s'agit alors de s'armer pour se mettre en position d'exercer une prise sur nos réalités. Car, justement, l'aliénation et l'asservissement se propagent dans nos activités à partir du moment où le travail (et le salaire qui va avec) est l'unique moyen pour satisfaire nos besoins primaires et, aujourd'hui, nos besoins sociaux, psychologiques, etc. D'ailleurs, cette version naturaliste de l'histoire, qui invente le travail comme le moyen naturel de la satisfaction de nos besoins, est finalement très récente et tout à fait circonstancielle. Elle nous définit avant tout en tant qu'êtres de besoins, animés par de profonds désirs instinctifs de survie, canalisés et assouvis par le travail, lequel constituerait alors, une fois organisé, une grande avancée civilisationnelle qui ferait tenir les humains ensemble autour de formes rationnelles de production et de consommation. Cette approche du travail nous paraît d'autant plus inébranlable qu'elle serait liée, dès la racine, à notre état de nature. Or cette logique n'est que le fruit d'une défaite des peuples face à l'organisation industrielle qui venait les contraindre à participer, par leur activité aliénée qu'on appelle le travail, à la généralisation de l'exploitation massive de leur force de travail, désormais détachée de la personne du travailleur. Ce travail impensé, dont on mesure le niveau de mal-être actuellement, est un chantage qui ne laisse aucune possibilité d'avoir prise sur lui, une intimidation que l'on ne peut plus mettre à distance et objectiver, et un pis-aller dont on ne peut pas se passer malgré la souffrance qu'il génère. C'est précisément cet enrôlement que nous voudrions renverser ici, en sortant de l'emprise du travail sur notre mental, pour être plus libres de penser notre prise sur le cours des choses.

### Espace hybride

Le Cycle travail est donc une démarche d'autoformation qui ne remplacera jamais la lutte syndicale dans l'entreprise, mais qui en est complémentaire. Il propose nécessairement une nouvelle forme de recherche, d'action, de rencontre, de lien et de coopération. Car il vise à établir des connexions entre ce qui se passe dans l'entreprise, dans les collectifs qui expérimentent une alternative à l'emploi ou à l'économie, chez les chômeurs ou les bénéficiaires du RSA, et ce qui s'écrit dans les livres. L'intérêt même de ce temps, c'est de croiser différents milieux et de les faire interagir, dans un autre lieu que celui de l'emploi. La modalité même de leur invitation est une proposition décalée par rapport à l'existant (colloques, tables rondes d'un côté ou manifestations de l'autre). Nous nous retrouvons autour d'une faim de nourriture mentale (**autoformation**), tout autant que d'un empressement à agir et à bousculer nos réalités (**construction commune**).

La variété des structures et des individualités qui viennent composer cet espace fait de lui un endroit hybride, un lieu de croisement qui tient de l'éphémère. Non pas qu'il soit voué à une fin programmée, mais plutôt parce qu'il s'ouvre et se referme par intervalles réguliers, en infusant chez chacun et dans chacune des structures une autre manière de percevoir le quotidien du travail. Et, espérons-le, une énergie et des plans pour le bricoler, voire le démonter.

La ligne est difficile à tenir ici, car il s'agit de ne pas rejouer exactement Nuit Debout, de ne pas reproduire les formations syndicales ni une conférence universitaire, mais de créer une situation de croisements réguliers entre ces différents milieux et ces différentes intentions qui n'existerait pas si on ne la provoquait pas. Un temps d'autoformation où l'on met en résonance, en débat, nos vécus du travail, un temps où on s'alimente, on s'outille pour mieux comprendre ce qu'il se joue dans nos entreprises, nos associations, nos collectivités, nos communautés. L'enjeu est de créer un espace hors du temps de travail pour mieux le transformer, un espace hybride pour s'armer du nécessaire afin d'être en mesure d'ouvrir cette totalité travailliste qui nous semble intouchable.

## S'armer contre la force de l'institué

Le travail, son organisation, ses valeurs et les représentations que l'on s'en fait nous apparaissent comme indépassables, allant de soi et évidents. Or si la force de l'existant semble aussi incontournable et l'ordre établi aussi persistant, c'est que l'imaginaire social du travail est enraciné dans nos esprits, eux-mêmes produits d'une époque tournée en totalité vers une économie qui ne laisse plus de prise à sa transformation et à sa destitution.

Ainsi pour fissurer le bloc du travail, il a fallu s'organiser simultanément sur plusieurs fronts. Déconstruire d'un côté pour construire de l'autre, ne pas refuser la séparation entre théorie et pratique, puis agréger des forces issues d'histoires et d'individualités multiples (les conventions sociales usuelles les nommeraient ainsi: chômeurs, salariés, syndicalistes, artistes, associatifs, industriels, fonctionnaires, marginaux, retraités, etc.).

Le temps du Cycle travail sert en premier lieu à douter de la culture économiste ou capitaliste que l'on a intériorisée. Pour ce faire, nous multiplions les modalités de nos rencontres, comme l'échange de comptes rendus de lectures et d'expériences vécues. Doubter d'une culture est une manière d'en construire une autre issue de la mise en discussion des savoirs et du vécu. Échafauder des plans de compréhension partagés, exister dans l'interaction, articuler les singularités sans les lisser revient à fomenter un mode d'être et d'agir qui nous sera bien utile pour ce que l'on souhaite transformer, pour nos désertions et nos expériences de construction à venir :

« C'est l'idée de créer quelque chose et d'avancer en réfléchissant, voir autrement le travail ou l'activité, créer une pensée commune qui puisse se rejoindre et faire lien entre nous tous. Mais, pour ça, il faut une compréhension commune, une culture, pour pouvoir passer à l'action. » (Annick, Cycle travail, n° 4.)

Le Cycle travail est là pour tisser ce lien autour d'un problème commun, afin de constituer ensemble les outils pour mieux le résoudre. Sur nos lieux de travail, avec nos collègues ou notre hiérarchie, dans nos associations dites humanistes et censées avoir réglé le problème de l'aliénation, dans nos « actes militants », jusque dans nos perceptions, nous avons besoin de matière et de leviers pour faire vaciller ce monstre total qu'est le travail. Ainsi, pendant le « cycle », nous mettons dans un pot commun nos histoires et nos vécus, nos lectures et nos théories, comme autant de nuances des dialectiques aliénation *versus* émancipation, enfermement et ouverture, replis et déploiement, etc. Car, mêmes dans les organisations les plus douces, rampent des formes d'exploitation insupportables que nous apprenons ensemble à débusquer, notamment le management participatif et l'appel des employeurs à la créativité et à la réalisation de soi de leurs employés.

« C'est un but qu'on pourrait se donner, créer des outils dont chacun pourrait se servir, que tout le monde pourrait saisir et qui permettraient d'aller dans l'entreprise, au-devant des collègues, pour avoir les mots, pour leur parler. Trouver des moyens, des outils, pour trouver le trait d'union entre le quotidien qui broie les gens et des avenir possibles. » (Guillaume, Cycle travail, n° 4.)

« Ce qu'il se passe déjà dans cet espace, c'est-à-dire que les gens s'écoutent, qu'on puisse sortir de nos coquilles, c'est ça qui est intéressant, ça agit sur le présent, sur des représentations qu'on peut avoir les uns les autres, c'est un sacré point de départ. » (Didier, Cycle travail, n° 4.)

## Désertions, mutineries et recherches

Une fois sur le chemin de la déconstruction des mythes travaillistes et économistes qui nous animent plus que l'on ne le souhaiterait, le Cycle travail a pour mission de ne pas laisser le travail réel tranquille. Avant de penser en termes de voies de transformation – car

L'injonction de notre temps au pragmatisme est à la fois une forme d'exploitation et de divertissement –, nous avons fait le choix de plonger dans nos parcours pour savoir ce qui nous construisait, et donc ce qu'il nous restait à accomplir ensuite. Plusieurs réactions face à la violence du travail tel qu'il est se racontent entre les participants du « cycle ». La **désertion** fait partie de ce panel pour se sauver du travail en tant qu'acte salutaire qui signifie à l'ensemble des chefs et des soldats que nous ne souhaitons plus contribuer à leurs guerres.

« Deuxième matin dans l'autre entreprise, je me suis écrasé le doigt dans une presse. Le chef d'atelier m'a dit "je t'avais dit de faire attention" et il a remis son casque et recommencé à bosser. J'ai eu un certificat médical, mais on m'a accusé d'avoir fraudé. Je devais remplacer les frais de sécu. J'ai dû écrire au tribunal des affaires sociales. J'avais des faux témoignages contre moi. J'ai été sommé de payer. Mais j'ai refusé. J'étais en colère, donc je n'ai pas remboursé. Le lendemain après l'accident, je suis allé bosser quand même. Même blessé. J'étais en souffrance car je n'avais pas le temps et l'énergie pour faire de la musique. Soit je renonçais, et je me mettais de côté en oubliant tous mes désirs, soit j'en parlais. Et même en trouvant de meilleures conditions de travail, j'avais peur de perdre dans tous les cas le sens de mon activité, le sens de ma vie. Et donc j'ai décidé qu'il fallait que j'arrête le travail jusqu'à ce que mort s'ensuive. » (Naim, Cycle travail, n° 5.)

Si ce n'est pas de la **désertion** que le travail provoque, c'est de la mutinerie. Il est aisé de comprendre qu'un métier ou qu'une activité puisse avoir du sens pour quelqu'un, et donc que la désertion n'est pas envisageable. Mais face à la souffrance que l'organisation génère, il reste la solution de la mutinerie, du moins son principe, c'est-à-dire une action collective qui vise à remettre en question le cadre dans lequel l'activité est contrainte et rendue insupportable.

« Le boulot du syndicaliste est d'accompagner à faire en sorte que le travail fasse sens et de défendre ce sens collectivement. Cette unité des salariés se fait souvent autour des conditions de travail plus que sur la question de la rémunération. Quand le patron vient rajouter une dégradation supplémentaire aux conditions de travail, la goutte d'eau fait déborder le vase. C'est superintéressant quand les salariés décident de se réunir et de se questionner sur le sens de l'activité. » (Sylvain, Cycle travail, n° 5.)

Chacun tâtonne à son niveau, dans des degrés de désertion, de mutinerie et de « faire avec » assez variables. La posture la plus commune est peut-être celle qui est en recherche. Une posture interrogative et distante face aux situations rencontrées qui se répètent, face aux théories avancées qui ne suffisent jamais à recouvrir le vécu, face aux solutions toutes faites qui, devant l'ampleur de la vie, montrent trop vite leur étroitesse au regard des croyances intériorisées avec l'habitude...

« Sortir de l'emploi reste quelque chose de difficile. Je suis confrontée à la peur de perdre ce que j'ai réussi à obtenir (autonomie et indépendance) et de me retrouver face à quelque chose que je ne connais pas. C'est très déstabilisant de voir le poids que peut avoir l'emploi. Si j'ai quitté l'emploi, ce n'est pas pour arrêter de travailler. Je travaillerai à ce qui me paraît juste et utile pour moi, comme pour les autres. Je souhaite juste avoir le droit de décider pourquoi je travaille, pour qui et comment. Du coup, je ne sais ce que j'attends vraiment de l'emploi, je sais juste que là je n'en veux pas. » (Textes anonymes, Cycle travail écriture.)

« En tant que femme, même si j'ai pensé l'oppression et lutté contre, je suis programmée pour faire pour les autres. Mes activités se sont beaucoup organisées autour des besoins des autres, bien que je n'aie pas fait d'enfant, volontairement. Je souhaite profiter de la fin de l'emploi qui correspond à ma "retraite" pour rester en activité parmi les autres, mais en partant plus de mes désirs profonds. C'est un effort à faire aujourd'hui pour moi, un "travail", en quelque sorte. Cette difficulté à réconcilier vie collective et ce que je pense être "moi" est grande. » (Textes anonymes, Cycle travail écriture.)

## **Les hypothèses du dénouement : de l'autoformation à la construction commune**

Nous faisons l'hypothèse que la fissuration du bloc du travail agissant en nous et devant nous passera par une articulation fine et plurielle entre l'autoformation (des individus et du groupe, par la recherche collective) et la construction d'un objet commun incarnant, selon les acceptions des uns et des autres, le « travail autrement » ou la fin du travail, le travail désaliéné ou la libération de l'activité, la production de valeur économique réappropriée ou la sortie de l'économie.

Entre l'autoformation et la construction commune, il y a toute une nuance d'espaces que nous avons dû expliciter chemin faisant.

Au fur et à mesure de nos rencontres (huit jusqu'alors, depuis novembre 2016), l'espace du Cycle travail a pris plusieurs formes, à la fois distinctes et complémentaires.

### **Recherches et transmissions**

D'abord le « cycle » s'est constitué autour de transmissions de recherches et de lectures sur la valeur du travail, l'histoire de l'économie et des formes de management, sur les théories d'auteurs comme Alain Supiot, Bernard Friot, Dominique Méda, Yves Clot, Jacques Fradin ou le Comité invisible... Cette transmission n'est pas descendante, dans la mesure où les textes et concepts analysés servent de prétexte à la discussion et à la confrontation des ressentis, des versions de l'histoire, des perceptions de chacun. L'enjeu de ce temps de transmission est d'éviter la forme du cours, tout en étant rigoureux sur la qualité de la recherche en amont qui permet d'apporter les matériaux au collectif. Aussi croît le désir d'utiliser, voire de détourner, les concepts et théories pour en faire des objets constructibles et « expérimentables » à notre échelle. C'est le cas des propositions de « salaire à vie » de Bernard Friot. Nous nous formons à son analyse critique du capitalisme et de l'histoire de la Sécurité sociale, tout en reprenant à notre compte ce qui nous paraît constructible dans la solution déjà trop écrite du salaire à vie.

À ce niveau-là, nous nous autoformons à une forme d'athéisme économique. Car, comme le dit Bernard Friot, nous ne sommes pas dans une civilisation laïque, dans la mesure où toutes nos vies sont réglées selon les dogmes, les croyances et les mythes capitalistes. Nous avons, pour le coup, beaucoup de « travail » – avec ce que le vocable contient de pénible et d'usant –, pour désamorcer la mythologie économiste qui circule librement dans nos esprits sans que l'on sache lui opposer une autre rationalité, une autre histoire, un autre récit, une autre manière d'être ici, une autre présence.

Enfin, cet espace de recherche collective pourrait dériver au gré des lectures, sans pour autant s'autodéterminer en tant que chercheur collectif, et en rester au stade de lecteur. Nous avons donc ouvert un temps de questionnement sur « ce qu'on est en train de faire et ce qui se joue dans le "cycle" ». Une manière d'organiser une commande réflexive sur le processus. Interroger l'espace avec les membres en présence est une façon de se doter des moyens de l'auto-analyse.

### **Récits d'expériences**

Ensuite, comme pour ne pas partir de zéro en termes d'expérimentation, nous avons choisi plusieurs expériences sur le territoire qui tentent de travailler autrement (ou de sortir du travail) ou qui mettent en place des formes de mutinerie dans leur organisation. Ces récits d'expériences sont en général contradictoires, ou mis en balance, car jamais seuls. Par exemple,

un rappeur déserteur du travail présentera son expérience assumée du chômage à la suite de syndicalistes CGTistes qui, eux, tiennent au travail et proposent une défense collective.

Tout l'enjeu de ce deuxième temps est de s'autoriser à penser que c'est possible. Possible de s'organiser, de gagner des batailles, de sortir du travail ou de travailler autrement et collectivement face à la hiérarchie. Et, une fois le possible ouvert et devant nous, profiter de l'expérience de ces tentatives pour en cerner les limites, les problématiques, les erreurs à ne pas reproduire... Puis, aller plus loin encore en analysant ce qui persiste d'exploitation et d'aliénation dans les expériences les plus alternatives. Une manière de traquer le bloc du travail dans ses derniers retranchements afin de s'assurer de sa fissuration finale.

C'est aussi un moyen de fonctionner en bonne entente entre les initiatives à l'échelle de notre territoire. Plutôt que de se faire concurrence, partons du principe que cette localité est notre espace commun. Sur cette terre, notre convergence peut arracher en partie une bonne part d'autonomie des mains de la détermination économique et aménageuse qui court dans les politiques publiques locales et dans l'implantation d'entreprises dont on ne saurait que faire.

### Écriture collective

Nous avons fait le choix, au bout de cinq séances, de passer à l'écrit. D'abord parce que le passage à l'écrit est individuellement un moyen de clarifier ses idées, sa posture, de faire le point sur sa propre expérience afin de la rendre intelligible pour les autres. C'est donc une étape indispensable au parcours d'autoformation. C'est aussi une manière de s'écrire, c'est-à-dire de reprendre la maîtrise des récits qui parlent de nous depuis le haut (représentations sociales catégorielles sur la jeunesse, les chômeurs, les pauvres, etc.).

L'écrit est un outil imparable pour amener un groupe à se connaître, à être conscient de sa consistance et de son potentiel. La lecture des textes des uns et des autres agit à la manière d'un liant, car elle permet à chacun de mieux cerner d'où l'autre parle. Étant donné que chaque perception est située et circonstanciée, l'écrit vient dessiner l'arrière-plan essentiel pour comprendre la parole qui perce au premier plan.

Dans l'objectif de se saisir de l'analyse du processus qui se joue dans le Cycle travail, l'écrit est assez inévitable en tant que révélateur et indicateur de **là où on en est**. Publier de manière concomitante l'avancée de la réflexion et des propositions permet à chacun d'adopter un regard critique sur le processus à l'œuvre depuis le lancement des opérations.

Enfin, l'écrit a cette vertu de connexion avec des personnes extérieures à la démarche. À la fois pour que le collectif puisse avoir un visage public et à la fois pour attirer vers lui de nouvelles forces qui, sans la publication et une existence visible dans le temps sur la Toile, seraient passées à côté du processus.

### Organisation

S'autoformer, lire, écrire, réciter les expériences est déjà une forme de passage à l'acte. Mais le groupe a émis le souhait d'aller plus loin dans la construction commune. En l'occurrence, parallèlement aux autres temps, nous avons commencé à nous organiser autour d'un plan commun, mêlant caisse de solidarité, économie et production commune, salaires à vie. L'achat de foncier a également été avancé. C'est une forme d'économie populaire auto-gérée qui est ici en gestation et qui prendrait le rôle d'un contre-espace public, puisqu'il assurerait une sorte de mission d'intérêt collectif, selon ses propres modalités décisionnelles, organisationnelles, opérationnelles... issues des travaux de recherche en cours – tout en s'articulant avec l'existant et le satisfaisant (s'il en reste) du service public actuel.

« Moi, j'ai bien envie d'essayer, je sais pas quelle forme ça va prendre, j'ai envie de quelque chose de concret, sur une forme salaire à vie. C'est pas se mettre à l'écart, c'est essayer de faire quelque chose. J'ai pas envie d'attendre que ça arrive, je veux faire en sorte que ça arrive. » (Angèle, Cycle travail, n° 7.)

« Ce qui m'intéresse, c'est articuler des choses différentes et de les continuer. Ça peut permettre du bricolage et, grâce aux témoignages puis à la théorie, ça rebondit et ça fait sens. Oui, il faut s'organiser et passer à l'acte mais, en même temps, il faut garder les récits d'expériences et les articuler avec l'action. Et, pour tenter une initiative, je suis tout à faire favorable. C'est mieux si ça prend largement, mais si c'est pas très large, on ne risque pas grand-chose à part l'échec de la tentative. Mais c'est le principe de la tentative, ça peut échouer, ça n'empêche pas de tenter. Et, pour que ça s'élargisse, il faut en faire le pari. » (Manée, Cycle travail, n° 7.)

« J'aimerais bien revenir sur les bases arrière. En tant que syndicaliste, j'essaye de motiver les gens pour être dans la lutte. Bon, on se plante souvent... Ça me questionne, pourquoi les gens ne partent pas en lutte alors qu'ils sont en larmes au travail et qu'ils sont harcelés. Pourquoi ces personnes ne vont pas faire grève, comment sortir de cette vampirisation capitaliste? En essayant d'assouvir les besoins vitaux hors du capitalisme, grâce à cette base arrière, c'est-à-dire se nourrir, se loger, se chauffer, juste déjà ça... Si ce besoin vital est assouvi par ailleurs, ça desserre les tenailles, ça permet de mieux lutter. » (Guillaume, Cycle travail, n° 7.)

« Je suis à la retraite, donc en salaire à vie pour faire quelque chose dans la société. Je suis déjà payé. Je peux offrir ma force de travail, mon boulot. Je voudrais partager ça avec d'autres personnes qui sont peut-être dans d'autres formes de salaire à vie. À partir de là, sur ces bases-là, essayer de construire quelque chose. » (Pierre, Cycle travail, n° 7.)

Dans l'articulation de la recherche, du récit, de l'écriture et de l'auto-organisation, nous nous attaquons au nœud qui fait du travail la voie unique et en souffrance de la réalisation de l'individu. Les limites à notre démarche sont évidemment nombreuses. La déconstruction de la mythologie économiste et travailliste prend du temps, les désaccords sont nombreux, nous nous voyons environ une fois par mois, alors que l'économie, elle, tourne à plein régime sans discontinuer... Mais notre objectif ne s'applique pas à l'échelle massive comme le suggère l'imaginaire révolutionnaire courant. Il s'agit plutôt de ne pas perdre sa vie à la gagner, et d'éprouver de nouvelles formes de recherche et d'action sans plus attendre. Le dénouement est proche.





# Recherche-action avec les récupérateurs-vendeurs de rue

JEANNE GUIEN, MAËLLE CAPPELLO, HUGUES BAZIN,  
membres du collectif de recherche-action Rues marchandes (région parisienne)

---

Nous relatons dans ce texte l'expérience collective d'une recherche-action avec les récupérateurs-vendeurs de rue dans la région parisienne, appelés aussi « biffins ». Nous reprenons le principe du laboratoire social développé par le réseau du Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA) à travers la mise en place d'un collectif appelé Rues marchandes<sup>1</sup>. Nous décrivons ici les conditions de la mise en place de ce processus. Les récupérateurs-vendeurs, comme le précise leur nom, récupèrent les objets usagés principalement dans la rue, dans les poubelles ou sur les marchés, pour les revendre aussi dans la rue. Ils sont donc à distinguer des brocanteurs ou des particuliers qui vendent occasionnellement lors des vide-greniers.

## **Les récupérateurs-vendeurs, une situation complexe à appréhender**

Les biffins, parmi lesquels on compte de nombreux immigrés et personnes marginalisées, sont confrontés à de nombreuses difficultés : le manque de marchés susceptibles de leur laisser une place pour vendre leurs biens ; la répression violente et fréquente dans le cas des ventes en dehors de ces espaces définis, qui amène souvent à la confiscation, voire à la destruction, des biens ; la non-reconnaissance de leur activité de réemploi ; leur statut informel qui les place systématiquement dans une situation d'illégalité face à la vente ; enfin, la pauvreté et la précarité de leur activité, qui n'ouvre aucun droit et ne permet aucune visibilité sur le long terme à celui ou celle qui la pratique. À cela s'ajoutent aussi des problèmes d'intégration sociale et de communication liés à la langue.

Les chiffonniers d'antan bénéficiaient d'un imaginaire fort dans la société française, grâce à leur organisation et à une abondante production littéraire et picturale jusqu'au début du

1. <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes>

xx<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Cet imaginaire collectif n'était généralement pas très positif, associé à la nuit, à la misère, à la saleté, etc. Mais cela participait d'un récit collectif au cœur de la cité. Ce n'est plus présent pour les récupérateurs-vendeurs d'aujourd'hui, bien que leurs gestes héritent de cette tradition. « Invisibilisés », ils ne sont pas compris comme agents de fonctionnement, encore moins de modernisation, de la société. Les récupérateurs-vendeurs de rue d'aujourd'hui ne sont plus considérés comme un corps de métier classique organisé et hiérarchisé en fonction d'une répartition du travail au sein de la société. Pourtant, nous sommes bien en face d'un « métier » (savoir-faire, organisation sociale, relations économiques), celui de « récupérateurs des déchets », mais cette activité généralement sans statut est soumise à des conditions d'une très grande précarité et invisibilité.



© Hugues Bazin

*Biffins, porte Didot, Paris, 2017.*

Par conséquent, il est particulièrement compliqué de constituer un *corpus* commun de connaissances et d'actions autour de cette question. Comme nous le verrons, la résurgence de luttes au milieu des années 2000 a permis, à travers la réappropriation du terme « biffin », de réintroduire un débat quant à la présence dans l'espace public de ce métier ancestral expulsé des préoccupations politiques. Cependant, en l'absence de récits fédérateurs portés par les principaux intéressés, ceux-ci sont nommés, voire discriminés, selon des points de vue socioprofessionnels plus ou moins en contradiction ou en tension en raison de leur appartenance à des logiques sociohistoriques, sectorielles ou disciplinaires séparées.

Le premier point de vue est le point de vue sécuritaire et hygiéniste, qui considère cette activité non formalisée comme sauvage et nuisible à l'ordre public. Cet argumentaire s'appuie sur un amalgame classique entre saleté et insécurité<sup>3</sup>. Il justifie les politiques de répression qui prévalent généralement à Paris et dans sa banlieue, dès que se manifeste l'intention d'exposer et de vendre des objets sur la place publique. Le terme d'économie souterraine est employé dans une confusion avec ce qui serait une économie mafieuse, sous-entendant

2. COMPAGNON A., 2017, *Les chiffonniers de Paris*, Gallimard, Paris.

3. VIGARELLO G., 1985, *Le propre et le sale. L'hygiène du corps depuis le Moyen Âge*, Seuil, Paris.

que cette activité est avant tout de nature illicite, sinon délinquante. On parlera de « marché illégal », « sauvage », ou encore de « marché aux voleurs ». Cette politique s'inscrit dans une logique technicienne qui a prévalu avec l'instauration par le préfet Poubelle, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de conteneurs fermés de collecte des déchets. La mécanisation progressive de la collecte a, quant à elle, conduit à l'exclusion des chiffonniers hors des murs de Paris, sans pour autant résoudre le problème du tri.

Un autre point de vue, généralement partagé par les structures d'insertion sociale, est de considérer avant tout cette activité comme émanant d'une population pauvre. Ce qui est une réalité sociologique indéniable, puisque les récupérateurs-vendeurs cherchent avant tout à trouver dans la « biffe » un complément de ressources leur assurant une subsistance; pour certains, c'est même leur principale ressource. On parlera alors de « marché aux pauvres » ou de « marché de la misère ». Cependant, cette approche tend à déplacer cette activité de l'économie à la seule survie. Or si l'entrée dans le circuit de la récupération est souvent liée à une rupture sociale ou économique, les parcours sont variés. Pour certains, ce n'est pas simplement un passage, cela devient un capital social et culturel. N'y voir que des problèmes à résoudre ou des personnes à insérer dans un accompagnement individuel mène souvent à un échec, notamment parce que les récupérateurs-vendeurs n'entrent pas dans un profil d'insertion sociale normative; parfois, ils souhaitent expressément rester en dehors de ce système socio-économique qui les a exclus. Les associations qui occupent ce créneau se trouvent aujourd'hui en difficulté. C'est le cas du Carré des biffins de la porte Montmartre, marché d'une centaine de places pour les récupérateurs-vendeurs géré par l'association Aurore qui a obtenu une convention avec la mairie du XVIII<sup>e</sup> arrondissement en contrepartie d'un accompagnement à l'insertion<sup>4</sup>.

Le point de vue ouvrier et syndicaliste considère, de son côté, que cette activité est d'abord un travail, même s'il demeure non reconnu ou sans statut. Ici, les récupérateurs-vendeurs ne sont pas des « pauvres à insérer », mais des sous-prolétaires à intégrer dans le circuit du travail, une main-d'œuvre qu'il s'agit d'organiser pour qu'elle passe de l'informel au formel, acquière un statut, notamment à travers la création de coopératives. Ce point de vue a l'intérêt de poser la nécessité des luttes sociales et de la reconnaissance des compétences. Des luttes se sont ainsi formées au milieu des années 2000 sur quelques points névralgiques de la récupération-revente, notamment à la porte Montmartre dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement où les récupérateurs-vendeurs se sont approprié le terme « biffin » comme porte-drapeau de leurs revendications. Ce terme reste d'ailleurs circonscrit à cette mobilisation très parisienne qui ne recoupe pas l'ensemble de la population des récupérateurs-vendeurs de la région Île-de-France. Elle a permis cependant l'émergence d'associations de solidarité comme Sauve-Qui-Peut et Amélior. Mais, comme pour l'insertion sociale, l'approche militante ouvrieriste n'interroge pas le modèle économique dominant.

L'approche socio-anthropologique va s'intéresser aux ressources culturelles comme capital principal à la disposition des récupérateurs-vendeurs. Autrement dit, le capital social et culturel est la richesse des gens sans capital économique. De fait, cette activité appartient à une culture du geste historique, celui du tri, de la récupération-revente, de la négociation dans l'espace public, mais également de la capacité à « faire réseau », à organiser l'espace social. Cette approche a le mérite de considérer la dimension communautaire comme un processus de structuration d'un groupe social difficilement pris en compte en France. À titre d'exemple, la cellule familiale constituée, chez les Roms, un noyau de résistance face aux agressions extérieures telles que les expulsions régulières de leurs habitations. C'est

4. GRIMALDI Y., CHOUATRA P., 2014, « De seconde main. », *Vendeurs de rue et travailleurs sociaux face à face dans la crise*, L'Harmattan, Paris.

dans cette démarche, qui consiste à considérer l'environnement comme ressource et mode d'apprentissage, que l'association Intermède, située dans la banlieue sud de Paris, travaille auprès des Roms, dont un grand nombre sont récupérateurs-vendeurs. Si cette approche socio-anthropologique reconnaît des communautés au sein des récupérateurs-vendeurs, elle ne permet pas la formation de minorités actives à travers les luttes sociales et politiques.

L'approche écologique va surtout s'attarder sur la question du tri des déchets et de l'utilité sociale de cette activité, mettant en exergue l'inefficacité du tri où les objets partent à la déchetterie puis à l'incinérateur. Elle s'inscrit dans une conception globale des circuits courts économiques et de l'importance de l'empreinte écologique. Le paradoxe, c'est que les récupérateurs-vendeurs sont bien souvent exclus de ce débat d'une écologie politique que se sont approprié d'autres acteurs de la ville, sans se référer ou s'appuyer sur les couches sociales les plus défavorisées. Ainsi, Paris a vu naître un certain nombre de ressourceries ou recycleries qui se sont initialement adossées aux activités et aux luttes des récupérateurs-vendeurs (ou à d'autres luttes comme celles des squats), mais qui ne touchent pas toujours les plus démunis. Cela dépend du modèle économique de la ressourcerie, des tarifs pratiqués, de son ouverture sur le quartier, de l'intégration des habitants dans son mode de fonctionnement, etc.

Si ces activités de réemploi des objets peuvent également permettre l'emploi de certaines personnes, cela reste très limité quantitativement et ne s'inscrit dans aucun mouvement social. Il n'en demeure pas moins que ce sont des lieux de création de lien social, tout comme les marchés biffins. L'intérêt de cette approche est de rappeler la dimension territoriale qui se construit à travers une maîtrise d'usage susceptible de répondre aux besoins de ses habitants.

### « Rues marchandes », un processus de recherche-action

Toutes ces approches possèdent leurs qualités, mais aussi leurs limites. L'intérêt d'avoir créé le collectif Rues marchandes est d'essayer de les croiser en mettant en commun les compétences professionnelles, les parcours d'expérience, les cultures des uns et des autres sur une base situationnelle, interactionniste et écosystémique<sup>5</sup>. Nous pouvons dire autrement que notre approche est convoquée avant tout par les situations que provoquent les récupérateurs-vendeurs et qui amènent les différents acteurs à se poser la question de faire un pas de côté pour concevoir autrement leur implication socioprofessionnelle.

Le programme développé ne peut donc être lié à une commande institutionnelle normative, mais s'élabore à travers un automissionnement des personnes concernées. C'est le principe du laboratoire social, qui se base sur des situations pour accompagner des expérimentations portées par des acteurs en recherche. C'est ainsi que le collectif a été amené à soutenir la revendication des récupérateurs-vendeurs dans leur droit d'ouvrir des espaces marchands.

Le fonctionnement du collectif s'inscrit dans une logique non marchande, *open source*, où nous décidons des biens communs à gérer ensemble. Nous avons mis en ligne une plateforme ressources, où il est possible de télécharger des documents et où sont exposées les différentes productions de connaissance issues des rencontres, des ateliers, des séminaires, des études<sup>6</sup>. C'est ainsi que nous avons pensé la mise en place d'une cartographie représentant autrement les couches d'expérience et de mobilité des récupérateurs-vendeurs. De

5. Sur l'approche en laboratoire social, consulter : [www.recherche-action.fr](http://www.recherche-action.fr).

6. BAZIN H., RULLAC S., 2012, *Étude qualitative portant sur les conditions de vie des biffins en Île-de-France*, association Aurore/BUC. Ressources/CERA ([http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/download/etude\\_sur\\_les\\_biffins\\_en\\_ile\\_de\\_france/Les-biffins-etude-qualitative.pdf](http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/download/etude_sur_les_biffins_en_ile_de_france/Les-biffins-etude-qualitative.pdf)).

même, a été amorcée une étude d'impact de la récupération des déchets pour mesurer l'intérêt de cette activité sur le plan écologique.

Nous travaillons donc dans une logique transdisciplinaire inscrite dans une charte collaborative à laquelle l'adhésion est la seule condition d'admission. Le collectif Rues marchandes regroupe ainsi des chercheurs en sciences sociales, des associations qui ont pour rôle d'organiser des marchés et de soutenir les récupérateurs-vendeurs dans leurs démarches, des récupérateurs-vendeurs eux-mêmes, des professionnels ou des particuliers souhaitant s'impliquer dans la reconnaissance de ce métier ou encore d'autres collectifs se focalisant sur les questions d'appropriation de l'espace, sur la gestion des déchets, etc.

C'est donc un espace d'accueil inconditionnel. Ce qui n'empêche pas de porter une exigence dans la mesure où chacun est invité à éclaircir sa propre position en tant que personne et son implication socioprofessionnelle.

Cette *praxis*<sup>7</sup> propre à la recherche-action permet de construire au sein du groupe des relations qui sont basées avant tout sur une posture réflexive et non sur un statut social. Les relations au sein d'un groupe sont rarement égalitaires, ne serait-ce que par la façon de prendre la parole et de se sentir légitime d'orienter l'action. Certains vont se présenter comme plus légitimes que d'autres ou parler « au nom de ». D'autres seront dans des stratégies socio-professionnelles individuelles ou collectives, ne voyant la recherche-action que de façon instrumentale, etc. Sans gommer ces inégalités et ces différences spatio-temporelles dans les modes d'implication, la démarche de recherche-action facilite les synergies dans un croisement des savoirs (pragmatiques, techniques, scientifiques) en permettant à chacun d'apporter des éléments au processus.

Ce mode de gouvernance est donc inséparable de la posture de l'acteur-chercheur s'inscrivant dans une sorte de formation-action ou d'autoformation réciproque et continue. C'est ainsi que nous avons été amenés à développer des ateliers<sup>8</sup> avec les récupérateurs-vendeurs.

## Des ateliers avec les récupérateurs-vendeurs

À l'origine, l'objectif était de produire un guide dans lequel les récupérateurs-vendeurs trouveraient des informations sur leurs droits, sur les modèles de marchés, sur l'auto-organisation ainsi que sur les statuts auxquels ils peuvent prétendre dans le cas où ils souhaiteraient formaliser leur activité.

En même temps, le guide était pensé comme un support pour discuter auprès des élus et des instances publiques pour faciliter la négociation, la mise en place de marchés de récupérateurs-vendeurs et la reconnaissance de leurs droits et de leur métier. Il devait fournir une connaissance pointue des modes de vie, des cultures des récupérateurs-vendeurs et de leurs apports pour la collectivité (lien social, réemploi, accessibilité grâce aux prix très bas).

Ce guide serait donc l'aboutissement d'une démarche de recherche-action où les récupérateurs-vendeurs prendraient part à toutes les étapes. Il s'agissait de créer les conditions pour que la parole se libère et pour que les récupérateurs-vendeurs parlent eux-mêmes d'eux-mêmes pour que nous produisions tous ensemble les matériaux sur lesquels discuter et élaborer le guide.

À partir des éléments évoqués en ateliers, des personnes extérieures au collectif sont intervenues pour éclaircir certaines thématiques. À titre d'exemple, à la suite d'un atelier dans

7. Travail réflexif sur sa pratique, ou « science de la pratique », amenant l'acteur à se positionner dans les rapports sociaux.

8. <http://recherche-action.fr/ateliersbiffins>

lequel la discussion tournait autour de la légalité et du statut informel de la biffe, une intervenante extérieure est venue présenter les différents statuts entrepreneuriaux existants afin que les récupérateurs-vendeurs décident eux-mêmes de choisir celui qui serait susceptible, le cas échéant, de leur convenir.

Le choix des thématiques, des intervenants vient ainsi après un travail en commun, où nous partons des matériaux pour réfléchir ensemble. Lors de notre premier atelier, nous avons choisi de partir d'une interview filmée réalisée en amont avec une « biffine ». Nous en avons projeté des extraits dans la salle. Elle y évoquait la recherche des marchandises, le rapport qu'elle entretenait avec les objets, ses techniques de vente, la répression policière, etc. Après chaque extrait, les personnes présentes dans la salle intervenaient, donnaient leur vision des choses, partageaient ou non celle de la biffine interviewée. Nous avons recueilli, au cours de l'atelier, tous les mots et thématiques évoqués, les liens qu'ils avaient entre eux, constituant ainsi, sur le vif, un nuage de mots. C'est ce nuage qui a servi de base pour l'atelier suivant. Nous avons creusé les thématiques et la question de la mobilisation des récupérateurs-vendeurs pour défendre leurs droits a alors pu émerger. Martine, biffine militante historique, a raconté son expérience auprès du collectif Sauve-Qui-Peut et nous a parlé de la difficulté de mobiliser à nouveau pour acquérir davantage de places, de reconnaissance et d'autonomie lorsque des marchés sont finalement autorisés mais gérés par des tiers.

### **Conditions difficiles d'une recherche collaborative**

Le dispositif de laboratoire social est complété par une recherche collaborative dans le but de créer un partenariat avec les institutions de recherche et les différents opérateurs des territoires concernés. Cela correspond à un double enjeu :

- faire entrer dans le droit commun la possibilité de mettre en place des laboratoires sociaux citoyens et plus largement une recherche participative de la société sur elle-même ;
- développer des stratégies à géométrie variable incluant sous une forme collaborative tous les partenaires concernés dans une logique de développement endogène des territoires.

Le collectif Rues marchandes joue alors le rôle d'interface entre des espaces de travail instituants, qui créent leurs propres référentiels et développent une contre-expertise par rapport à leur expérience (exemple des ateliers avec les biffins), et des espaces de travail institués. Ces derniers prennent la forme de colloques, de séminaires, de commissions susceptibles de prendre en compte ce processus et de le traduire en termes d'aménagement et d'orientation politique, d'une part, de valider et de diffuser des productions de connaissance, d'autre part.

C'est ainsi que notre laboratoire social (LISRA) a développé un partenariat avec la Maison des sciences de l'homme Paris-Nord en 2016 et en 2017, offrant un cadre de visibilité et de débat public sur ces questions.

La notion d'économie populaire correspond à l'une de ces problématiques qui permet d'articuler ces espaces instituants et institués. Elle correspond à des situations de mobilisation d'une force de travail utilisant les matériaux disponibles ; c'est le cas des récupérateurs-vendeurs et de leurs espaces marchands. Elle correspond également à un schéma de développement endogène du territoire répondant aux besoins des populations dans une économie du commun, c'est-à-dire une économie gérée par une communauté entre intérêts public et privé au bénéfice de la collectivité.

L'articulation entre recherche-action et recherche collaborative, entre le dispositif de laboratoire social, tel que Rues marchandes, et des dispositifs institués de recherche et d'opé-

rationnalité devrait permettre de diffuser cette connaissance et d'en dégager les modalités concrètes.

Cependant nous n'y sommes pas encore arrivés pour différentes raisons. La principale est la difficulté à dépasser l'addition des intérêts particuliers, le programme de recherche-action n'étant pas en mesure de trouver une autonomie suffisante faute de moyens financiers. C'est la limite des logiques d'autosaisissement. Comment passer d'un espace interstitiel à un espace intermédiaire? C'est-à-dire d'un espace de croisement et d'échange à la possibilité de faire levier au sein même des institutions? Cette articulation entre production de connaissances et transformation sociale est le fondement de toute recherche-action.

Le bilan de ces trois années est loin d'être négatif par la richesse des expériences vécues, des échanges et des expérimentations. Néanmoins, ne pas pouvoir faire entrer l'expérimentation sociale et la recherche-action dans le droit commun (lignes politique et budgétaire en dehors des appels à projets) d'un développement dans la durée rend fragile et précaire ce processus qui repose alors sur la volonté de quelques individus.

Une autre difficulté est de créer de nouveaux référentiels susceptibles de penser la société de demain, alors que les paradigmes de recherche et d'action ne changent pas ou très peu. Pour cette raison, nous poursuivrons ce cheminement dans les prochaines années élargissant la problématique de récupérateurs-vendeurs à celle de l'économie populaire qui touche d'autres secteurs d'activité tels que la mécanique ou l'alimentaire.

La base de Rues marchandes est ainsi de se positionner comme une forme écosystémique touchant à la fois la question du rapport au travail, du rapport au territoire, à l'espace public et aux minorités actives.





# Pédagogie sociale et appropriation du territoire

LAURENT OTT,  
directeur d'Intermèdes Robinson, philosophe social (Chilly-Mazarin, 91)

---

## Introduction

J'ai commencé à m'intéresser, à titre personnel, à la question de l'intervention socio-éducative en milieu ouvert, à partir de ma première expérience professionnelle dans le secteur de l'animation, à la fin des années 1980.

Jeune animateur, j'ai eu en effet l'occasion de travailler dans cette période pour le compte d'une expérience menée par la municipalité d'Évry-Ville nouvelle. Il s'agissait des centres de loisirs en milieu ouvert (CLMO); ces nouveaux dispositifs, voulus par la municipalité, inquiète de ne pas retrouver toute la population enfantine de son territoire dans ses structures sociales, périéducatives et éducatives (pourtant nombreuses), consistaient à missionner des petites équipes d'animateurs pour aller « au-devant » de ces enfants oubliés dans les espaces publics.

Mais, à la différence d'expériences précédentes qui dépêchaient déjà des animateurs au-devant des enfants fréquentant les espaces publics, le rôle des CLMO était d'aller au-delà de la simple information sur les structures existantes et de mettre en œuvre un véritable « accueil » régulier « dehors ».

Car si, dans les faits, ce nouveau mode d'accueil a trouvé refuge dans le hall des écoles élémentaires municipales des quartiers, en temps de vacances, l'accompagnement éducatif, quant à lui, était pensé pour se dérouler « dehors », dans les espaces publics.

En participant à cette expérience, j'ai pu faire constater à la fois l'existence d'un public important d'enfants qui ne fréquentaient pas d'une manière traditionnelle les structures officielles, mais également que le travail d'animation que nous avons eu à imaginer pour nous adapter à ces groupes nous portait vers des pratiques originales.

Le fait de travailler dehors, dans l'environnement immédiat de nos publics, nous obligeait à prendre en compte cet environnement et ses nombreuses caractéristiques dans le choix et la manière de mener les activités et les projets.

Cette manière d’appréhender la question de l’environnement tranche d’abord – on s’en doute – fondamentalement avec les propositions de l’éducation et de la pédagogie traditionnelles. En effet, dans cette forme pédagogique, que tout le monde a subie, les choses sont claires : il s’agit de tenir l’environnement à distance, de faire coupure avec lui, voire de rechercher quelque illusoire « sanctuaire ».

De fait, c’est la rencontre atypique des termes « accueil » et « dehors » qui a nourri, pour moi, depuis cette première expérience, une recherche (d’abord personnelle puis collective) à la fois pratique et théorique sur ce que permet et renouvelle l’initiative socio-éducative en milieu ouvert, et qui m’a conduit, par la suite, à la découverte du champ de la « pédagogie sociale », à son étude et à son expérimentation.

Tout au long de mon parcours socioprofessionnel, je me suis dès lors consacré à des expériences qui prenaient le même cadre : un travail « hors structures », « hors institutions » qui ne se donnerait pas comme unique objectif d’informer, d’orienter ou de ramener à elles le public.

Il est important de préciser que ce simple postulat de pratique, d’étude comme de recherche contient en puissance de nombreux sous-objets d’intérêt ; ainsi, celui qui s’attache à vouloir organiser des activités socio-éducatives en milieu ouvert devra tôt ou tard s’intéresser aux spécificités des groupes et des publics qui répondront favorablement à ces propositions. Quelles en sont les caractéristiques sociales, culturelles, économiques ? Quelles sont les motivations, les intérêts, les éventuelles « stratégies » individuelles ou collectives qui concourent au « succès » de ces propositions ?

Un champ d’observations pratiques immense s’ouvre ainsi pour tous les acteurs et chercheurs intéressés.

### **Expériences socio-éducatives en milieu ouvert et pédagogie sociale**

J’avais retenu de mon expérience dans les CLMO deux éléments essentiels sur lesquels j’allais par la suite bâtir des initiatives sociales associatives :

- le nombre et l’importance d’un public enfantin disponible et intéressé par ces modalités d’intervention ;
- le fait que les méthodes, activités et formes pédagogiques « pensées et pratiquées » dans des structures fermées ne s’adaptent pas en tant que telles à un environnement « ouvert » (notamment caractérisé par la liberté d’aller et de venir des bénéficiaires) et qu’il y avait donc la nécessité d’une nouvelle pédagogie pour s’adapter à ce nouveau « cadre ».

C’est sur la base d’un tel constat, empirique à l’origine, que se sont développées successivement les activités de deux associations<sup>1</sup> :

- l’association Intermèdes qui a mené son action dans un quartier de la politique de la ville de 1999 à 2004 ;
- l’association Intermèdes Robinson qui développe, depuis 2005, ses activités dans des territoires qui s’agrègent progressivement les uns aux autres et qui concernent actuellement

1. Sur le développement et l’action de la première association, Intermèdes, on peut se référer à l’ouvrage de Laurent Ott, *Le travail éducatif en milieu ouvert. Principes et pratiques* (2007, Érès, Toulouse) et sur la seconde, Intermèdes Robinson, on peut consulter l’ouvrage collectif coordonné par Mélody Dababi, Nicolas Murcier et Laurent Ott, *Des lieux pour habiter le monde. Pratiques en pédagogie sociale* (2011, Chronique sociale, Lyon).

trois quartiers sensibles dans trois communes du nord de l'Essonne (Longjumeau, Chilly-Mazarin et Massy), les différents bidonvilles du nord de l'Essonne, les enfants et parents hébergés par les différents « 115 » dans les hôtels sociaux de Chilly-Mazarin et Morangis (Essonne).

Les deux associations ont mené et mènent des actions qui reprennent des principes repérables et intangibles d'intervention :

- interventions socio-éducatives situées toujours le même jour de la semaine, aux mêmes horaires et sur le même site (toute l'année, sans variation de saison);
- accueil inconditionnel de toute personne qui se présente (principe dit « d'inconditionnalité »);
- gratuité de l'accueil, absence de toute formalité administrative (adhésion, autorisation, inscription, etc.);
- libre initiative et libre mouvement des bénéficiaires.

Propositions d'activités sur place principalement dans trois domaines :

- activités ou ateliers d'expression avec différents médias (musique, chant, danse, théâtre, arts plastiques, jeux moteurs, etc.);
- activités de production (petits spectacles, jardinage communautaire, cuisine collective, construction de mobilier, outils de communication, médias, etc.);
- activités d'éveil relationnel, social, psychomoteur, essentiellement pour jeunes enfants.

J'ai développé la question de l'adoption, puis du choix et de la théorisation de ces principes dans le cadre de nombreux écrits et articles et principalement dans les « interventions éducatives en milieu ouvert<sup>2</sup> ».

### Collectivisation et diffusion du cadre de l'expérience

Au fur et à mesure que la première puis la seconde association ont développé leurs activités, le nombre d'acteurs impliqués, que ce soit au sein des membres de l'association ou de l'équipe des permanents socio-éducatifs qui s'est progressivement étoffée, est devenu plus important.

La nécessité de rendre compte d'actions qui dépendent intégralement de subventions (publiques ou privées), dans un cadre où il ne peut absolument pas être fait appel à une quelconque forme d'autofinancement, a poussé les acteurs à observer les modalités et les effets de leurs interventions, à s'interroger sur des modalités possibles ou adaptées d'évaluation et à réfléchir et à innover sur les manières d'expliquer et de rendre compte des actions originales mises en œuvre.

Chemin faisant, nous avons bien entendu rencontré d'autres acteurs impliqués dans des actions similaires ou comparables aux spécificités des nôtres ou bien porteurs d'une vision plus vaste et théorique de l'évolution des modalités d'intervention éducative, sociale ou dans le cadre de l'éducation populaire.

Les promoteurs de nos associations se sont peu à peu rapprochés de militants éducatifs et pédagogiques, au point de revendiquer des « appartenances théoriques communes ». Ainsi, dès 2002, les premières interventions de l'association d'origine sont décrites par leurs acteurs comme relevant du champ pratique et théorique de la « pédagogie Freinet ».

2. OTT L., 2007, *op. cit.*

La première association, Intermèdes, se rapproche du mouvement de la pédagogie Freinet, l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM), au point de produire dans le cadre de ses publications de nombreux textes.

En 2006, un rapprochement de la seconde association, Intermèdes Robinson, avec le Groupe de pédagogie et d'animation sociale (GPAS), lui-même influencé par le mouvement de pédagogie sociale en Pologne et les œuvres de Janusz Korczak et d'Helena Radlinska, permet aux acteurs de notre association de revendiquer et d'adopter pleinement les appellations de « pédagogie sociale » et de « pédagogues sociaux » en se référant aux mêmes sources et cadres théoriques<sup>3</sup>.

Depuis lors, notre association a contribué par de nombreux moyens à promouvoir le terme ainsi que la connaissance théorique et pratique du champ de la pédagogie sociale.

L'association Intermèdes a réalisé notamment :

- différentes publications et de nombreux articles sur le sujet de la pédagogie sociale ;
- l'animation, depuis 2006, d'un chantier de pédagogie sociale au sein du mouvement ICEM-Pédagogie Freinet réunissant différents acteurs associatifs ou individuels venus de toute la France pour relier le cadre de leurs actions sociales, éducatives et culturelles aux théories et pratiques de la pédagogie sociale.
- un festival annuel de pédagogie sociale dont la première édition a eu lieu en novembre 2016 et qui a réuni des acteurs sociaux et éducatifs autour de l'œuvre théorique et pratique de Stanislas Tomkiewicz.

### **La question du territoire dans l'ensemble de nos expériences**

C'est à partir des bases énoncées ci-dessous que les différents acteurs des « expériences d'intervention en milieu ouvert/pédagogie sociale » conçoivent et définissent la question du « territoire » pour ces mêmes interventions. Dans nos interventions, en effet, la question du lieu, de l'espace, du territoire est essentielle pour une raison très simple : le lieu n'est pas fourni par et pour l'activité.

Nous partons du constat que la plupart des interventions socio-éducatives traditionnelles, en direction, par exemple, des enfants, se définissent *a priori* par le lieu et le type de structure dans lesquels elles se déroulent. Le champ des pratiques sociales et éducatives est en effet très clairement marqué par l'histoire et les caractéristiques des lieux et des structures dans lesquelles elles se sont développées ; on peut ainsi parler couramment « d'animation en centre de loisirs » ou en « centre de vacances ».

Mais rien de tel n'est possible pour des modalités d'action qui ont justement comme caractéristique de situer leur cadre d'intervention dans le milieu de vie naturel et quotidien des groupes auxquels elles se destinent. Nous pourrions même dire qu'en pédagogie sociale, les modalités d'intervention sont justement caractérisées par l'absence de toute référence à une structure, quelle qu'elle soit, et que nos méthodes et pratiques sont complètement marquées et déterminées par le fait que nos modalités d'intervention se réalisent pour l'essentiel dans des espaces publics, des lieux collectifs sur lesquels nous n'avons, en quelque sorte, ni droit ni titre.

C'est exactement l'inverse, en quelque sorte, de ce qui se produit dans une institution sociale, éducative ou culturelle classique qui est toujours dépositaire « de droit » et sup-

3. Voir l'ouvrage, *L'enfant dans la rue. Guide méthodologique* (GPAS, 2004), qui expose les principes théoriques et pratiques de la pédagogie sociale en France et en Pologne.

posée *a priori* compétente sur son propre territoire. De fait, il est essentiel d'insister sur ce point: les effets du travail dans l'espace public et extérieur vont bien plus loin qu'un changement de « cadre » ou d'espace. En un mot, il ne s'agit pas de travailler « ailleurs », mais « autrement ».

Il convient d'expliquer justement en quoi cet « ailleurs » constitue dès lors un « autrement ».

Pour les acteurs concernés, le travail dans une institution renvoie souvent à la notion de « cadre ». C'est le cadre qui fournit le sens de l'accueil; on va dans une bibliothèque pour lire et on peut aller dans une maison des jeunes et de la culture (MJC) pour suivre un cours de guitare. On sait ce qu'on vient y faire. Mieux: ce savoir est transversal et commun à tous les acteurs professionnels et les bénéficiaires.

Dans un contexte classique, on est d'accord sur l'existence d'un cadre, même si, bien entendu, c'est le cadre qui va donner lieu à l'essentiel du travail des professionnels.

### La question du cadre

Ainsi dans les structures éducatives et de loisirs, les interventions des animateurs ou des éducateurs s'appuient souvent sur le cadre. Par exemple, des professionnels vont dépenser beaucoup d'énergie pour expliquer aux enfants « qu'ici, on ne fait pas ceci ou cela... ».

Il est à observer que « le rappel du cadre » fonctionne dans un double rapport entre les professionnels et l'institution classique. Les acteurs éducatifs ont bel et bien l'impression de « tenir le cadre » quand ils « le » rappellent aux usagers; mais, inversement, on peut dire aussi que ce même cadre « soutient » les professionnels quand ceux-ci fondent leur autorité et leur légitimité justement sur celui-ci. C'est bien parce qu'eux-mêmes sont dans « leur » cadre qu'ils se sentent légitimes de « tenir » et de « soutenir » ce cadre.

Il est intéressant d'observer également que, dans les structures traditionnelles, cette omniprésence de la relation et de l'appel au cadre par les acteurs éducatifs et sociaux qui y sont employés va souvent de pair avec le constat ou le regret que ce même cadre soit toujours déficitaire: « Ça manque de cadre (...), le cadre n'est pas clair. »

De nombreux projets professionnels à la fois individuels et collectifs se donnent donc, au sein de ces mêmes institutions, l'objectif de « refonder » le cadre, de le « restaurer ». La notion de cadre est ainsi faite, quand on l'analyse d'un point de vue sémantique et philosophique, qu'elle porte en elle à la fois une « injonction » et une « autoréalisation ».

Dans l'imaginaire le plus commun des acteurs de ces institutions, il apparaît en effet particulièrement évident que si le « cadre est défaillant », cela indiquerait nécessairement « qu'il en faille davantage ». Le cadre est ainsi ce qui pêche, ce qui échoue et ce qu'il faut augmenter sans cesse. C'est en quelque sorte un serpent qui se mord la queue.

Quand nous disons que dans le cadre de nos interventions socio-éducatives en milieu ouvert, nous travaillons « hors cadre », nous nous attirons souvent des critiques acerbes d'autres acteurs éducatifs, voire de théoriciens de l'action éducative qui nous affirment avec une forme d'évidence « que cela ne se peut pas », qu'il y a toujours du cadre et donc que nous aurions nous aussi un cadre sans le savoir, un peu comme la prose de Monsieur Jourdain.

Pour notre part, nous réfutons cette objection. Certes nos actions ne se déroulent pas, tant s'en faut, sans contexte ni référence mais leur particularité est bel et bien qu'elles échappent dans leurs modalités à tout ce qu'on réfère dans l'usage courant et institutionnel à ce terme.

Nous ne parlons tout simplement pas de la même chose.

### En pédagogie sociale, pas de cadre mais un espace commun

Le cadre que nous n'avons justement pas quand nous travaillons dans les espaces publics ou ouverts au public, c'est celui qui nous permettrait un usage exclusif de l'espace ou une compétence pour définir ce qui pourrait s'y faire ou pas. En quelque sorte, les acteurs qui interviennent en milieu ouvert, dans le cadre des principes de la pédagogie sociale, ne sont pas en mesure de s'appuyer sur un quelconque cadre préexistant. Il leur reste à donner du sens aux relations qui s'établissent et qui évoluent à partir de leur propre activité et de leur propre implication.

La question du territoire a donc la particularité, pour nos modes d'intervention, d'affirmer au démarrage de celles-ci qu'il y a un « espace commun » et qu'il n'y a ni supériorité ni prérogative des acteurs sociaux sur celui-ci. On n'imaginerait pas ainsi, dans le cadre d'un atelier de rue, qu'un pédagogue social excédé renvoie un enfant chez lui !

C'est le commun, la possibilité de rencontres, de coopération, mais aussi de partage, comme de conflits, qui marque la question de la relation à l'espace. Ainsi nous ne pouvons avancer que dans le cadre des ateliers de rue en pédagogie sociale, l'espace des interventions a des qualités particulières :

- Il s'agit d'un espace commun et non exclusif qu'on ne fait « qu'emprunter ».
- Il s'agit d'un espace qu'on prend comme il est, sans discussion ni exigence préalable ; c'est un « tout », un « déjà-là ».
- C'est en revanche un espace dans lequel on s'investit, qu'on habite et qu'on se propose peu à peu de transformer.

### Du cadre à l'environnement

Sortir du cadre pour aller vers l'environnement « naturel » des publics bénéficiaires des actions et interventions sociales, éducatives et culturelles des publics recherchés suppose donc de se lancer dans une transformation des pratiques, des attitudes et des références théoriques classiques qui ont été développées pour le travail dans les structures et les institutions. C'est donc à une transformation fondamentale et non pas superficielle des interventions elles-mêmes, c'est-à-dire à la fois de leur théorisation et de leurs pratiques, qu'amène le travail éducatif « hors structures ».

L'essence de ce changement radical peut être définie et caractérisée par l'emploi de l'adjectif « naturel ». Ce terme est employé dans la théorie de la pédagogie Freinet. En effet, pour le grand pédagogue français, sa plus grande critique vis-à-vis des institutions éducatives classiques, et essentiellement de l'école, concernait le fait que le « cadre scolaire », selon lui, n'était pas « naturel ». C'était là, à ses yeux, à la fois la raison de son inefficacité, mais aussi de ses nombreux dysfonctionnements.

Or l'emploi du terme « naturel » chez Freinet, contrairement à ce que l'on croit le plus souvent, n'a rien à voir à la notion de nature. Pour Freinet, l'adjectif « naturel » prend le sens contraire de l'adjectif « artificiel ». Ce que Freinet critique c'est l'artifice au sens large ; au sens d'un cadre, d'une institution, même mue par des ambitions et des projets généreux. Pour lui, bâtir un projet éducatif à partir d'une structure sociale, même « idéale » ou merveilleuse, est toujours une erreur. Seul l'environnement naturel des enfants, des familles, c'est-à-dire aussi leur milieu, leurs pratiques culturelles et sociales liées à leur condition et à leur histoire, peut constituer la base d'un véritable travail d'éducation et de transformation sociale.

Penser son action sociale et éducative depuis l'environnement tel qu'il est, depuis la réalité vécue par les enfants et les familles, peut passer pour une idée acceptable mais, dans la réalité, cette attitude tourne le dos aux modalités de formation et de pratiques des acteurs



© Thomas Bérard

*Atelier pédagogique de rue (in situ), bidonville de Champlan, mars 2017.*

sociaux et éducatifs qui se réfèrent constamment et continûment à des structures et à des politiques, comme « normes » et modèles pour leurs actions.

S'affranchir d'un tel héritage est, dans les faits, une ambition énorme.

## **Pédagogie traditionnelle et peur de l'environnement**

La pédagogie traditionnelle érige ses outils, ses méthodes ainsi que la posture des professionnels qui s'y emploient en « remparts » contre les effets et l'influence de l'environnement.

De ce point de vue là, nous ne pouvons que constater le regain de cette pédagogie réactionnaire. À droite comme à gauche, on multiplie éloges ou invitations pour ériger encore et encore plus de « clôtures scolaires », que celles-ci soient physiques ou symboliques. Mise à distance des parents, Vigipirate renforcé, barrières, portails et sas d'entrée clos, lutte et psychose anti-intrusion, les médias comme l'actualité tout entière volent au secours de ceux qui veulent toujours plus retrancher les situations éducatives des environnements dans lesquels ils prennent place.

Les effets d'une telle pédagogie de la distance et de la séparation sont catastrophiques et connus depuis toujours : arrachement de l'enfant vis-à-vis de son milieu, déni des réalités sociales et culturelles, position de défiance vis-à-vis des parents et de l'environnement, dénigrement culturel et social des groupes ou classes dominés. Dans une telle représentation, l'enfant est vu comme un être à sauver de son propre milieu, surtout s'il est défavorisé. Et, du coup, tout ce qui peut manifester son attachement ou son identité est repéré comme autant d'attitudes de résistance irrationnelles et à vaincre face à un projet scolaire et éducatif, forcément vertueux.

Aujourd'hui un nouveau consensus se développe sur une telle posture, encouragé par les nouvelles économies de la peur et du sécuritarisme. Ce n'est plus seulement la droite réactionnaire qui stigmatise et dénigre les milieux pauvres et précaires, mais également la gauche dite « républicaine et laïque » qui entend lancer de nouvelles croisades contre la barbarie et l'ignorance des couches de la population les plus dominées. On a le droit d'être décontenancés et perdus face à une telle union politique contre-nature et surtout face à la violence qu'elle représente, en particulier pour les enfants, pour les groupes et pour les familles issus de l'histoire de l'immigration et des colonies.

Donc, à la base, au début de toute histoire éducative, nous décelons bel et bien une forme d'horreur de l'environnement, son déni pur et simple et la volonté de monopoliser toutes les ressources et toute l'énergie éducative pour contrer son influence.

### **Pédagogie nouvelle, pédagogie de l'environnement**

Face à un tel rejet, la position de « l'éducation nouvelle » et de tous ceux qui s'en inspirent semble aux antipodes. Depuis Jean-Jacques Rousseau en effet, un autre projet éducatif existe qui consiste non plus à tourner le dos à l'environnement, mais à en faire un sujet d'étude permanent. Il s'agit d'un pur renversement de la posture traditionnelle. Au lieu de protéger l'enfant de l'environnement, on compte en effet sur ce même environnement pour fournir à la fois le cadre et le contenu de son éducation.

C'est l'environnement lui-même, en éducation nouvelle, qui devient le vrai éducateur, le véritable instructeur. La relation éducative, grâce à l'instauration de l'environnement comme source d'éducation, échappe au face-à-face, au frontal, et donc à l'affrontement. L'éducation nouvelle instaure l'environnement comme instrument de libération de la situation éducative. Ce n'est pas seulement (on pourrait même dire pas tant) l'élève ou la personne éduquée qui se trouve ainsi libérée, c'est l'éducateur lui-même qui gagne en liberté et en richesse d'interventions.

Mais ce nouvel environnement « libérateur » et doté de qualités n'est évidemment pas ou si peu un environnement naturel. Dans la plupart des courants de l'éducation nouvelle, ce dont il s'agit c'est de créer et de contrôler un environnement artificiel qui coïncide et résume peu à peu le projet éducatif. Ici, on va mettre en place un lieu de vie préservé et protégé des fureurs de la ville et du quartier; là, un jardin d'enfants entièrement pensé et adapté en fonction de leur âge ou de la représentation de leurs besoins. L'éducation par l'environnement est pensée comme éducative parce que justement l'environnement n'est jamais naturel, même quand il choisit la pleine nature comme cadre; il est « pensé pour ». Dès lors, cet environnement aménagé, devenu « un cadre », peut être utilisé de deux manières par les acteurs sociaux ou éducatifs. Les uns l'utiliseront comme un ensemble de limites, de contraintes naturelles, qui obligent le bénéficiaire, l'élève ou l'utilisateur à changer leur comportement, leur attitude, en un mot à s'adapter. Mais il est également possible de prendre cet environnement choisi ou aménagé comme sujet d'étude, d'observations et de recherches, un peu comme un milieu « naturel » de remplacement.

### **Pédagogie sociale, pédagogie de transformation de l'environnement**

C'est là que se situe la principale rupture entre la pédagogie Montessori et la pédagogie Freinet; là que réside le grand hiatus entre pédagogie nouvelle et pédagogie sociale. C'est sur la question de la nature et de la qualité de l'environnement que tout s'oppose.



Du point de vue de la pédagogie sociale, à partir de la pensée même de Freinet, cet environnement doit avoir deux spécificités pour être réellement porteur d'éducation, d'évolution ou d'un changement authentique :

- Il doit être authentique, c'est-à-dire qu'il doit coïncider avec le milieu de vie véritable de l'enfant. Il doit s'agir nécessairement de son quartier, de sa rue, de sa famille, de son voisinage. Cette option doit être entendue de manière « inconditionnelle » : « On ne choisit pas sa famille, les trottoirs de Manille... » L'éducateur prend l'environnement pour ce qu'il est, avec ses potentiels comme ses empêchements, ses handicaps comme sa puissance, pour le meilleur et pour le pire.
- Il doit être transformé. C'est justement parce qu'il n'y a pas de tamisage à la base, que l'environnement est pris dans son ensemble, que s'impose la nécessité de le transformer dès lors qu'on l'a d'abord reconnu. Toute pédagogie sociale part d'une critique de l'environnement ; toute pédagogie sociale suppose de mobiliser l'enfant, le bénéficiaire, son milieu comme les acteurs sociaux et éducatifs vers sa transformation.

### L'étude de milieu, outil d'appropriation du territoire, en pédagogie sociale

Vis-à-vis de la notion « d'étude de milieu », la pédagogie sociale se tient à l'écart de deux attitudes éducatives et pédagogiques qu'elle juge artificielles et non démocratiques :

- La première consisterait à vouloir limiter le projet éducatif à la seule étude du milieu ou des milieux. En pédagogie sociale, il n'y a pas d'intérêt de la science pour la science et il n'existe pas de savoir qui serait gratuit, désintéressé ou désincorporé à la fois individuellement ou collectivement. Le savoir est toujours pouvoir pour la pédagogie sociale et nous souhaitons qu'il soit « pouvoir de transformer et d'améliorer les choses ». Donc, on n'étudie pas le milieu pour « produire de l'étude », pour se former ou produire des connaissances, car la seule chose qu'on apprendrait à ce jeu-là ce serait justement la dépossession du pouvoir et du devoir de changer les choses.
- La seconde attitude, qui dépend de la précédente, est que le milieu observé – pris en compte, celui au sein duquel on agit – n'est jamais un environnement fixe et donné, mais est conçu comme un ensemble complexe de niveaux de lecture de ce même environnement ; **le milieu qu'on souhaite connaître est toujours considéré dans toutes les dimensions de la vie**. On ne dissociera pas le milieu social des milieux économique, politique, culturel et naturel. Nous prenons en compte les dimensions imaginaires, artistiques, affectives et politiques de la relation à l'environnement. Nous travaillons à mettre en lien toutes ces dimensions et à transformer tant l'environnement que la qualité et la quantité de relations que tout un chacun y entretient. Là encore, la pédagogie sociale, comme la pédagogie Freinet, tourne le dos à l'idée selon laquelle tout projet éducatif devrait partir « du simple pour aller vers le complexe ». C'est le sens contraire qui doit prévaloir dans tout ce qui est humain : comprendre le complexe pour agir sur le simple.

### Les notions d'espace en pédagogie sociale

Nous voyons que la pédagogie sociale contribue à une complexification de la notion d'espace en pédagogie, comme en éducation en général. Pour la pédagogie sociale, en effet, ce n'est pas tant l'espace géographique tel qu'il est qui compte, mais la relation que chacun peut construire à la fois individuellement et collectivement vis-à-vis de cet espace. Cet espace est perçu comme doté de qualités qu'il convient de prendre en compte en amont, en cours et en aval de tout projet éducatif, social ou politique.

### L'espace est perçu dans la proximité

Du point de vue théorique et pratique de la pédagogie sociale, le postulat initial est celui de la proximité, on pourrait même dire de proximités multiples. Cette ou ces proximités intéressent à la fois les bénéficiaires des actions éducatives et sociales mises en œuvre, mais également les tiers liés à l'environnement ainsi que les acteurs directs (professionnels ou non) et indirects (institutions, collectivités et partenaires). La proximité dans la relation à l'espace de l'intervention socio-éducative n'est pas seulement perçue et traitée comme un constat mais, surtout, **comme un travail en cours, un process**. Le pédagogue social travaille à rendre chaque jour l'espace commun plus proche de tous, plus proche de nous.

Un autre terme peut convenir pour caractériser ce travail : celui de la familiarité et de la familiarisation. On pourrait dire que **la pédagogie sociale travaille à familiariser l'espace public, commun, institutionnel et extérieur pour tous**. Cette familiarisation suppose la relativisation des limites communément admises entre « espace privé » et « espace public » (et son corollaire d'opposition vie privée/vie publique).

Cette proximité dans la relation à l'environnement, à l'espace, vient caractériser les relations éducatives ou sociales mises en œuvre. Il s'agira de développer de véritables relations de proximité, de soin, de soutien, d'attention et d'attachement. De même cette proximité travaillera à gommer les fossés culturels, économiques et sociaux qu'il peut y voir entre groupes et individus relégués ou « dominés » et « dominants ». En pédagogie sociale, on s'intéressera à la manière dont ces « fossés » se manifestent dans l'espace et dans l'environnement des familles et des groupes touchés par la précarité et comment on peut modifier ces inscriptions par des actions concrètes et régulières dans ces mêmes espaces pour instaurer de nouvelles proximités.

### Le territoire n'est pas un lieu, mais un milieu

Si le travail social de territoire s'est indubitablement développé ces trente dernières années, il n'est pas sûr en revanche que ce soit le cas pour l'éducation scolaire ou formelle. Certes celle-ci a rencontré de nouvelles logiques de territoire dans lesquelles elle est priée de s'insérer : projets de territoire, dynamiques liées aux actions de type contrat local d'accompagnement scolaire (CLAS), programme de réussite éducative (PRE), quartier « politique de la ville » et zonage en tout genre.

Mais cette notion de territoire, qui vient s'ajouter comme une avancée du travail social et éducatif initial, est abordée de manière réductrice. Dans la plupart des politiques et usages qui en découlent, le territoire est perçu comme un « extérieur » : un extérieur à l'institution, un extérieur à l'équipe. Il n'y a qu'un pas pour que cet extérieur-là soit vécu comme un extérieur à ses préoccupations personnelles, voire un extérieur à son métier.

On ne peut pas travailler « sur » ou « à partir » d'un territoire, si on n'a pas pleinement conscience de la complexité des relations visibles et invisibles qui nous relient à lui. Nous sommes le territoire autant que nous y prenons part et qu'il nous façonne, et ce territoire nous limitera et nous enfermera d'autant plus et d'autant mieux que nous nous sentirons extérieurs à lui.

C'est parce que « nous sommes (aussi) le territoire » que celui-ci ne peut pas être réduit à un seul ou à un ensemble de lieux. Nous percevons le territoire d'une manière intelligible, avec ses logiques, en nous comprenant nous-mêmes dans les problématiques que nous mettrons à jour.

### Le mi-lieu est un lieu à mi-chemin

Nous avons présenté l'idée que, du point de vue de la pédagogie sociale, tout environnement n'est pas forcément un milieu. En effet, l'environnement, même s'il nous implique est un « donné », un « déjà-là ». La première tâche en pédagogie sociale est de développer la conscience des uns et des autres, des acteurs sociaux en général, quel que soit leur statut (bénéficiaires, acteurs, partenaires, tiers), de leur relation avec un territoire. Pour qu'un environnement devienne un milieu, il faut qu'il soit habité, transformé à la fois individuellement et collectivement. Il faut y mettre de « soi » ; il faut y mettre du « nous ».

Le milieu est ainsi appelé car il est « mi-lieu » ; il est un lieu, un espace intermédiaire, entre moi et l'environnement, entre « l'intérieur », mon espace familial, et l'extérieur, l'espace étranger. Il est cette zone transitionnelle entre moi et le monde, que je m'applique à élargir tout au long de ma vie.

Le caractère du mi-lieu se reporte également sur d'autres aspects de mon existence. Le mi-lieu est aussi, pour la même raison, ce lieu intermédiaire entre « moi » et « autrui », entre l'individu et le groupe, entre la personne et le collectif. Le mi-lieu est l'espace de la rencontre, du faire ensemble comme du « vivre ensemble ».

Pour la même raison encore, le mi-lieu est le lieu où je vais pouvoir tenir ensemble ma relation à l'affectivité et à la politique. C'est dans ce milieu que je vais pouvoir épanouir et réaliser mes potentialités en ce domaine. C'est dans ce milieu que je vais pouvoir apprendre à exprimer dans divers « langages » ma vie affective, comme politique. C'est aussi et surtout dans ce mi-lieu que je pourrai mettre en rapport ces deux dimensions si souvent opposées.

### Au-delà de l'espace, la question du temps

La notion de milieu intègre et dépasse largement celle du « lieu » ou du « territoire ». On pourrait résumer cela par l'idée que la notion de milieu excède largement la notion « d'espace ». La notion d'espace ne permet pas en effet de prendre en compte le facteur humain ou son activité. Le travail sur le milieu, qu'il soit perçu comme « milieu culturel », « milieu social », « milieu naturel », etc. intègre forcément une forte dimension temporelle.

Je ne peux en effet penser et me représenter ma relation à l'environnement, mon impact et mon implication dans celui-ci, sans mettre en avant cette notion fondamentale du temps.

Le travail sur le milieu sera toujours par corrélation un travail sur le temps. Il s'agit en particulier de relever deux grands défis « temporels » :

- **Initier** : tout travail sur le milieu (en pédagogie sociale) suppose de rompre la monotonie et l'ordonnance de l'environnement par l'instauration d'un inédit ; il s'agit de faire du neuf, de créer du nouveau. Il s'agit de rompre, d'inventer et de modifier, au moins temporairement, au moins pour un moment, le cadre.
- **Durer** : ce qui va différencier le travail sur le milieu, en pédagogie sociale, de l'animation sociale de type événementielle, c'est la question de la possibilité de durer. Dans nos pratiques, les actions sont cycliques, régulières et durables. C'est cette durée qui constituera la condition essentielle pour bâtir de la confiance autour de nos interventions. C'est cette durée qui permettra également de voir grandir les enfants, de pouvoir conserver les fruits de notre travail et d'en comprendre les effets à long terme, sur le territoire comme sur les gens. Considérons combien cette capacité de durer est aujourd'hui mise à mal par la montée de toutes les précarités et la manière dont les acteurs et initiateurs sociaux sont mis en difficulté par la fragilité des moyens auxquels ils peuvent accéder, mais aussi par rapport à l'inflation des réglementations administratives et sécuritaires qui visent directe-

ment leurs actions. Il s'agit pourtant là d'un enjeu essentiel : sans durée possible, c'est la possibilité même de comprendre et d'agir sur notre environnement qui est perdue.

### La théorie des moments : uchronie contre utopie

On pourrait avancer l'idée que la notion de milieu ajoute cette dimension temporelle à celle de l'environnement. Pour la pédagogie sociale, en effet, ce qui compte ce n'est pas de constituer des environnements favorables, de partir à la recherche d'une utopie ou d'un idéal mais, au contraire, de produire dans l'environnement tel qu'il est **des moments d'exception**. Les contraintes économiques, sociales, institutionnelles sont telles qu'il est devenu quasiment impossible de créer aujourd'hui des lieux innovants et, surtout, c'est illusoire. On ne modifiera pas l'ordre des choses en installant ici ou là des niches de confort. On ne fera qu'y attirer ceux qui ont déjà tout cela.

On ne peut contrevenir à l'ordre établi qu'en travaillant dans l'espace commun, et en particulier auprès des plus précaires ; pour cette raison même on ne peut produire de changement que sur des moments précis et limités. Bien entendu, nous basons nos espoirs sur le fait que ces moments fabriquent à leur tour du possible. Seulement nous sommes dans l'impossibilité de les prédire ou de les téléguides. Ils seront l'œuvre des acteurs eux-mêmes.

## II UN AUTRE RAPPORT AU TERRITOIRE QUI TRANSFORME

■ **De l'imaginaire au réel, lien entre tiers-espaces, collectifs et territoire**  
Christine Balaiï

■ **Les squats, une alter-urbanité riche et menacée**  
Arthur Bel

■ **Lieux numériques : entre pratiques populaires et réappropriation des technologies ?**  
Julien Bellanger

■ **Du bidonville au « lieu de vie ». La redéfinition de l'espace du bidonville à travers les arts politiques et la pédagogie sociale**  
Victoria Zorraquin

■ **Un centre socioculturel embarqué sur une péniche « pour la paix » ou les singularités de l'espace fluvial**  
Éric Sapin



# De l'imaginaire au réel, lien entre tiers-espaces, collectifs et territoire

CHRISTINE BALAI,  
Tiers lieu nomade, Paris, Île-de-France

---

## Un espace dans un quartier en transformation

L'Espace imaginaire est un terrain de 5 000 m<sup>2</sup> dans le quartier de la Plaine à Saint-Denis. Dans le cadre d'une occupation temporaire, différentes activités et créations sont mises en place par des associations œuvrant dans l'économie sociale et solidaire (ESS), l'écologie ou les milieux artistiques et par des habitants et des résidents afin de faire de cet espace « un espace culturel, écologique et partagé ». La gestion de l'Espace imaginaire a été attribuée à l'association Mains d'œuvres par la mairie de Saint-Denis, en lien avec la Région, dans le cadre d'un appel à projets. Mains d'œuvres est une friche artistique installée en Seine-Saint-Denis (à Saint-Ouen), depuis dix-sept ans, dont la mission est d'accueillir et d'accompagner la création artistique émergente et pluridisciplinaire, avec un credo : promouvoir l'imagination artistique et citoyenne.

La démarche participative initiale de création de l'Espace imaginaire a permis d'identifier et de concevoir les premières activités en réponse à des besoins locaux autour de cinq thématiques : culture, cadre de vie, alimentation, mobilité et vivre-ensemble. Ont ainsi été imaginés, dans un premier temps, une cantine végétarienne, des ateliers d'artistes, un kiosque solidaire pour l'accueil de jour des SDF, un potager, un bassin de phyto-épuration, une ruche-école, une prairie imaginaire, un projet d'école mobile pour les enfants des bidonvilles, un espace d'observation de la biodiversité en ville.

Concrètement, les associations et porteurs de projet ont investi le lieu progressivement. Une première phase a permis l'installation des conteneurs accueillant les différentes fonctions du lieu (cantine, cuisine, salle de réunion, lieux d'activités, etc.) et des premiers équipements (viabilisation, toilettes sèches, ruches, planchers, etc.). L'ensemble des structures du site et des matériaux utilisés a été donné par les entreprises locales ou récupéré dans les rues du quartier. Les premières activités (kiosque solidaire, ateliers et événements occasionnels, etc.) ont démarré progressivement. Le 3 juin, le lieu était prêt pour accueillir une deuxième vague de résidents (Système B comme bidonville, la Gonflée, autres) venus rejoindre les premières associations actives (Un pas de plus, Interazioni urbane, City bizz, Gardes environnementaux...).

### TIERS LIEU NOMADE

En facilitant la rencontre, le partage, la convivialité, en s'appuyant sur des démarches participatives et la coopération, en mutualisant des ressources et des compétences, les tiers-lieux et tiers-espaces constituent potentiellement des espaces pertinents d'émergence et de créativité. Ils apparaissent comme des espaces privilégiés pour favoriser des dynamiques d'innovation, de transformation (sociale, écologique, culturelle, etc.) et/ou la création de valeur économique sur les territoires.

Le temps d'une demi-journée, d'une soirée, Tiers lieu nomade<sup>a</sup> permet de faire découvrir et de s'approprier la notion de « tiers-lieux » et de « tiers-espaces » en la pratiquant dans différents lieux, à travers des événements, des rencontres, l'accueil d'intervenants divers. L'association Tiers lieu nomade s'appuie sur une diversité de formats (ateliers, tables rondes, etc.) pour susciter la collaboration, permettre l'accompagnement d'initiatives et favoriser la réflexion au service de dynamiques de changement. Elle produit de la connaissance à travers une démarche de recherche-action. Elle développe une démarche de conseil et d'accompagnement de projets dans le long terme dans le domaine de l'innovation sociale et de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que dans celui de l'écodéveloppement au niveau international. Investi par divers acteurs, l'Espace imaginaire<sup>b</sup> est apparu comme un lieu intéressant pour évaluer l'intérêt et la dynamique des tiers-espaces.

a. [www.tierslieunomade.net](http://www.tierslieunomade.net); [www.recherche-action.fr/tierslieunomade](http://www.recherche-action.fr/tierslieunomade)

b. <https://www.facebook.com/LEspace-Imaginaire-1525323561107122/>

### Le dispositif de recherche-action

C'est suite à la proposition du Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA)<sup>1</sup>, qu'une journée de recherche-action a été organisée le 3 juin dernier à l'Espace imaginaire avec Tiers lieu nomade, en partenariat avec Main d'œuvres et les associations cogestionnaires du lieu.

Cette journée, rendue possible par la rencontre et l'investissement des cogestionnaires et résidents, avait pour but de questionner l'intérêt d'un tiers-espace éphémère comme l'Espace imaginaire, notamment sur sa capacité à contribuer à de nouvelles façons de faire société et d'aménager le territoire. La démarche de recherche-action, engagée lors de la première partie de l'après-midi avec les résidents du lieu, devait permettre la prise de recul, la construction d'une parole dans l'espace public à partir de leur expérience et l'ouverture vers de nouvelles prises de conscience et dynamiques. Puis le débat public a posé la réflexion dans un contexte plus large et interpellé les élus et des personnes-ressources sur les problématiques à l'œuvre. La journée s'est poursuivie autour d'un repas partagé et d'une soirée musicale.

La rencontre s'est déroulée dans l'espace Sharing Bubble<sup>2</sup>, projet d'architecture gonflable imaginé pour créer du lien social et interagir avec des populations marginalisées. Cet octodôme a permis d'augmenter l'Espace imaginaire, créant un espace de rencontre et d'échanges, une forme d'espace interstitiel dans un espace lui-même interstitiel, afin d'accueillir l'atelier et la table ronde ainsi que la soirée musicale. Les différents dispositifs convoqués pour animer cette journée ont permis au processus de se mettre en place et d'assurer la légitimité et la crédibilité d'une démarche émanant du bas vers le haut, tout en lui conférant un caractère convivial et festif qui a contribué au retentissement de l'évènement et favorisé la rencontre entre les gens.

1. [www.recherche-action.fr/labo-social](http://www.recherche-action.fr/labo-social)

2. Voir l'article en ligne consacré à l'expérience Sharing Bubble, « Système Bulle: pour une pratique architecturale citoyenne et engagée? » (<http://recherche-action.fr/emancipation-transformation/2017/10/05/systeme-bulle-pour-une-pratique-architecturale-citoyenne-et-engagee/>).



Nous avons pu accueillir près d'une trentaine de personnes lors de l'atelier de recherche-action. De nouvelles personnes extérieures à l'Espace imaginaire se sont jointes au débat. Les résidents étaient fortement représentés, particulièrement par les membres du Kiosque solidaire – Un pas de plus (association culturelle et sociale à l'origine du Kiosque solidaire), FARE (association d'aide aux sans-abri et porteurs de projets alternatifs et solidaires), Eva Power (lutte contre les violences faites aux femmes) – mais également Système B comme bidonville (intervention dans les bidonvilles). Avec la Bulle et la Gonflée (autre dispositif gonflable adossé à une caravane en résidence sur le site pour accueillir des rencontres diverses), les jeunes architectes étaient également fortement représentés. Plusieurs représentants de tiers-espaces ont également répondu à l'appel (Observatoire des tiers-lieux de Prima Terra, un squat à Aubervilliers, des projets de coworking, etc.). Enfin, des artistes ont participé aux débats et prolongé la réflexion de leur présence festive et musicale. À noter aussi le dispositif d'amplification sonore fonctionnant en autonomie énergétique de Pikip Solar System.

La dynamique mise en place dans l'atelier a été particulièrement intéressante. Le dispositif de la Bulle a créé un espace neutre autant qu'unifiant, avec une disposition des participants en cercle autour du centre qui a permis de libérer l'expression. Une parole forte a pu ainsi émerger, notamment de la part des résidents du kiosque solidaire qui ont évoqué leur investissement, leurs projets, leur situation parfois difficile, mais aussi des différents porteurs du projet qui ont partagé leurs initiatives et points de vue. De cette rencontre, des lignes de force ont pu naître, une parole commune s'instaurer. À noter, en revanche, l'absence des opérateurs interlocuteurs des collectivités locales pendant le débat public, ce qui n'a pas permis véritablement de poser et de relayer les enjeux au-delà des interlocuteurs présents.

## Les espèces d'espaces

Afin de rendre compte de l'expérience de l'Espace imaginaire, l'atelier de recherche-action est parti d'une liste d'énoncés qualifiant l'espace. Les participants ont été conviés à choisir et à enrichir, à partir de leur propre expérience, les énoncés qui leur paraissent les plus pertinents. Il a été possible ensuite de définir des problématiques transversales regroupées en quatre thèmes : labo citoyen et science participative, espace et territoire, travail et économie, émancipation et transformation. Cet article propose de retranscrire les éléments de ces échanges.

Les qualifications de l'espace dans l'atelier ont fait apparaître des tendances fortes quant à la vision du lieu, mais également des tensions, voire des polarités fortes, que nous approfondirons dans la suite de l'article<sup>3</sup> :

- un espace éphémère *versus* un espace durable ;
- un espace engagé et un espace de projets ;
- un espace d'activités et un espace de vie et de détente ;
- un espace ouvert qui trouve son sens dans les liens instaurés avec les habitants et le territoire ;
- un espace gratuit et la nécessité d'apporter des ressources et de trouver le modèle économique ;
- un espace solidaire, mais avec des tensions sous-jacentes entre les différentes parties prenantes ;
- un espace interstitiel, mais avec une recherche de légitimité ;
- un espace créatif, mais où il existe des dissonances entre le social et l'artistique ;

3. Noter que ces qualifications telles qu'elles ont été décrites traduisent des tendances et une situation à un instant donné mais ne figent pas la dynamique du lieu.

- un espace légal, mais non sans contradiction avec la démarche qui émane des participants eux-mêmes ;
- un espace imaginaire, véritable espace des possibles...

### **Labo citoyen et science participative**

Déroger aux règles habituelles en ouvrant un droit à l'expérimentation, convoquer l'imagination, l'art, la poésie, ouvrir un nouveau terrain de jeu, un espace de liberté, de projet, qui dépasse les frontières habituelles, mobiliser des habitants, des bénévoles, permettre à des personnes exclues de valoriser leurs compétences et leurs talents : tels sont quelques-uns des principes qui ont présidé à la constitution du lieu et ont été relatés par les participants à l'atelier. La démarche participative préalable auprès des habitants a permis de définir les premières activités du lieu selon cinq axes repérés comme des enjeux locaux. Alors que le dispositif d'appel à projets attribué à un opérateur renvoie à un mode de gestion plutôt traditionnel et vertical, la mise en œuvre d'un lieu communautaire a conduit à instaurer des pratiques de coconstruction et de cogestion qui font partie du concept initial et de la pratique de l'Espace imaginaire. Par ailleurs, les associations entrant en résidence sont appelées à créer, grâce des méthodologies et des processus participatifs et collectifs, dans les espaces publics.

Pourtant, au moment de notre intervention, les premiers résidents commençaient à expérimenter concrètement le fonctionnement du lieu, inscrivant des décalages entre ce qui était prévu et la réalité, suscitant divers questionnements, faisant naître les premières tensions et contradictions, parfois vives, dans les relations internes. Aussi, la volonté de renforcer la dimension collaborative de la gouvernance et de trouver des solutions aux besoins de certains porteurs de projet sur site est revenue à plusieurs reprises dans les débats.

De notre côté, nous avons ouvert un espace de réflexion et de coconstruction au cours de cette journée qui préfigure et met en route un **labo citoyen**. Il est apparu souhaitable que cette démarche s'inscrivît dans le fonctionnement même du lieu afin de faire de cet espace un réel terrain des possibles, capable d'impacter le territoire, tout en ayant une portée dans la durée. Chacun des intervenants a pu en tirer des enseignements et une expérience positive. Pour l'opérateur Mains d'œuvres, l'expérience du labo citoyen a constitué une opportunité de prise de recul. Des tensions liées au fonctionnement de l'Espace ont pu s'apaiser, une « respiration se faire », selon les paroles de Mélanie, coordinatrice du projet de Mains d'œuvres. Les cogestionnaires, et particulièrement les participants du Kiosque solidaire, se sont véritablement emparés du dispositif, qu'ils ont beaucoup contribué à faire vivre, pour en faire un espace d'expression, de reconnaissance et d'appui collectif. Les réflexions ont permis ensuite d'enclencher des actions concrètes.

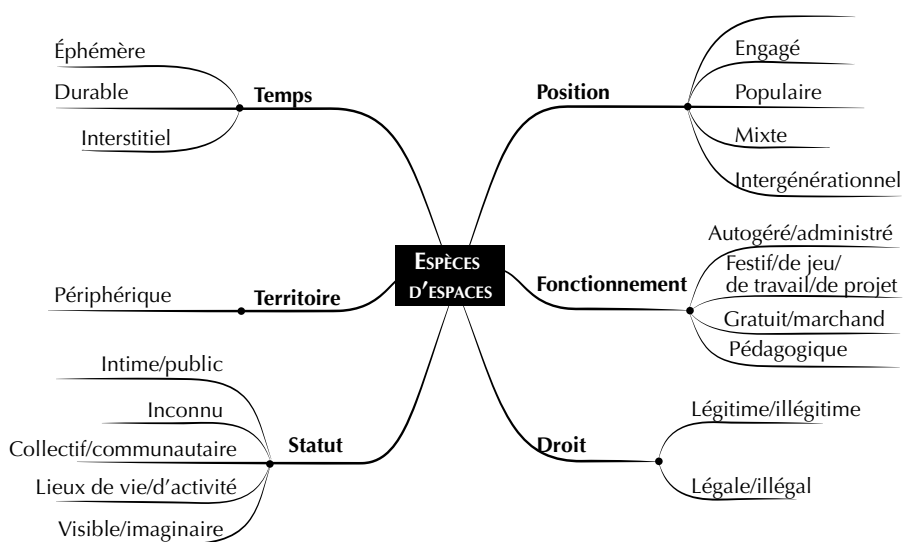
Pour le créateur de la Bulle, « il s'est dégagé de la journée<sup>4</sup> que l'octodôme peut fonctionner comme un "ambassadeur" pour représenter un groupe, un collectif ou un lieu et l'amener à la rencontre du dehors ». Cette action de terrain clôt la série commencée en février à La Chapelle et constitue aussi un point de rencontre avec plusieurs acteurs et associations, un point de départ vers une démarche qui a vocation à perdurer au-delà du cadre temporel fini de l'exercice académique du projet de fin d'études. Pour Tiers lieu nomade, l'évènement a été l'occasion de tester un dispositif et de vivre une expérience enrichissante sur le plan humain : organisation collaborative d'un évènement entre plusieurs partenaires, expérimentation de formats d'animation originaux, liens entre le dispositif, la production de connaissance et l'action...

4. Voir l'article, page 149, consacré à l'expérience Système Bulle.

## CARTE HEURISTIQUE DE L'ESPACE IMAGINAIRE

Par Hugues Bazin

Une carte heuristique, appelée aussi carte mentale, est un outil de représentation visuel d'un cheminement de la pensée. Le principal intérêt est de mettre en lumière une organisation non séquentielle ou hiérarchique entre des notions (concepts, idées, informations) et ainsi de favoriser par des associations inédites une intelligence sociale des situations complexes. Ce procédé a été utilisé ici pour mettre en forme la perception des types d'espaces dans l'atelier de recherche-action sur l'expérience de l'Espace imaginaire.



### Rapport au territoire

Les catégories d'espaces qui touchent au rapport au territoire ont très peu été relevées comme significatives : espace de proximité, espaces distants, espace central, espaces périphériques. Est-ce que l'Espace Imaginaire se conçoit comme un îlot perdu au milieu de l'océan ou est-ce qu'il s'inscrit dans la manière de « faire territoire » comme catégorie de l'expérience ? Dans cette typologie, où est la place des habitants et en quoi la pratique de cet espace constitue-t-elle une ressource du territoire ?

→ Enjeux liés : économie populaire, aménagement du territoire, ressources du commun

### Rapport au temps et à l'espace

S'il faut de l'espace pour créer un rapport au temps et s'il faut du temps pour créer de l'espace, en quoi le processus que génère l'espace imaginaire se distingue ou s'inscrit-il dans une ingénierie de projet classique ?

Notons ici une contradiction ou une tension entre la dimension d'espace imaginaire, mais où n'est pas relevée la dimension d'utopie, et celle d'un espace instituant, entre espace autogéré et espace administré, entre espace éphémère et espace durable.

Quel est son modèle de développement? S'agit-il de formes de clusters dans une logique de pépinière d'entreprises ou d'espace instituant autogéré créant ses propres référentiels pour un autre modèle économique et de développement? Sommes-nous dans une logique de friche culturelle avec des résidences juxtaposées ou dans une logique de culture squat?

→ **Enjeux liés: type de fonctionnement et modèle de développement**

### **Statut de l'espace**

Peut-être y aurait-il ici une définition à préciser quant au statut de l'espace entre dimension de l'intime, lieu de vie et dimension publique. Quelle est la nature de la forme collective? La dimension communautaire, ou la notion de communauté, a mauvaise presse en France parce qu'elle renvoie à une dimension ethnicisée ou identitaire. D'un autre côté, on redécouvre la dimension de « communs », voire de « communalisme » comme mode de partage des richesses et de gouvernance territoriale où une gestion collective s'articule entre une gestion privée et une gestion publique des ressources.

Est-ce que les acteurs de l'espace imaginaire se revendiquent dans ce sens dans/comme un tiers-espace, au risque sinon de ne pas dépasser cette tension entre le privé et public, l'individu et la communauté? Il s'agit pourtant bien autant d'un lieu de vie que d'activité.

→ **Enjeux liés: question du droit, reconnaissance d'une autre forme juridique de l'espace, question du développement endogène du territoire**

### **Droit à l'espace et forme juridique**

Est-ce que la forme de négociation du partenariat sous l'égide d'un appel à projets entre opérateurs et collectivités territoriales ne gomme pas l'enjeu de faire entrer, dans le droit, de nouvelles pratiques de l'espace et plus généralement, dans le droit commun, un droit à l'espace?

Ici se posent des questions de solidarité, d'hospitalité, de mixité, de diversité, d'intergénérationnalité, d'intérêt général, de gratuité ou d'un autre rapport à l'économie qui ne se retrouve ni dans la sphère privée, ni dans la sphère publique, ni dans la manière de gérer les territoires.

Il y a un lien de cause à effet entre ce qui apparaît comme légitime, c'est-à-dire comme ayant un droit de cité comme forme de pensée de vie et d'action à part entière, et ce qui apparaît comme légal, c'est-à-dire la reconnaissance dans le droit de ce processus dans la vie de la cité.

Est-ce que l'espace imaginaire ne joue pas ici un rôle d'interface entre des pratiques en dehors du champ institué, voire en dehors du champ de la légalité, mais qui renvoie à la question des droits fondamentaux et à leur adaptation dans la prise en compte de la réalité sociale?

→ **Enjeux liés: droit au logement, droit au travail, droit à la culture**

## **Espaces et territoires**

Comment qualifier un tel espace dans son rapport au territoire, quelles relations s'instaurent avec les habitants, quelles perspectives offre l'Espace imaginaire et d'autres tiers-espaces en termes d'aménagement du territoire?

Interstitial dans le temps et l'espace, l'Espace Imaginaire est **un espace éphémère**. Il est mis en place dans le cadre d'une occupation temporaire de deux ans qui ouvre un droit à expérimentation. Le caractère éphémère se retrouve dans l'aménagement et les installations

du lieu : utilisation de conteneurs, équipement en matériel récupéré... De plus, certaines associations résidentes du lieu, tels Système B (créatrice du projet d'école mobile pour les enfants des bidonvilles) et la Gonflée expérimentent des dispositifs éphémères pour répondre à des besoins temporaires ou non satisfaits des populations. Au-delà, cette thématique témoigne de l'importance de plus en plus grande de tels dispositifs pour répondre notamment aux besoins d'abri de personnes sans travail, et donc sans revenus, et qui se déplacent au gré des circonstances.

Le projet de Main d'œuvres prévoit de déployer les structures et le « dispositif » de l'Espace imaginaire ailleurs à la fin du contrat d'occupation. Les deux « gardes environnementaux » présents dans l'atelier ont d'ailleurs défendu l'idée qu'il fallait faire vivre les espaces en friche. Le souhait exprimé par les participants est que ce projet ait un caractère **durable**, ce qui interroge non seulement la dimension écologique du lieu, mais aussi le temps laissé aux activités pour se mettre en place et la façon dont chaque expérimentation peut se pérenniser dans le temps. À cet effet, l'association Un pas de plus a souhaité que cette stabilité puisse se manifester dans un contrat pérenne. Au-delà de chaque activité, comment une telle expérience peut-elle rentrer dans le droit commun et se diffuser à l'échelle du territoire ?

Par ailleurs, l'**ouverture au quartier** se met en place à travers des activités déjà proposées ou en projet (café ou repas offerts à des SDF du quartier, parcours pédagogiques pour les enfants des écoles, ateliers de couture pour les femmes du quartier, etc.). Des actions menées par les artistes en résidence sont déployées au sein des écoles, centres de loisirs et en partenariat avec les structures locales ou encore dans l'espace public<sup>5</sup>. L'équipe de coordination de l'Espace imaginaire est également présente lors des événements de quartier et de la ville pour faire connaître le lieu et ses projets, et ouvrir le cadre de participation aux habitants et porteurs de projet. Un résident membre de l'association Un pas de plus a apporté son témoignage de façon particulièrement émouvante : sa motivation profonde est d'apporter son soutien aux habitants démunis du quartier, avant même toute préoccupation quant à sa propre situation difficile. Une des questions posées est de savoir comment faire participer davantage les habitants et interpeller les élus.

## Travail et économie

L'espace imaginaire est un **lieu d'activités** mobilisant de nombreux bénévoles. À cette dimension se greffe aussi une dimension économique avec des questions sur la part de gratuit et de payant, sur la nécessité de générer des ressources pour faire vivre le lieu et créer une économie propre. Au moment de l'intervention de Tiers lieu nomade, ces questions sont souvent source de conflits entre les différents occupants.

L'espace imaginaire est aussi un **espace de travail** dont le statut reste ambigu. Les résidents insistent sur le fait que l'espace leur a permis de réaliser beaucoup d'activités enrichissantes (activités d'ateliers, jardinage, etc.), soulignant ainsi le plaisir du jeu qui se mêle au travail. Ambigu cependant, parce que la mise en place de l'espace a mobilisé un investissement important en termes de temps et de compétences auquel les personnes sans abri, sans moyens d'existence propres, ont largement contribué, sans véritable solution de rémunération.

Les questions de la reconnaissance et de la rémunération lors des chantiers des personnes souvent sans papiers (et donc ne pouvant rentrer dans un contrat légal) ont dès lors été fortement évoquées. Les problèmes posés apparaissent tels que Marrion, responsable du

5. Un portrait sonore de la Plaine par le collectif ICI, une traversée du quartier par le duo d'artistes Boijjeot.Renault, une déambulation par le collectif AADN fin octobre 2017, une création théâtrale *in situ* par le collectif Hoc Momento dès septembre et une résidence d'auteurs dans les jardins partagés de la Plaine par une écrivaine.



*Le Kiosque solidaire en plein chantier.*

Kiosque solidaire, dans un appel adressé à tous et notamment aux élus, pose ainsi la question de la rémunération associative et du bénévolat comme « celle du travail au noir ou de l'esclavage moderne au xx<sup>e</sup> siècle ».

Même si la dimension sociale et sociétale fait partie de la réflexion sur le projet d'Espace imaginaire engagée par l'établissement culturel qu'est Mains d'œuvre, les SDF de l'Espace imaginaire ont introduit dans la vie courante de l'espace les contradictions socio-économiques de la société sous ses revers les plus criants : précarité, exclusion, absence de travail et de logement, problème des sans-papiers... Face à ces problématiques sociales, la coordinatrice du projet de Mains d'œuvres et les dirigeants du Kiosque solidaire se reconnaissent volontiers dépassés et démunis pour agir.

Fallait-il pratiquer une forme de travail au noir ou continuer à tolérer le bénévolat à outrance, mobiliser des travailleurs sociaux, inventer un nouveau modèle économique et développer une **économie populaire** (selon les propositions d'Hugues Bazin)? Les participants de la table ronde ont suggéré la création d'une coopérative d'activités et d'emplois qui pourrait rémunérer les personnes pour leurs services. Mais *quid* de la rémunération des personnes sans papiers? Une autre proposition a été de monter des partenariats avec des structures compétentes pour traiter des problématiques sociales et administratives des personnes.

### **Émancipation et transformation**

L'Espace imaginaire est perçu comme un **espace engagé**, où des acteurs s'impliquent dans différents domaines pour apporter de nouveaux services à la population, pour répondre à des besoins non satisfaits, pour réfléchir aux enjeux de société actuelle et apporter des réponses nouvelles aux questions qui se posent dans les domaines social, environnemental, économique et du logement. Les résidents entendent promouvoir par leurs créations et leurs démarches participatives des liens entre la création et le vivre-ensemble, des questions de société (l'habitat, les pratiques numériques, la pédagogie, le quartier, le jardinage, la féminité) et susciter des questionnements entre art et société, même si, au moment de notre

rencontre, ce lien entre les deux n'allait pas forcément de soi, tant le social avait pris le pas sur le culturel.

C'est un **espace de projets** sous la double dimension d'un projet global à construire et de projets personnels dans lesquels chacun peut s'épanouir et trouver des revenus le cas échéant. Les participants à l'atelier ont souhaité que l'Espace imaginaire devienne véritablement un **espace populaire, solidaire et intergénérationnel**, mixant les cultures, fait par les habitants et pour les habitants, et jouant pleinement son rôle pédagogique vis-à-vis de ces derniers. On a vu comment la dimension sociale et économique du lieu nécessite de trouver des solutions hors des sentiers battus. Nous avons évoqué la question du travail et de sa rémunération. Mais nous aurions tout aussi bien pu évoquer celle du logement qui a posé tout autant de questions, de tensions et de besoins de solutions.

Les préoccupations soulevées renvoient à des questions posées en termes d'émancipation, d'éducation populaire et de transformation sociale.

## Perspectives

La journée de recherche-action a ouvert un espace de réflexion. Elle a permis de dégager des lignes de force que nous avons pu affiner par la suite et qui ont conduit à des problématiques et des propositions dont nous avons pu débattre à l'occasion d'une séance de restitution organisée le 3 juillet 2017 lors de la journée portes ouvertes de l'Espace imaginaire.

Plusieurs points ont été évoqués. « L'espace imaginaire est évolutif, il s'adapte, se transforme de façon itérative selon les problématiques qu'il rencontre et les projets qui l'activent », a soutenu Mélanie, coordinatrice de l'Espace imaginaire. « C'est au travers de l'action que les résidents de l'Espace imaginaire entendent interpeller les élus en montrant ce qui est à l'œuvre. » Les projets doivent se développer, que ce soit pour et avec les habitants, mais aussi en interne en favorisant la collaboration entre les projets de façon informelle. Par ailleurs, les participants ont réaffirmé la volonté de lien entre l'art et le social. Plusieurs nouveaux projets ont été présentés ou rappelés à cette occasion : faire des ateliers autour du développement personnel (Marie), réaliser une pièce de théâtre avec les personnes sans abri (Cricri), organiser des événements artistiques (Hubert), réaliser des sculptures (Géorg). Marrion a rappelé que chaque personne du Kiosque solidaire a un projet qu'il veut développer et a soutenu l'idée de faire de l'association Un pas de plus, une association collégiale gérée par les membres (sans abri) du Kiosque solidaire. Les participants ont exprimé aussi leur souhait de continuer les ateliers de réflexion.

### Trois grandes pistes d'action ont été dégagées autour de trois problématiques principales :

#### 1. Quelle gouvernance instaurer pour développer le pouvoir d'agir de chacun ?

Rendre la gouvernance du lieu davantage participative en inscrivant l'action dans la durée, avec une distinction entre les rendez-vous réguliers de cogestion et les ateliers de recherche-action plus espacés.

#### 2. Quelles ressources mobiliser pour répondre aux besoins des personnes en situation de précarité ?

Aller chercher des compétences à l'extérieur de l'Espace imaginaire et créer un réseau pour aider et accompagner sur différents plans (social, santé, administratif, logement, emploi, etc.) les personnes sans abri du Kiosque solidaire.

### 3. Quelle économie mettre en place pour répondre aux problématiques et questions soulevées?

Développer l'économie du lieu et des personnes et devenir centre de ressources en matière d'économie collaborative pour le territoire. Pour cela, il a été proposé de mettre en valeur les ressources et les parcours d'expérience des résidents et autres intervenants et de faire une cartographie des compétences dessinant l'écosystème du lieu. L'objectif serait aussi de développer de nouvelles normes et références en matière économique, de nouvelles façons de travailler ensemble. Peut-on s'autonomiser, faire de l'économie autrement en développant des produits et une économie locale, en exploitant les potentiels d'une économie populaire non valorisés jusque-là? L'Espace imaginaire et ses intervenants joueraient ainsi un rôle d'interface et de laboratoire citoyen par rapport aux autres acteurs du territoire.

Depuis cette rencontre, plusieurs tendances et évènements notoires ont marqué la vie de l'Espace imaginaire :

- la poursuite et la diversification des activités du lieu et des liens avec le quartier ;
- l'auto-organisation des personnes sans abri du Kiosque solidaire avec la création d'une association spécifique pour développer par eux-mêmes des moyens de subsistance et valoriser économiquement les activités du lieu ;
- une part plus active de ces derniers à la cogestion du lieu ;
- un chantier en collaboration entre la Gonflée, Système B et les résidents du Kiosque solidaire pour concevoir et construire une ressourcerie de matériaux recyclés.

Pour conclure, nous reprendrons les propos de Christophe, initiateur de l'AmorçÂge à Nice, commentant notre article sur l'Espace imaginaire : « Nous constatons, à la lecture de l'article, un paradoxe entre institué et instituant, entre réponse à un appel d'offres conventionnel et mise en place d'une expérimentation. Ainsi, il semble difficile d'articuler des dispositifs sociaux et des dispositifs artistiques. De plus, l'aspect éphémère du projet n'est pas un facilitateur car l'impossibilité de prise en compte du facteur durée est un constat qui semble offrir peu de perspectives. L'enjeu est l'émancipation des publics décrochés et le pouvoir d'agir en lien avec des habitants... Entre forces vives, forces fragilisées, forces invisibles, comment la société civile peut-elle, dans un temps court, construire une réponse efficace aux enjeux sociétaux actuels ? »



# Les squats, une alter-urbanité riche et menacée

ARTHUR BEL,  
architecte médiateur

---

À l'heure où le logement devient un produit standardisé et un objet de spéculation, une part croissante de la société civile exprime son besoin d'habiter autrement en construisant des lieux propices à son épanouissement. Si Habitat coopératif et Écohomeaux sont aujourd'hui plus médiatisés mais peu abordables, des citoyens de tous horizons fabriquent de nouvelles formes et de nouvelles modalités pour habiter entre les rouages des machines économiques que sont devenues les villes. La richesse de ces habitats citoyens est souvent masquée par les clichés et l'ignorance qui entourent le mot « squat » et la diversité des réalités qu'il recouvre. Il s'agit alors de s'intéresser aux squats d'activités comme un « tiers-espace » où se réinvente collectivement l'habiter en reconstruisant des manières d'être et de faire en dehors des conventions dominantes. Ces inventions constituent des pistes de réflexion crédibles pour un aménagement du territoire à même de répondre aux enjeux de la crise écologique et anthropologique actuelle<sup>1</sup>.

Cette recherche s'appuie sur un travail d'immersion engagé en juin 2016 et mené successivement dans plusieurs squats jusqu'en septembre 2017 : au Grobat, situé cité Griset dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis à Aubervilliers, au Gargantua, situé rue de Presles, et au Clos sauvage, situé rue du Clos-Bénard. Il s'agira alors de retranscrire un certain nombre d'observations de terrain dans le cadre plus large d'une réflexion sur les squats d'activités nourrie d'autres travaux scientifiques, articles et tables rondes. Dans un premier temps seront abordées différentes dimensions du squat pour ensuite esquisser de nouvelles pistes d'action et de recherche pour les valoriser comme laboratoires citoyens.

## Une infrastructure culturelle métropolitaine

Le Grobat a été ouvert<sup>2</sup> par le collectif RAS comme l'ont été la Petite Maison, le Black Trombone et le Hangar 56. Le Clos sauvage a été créé par des membres du collectif

1. SÈVE L., 2011, « Sauver le genre humain, pas seulement la planète », *Le Monde diplomatique*, novembre.

2. « Ouvrir » un squat est le terme utilisé par les squatters eux-mêmes. Il recouvre à la fois un ensemble d'actions concrètes, du repérage à l'aménagement d'un bâtiment vide, et les dimensions sociales et juridiques permettant à l'occupation de ce lieu de perdurer.

Stendhal. Ces squats d'activités, pour reprendre le terme de Florence Bouillon<sup>3</sup>, ne sont pas seulement des logements, mais aussi des espaces où se déploie une multitude d'activités artistiques et sociales animées par les résidents ou des associations et des individus extérieurs. Durant six mois, le Grobat a ainsi organisé de nombreuses expositions, concerts, projections et débats tout en offrant des salles où se sont tenus des répétitions, des cours de danse, etc. Le Clos sauvage, bénéficiant d'une scène et des compétences de professionnels du monde du spectacle, participe principalement au développement et à la diffusion de pièces de théâtre ou de concerts, mais pas uniquement. Une association comme la Rue des miracles peut aussi mobiliser le réseau des squats pour organiser des événements dans divers lieux parisiens toute l'année. On peut alors décrire ce réseau comme une infrastructure culturelle et sociale métropolitaine. Le Festival des ouvertures utiles (FOU), organisé par une association intersquat regroupant différents membres de squats d'activités, rend particulièrement lisible cette dimension territoriale en présentant un programme commun sur un même flyer qui regroupe portes ouvertes, expositions et divers événements en différents squats.

### Des lieux d'éducation populaire

La dimension culturelle des squats d'activités ne se limite pas au soutien qu'ils apportent à la création et à la diffusion artistique. Plus exactement, il s'y joue la réhabilitation de la culture dans sa dimension politique, à l'encontre de sa réduction à l'art telle que la dénonce, entre autres, Franck Lepage<sup>4</sup>. Cette « éducation critique des jeunes adultes par les moyens de la culture populaire » se fait en effet dans les squats d'activités *via* l'organisation de rencontres, de débats, de projections de films militants et de conférences gesticulées ouverts à des enjeux locaux comme nationaux ou encore étrangers. Le Grobat a ainsi accueilli une soirée autour de la projection de films décrivant l'organisation des citoyens grecs face aux politiques d'austérité. À la fois politiques et artistiques, ces squats dépassent l'opposition que décrit Lepage entre deux conceptions de « l'action par la culture » en mobilisant « le caractère consensuel de l'action culturelle » à plusieurs niveaux, tout en contribuant à rendre « lisibles aux yeux du plus grand nombre les rapports de domination, les antagonismes sociaux, les rouages de l'exploitation ».

Le caractère artistique d'un squat peut en effet contribuer à obtenir le soutien d'élus et d'associations locales, mais aussi à attirer un public plus large qu'un cercle purement militant. Le caractère consensuel de l'art, ou du moins de la culture telle que portée par les institutions publiques, confère alors aux squats une dimension subversive. Ils deviennent le théâtre de la rencontre entre des militants et « la fraction rétive de la classe éduquée » que Frédéric Lordon décrit comme un « contingent de têtes raides [qui] ne cesse de croître<sup>5</sup> ». Le public des squats artistiques ne se limite pas à des « punks » ou à des militants mais peut être très varié. Majoritairement jeune, il rassemble non seulement étudiants et artistes, mais brasse un nombre croissant de personnes au profil moins militant. Le public du Grobat, par exemple, était en partie défini par sa localisation et comprenait la clientèle des bars de la rue Oberkampf. La diversité des événements organisés participe aussi à faire connaître le lieu dans différents réseaux, qui peuvent alors se rencontrer par la suite. Ce croisement des publics permet de sensibiliser des individus à des sujets variés et de politiser des riverains. La capacité à mêler des formats distincts au sein d'un même événement participe aussi à l'intérêt des squats comme lieu d'éducation populaire. Au Clos sauvage, un événement

3. BOUILLON F., 2009, *Les mondes du squat*, coll. « Partage du savoir », PUF, Paris.

4. LEPAGE F., 2009, « De l'éducation populaire à la domestication par la "culture" », *Le Monde diplomatique*, mai.

5. LORDON F., 2017, « Situation », *lundimatin* [en ligne], n° 108, 13 juin, (<https://lundi.am/Situation>).

dédié à la transition écologique mêle des spectacles pour enfants, une « conférence gesticulée<sup>6</sup> » et un marché bio. Les voisins de niveaux de vie variés peuvent s'y rencontrer le jeudi, lors de soirées qui regroupent distribution de paniers de l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) et atelier de fabrication de vélos. Cette expérience d'une certaine altérité sociale est la condition *sine qua non* pour que les squats d'activités n'alimentent pas le mouvement de gentrification qu'ils affirment souvent combattre.

À cette diffusion d'une culture politique vers un public s'ajoute une forme d'éducation populaire au sein même des squats. Le Grobat et le Clos sauvage confirment l'analyse de Florence Bouillon<sup>7</sup> qui, lorsqu'elle décrit un squat à Marseille, note : « Le squat dont nous parlons a pour caractéristique d'accueillir des populations socialement fragilisées et d'autres politiquement engagées sans que l'une de ces qualités ne soit exclusive de l'autre. Cette hétérogénéité est commune à l'ensemble des squats d'activités. » De même, sa description d'une acculturation politique des différents résidents est généralisable lorsqu'elle décrit : « Les libertaires ont importé une rhétorique du combat et de la mobilisation qui marque durablement l'identité du lieu. À leur contact, certains habitants ont appris des rudiments d'analyse politique et reprendront à leur compte les théories de l'aliénation et de la subversion. »

## Des lieux divisés et menacés

Il faut cependant relativiser la capacité des squats d'activités à dépasser l'opposition entre éducation populaire et conception dépolitisée de la culture telle que la dénonce Lepage. Au sein d'un même collectif, des divergences entre les personnes les plus militantes peuvent exister. Florence Bouillon, dans son enquête sur les squats marseillais, en témoigne en parlant de deux pôles qui s'affrontent puis se séparent entre les « libertaires » et les autres résidents. Au Grobat et au Clos sauvage, ces divergences peuvent apparaître lors des réunions des collectifs quand il s'agit de définir les relations avec les institutions et les propriétaires.

Plus qu'au sein d'un même collectif, une réelle scission est à l'œuvre entre les collectifs plus politisés et ceux plus consensuels, accélérée par l'émergence d'un mouvement de professionnalisation de l'occupation temporaires de locaux vacants. En témoigne notamment un pamphlet publié sur le site squat.net<sup>8</sup> attaquant directement le Wonder, un collectif d'artistes ayant investi un lieu *via* un conventionnement avec le propriétaire. Les membres de ce collectif acceptent de « garder » et d'entretenir les lieux en échange d'un loyer réduit, comme le propose l'entreprise Plateau urbain en mettant en relation propriétaires et associations. Le bâtiment loué par ce collectif d'ex-squatters a cependant entraîné l'évacuation d'une population malienne en grande précarité. L'article dénonce alors cette occupation conventionnée comme un levier de gentrification et une trahison de la frange militante du squat et de ses luttes pour le droit au logement. Il conclut : « Artiste ou sans-papiers, choisis ton camp.

L'émergence d'une structure comme Plateau urbain, qui fait commerce de l'occupation temporaire de locaux vacants, n'est pas anodine. Très médiatisés, ses directeurs sont invités à toutes les tables rondes abordant la question des friches urbaines ou de l'urbanisme de transition, comme celle organisée par Sciences Po Urba au Pavillon de l'Arsenal<sup>9</sup>. On retrouve à côté d'eux des représentants de l'entreprise Camelot, qui effectue le même tra-

6. <https://journals.openedition.org/itineraires/1206>

7. BOUILLON F., *op. cit.*

8. 2017, « Le collectif Wonder, ou l'art au service de la gentrification », *squat!net* [en ligne], 24 février (<https://fr.squat.net/2017/02/24/bagnolet-93-le-collectif-wonder-ou-l-art-au-service-de-la-gentrification/>).

9. Meet-Up sur le thème de l'urbanisme temporaire, 24 novembre 2016, Pavillon de l'Arsenal.

vail mais orienté vers le logement et non des activités associatives sociales ou culturelles. La légitimité et l'acceptabilité des squats par les institutions, qui jusqu'ici les aidaient à perdurer, se retournent maintenant contre eux non seulement *via* la marchandisation des « services » qu'ils offrent, mais surtout par le détournement de leur discours par des entreprises à but lucratif. Le caractère consensuel de ces structures qui rassurent élus et propriétaires contribue à leur succès médiatique qui « invisibilise » par la même occasion les acteurs historiques de l'occupation temporaire de locaux vacants. Lors d'une rencontre<sup>10</sup> organisée par des étudiants de la Sorbonne intitulée « Squats artistiques et autres espaces alternatifs de la création », dans le cadre d'un cycle consacré à « la culture et la désobéissance », un membre du Wonder était invité, mais les acteurs plus militants, comme ceux de Jeudi noir ou encore de Droit au logement (DAL), étaient, eux, dans le public et non sur la scène. Finalement l'ensemble des intervenants a dit ne plus se considérer comme squatters ni comme dissidents, et la tension dans la salle témoignait bien de la violence de cette condamnation au silence de la moitié invisibilisée des squats d'activités qu'il aurait fallu inviter à une table véritablement ronde pour organiser un débat plus que nécessaire.

Si Camelot se définit lors de ces tables rondes comme un service social permettant à des propriétaires de « garder » et d'entretenir leurs locaux tout en offrant un logement aux plus démunis, leur site Internet<sup>11</sup> les présente très directement comme une forme d'antisquat. Cette entreprise a ainsi précipité la disparition des squats aux Pays-Bas et est accusée, dans un article du DAL<sup>12</sup>, d'avoir contribué à la définition de nouvelles lois en France pour y développer ses activités. La rédaction d'un rapport en français, en collaboration avec le DAL, sur les agences antisquat néerlandaises traduit la crainte de l'importation d'un système d'un pays à l'autre. À l'heure où le gouvernement belge promet une loi antisquat<sup>13</sup>, il est urgent de porter au débat public la question du squat pour ne pas laisser son devenir aux mains d'entreprises et de technocrates.

### Des lieux ouverts

Loin des conventions sociales et d'emblée engagées dans une forme de détournement, les squatters doivent faire preuve d'imagination pour aménager leur lieu de vie, attribuer des fonctions à des pièces, bref concevoir à la fois leur habitat et les futurs usages offerts à d'autres. Au gré des ouvertures, individus et collectifs réitèrent cet exercice de conciliation des modes de vie de chacun et d'un projet collectif souvent orienté vers l'accueil de différents publics. Le caractère éphémère de ces occupations et l'importance de leur légitimation extérieure conduisent à un certain équilibre (en termes d'espace, d'effort d'aménagement, etc.) entre espaces privatifs, espaces communs et espaces ouverts au public. Cet effort de réduction des biens individuels et de mutualisation peut se traduire par la dimension des chambres, l'interdiction d'aménager une cuisine individuelle, d'arbitrer en faveur du maintien d'un espace commun face à la demande d'aménager de nouvelles chambres, etc. Cet équilibre rendu possible par la « gratuité » de l'espace comme ressource n'en témoigne pas moins d'une position de ces squats comme outils au service de l'intérêt général. Ils procèdent donc moins d'une forme d'accaparement que d'une mise à disposition d'espaces vacants et leur réseau constitue alors une infrastructure urbaine que peuvent solliciter artistes, associations, individus dans le besoin pour bénéficier d'un espace pour loger, travailler, exposer ou simplement stocker du matériel. Au sein du Laboratoire d'inn-

10. Squats artistiques et autres espaces alternatifs de la création, les Jeudis de la Sorbonne, 25 janvier 2017, Carreau du Temple.

11. <https://fr.cameloteurope.com>

12. « Loi Boutin : non au statut de locataire jetable », 23 décembre 2011.

(<https://www.droitaulogement.org/2011/12/loi-boutin-non-au-statut-de-locataire-jetable/>).

13. « Les SDF belges menacés par une nouvelle loi antisquat » (<https://mrmondialisation.org/une-nouvelle-loi-anti-squat/>), 5 octobre 2017.

vation sociale par la recherche-action (LISRA), de nombreux chercheurs témoignent de l'importance d'accéder à un lieu pour structurer une action et fédérer un groupe. Plusieurs ont mentionné le Grobat comme un espace ayant accueilli des chantiers<sup>14</sup>, des réunions, ou encore le matériel nécessaire à l'installation de Nuit debout<sup>15</sup>, place de la République.

Cette priorité donnée aux espaces communs et publics, comme en témoigne l'aménagement de la salle de spectacle du Clos sauvage par exemple, s'accompagne d'un fort sentiment d'appartenance au collectif et d'une responsabilité vis-à-vis de son image faisant de chacun l'acteur d'une identité collective. La question de la qualité de l'accueil du public ou d'utilisateurs d'espaces mis à disposition, comme la propreté et l'esthétique, fait alors l'objet d'efforts de tous. Cette qualité des squats d'activités, comme espaces ouverts à la ville et polyvalents susceptibles d'accueillir différentes activités associatives gratuitement, en fait des piliers structurants mais invisibles du tissu associatif urbain dont il est urgent de faire connaître l'importance.

## Des lieux de solidarité entre la ville et la campagne

Au-delà de ce que ces lieux apportent à la ville en mobilisant ses ressources inexploitées, certains squats d'activités s'inscrivent dans des réseaux géographiquement plus étendus et participent à retisser des relations plus équitables entre métropole et territoire rural. Le Clos sauvage en montant une AMAP avec des habitants d'Aubervilliers contribue ainsi à mettre en relation des citoyens avec des agriculteurs de leur région. Au-delà de la seule distribution sur place sont aussi organisées des visites dans les fermes.

Les membres de différents collectifs partis vivre en dehors des grandes villes trouvent dans les squats un possible hébergement lors de leurs visites. Dans l'autre sens, les squatters ne manquent pas de prendre part aux activités des collectifs installés en milieu rural lors de chantiers participatifs ou lors de récoltes.

À une échelle plus large encore, les squats peuvent servir de relais en ville pour des luttes localisées ailleurs, notamment dans les zones à défendre (ZAD) de Bure et de Notre-Dame-des-Landes. Des événements sont ainsi organisés pour soutenir économiquement les zadistes ou simplement informer les citoyens sur leur action. Les squats sont alors non seulement une infrastructure culturelle, mais aussi militante à différentes échelles. Au niveau européen, ils peuvent être le lieu d'accueil de manifestants venus participer à des mouvements locaux de luttes politiques.

## Des lieux méconnus et impensés

« Les squats ont mauvaise réputation. » Cette phrase par laquelle Florence Bouillon commence son livre correspond aussi au premier obstacle que rencontre tout discours ou texte sur les squats en direction du grand public. Cette image du squat est tout aussi présente dans le regard d'autrui lorsqu'on annonce habiter en squat ou que l'on invite quelqu'un à nous y rendre visite. Une fois venus, les visiteurs mesurent l'écart entre la réputation des squats et la réalité des squats d'activités, du moins celle des lieux qui ont fait l'objet de cette recherche-action. Il faut ici préciser que les squats d'activités ne sont qu'une fraction « des mondes du squat » et se distinguent, entre autres, des squats de pauvreté.

14. Voir article « La méthode Système Bulle », p. 149.

15. Voir article « Debout éducation populaire: la circulation de la parole et le partage des savoirs dans l'espace public », p. 115.

Peu médiatisés, sauf lors de drames comme des incendies ou lors de procès importants, les squats restent associés dans l’imaginaire collectif à des lieux dangereux, sales et pauvres. Il existe pourtant une littérature relativement importante sur le sujet et le film *Ainsi squattent-ils*<sup>16</sup> présentant l’action du collectif Jeudi noir est fréquemment projeté, y compris dans des lieux institutionnels comme le Centre Pompidou. Le Festival des ouvertures utiles participe aussi, à Paris, à faire découvrir les squats d’activités au plus grand nombre.

### **Des lieux où recréer une vie de quartier**

Un après-midi de juin, le Grobat a investi l’impasse Cité-Griset en sortant des tables et des chaises, des stands d’exposition de tableaux, de sérigraphies, une crêpière, des canapés, etc. Les résidents et membres d’autres squats sont venus jongler, jouer de la musique et un voisin, habitué du lieu, est venu jouer aux échecs. Cette appropriation de l’espace public, même si elle n’est pas proclamée, correspond à un mouvement de reconquête de la rue entamé dans les années 1970 et aujourd’hui renforcé par la multiplication de projets de privatisation et de marchandisation de l’espace public.

Au Clos sauvage, les portes ouvertes hebdomadaires lors de la distribution des paniers de l’AMAP et de l’atelier de réparation de vélos voient de nombreux voisins se retrouver, souvent avec leurs enfants après la sortie de l’école, transformant alors la cour en un espace de jeux ouvert sur la rue. Si la configuration des différents squats d’activités ne permet pas toujours cette activation de l’espace public, les nombreux événements publics qu’ils accueillent à prix libre ou gratuitement, les inscrivent dans la vie du quartier où ils s’établissent. La projection d’une série télévisée au sein du Grobat a ainsi amené de nombreux voisins à partager des soirées et à transformer une activité traditionnellement plus individualiste en un moment de convivialité. Les squats d’activités apparaissent donc comme des lieux participant à une nouvelle vie de quartier.

### **Des squats aux coopératives d’habitants**

Les différentes dimensions des mondes du squat présentées précédemment, et plus spécifiquement les qualités des squats d’activités, font écho aux enjeux actuels de la transition écologique et démocratique, mais aussi à divers projets architecturaux et urbains tentant de les intégrer. Puisque l’habitat coopératif est historiquement issu des mondes du squat, il est intéressant d’étudier quelles en sont les continuités et les divergences.

On notera tout d’abord une première continuité entre squats d’activités en ville et projets d’habitats groupés en milieu rural à travers des trajectoires résidentielles des squatters eux-mêmes. En effet, après avoir évolué au sein d’un ou de plusieurs collectifs en ville, de nombreux squatters élaborent individuellement ou en groupe des projets à la campagne. Ce retour à la terre se base sur l’expérience des squats du bricolage et de l’entraide et s’accompagne souvent d’un engagement politique local pouvant aller jusqu’à l’élaboration de listes citoyennes et à leur élection à la mairie. Ces lieux créés par d’anciens squatters en milieu rural seront l’objet de la suite de cette recherche-action.

L’expérience du squat se joue dans une temporalité opposée à celle des projets d’habitats coopératifs. Le squat est moins un projet qu’une action. Il est, par nature, éphémère, ou du moins indéterminé dans sa durée, et correspond pour une personne à l’occupation de plusieurs bâtiments au sein d’un collectif de personnes pouvant lui aussi évoluer. La réitéra-

16. MAFFRE M., 2005, *Ainsi squattent-ils*, documentaire.

tion de l'expérience de l'ouverture, de l'aménagement d'un lieu, du choix (quand il existe) des personnes avec qui s'associer, etc. amène chaque individu à mieux définir ses affinités, ses envies, ses besoins et, potentiellement, à devenir plus apte à participer à des prises de décisions collectives. *A contrario*, participer à un projet d'habitat coopératif est souvent synonyme d'un fort engagement dans la durée, à la fois contractuel, humain et monétaire, et se fait souvent avec peu d'expérience de la gestion collective. Peut-on imaginer un transfert de l'expérience du squat vers les coopératives d'habitants qui échapperait à la dénaturation que l'on observe lors de l'institutionnalisation des collectifs artistiques? L'intérêt que portent les bailleurs sociaux et les offices HLM à l'habitat coopératif pourrait-il conduire à la création d'une politique du logement socialement innovante qui saurait apprendre des laboratoires citoyens que sont les squats d'activités?

Le projet des coopératives d'habitants, qu'il s'agisse de mutualiser des moyens, de l'espace, d'assurer l'échange de services, de s'ouvrir à la ville, d'aménager des lieux polyvalents, etc., correspond bien à une formalisation pérenne de diverses qualités des squats d'activités. Elle se heurte cependant aujourd'hui à la réalité économique de la rente foncière et peine à intégrer les plus précaires. « Si gagner sa vie n'est plus possible, il faut faire en sorte que construire sa vie le devienne », écrivent les fondateurs de Kraftwerk<sup>17</sup>, une coopérative d'habitants à Zürich. Cette vision d'un habitat mêlant logements et lieux de production peine encore à s'incarner en France et le directeur d'Habicoop, une association qui fédère les coopératives d'habitants, cherche à développer des coopératives locatives pour intégrer les populations n'ayant pas un capital économique suffisant. La réquisition de locaux vacants pourrait être une solution, comme l'écrit Florence Bouillon<sup>18</sup>: « Comprendre les mondes du squat, c'est analyser les processus de disqualification, c'est aussi faire état des productions et des résistances, des ressources et de la créativité des habitants, à partir desquelles pourrait être construite la ville de demain. »

## Des laboratoires citoyens à étudier

Les squats font aussi l'objet de rapports officiels, comme ceux analysés par Florence Bouillon<sup>19</sup> qui conclut à « l'absence de politique publique en matière de squat », du fait de leur appréhension fragmentée par les pouvoirs publics. En effet, à la croisée de problématiques liées au logement, aux migrations, à la santé et à la culture, les mondes du squat sont rarement abordés pour eux-mêmes et dans toutes leurs dimensions. Un rapport de la Fédération des associations et des acteurs pour la promotion et l'insertion par le logement (FAPIL)<sup>20</sup> fait figure d'exception en déclarant que « l'aspect collectif des squats alternatifs constitue une opportunité que le marché ne sait pas proposer et qu'il convient de ne pas négliger et il faut, en tout cas, réfléchir aux moyens de permettre à ces fonctions intégratives et émancipatrices d'exister ». Il va même plus loin en affirmant: « Le squat, lieu d'opposition entre un besoin insatisfait et le propriétaire d'un local vacant, doit devenir le terreau sur lequel se développent l'émancipation des personnes et l'utilité des locaux squattés. » Cette approche du squat comme laboratoire citoyen à même de produire des réponses dont les institutions auraient à apprendre renvoie aux enjeux de la validation scientifique des expériences citoyennes engagées dans la transition écologique et sociale. Si le rapport de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sur l'activité de la ferme de Bec-Hellouin a permis d'asseoir scientifiquement la crédibilité de la permaculture, les initiatives

17. BLUM M., HOFER A., 2014, *Kraftwerk 1: Construire une vie coopérative et durable*, Éditions du Linteau, Paris.

18. BOUILLON F., 2009, *Les mondes du squat*, coll. « Partage du savoir », PUF, Paris.

19. *Ibidem*.

20. « Autour des squats. L'innocente construction d'une pauvreté coupable », *Les dossiers de la FAPIL*, décembre 2000.

citoyennes liées à l'habitat restent à étudier pour mesurer (dans leurs dimensions le permettant) leur pertinence face aux modèles conventionnels.

On peut, en effet, mettre en regard architecture conventionnelle et agriculture conventionnelle et constater que la critique de la seconde est bien plus partagée et qu'elle facilite l'émergence d'une agriculture « alternative », que celle-ci soit « raisonnée », « biologique » ou encore « permacole ». La transition vers un nouveau modèle agricole plus écologique et équitable est rendue possible par l'engagement des consommateurs et des producteurs dans de nouvelles pratiques. De même, se loger répond plus qu'au seul besoin physiologique de l'humain mais les choix que nous avons pour ce faire se réduisent encore aux produits d'une technocratie aliénante. Pire : les considérations écologiques et sociales de ces choix sont très mal informées, voire noyées dans un discours technique au service d'une « croissance verte » illusoire. Que pourrait bien faire un paysan aspirant à une pratique écologique et socialement vertueuse face à une population qui croirait en l'agriculture intelligente des lobbies ? Pas plus qu'un architecte aspirant aujourd'hui à une pratique écologique et socialement vertueuse face aux *smart cities* et bâtiments basse consommation (BBC) auxquels beaucoup croient encore.

La création par le gouvernement d'un « permis de faire » en architecture et de « démonstrateurs industriels de la ville durable<sup>21</sup> » (DIVD) perpétue une approche institutionnelle de l'innovation en ouvrant des espaces d'expérimentation dérogatoires par rapport à une part de la réglementation. Cette approche « par le haut » manque à intégrer des innovations autres que technologiques et économiques, quand bien même elle se veut ouverte à « des innovations sociales et/ou organisationnelles ». Dès lors, comment développer une démarche de recherche qui mette en avant les squats d'activités et autres laboratoires citoyens où la désobéissance civile produit de nouvelles connaissances dans le champ de l'architecture et de l'urbanisme ?

21. [www.urbanisme-puca.gouv.fr/demonstrateurs-industriels-pour-la-ville-durable-r90.html](http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/demonstrateurs-industriels-pour-la-ville-durable-r90.html)



# Lieux numériques : entre pratiques populaires et réappropriation des technologies ?

JULIEN BELLANGER,  
chargé de développement à l'association PiNG, Nantes

---

## Introduction

Bricoleur culturel et autodidacte en montage de projets artistiques et associatifs, je participe au sein de la structure associative PiNG à l'exploration des « sentiers numériques » en ouvrant des « lieux » de pratique et de réappropriation des technologies où les questions d'émancipation collective et de transformation sociale traversent nos espaces.

Cet article, point d'étape d'une réflexion continue et partagée, propose de poser les bases d'un écrit collectif à partir de l'hypothèse suivante: plus il y a de la technologie, plus nous avons besoin de lieux physiques favorisant une réelle appropriation sociale de ces technologies. Mais est-ce suffisant? Quels sont les retours d'expérience dans ces lieux? Comment nos explorations numériques viennent-elles interroger l'éducation populaire? Comment partager ces questions avec les acteurs de l'intérêt général, de l'éducation, de la culture, des mouvements sociaux?

Partant d'échanges avec différents collaborateurs et amis, nourris par les recherches des uns et des autres, je présente ici une problématique sur les conditions d'appropriation des technologies en la complétant par un lexique en (dé)construction. Cette méthode « contributive » sera utilisée tout au long de l'année pour augmenter ce texte initial via une publication en ligne et sur papier.

Il ne s'agit donc pas d'un constat définitif, figé et dogmatique, mais d'un pas de côté brut, d'une méthode réflexive et d'un espace de croisement pour « se réapproprier les espaces de travail de la culture », pour cultiver de bonnes « formes d'intervention ». Citons Benjamin Cadon (Labomédia), Jeff (Snalis44), Alain Giffard et Xavier F. (Bureau d'Études) qui ont participé à ce laboratoire mix d'idées ainsi que d'autres contributeurs qui ont choisi de rester anonymes pour l'instant.

### Problématiques

À la question initiale de savoir si nos espaces de pratiques participaient à une meilleure appropriation sociale des sciences, des techniques et de la technologie numérique, nous avons répondu « oui, mais... ». À partir de ce constat sont apparues quatre interrogations :

#### Pourquoi est-ce nécessaire de s'appropriier les technologies ?

Notre vision du monde passe de plus en plus par le prisme du numérique, notre monde se transforme petit à petit en données binaires avec lesquelles nous sommes invités à interagir.

La théorie de l'information de Claude Shannon<sup>1</sup> met en avant la « discrétisation » du vivant, une forme de simplification par la transformation de l'analogique en tranches de 0 et de 1, qui induit une transformation de notre paysage intellectuel et imaginaire. La suprématie d'une vision scientifique<sup>2</sup>, la représentation du monde à travers la science et la technique ainsi que l'efficacité de la preuve par l'expérience et la technique (en) « marche » s'imposent comme vision du monde au détriment d'une approche sensible et plus proche du fonctionnement de la nature. D'un point de vue logique, la question de la possibilité de s'appropriier les techniques est première par rapport à celle de la nécessité. Il faut de la médiation. Ainsi la technique sans médiation n'est qu'un aspect du grand « bluff technologique<sup>3</sup> », une sorte de culture technique industrielle-consumériste-marketing qui formate les usages et peut (doit) être combattue par une culture technique critique.

S'il est possible de s'appropriier la technique, il est donc nécessaire de le faire parce que la technique tend à se greffer sur la totalité des relations humaines et à être, elle-même, la relation de référence, structurante et centrale. Il faut donc délaïsser la notion de technique-moyen pour celle d'une technique-relation humaine<sup>4</sup>.

S'approprier la technique, ce n'est pas adopter un moyen pour une finalité qui nous est propre ; c'est définir un sens à la relation entre hommes et techniques, l'homme ne devant jamais être considéré comme un moyen par l'homme.

#### À qui profitent les lieux de... « médiation » ?

Dans quelle mesure, à travers les lieux de médiation, sommes-nous des agents de promotion de ces objets techniques et méthodes ? De façon presque involontaire, nous sommes des facteurs de validation de ces progrès techniques, et ce malgré une posture critique. À travers les arts numériques notamment, nous sommes amenés à utiliser les « dernières technologies » et à en faire ainsi la promotion.

Nous sommes également parfois, contre notre volonté, complètement parties prenantes dans « l'écosystème » créatif et innovant : les labs (fablab, medialab, hacklab, etc.) comme avant-garde de l'innovation (avec, par exemple, la récupération des hackatons<sup>5</sup> par les démarches entrepreneuriales), nous sommes parfois défricheurs de futurs terrains fertiles mais dont les légumes et les fruits seront récoltés par des start-up à la pointe de l'intégration capitaliste de ces dynamiques créatives et de partage.

1. <http://centenaire-shannon.cnrs.fr/>

2. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Scientisme>

3. CHARBONNEAU B., ELLUL J., 1999, « Directives pour un manifeste personnaliste », *Revue française des idées politiques*, n° 9, p. 159-177, voir aussi ([www.fayard.fr/le-bluff-technologique-9782818502273](http://www.fayard.fr/le-bluff-technologique-9782818502273)).

4. 2017, « Innover avec Gilbert Simondon, ou comment réapprendre à faire aimer les machines », *Mais où va le Web* (<http://maisouvaleweb.fr/innover-avec-gilbert-simondon-ou-comment-reapprendre-a-faire-aimer-les-machines/>).

5. Marathons informatiques pratiqués par des développeurs ou designers volontaires sur une très courte durée pour développer une application ou un logiciel (programmation informatique collaborative).

## L'ASSOCIATION PiNG

Basée à Nantes, l'association PiNG travaille autour de l'accessibilité et de la compréhension des enjeux de notre environnement numérique: questionner le monde numérique dans lequel nous vivons et l'explorer ensemble avec la tête et les deux mains! Telle est l'utopie.

Actuellement, notre association compte près de trois cents adhérents (pour la plupart déjà sensibilisés à ces questions) et deux espaces de pratiques: l'Atelier partagé imaginé sur le modèle d'un jardin partagé et Plateforme C qui suit le modèle d'un fablab.

Décrypter la « culture numérique » est un enjeu fort pour l'association et nous incite à croiser des pratiques plus **instituées**: activités socioculturelles, cultures scientifique et technique, pratiques artistiques, éducation populaire, design, bricolage.

Nous défendons, au-delà de l'usage des logiciels libres, une culture libre pour des raisons **éthiques et pratiques et pour concilier le fond à la forme**: si nous voulons ouvrir le capot des technologies (logiciel), encore faut-il avoir accès au moteur (code source). Cette démarche à présent appliquée au matériel électronique ou au design d'objet croise des problématiques politiques et économiques fortes (propriété industrielle, brevets, corps, etc.).

Poser les enjeux environnementaux de l'impact des technologies fait aussi partie, de notre point de vue, d'une posture réflexive et critique sur ces innovations technologiques. Cela nous invite à croiser d'autres initiatives associatives ou militantes, localement ou à l'international.

Notre démarche fait écho à celle de la culture libre, dans le sens où tant le processus que les résultats qui en découlent se veulent ouverts et « ré-appropriables » et s'imaginent comme un laboratoire citoyen. Nous nous sommes depuis quelque temps intéressés, de par notre pratique de recherche-(en)-action, aux travaux d'Hugues Bazin.

Les lieux de médiation sont donc des lieux de tension, de conflit entre des injonctions à l'innovation industrielle et des appels à un mouvement d'une culture critique. Ces lieux ne peuvent éviter (même placés sous le signe de la **culture libre**) d'être intégrés, à un degré ou à un autre, à l'économie de l'attention<sup>6</sup>. Dans le modèle du *double-sided market* (ou marché à double face, façon Google), ils figurent sur le premier côté, parmi toutes sortes de têtes de gondole. Le **conflit des attentions** croise et renforce le **conflit des cultures techniques**.

Cela ne signifie pas que les lieux de médiation soient condamnés à être instrumentalisés. Le seul fait d'ouvrir la question de la culture technique constitue un début de résistance (voire de sagesse).

### Comment et où produire des éléments de médiation vecteurs de transformation sociale ?

Tout en prenant en compte les éléments évoqués précédemment, il convient de faire œuvre de médiation pour aussi tenter de développer un esprit critique et distancié face à ces évolutions sociétales technologiques.

Si l'on ne veut pas connaître le même échec que la décentralisation culturelle (fonds régionaux d'art contemporain [FRAC], scènes nationales dont le public s'est finalement can-

6. CITTON Y., 2014, *Pour une écologie de l'attention*, Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, [www.seuil.com/ouvrage/pour-une-ecologie-de-l-attention-yves-citton/9782021181425](http://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-ecologie-de-l-attention-yves-citton/9782021181425).

tonné à quelques catégories socioprofessionnelles, etc.), il convient de renouveler, de réinventer nos modes d'intervention, d'animation et de médiation.

Pour cela, il est nécessaire d'appréhender au plus près les évolutions des pratiques, notamment chez les jeunes, afin de situer un point de départ pertinent pour cet échange de connaissances, de savoirs, de savoir-faire et de savoir penser. Le principe du « lieu de médiation » pose question : le « lieu » constitue une base arrière, socle au développement structurel d'un projet afin, notamment, de développer des formes d'intervention salariées ou bénévoles et d'assurer ainsi une certaine stabilité au projet. Néanmoins, il constitue également un facteur de conservatisme : une certaine inertie face à de potentielles évolutions dans les modes d'intervention, au cœur des « formes de vie<sup>7</sup> ».

Il pourrait s'agir d'articuler des modes d'intervention « hors les murs » et « dans les appareils » des gens à partir de cette base, d'un lieu physique, et donc de penser cette action de médiation pour développer le sens critique, le libre arbitre, l'autonomie face aux technologies, au plus près des usagers. Il pourrait s'agir de « **s'intercaler** » **dans la vie numérique** des gens afin de se donner plus de sens et de distance : on peut ainsi imaginer des moyens d'intervention mobiles qui se déplacent sur un territoire au gré des besoins. Il pourrait également s'agir de développer des applications qui contribuent à ces souhaits et qui s'intercalent dans le processus informationnel quotidien afin de mieux le gérer, voire le contrôler.

En considérant le stade d'avancée de « l'économie de l'attention<sup>8</sup> », il faut réussir à détourner, à capter une partie de cette attention pour créer des zones d'échange et de médiation. Pour ce faire, des démarches ludiques peuvent être déployées tout en tentant d'esquiver les travers de la « gamification » de nos existences, c'est-à-dire l'usage excessif de dispositifs propres aux jeux vidéo pour jouer avec nos quotidiens. Le *hack*, le canular, l'humour peuvent également être des leviers pour grignoter des bribes d'attention et opérer parfois des changements d'échelle.

La palette des outils au service de la médiation critique vis-à-vis du numérique peut et doit donc s'étendre et se diversifier pour atteindre ses objectifs dans un monde qui glisse pour l'instant de façon inexorable vers une emprise hégémonique de ces entités numériques sur nos quotidiens.

### Comment objectiver nos limites ?

Je préfère pour l'instant lister sous forme d'items les points à mettre en relation.

- **dehors/dedans** : poser comme point de vigilance l'écart existant entre le discours produit par nos soins et la façon dont on est perçu de l'extérieur ;
- **prévisible/désiré** : nous produisons des formats croisant innovation sociale et participation citoyenne qui se situent au sein de la ville et produisent certainement des artefacts ou des conséquences qu'on ne défend sans doute pas par ailleurs. Dès lors, comment penser ou pensons-nous les dispositifs que nous mettons en place ? À quelle échelle pouvons-nous intervenir, quelles formes d'émergences se dissimulent dans nos activités ? Pouvons-nous garder un regard objectif sur ce que produisent les langages définissant nos actions, étant portés par ou portant d'autres types de langage, eux-mêmes pris dans d'autres logiques ? ;
- **transparence/alternative** : bien comprendre que l'*open source* n'est plus forcément alternatif, mais que réside dans la fabrication de la valeur et la transparence un terrain plus fertile ;

7. AGAMBEN G., [1993] 2002, « Forme-de-vie », *Moyens sans fins. Notes sur la politique*, Paris, Payot & Rivages, p. 13-23.

8. CITTON Y., 2014, *op cit*.

- **économie/emploi**: nous parlons ou partons d'une dimension culturelle pour construire nos actions. Ne sont-elles pas aussi attendues du point de vue de l'économie? Mais notre champ d'action n'est pas celui des technosciences, notre terrain en négociation est celui de l'économie territoriale, c'est-à-dire celle des voisins, de la proximité;
- **éducation/populaire**: dans un monde non enchanté, notre terrain est sans doute davantage une tentative d'application de l'appropriation sociale des technologies, la poursuite des techniques populaires commune plutôt qu'une éducation populaire qui connaît des limites! Quelles sont, aussi, nos limites?;
- **transmission/savoirs**: nous proposons une participation citoyenne à la société technique et scientifique: il y a sans doute là un nouveau socle sensible. L'usage volontaire de sujets comme les communautés en ligne, l'artisanat et le néo-artisanat (ou artisanat avec des outils numériques) propose de mettre en exergue de nouvelles compétences: celles favorisant une coopération en réseaux ou celles de savoirs locaux, non universels et donc situés.
- **institution/autonomie**: ces éléments interrogatifs constituent le projet spécifique d'un groupe spécifique, une association par exemple. Nos projets sont définis de manière **autonome** par rapport aux procédures institutionnelles (du type label, fédération, etc.). Il s'agit de « s'auto-instituer<sup>9</sup> ». Il y a donc nécessairement non seulement deux discours, mais deux régimes de pratique et des passerelles diplomatiques à construire. Les strates de notre tactique seraient doubles: d'une stratégie publique en surface à une autre démarche critique dans une **logique scindée**, traversée par des pratiques de design social pour passer du manifeste à l'implémentation. Un empilement salutaire et tactique?
- **subjectif/objectif**: la stratégie d'une « logique scindée » ne peut dériver d'une analyse objective du théâtre des opérations, comme si, une fois que les choses avaient été correctement analysées, on avait la liste des tâches, des points d'investissement, un descriptif des priorités. Non! Le plus important est de savoir quelle logique pilote. C'est certainement le côté **subjectif**, les « valeurs partagées », l'éthique, l'esthétique, la politique, les goûts, les désirs de nos actions;
- **limites/pluralité**: si tout a lieu, il y a un point où nos démarches s'arrêtent. Nos limites sont, ici, plurielles: limite de territoire, limite d'échelle, limite d'action. Quelle alliance privilégier pour dépasser une fonction d'éclairer? Profiter d'une forme d'organisation prônant une **pluralité radicale**.

Les formes d'organisation et d'intervention sont ouvertes en ce moment: surtout ne pas les fermer.

## Lexique

Revenir sur les termes qui nous définissent, nous encadrent et nous délimitent est peut-être un bon moyen de tisser des liens et des coopérations avec d'autres secteurs d'activité et acteurs.

La sémantique décrivant les activités liées au numérique est en mouvement. Elle est souvent déterminée par les financeurs (pouvoir public, marché), mais aussi par ceux qui les activent (citoyens, acteurs) ou ceux qui les commentent (médias, réseaux sociaux).

9. CASTORIADIS C., 2003, « L'imaginaire radical », *Revue du MAUSS*, n° 21, p. 383-404.

### Culture numérique commune

Dans un texte coécrit avec Alain Giffard<sup>10</sup> en 2014, nous nous interrogeons sur « les lieux » où nous apprenons à comprendre ces technologies numériques, à les anticiper, à les détourner, à nous les approprier. Cette question des conditions nécessaires à cette appropriation n'est rien d'autre que la question de ce que nous avons nommé, pour définir un espace commun : **la culture numérique**.

En partant du postulat que la culture numérique est en mouvement – dans le sens où elle est en formation –, elle ne préexiste pas à sa transmission, en insistant sur la dimension « pratique, atelier ». C'est-à-dire que les usages du public ne sont pas strictement déterminés par l'institution ou le marché. C'est cet écart entre une position de cible et une position active de sujet qui révèle le projet d'appropriation culturelle.

Le point central de cette approche fut l'abandon de l'idée que la technologie pouvait, en se banalisant, diffuser par son mouvement propre les savoirs et savoir-faire nécessaires. Nous avons ainsi proposé des pistes de réflexion sous forme de **manifeste** :

- Nous prenons parti pour une culture numérique critique. Sans approche critique, pas de véritable formation à la culture numérique qui se réduit alors à un discours d'accompagnement du marketing et à la préparation des consommateurs.
- Nous pensons que le développement de la culture numérique doit s'inscrire dans la perspective du renforcement des capacités des personnes et des collectifs, c'est-à-dire dans la perspective de la culture de soi.
- La culture numérique doit être réellement et largement démocratisée. Si nous récusons l'approche par le « rattrapage » et le seul « accès » aux technologies, nous restons fidèles à notre engagement initial de combattre les inégalités dans le domaine numérique et autres.
- En démocratie, la souveraineté du peuple devient une simple fiction si, face à un environnement qu'il ne comprend pas, qui le « dépasse », il ne peut acquérir l'autonomie suffisante pour comprendre les enjeux, identifier les problématiques et, en fin de compte, s'étant approprié cet environnement, désirer exercer réellement son pouvoir. L'assujettissement du peuple à la technologie est une menace sur la démocratie.
- Nous préconisons d'associer culture numérique et culture libre<sup>11</sup>, de construire la culture numérique comme un bien commun.
- La construction et la transmission de la culture numérique nécessitent la mise en place d'une formation dans les cursus généraux de l'enseignement comme dans l'éducation populaire. Cet enseignement relève de la culture générale et ne peut être cantonné aux cursus scientifiques au sens étroit.

Il faut également aménager des temps de débat sur la culture numérique afin d'activer l'appropriation sociale des technologies. Autrement dit, il faut faciliter l'appropriation de la culture numérique comme « contenu » et comme « problème ».

### Algorithme

« Le modèle économique des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) va obliger à repenser l'articulation du monde entre une forme clivante et extrême de capita-

10. BALLANGER J., GIFFARD A., 2017, « Culture numérique commune en l'an 2014 », *Medium* (<https://medium.com/@julbel/culture-num%C3%A9rique-commune-en-lan-2014-9b70083008a5>).

11. [www.pingbase.net/activites/clibre](http://www.pingbase.net/activites/clibre)

lisme et une forme renouvelée de marxisme à l'heure du *digital labor*, des intelligences artificielles, de la singularité, du transhumanisme, de l'automatisation et des biotechs<sup>12</sup>. »

De quoi parle la technologie? « On a recours à [...] technologie, parce qu'elle a plus de dignité que la technique [...] technologie est le nom de la technique dépossédée. Elle se fait hors de nous, sans nous<sup>13</sup>. »

La société des hommes est « médiatisée »? Par la technique. La technique n'est pas un simple régime de moyens, il peut être intéressant de se poser la question des techniques, des technologies, des sciences... Comment une appropriation est-elle encore possible? Qui programme, qui pilote?

« Le terme de technique, dans son acception la plus générale, désigne tout procédé permettant de mettre en œuvre des moyens en vue d'une fin. L'ouverture d'une bouteille à l'aide d'un tire-bouchon est une opération technique, de même que la vidange des cuves d'un pétrolier géant, le passage des vitesses d'une automobile ou la résolution d'une équation du troisième degré. [...] la technologie désignait au départ la discipline ayant pour objet l'étude de la technique. Mais elle en est venue à désigner ce que l'on nomme également la technoscience, c'est-à-dire un stade du développement de la technique où celle-ci finit par se confondre avec la science. [...] ce qui existe, ce sont des programmes aux orientations divergentes et parfois conflictuelles. Nous pouvons résumer cela par une formule : en matière de technologie, tout ce qui est programmé n'aboutit pas, mais tout ce qui aboutit a été programmé<sup>14</sup>. »

Portés par la culture du logiciel libre, nous développons, au sein de l'association PiNG, une approche croisant pratique et une approche critique en développant des espaces où l'on tente d'ouvrir les technologies proposées pour construire de nouveaux savoirs et savoir-faire.

## Fablabs

Né aux États-Unis, ce concept réunit sous un label très simple un ensemble de points à respecter pour définir son atelier de pratique numérique comme étant un lieu où l'on peut, dans la mesure du possible, fabriquer, réparer et concevoir tout type de projet : un listing de machines, de logiciels et d'outils techniques est mis à disposition. Depuis une dizaine d'années, les fablabs cristallisent espérances et convoitises pour un renouveau d'un modèle industriel à cours de batteries de lithium<sup>15</sup>. Ce concept réactive la notion d'ateliers de pratiques, de production en petite série et locale. Comme si les clubs des bricoleurs des années 1970, popularisés par le magazine *Système D*, étaient équipés d'Internet<sup>16</sup>.

On peut noter que ces pratiques proposent un retour à la matière, au tangible, au manipulable, au moment où les technologies semblent de plus en plus invisibles. Ces ateliers sont des lieux permettant de transformer la matière (produire, créer) où, pour cela, il y a transmissions de savoirs et de pratiques, ils sont par essence pluridisciplinaires et croisent les domaines de l'agriculture, de la cuisine, des transports, de l'énergie, de l'habitat, des arts et de l'artisanat formant une société d'ateliers en réseau<sup>17</sup>.

12. ERTZSCHEID O., 2017, *L'appétit des géants. Pouvoir des algorithmes, ambitions des plateformes*, C & F éditions, Paris.

13. SÉRIS J.-P., 2013, *La technique*, PUF, coll. « Quadrige », Paris.

14. MANDOSIO J.-M., « La technique, la technologie et la machine », *Le partage. Critique socioécologique radicale* [en ligne] (<http://partage-le.com/2017/02/la-technique-la-technologie-et-la-machine-par-jean-marc-mandosio/>).

15. « Réparation d'une batterie lithium-ion », billet de l'Atelier solidaire de Saint-Ouen, fablab aux portes de Paris à Saint-Ouen (<http://atelier-solidaire-saint-ouen.org/repARATION-dune-batterie-lithium-ion/>).

16. <http://fablabo.net/wiki/AteliersystemD>

17. Société des Ateliers, Reso-nance (Marseille) (<http://reso-nance.org/wiki/projets/sda/accueil>).

Le phénomène des « makers », actuellement étudié par les sociologues, tend à faire passer les rapprochements prometteurs vers les ateliers d'antan au second plan au profit de modèles d'innovation économique et sociale libertaires. « Malheureusement, la principale compétence dans la culture maker ces temps-ci semble consister à tenir une feuille de calcul sur Google Drive avec un business plan et une stratégie cohérente de relations publiques pour les médias sociaux<sup>18</sup>. »

### Souveraineté

« La souveraineté technologique nous renvoie à la contribution que chacun et chacune de nous apporte au développement de technologies en sauvant nos imaginaires radicaux, en récupérant notre histoire et nos mémoires collectives, en nous resituant pour pouvoir rêver et souhaiter, ensemble, la construction ici et maintenant de nos infrastructures propres liées à l'information, la communication et l'expression<sup>19</sup>. » Ces enjeux dépassent largement celui des frontières et pourraient constituer le socle d'une appropriation collective.

### Émancipation

Portée par cet espoir d'expression individuelle ou collective, où en sommes-nous de cette utopie en réseaux ? « [...] ces dynamiques se sont cristallisées d'une manière tout particulièrement visible à partir de 1995 quand se créent, à la faveur de l'organisation des contre-sommets altermondialistes, les premiers « medialabs », qui connaîtront une période de grande activité durant une dizaine d'années, mais aussi le réseau libertaire Indymedia dont le mot d'ordre "*Don't hate the media, be the media*" résonne fortement avec la conviction du « hackerisme » libertaire selon laquelle le Net est le lieu d'une potentielle émancipation des individus dans un esprit d'horizontalité et d'égalité<sup>20</sup>. »

### Infrastructures

Le numérique est partout : nous travaillons avec le numérique, communiquons avec le numérique, apprenons avec le numérique ; avec le numérique, nous faisons la guerre, des rencontres ou des affaires... La liste n'est pas près d'être close ni la ferveur avec laquelle nous soumettons nos activités, nos identités et nos vies à l'emprise du numérique. Il serait temps de prendre conscience que nos organisations, territoires et collectifs se confrontent à cet empiement stratégique : « Du monde plat à l'empilement du *Stack*, le deuxième phénomène tient à la re-verticalisation solidaire de cette "re-centralisation" ». Aux échanges horizontaux qui portaient les promesses émancipatrices de l'Internet se superpose désormais tout un « empiement » de structures de plus en plus fortement intégrées et hiérarchisées, sous le pouvoir dominant des plateformes, où les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) et autres NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) jouent un rôle proprement central. Un livre récent de Benjamin Bratton, *The Stack*, cartographie cet empiement (*stack*) en y distinguant six couches superposées. Sur la fondation géologique et les ressources physiques que lui fournit « la terre », « le Cloud » apparaît comme un archipel de « serveurs, de bases de données, de sources d'énergie, de fibres optiques, d'appareils de transmission sans fil et d'applications distribuées<sup>21</sup> ».

18. FONSECA F., 2015, « Gambiarra: repair culture by Felipe Fonseca », *Makery, médias pour les laboratoires* ([www.makery.info/en/2015/03/31/gambiarra-la-culture-de-la-reparation/](http://www.makery.info/en/2015/03/31/gambiarra-la-culture-de-la-reparation/)).

19. Émission de radio, « La tête dans le flux », chronique de Bernardi T (PiNG), juin 2017, La souveraineté technologique ([www.pingbase.net/medias/video/la-tete-dans-le-flux-juin-2017-la-souverainete-technologique/](http://www.pingbase.net/medias/video/la-tete-dans-le-flux-juin-2017-la-souverainete-technologique/)).

20. AURAY N., OUARTI S., 2015, « Numérique et émancipation de la politique du code au renouvellement des élites », Mouvement des idées et des luttes, n° 94 (<http://mouvements.info/numerique-et-emanicipation-de-la-politique-du-code-au-renouvellement-des-elites/>).

21. CITTON Y., 2016, « Notre inconscient numérique. Comment le numérique court-circuite nos consciences », *Revue du crieur*, n° 4, p. 144-158 ([www.yvescitton.net/wp-content/uploads/2013/10/Citton-NotreInconscientNumerique-RevueCrieur-juin2016.pdf](http://www.yvescitton.net/wp-content/uploads/2013/10/Citton-NotreInconscientNumerique-RevueCrieur-juin2016.pdf)).



## **Comme une conclusion**

Ces lieux émergents abordent ou chatouillent malicieusement les enjeux actuels du « bien vivre » et de l'« agir ensemble », et c'est sans doute cela leur « fonction » inavouée finale : créer des espaces physiques d'appropriation sociale et de partage de savoirs, d'échange et de réflexion. Le statut associatif permet facilement de concevoir ces dispositifs et situations locales. On pourra se référer aux nombreux écrits sur « l'associationnisme » de Jean-Louis Laville qui décrit parfaitement cette irruption asynchrone, ces formes d'économie et de pratiques populaires.

Cette recherche inductive, qui dessine des réponses à partir d'expériences vécues comme un pendule entre émancipation et transformation sociale, produit des connaissances situées, durables et soutenables, imagine une citoyenneté sociale dans un environnement numérique. Puisque nous savons que nos traces numériques et nos objets technologiques ne disent pas qui nous sommes, mais ce dont nous sommes capables, faut-il imaginer des technologies non pour tous, mais utilisées par tous ?



# Du bidonville au « lieu de vie » : la redéfinition de l'espace du bidonville à travers les arts politiques et la pédagogie sociale

VICTORIA ZORRAQUIN,

animatrice plurilingue, chercheuse, membre du LISRA (Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action) et de l'association Intermèdes Robinson, Nantes et département de l'Essonne

---

## Introduction

Alors que les pouvoirs publics s'acharnent à traiter les bidonvilles comme des espaces à détruire pour le bien de leurs habitants et de la société en général, différents acteurs s'affairent à démontrer que l'on peut aborder cette thématique autrement, en interrogeant la (re)présentation des territoires et la redéfinition des espaces qui les composent. Pour illustrer cette posture et cette méthodologie ma contribution fait part de mon expérience personnelle en tant que bénévole du collectif Pôle d'exploration des ressources urbaines (PEROU) et de l'association À Bras ouverts (ABRASSO) dans quatre bidonvilles en Essonne entre l'automne 2012 et l'été 2017.

Les expériences que je voudrais évoquer ici commencent par une invitation que j'aurais eu tort de refuser. En janvier 2013, une amie architecte urbaniste m'a proposé de prêter main-forte à un projet auquel elle participait bénévolement. Il s'agissait d'aller construire des équipements dans un bidonville de Ris-Orangis essentiellement habité par des familles roms roumaines menacées d'expulsion. Participaient à ce chantier des experts de la construction, évidemment, mais aussi des artistes, des chercheurs, des enseignants, des journalistes, des militants chevronnés et des néophytes.

Le maître d'œuvre du chantier était le PEROU, association qui se définit comme un acteur de la recherche-action sur les marges urbaines et l'hospitalité. Sébastien Thiéry – coordinateur et concepteur des actions du PEROU – inscrit cette démarche dans le champ des « arts politiques », dont l'objet est la question des représentations des territoires et l'objectif de travailler au renouvellement des formats qui servent à définir la « chose publique ». Dans

cette approche des arts politiques – théorisée notamment par Bruno Latour<sup>1</sup> – artistes de tous bords et citoyens ordinaires sont convoqués à participer à la création de nouvelles formes de contestation politique et d'aménagement du territoire.

Lorsque je me suis engagée en tant que bénévole auprès du PEROU, j'étais journaliste reporter d'images, et c'est bien cette invitation à se mêler de façon originale à ce qui d'ordinaire ne nous (journalistes) passionne pas – les politiques d'aménagement du territoire et la gestion des populations précaires et stigmatisées – que j'ai trouvée irrésistible. Il ne s'agissait pas ici de débattre et de manifester pour faire changer une situation, mais bien de s'emparer d'un morceau de ville qui nourrit de nombreux fantasmes et polémiques pour le « pétrir » ensemble et le transformer en quelque chose de différent. Et ce non seulement pour changer le réel, mais avant tout pour changer nos propres regards sur cet espace et ses enjeux.

En 2014, après avoir participé de façon très active aux actions du PEROU, et alors que le collectif commençait à voguer vers d'autres horizons – Calais, notamment –, j'ai cofondé une autre association pour continuer à être présente auprès des enfants roms dans l'Essonne. Avec Joana Zimmermann, rencontrée au PEROU, nous avons créé ABRASSO<sup>2</sup>. Depuis, et jusqu'à l'été 2017, nous avons animé de façon bénévole des ateliers d'expression artistique et d'éveil linguistique pour les enfants et les adolescents. Notre premier grand projet fut *Passerelle*, le premier imagier trilingue (français, roumain et romani) fait par les jeunes du bidonville édité en France. Voyant que l'on ne pourrait pas grand-chose contre la politique de destruction systématique des campements, nous avons voulu mettre au cœur de notre présence sur le terrain un projet qui pourrait survivre au-delà des pelleteuses.

Si mon expérience en tant que bénévole du PEROU constitue le premier pilier de mon engagement, le deuxième se trouve du côté de l'éducation populaire, et plus précisément de la « pédagogie sociale » – une philosophie de l'action éducative et sociale qui trouve ses racines du côté de la Pologne du début du siècle dernier<sup>3</sup>. En France, elle est notamment mise en application par l'association Intermèdes Robinson, dont je suis devenue membre en 2014. Présente dans l'Essonne depuis vingt ans, cette organisation a développé une expertise particulière autour de l'animation « hors les murs » auprès des publics urbains de toute origine fragilisés par la précarité matérielle. Cette approche a la particularité de mettre l'accent sur l'enfant acteur et surtout « auteur » de ses apprentissages.

Quatre ans après avoir « découvert » le sujet des bidonvilles en France, j'ai décidé d'endosser le rôle de chercheur-acteur et de tirer les enseignements de ce que j'avais vécu non seulement avec le PEROU mais aussi avec ABRASSO. Les réflexions que je partage avec vous ici font partie d'un travail plus vaste – et toujours en cours – de recherche-action dans le cadre d'une formation de manager d'organisme à vocation sociale et culturelle au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Dans un premier temps, je reviendrai sur le travail du PEROU à Ris-Orangis et à Grigny entre l'automne 2012 et l'été 2014. La deuxième partie tentera de faire le pont entre les arts politiques et la pédagogie sociale, à travers l'analyse des actions de l'association ABRASSO, petit rejeton du PEROU sur ces mêmes territoires. Nous verrons comment ce projet a permis de creuser davantage la question de la requalification de l'espace et des relations entre habitants et non-habitants du bidonville.

1. LATOUR B., 2011, « Il n'y a pas de monde commun : il faut le composer », *Multitudes*, n° 45, p. 38-41.

2. [www.facebook.com/abrasso/](http://www.facebook.com/abrasso/) ou [abrasso.contact@gmail.com](mailto:abrasso.contact@gmail.com)

3. Sur ce sujet vous pouvez consulter *Aux sources de la pédagogie sociale. Écrits choisis* (2016), Paris, L'Harmattan. Cette sélection de textes originaux d'Helena Radlinska (1879-1954) a été établie et annotée par Ewelina Cazottes, Grégory Chambat et Laurent Ott.



© Photomontage : Malte Martin

L'« ambassade » du PEROU dans le bidonville de la nationale 7, à Ris-Orangis, février 2013.

Si les arts politiques inventent des pratiques pour labourer les tiers-espaces et en dégager de nouveaux récits, la pédagogie sociale propose une philosophie de l'animation pédagogique auprès des enfants et une déontologie du militantisme. La dernière partie de mon exposé s'intéressera donc à la façon dont ces disciplines éclairent la question de la gouvernance et comment cette question s'articule avec la méthodologie de la recherche-action.

## Le PEROU ou la mise en scène d'une utopie pour changer le réel

Sébastien Thiéry définit son rôle au sein du PEROU comme celui d'un metteur en scène ou d'un directeur artistique. Partant, comme l'écrit Bruno Latour, du principe que le monde commun n'existe pas et qu'il est donc à composer<sup>4</sup>, que tout problème public résulte d'une construction politique, Thiéry a mis en scène les actions du collectif en Essonne pour tenter de faire exploser en mille morceaux ladite « question Rom ». En bref, à une dramaturgie il nous a proposé d'en opposer une autre et ce choix était complètement assumé.

Lors de ma première visite au bidonville, en janvier 2013, trônait déjà au milieu des baraques une « ambassade » du PEROU dessinée par l'architecte Julien Beler et construite par les bénévoles de l'association, les habitants et un groupe de riverains. Cette sorte de chalets en bois improbable avait été conçue pour abriter tout type d'évènements – entre autres des ateliers de français langue étrangère (FLE), des expositions, des fêtes, des réunions – et pour que les personnes vivant à l'extérieur et à l'intérieur puissent disposer d'un lieu pour se retrouver dans le bidonville autrement.

Pendant les cent jours de l'aventure du PEROU en Essonne, Sébastien Thiéry a publié une série de billets sur le blog de l'association qui raconte sur un ton et d'un point de vue très personnels ce qu'il se passait sur le terrain<sup>5</sup>. Ces récits – concomitants à nos actions – ont eu pour but d'attirer l'attention sur l'absurdité de la politique des expulsions et de maintenir l'enthousiasme des bénévoles.

Au-delà de l'utilisation du récit comme un moyen de la lutte politique, le PEROU a concrètement transformé le terrain à travers la construction d'une série d'équipements tout à fait tangibles (l'« ambassade », des toilettes sèches, la « place », la sécurisation des poêles, etc.). Ce travail a, par exemple, servi à faire venir des artistes, à proposer des cours de FLE et des ateliers pour les enfants, à organiser des réunions avec les habitants pour décider ensemble de la stratégie à défendre face aux pouvoirs publics. L'« ambassade » a en outre servi à ce que le bidonville soit éclairé autrement par les projecteurs médiatiques et que

4. LATOUR B., 2011, *op. cit.*

5. Blog *Journal de l'ambassade du PEROU* ([www.perou-paris.org/Actions\\_test01.html#En%20Essonne](http://www.perou-paris.org/Actions_test01.html#En%20Essonne)).

L'on puisse parler de la venue d'un danseur étoile du flamenco plutôt que d'un énième reportage sur la délinquance. Bien entendu, il n'était pas question de faire du bidonville un fétiche mais de montrer par l'action que la suppression systématique de ces lieux de vie n'améliore en rien le sort des familles qui les habitent et que la scolarisation, l'accès à un emploi ou son maintien dépendent d'une stabilisation de leur situation.

Malgré notre mobilisation et une bonne couverture médiatique, le terrain au bord de la nationale 7 a été détruit en avril 2013. Une vingtaine de personnes ont pu intégrer un village d'insertion et d'accès au logement mis en place, pour la première fois, par le conseil régional de l'Essonne – présidé, à l'époque, par Jérôme Guedj. Mais l'immense majorité des habitants s'est retrouvée à la rue. Quelques mois plus tard, le PEROU a suivi ces habitants dans un autre bidonville, du côté de Grigny. Là aussi, ils ont pu « s'installer » pendant seulement seize mois. Dans un terrain comme dans l'autre, il a toujours été question de créer des espaces pour mettre en scène une utopie : la création d'une politique de l'hospitalité qui irrigue le bidonville et le relie au reste de la ville, un terrain qui devient l'affaire de tous, non pas parce qu'il nous inquiète ou nous dérange mais parce que les usages et les projets que nous inventons en son sein nous permettent de l'habiter et de nous regarder, de se regarder différemment.

L'un des usages inédits que nous avons expérimentés dans cet espace est celui de la fête, de la célébration mêlant habitants et visiteurs. Bien entendu, en temps normal, les occasions pour les résidents de célébrer quelque chose ne manquent pas (mariages, naissances, fêtes religieuses, etc.). La présence des non-résidents solidaires à leurs côtés est assez courante également. La nouveauté se trouvait dans le fait que l'on avait construit ensemble un équipement commun pour accueillir ces événements et si possible les multiplier. À Ris, par exemple, il s'agissait bien d'une « ambassade », et donc d'un petit bout de ville accueillant à l'intérieur du bidonville une représentation diplomatique.

Les moments de célébration ont notamment ponctué les fins de chantiers. Grâce à « l'ambassade » et à la « place » nous avons pu sortir d'un rapport de production et d'efficacité. Nous avons pu ainsi être non productifs, flâner, prendre le temps de converser ou de se régaler en formant ensemble le public d'un spectacle.

S'adonner à ces plaisirs dans un lieu comme le bidonville est peut-être un des gestes les plus politiques qui soient. D'une part, les moments festifs dans le cadre d'un bidonville habité par des familles roms sont très mal perçus par la société environnante, car le pauvre, pour être digne de notre solidarité, se doit d'être morose et misérable. D'autre part, une partie de la société considère – y compris certains militants solidaires avec les familles roms – que danser au milieu de la misère matérielle est absolument obscène. Pour les pouvoirs publics c'est aussi scandaleux qu'inexcusable. L'arrêté d'expulsion du terrain de Ris n'a d'ailleurs pas manqué de revenir sur l'organisation de ce type d'événements comme un motif supplémentaire pour considérer qu'il était nécessaire de nous dégager tous du terrain, encore une fois pour notre propre bien-être, afin d'éviter un accident<sup>6</sup>.

### **ABRASSO et la mise en pratique de la pédagogie sociale dans le sillon du PEROU**

Dès les premiers instants sur le terrain de Ris, les enfants ont particulièrement retenu mon attention. Véritables ambassadeurs, ce sont eux qui sont venus à ma rencontre pour briser la glace et assurer les présentations. Avec Joana Zimmermann, artiste plasticienne sympa-

6. Arrêté n° 2013/147 du 29 mars 2013 portant mise en demeure d'évacuation des parcelles cadastrées AC 43,45 et AC 9, sises rue Albert-Rémy (route nationale 7), signé par le maire de Ris-Orangis, Stéphane Raffalli.

thisante du PEROU, nous nous sommes particulièrement investies auprès d'eux. Étant respectivement brésilienne et argentine, nous avons tout de suite été surprises par l'envie des enfants de jouer avec les langues, de nous faire découvrir les leurs – le roumain et la langue romani – et de nous interroger sur les nôtres. Nous nous sommes donc mises à dessiner, à chanter et à traduire. Autour de ces jeux est née l'idée, pendant l'été 2013, d'organiser une colonie de vacances *in situ*, sur le deuxième terrain de Grigny connu par les riverains – et cela ne s'invente pas – comme le « terrain de la folie ».

Conscientes que les pelleteuses allaient sans doute tout détruire à nouveau, nous avons voulu construire avec les enfants et les adolescents un projet qui pourrait survivre à la destruction. Soutenues par le PEROU, nous avons construit du mobilier pour abriter nos ateliers et ainsi aboutir à la publication en 2014 de *Passerelle, un imagier trilingue* (français, romani et roumain) réalisé par les enfants.

Alors que ni l'une ni l'autre n'avions de formation dans le domaine de ce que l'on pourrait appeler l'animation socioculturelle, nous avons progressivement eu besoin de combler ce manque, de nous outiller pour être présentes sur le terrain. Au moment de la préparation du projet de l'imagier nous avons pu faire connaissance avec l'association Intermèdes Robinson<sup>7</sup> et sa méthode de travail : la pédagogie sociale. Rapidement, nous avons compris que nous avons trouvé là le pendant pédagogique de ce que nous avons vécu aux côtés du PEROU.

L'une des principales caractéristiques communes aux arts politiques et à la pédagogie sociale est la volonté d'occuper l'espace public collectivement pour produire d'autres récits politiques. Là où les pouvoirs publics expliquent qu'il faut détruire ou que l'on ne pourra rien pour la réussite scolaire ou l'intégration d'un tel, ces deux disciplines tentent de démontrer le contraire par l'action : que nous pouvons créer et faire exister de nouveaux réseaux de solidarité, que ceux qui sont à la marge peuvent être producteurs de richesse aussi bien au sein de l'école que d'une entreprise.

D'autre part, ces actions donnent à l'art – ou plutôt à l'expression de la créativité individuelle et collective – une place bien particulière. Les deux structures font de ce qui semble *a priori* futile – comme monter un spectacle ou danser dans l'espace public ou dans un bidonville – une affaire très sérieuse, un acte subversif.

De plus, en matière des droits de l'enfant et de nos droits à agir ensemble collectivement, l'une et l'autre proposent – plutôt que de défendre ces droits – de créer des espaces concrets où ces droits puissent être vécus et exercés.

Ayant cette réflexion en tête, nous avons prêté une attention particulière au fait que nous poser « en tant qu'habitantes » occasionnelles du bidonville nous transformait et transformait potentiellement ceux qui l'habitaient. De notre côté, nous avons pu constater que ce vécu avait changé notre rapport à la ville et à la mendicité. Nous placer dans le bidonville, nous donnait l'occasion unique de regarder la France en face, d'être de l'autre côté. Depuis ce point de vue, nous avons dû humblement accepter l'idée que nous ne pouvions rien résoudre de cette situation si complexe. Nous avons renoncé à cette prétention, mais nous avons, en revanche, gardé la conviction que continuer à inventer des façons créatives d'occuper l'espace ensemble (du bidonville ou de l'espace public en général) ne pouvait être que bénéfique. Ces territoires tendus, en dispute, sont des espaces de liberté à défendre, et c'est dans ces laboratoires que l'on doit continuer à chercher des réponses.

7. L'association Intermèdes Robinson est présente dans les quartiers « difficiles » du nord de l'Essonne depuis vingt ans, elle est présente dans les bidonvilles estoniens depuis dix ans ([www.intermedes-robinson.org/](http://www.intermedes-robinson.org/)).

Du côté des habitants, presque cinq ans après le passage du PEROU, la trace que l'expérience a laissée dans l'esprit de ceux qui avaient pris part à l'aventure est toujours palpable. Dès que nous avons voulu construire des espaces communs pour que Roms et non-Roms puissent faire des choses ensemble dans le bidonville, la plupart des habitants ont nommé ces lieux – construits ou à construire – « ambassades ». Il me semble que ce n'est pas tant la beauté de celle qu'on avait montée à Ris qui les a si fortement touchés, mais bien tout ce qui s'est passé à l'intérieur et autour de cet édifice qui a eu un impact fort. Cela, ils ne l'avaient pas vécu avant et nous non plus.

À partir de ce qui a été tenté à Ris et à Grigny, deux idées ont commencé à émerger. D'une part, que l'entretien du terrain – notamment sur la question épineuse des poubelles et des poêles – était devenu un enjeu majeur. Les habitants ont bien compris que les mairies laissaient pourrir sur place les bidonvilles en refusant le ramassage des déchets, l'accès à l'eau et/ou l'installation des toilettes. Le péril sanitaire ou le risque d'incendie étaient devenus les arguments numéro un pour expulser un campement sur-le-champ.

D'autre part, l'idée qu'en fait, si nous le voulions, nous étions capables de construire des espaces communs ensemble et d'améliorer les conditions de vie quotidienne des habitants a commencé à prendre forme. Cela étant dit, il ne faut pas perdre de vue qu'un bidonville fonctionne comme une sorte de copropriété. Ceux qui l'habitent peuvent partager, ou pas, des avis concernant l'opportunité de mener telle ou telle action. Autrement dit, lorsque des acteurs associatifs veulent travailler « en tant qu'habitants » du bidonville, il ne faut pas imaginer que ces derniers signent un chèque en blanc. Travailler ensemble nécessite une négociation permanente. Aucun « chef » de campement ne vous donne un CDI. Le ressenti et la disponibilité des familles évoluent selon les jours et les circonstances – l'approche d'un jugement administratif, la visite de la police ou d'un fonctionnaire de la mairie.

### **La transmission de l'expérience militante : un enjeu de l'éducation populaire**

Bien souvent, c'est lorsque la question de la transmission d'une expérience militante se pose que les enjeux de l'éducation populaire deviennent palpables. Il me semble que les arts politiques et la pédagogie sociale ont le souci de transformer leurs actions en matériau pour la recherche afin d'en tirer des connaissances nous permettant de nous mêler à la politique d'aménagement du territoire, de nous l'approprier ou de devenir géographes et urbanistes, et de faire face aux défis sociétaux en étant conscients de nos agissements et de notre pouvoir.

La question de la transmission amène les questions suivantes : de quoi sera constitué ce récit ? Qu'avons-nous fait ? Pour qui ? Avec quels effets ? Quel degré de réflexivité et d'auto-critique sommes-nous prêts à tolérer ? Qui aura la charge de l'écrire ? Les réponses à ce chapelet de questions sont lourdes de conséquences – eu égard aux financeurs, à l'opinion publique, aux partenaires et aux bénéficiaires. Je ne connais pas de structure où ce travail de bilan d'une action militante se soit fait sans difficulté, sans conflit. Le PEROU, comme beaucoup d'autres structures, n'en a pas été épargné. Je pense que, dans notre cas, les moments de convivialité ont joué un rôle fort intéressant, à double tranchant. Au-delà de ce que les fêtes organisées et vécues à la barbe des autorités peuvent avoir de subversif, ces moments-là sont aussi un moment clé de la vie du collectif. C'est au cours de danses euphoriques au beau milieu de l'après-midi, enivrés de jus de fruit, que les frontières se brouillent entre gadgé, Roms, bénévoles, salariés, jeunes, vieux, machos, féministes, experts et étudiants. L'effet de ces temps partagés est à la fois éphémère et définitif.



Bien entendu, dès le lendemain, tout le monde se retrouve à sa place et on sait parfaitement qui est qui. Mais ces moments hors du temps peuvent commencer à ouvrir une brèche profonde, irréversible. C'est en tout cas ce qui s'est passé pour certains d'entre nous au PEROU. Être devenus « constructeurs » dans ces conditions-là nous a donné des ailes. Certains, qui, comme moi, n'avaient pas de trajectoire d'engagement militant, ont commencé à gagner en confiance dans leur puissance à agir individuellement et collectivement. Les idées se sont mises à fuser et nous les avons soumises à Sébastien Thiéry en étant persuadés que tel ou tel projet était en complète harmonie avec la philosophie de ce que nous étions en train de faire. Lors de nos rencontres hebdomadaires aux Caves de Petit-Thouars, nous avons discuté avec passion de notre « à venir ensemble » et nous avons demandé à Sébastien de soutenir nos idées. Il ne l'a fait très que très mollement ou pas du tout.

Les divergences avec Sébastien ont poussé la majorité de ceux qui avaient été chargés de missions des actions à Ris et à Grigny à prendre leurs distances. C'est regrettable, mais là se cachent aussi les chemins de l'émancipation pour ceux qui sont devenus par la suite porteurs de leurs propres projets. Arriver à se détacher de l'agenda de Sébastien, si j'ose dire, a permis au collectif de ne pas tomber dans l'adoration d'un leader charismatique.

Le conflit est inévitable et salutaire. C'est le conflit qui nous fait avancer sur les plans personnel et collectif. À nous de questionner nos rapports au chef, de l'aider par notre vigilance dans son exercice du pouvoir. Mais si l'éducation populaire peut fonctionner comme une sorte d'éthique de l'engagement et de la gouvernance, elle ne doit pas devenir un outil inquisitoire. Souvent les chefs adoptent le comportement problématique des chefs parce qu'au départ ils ont osé mouiller leur chemise, risquer leur tête pour nous faire bouger tous. À nous aussi de bien vouloir prendre des risques et de ne pas laisser les personnages charismatiques seuls face aux autorités que l'on tente de faire changer d'avis.

Quoi qu'il en soit, nous devons continuer à avancer dans des espaces d'ombre, à tâtons, sans certitudes. Quoi qu'on fasse, il restera toujours une part d'inconnu. Dans notre cas, nous devons vivre, bénévoles et familles avec une question fondamentale, sans réponse officielle du moins : est-ce que la présence du PEROU a précipité ou a retardé les expulsions des terrains où l'association s'était engagée ? Est-ce que le projet de la « base de vie » (sorte de village d'insertion auquel le PEROU a participé et que l'on est en train de reproduire dans le nord de l'Île-de-France) existe grâce à la pression du PEROU et d'autres associations ? Sur ce point les avis divergent, aussi bien au niveau des militants que des familles. Reste à inventer les moyens pour donner davantage de place à la voix de celles et de ceux qui n'ont pas l'habitude d'écrire. Nous ne pourrons être efficaces que si on arrive à faire de ce processus de requalification des espaces une aventure véritablement collective dont le sens soit construit brique par brique par chacun d'entre nous.



# Un centre socioculturel embarqué sur une péniche « pour la paix » ou les singularités de l'espace fluvial

ÉRIC SAPIN,  
association Alternat, Juvisy

---

Le projet « Péniche pour la paix » a été lancé en 1983<sup>1</sup>. Il reçut le soutien de plusieurs centaines de souscripteurs. Objectif: l'itinérance européenne sur les réseaux navigables et l'accueil à bord, en escales urbaines ou rurales, de formations, de rencontres-débats autour des questions de géopolitique<sup>2</sup>. Que peut être, dans ces conditions, une éducation populaire sur les questions de défense et de paix?

## La consolidation du projet associatif

Une charte d'Alternat<sup>3</sup> fut rédigée en 1992 mettant en avant une proposition de cinq déclinaisons contemporaines de l'action pour la paix :

- le partage des cultures ;
- les solidarités locales et internationales ;
- la préservation de la nature ;
- l'accès à l'information indispensable à toute démocratie ;
- la démilitarisation des conflits.

En 1996, fut ajoutée une sixième déclinaison : la recherche de « cohérence entre fins et moyens<sup>4</sup> ».

1. Acquisition initiale, sous la tutelle de l'association les Amis du service civil international (SCI).

2. Plaquette d'appel à souscription pour les premiers travaux d'aménagement, 1985.

3. Charte d'Alternat disponible en ligne ([www.penichealternat.org/charte.html](http://www.penichealternat.org/charte.html)).

4. En référence à cette pensée mise en avant par Gandhi dans sa conception de la non-violence et des exigences de celle-ci pour être pertinente : « La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence. »

## **Le prix de la paix ou le prix de la guerre**

En une décennie, trois millions de francs (450 000 euros) furent progressivement engloutis sous forme d'une société civile immobilière (SCI) aux parts sociales de volumes financiers très disparates (jusqu'à quarante copropriétaires en 1996)... De quoi s'interroger sur le prix de la paix et, par comparaison, sur le prix de la guerre.

Le projet associatif, parti d'une « belle idée », fut tout d'abord mis à mal par la lenteur et la lourdeur du chantier technique que représente la transformation d'une péniche de transport de marchandises à coque en acier riveté, construite en 1932, à Péronnes-lez-Antoing (Belgique), de gabarit dit « Freycinet<sup>5</sup> » (38,5 mètres de long, 5,05 mètres de large, 250 à 300 tonnes de chargement) pour devenir, après plus de soixante ans de transport de matériaux lourds (sable, gravier, pierre, bois, charbon, etc.) et pour la plupart impérissables, une salle polyvalente (catégorie des établissements flottants, établissements recevant du public [ERP], 120 personnes) tout en restant capable de naviguer entre ses temps d'amarrage en escale pour l'accueil du public sans navigation.

## **De nécessaires cadres réglementaires et sécuritaires à fortes contraintes**

Avec un tel équipement, ce type de projet est d'abord dans le monde des exigences légales et réglementaires<sup>6</sup> de performances techniques et professionnelles : quelle place reste-t-il alors pour le bénévolat, la bonne volonté, la gratuité, l'amateurisme civique et citoyen, voire l'insouciance que peut attirer et inspirer une vision bucolique du fleuve (comme image aussi de l'aspiration à la paix) ou la bienveillance d'un accueil ouvert à tous ? Nombre de projets de bateaux, initialement associatifs et non lucratifs, faute de réussir à gérer de manière associative l'intendance de plus en plus pesante de tels équipements au fur et à mesure de leur avancée opérationnelle, se sont rapidement transformés en structures commerciales dont le capital premier et déclencheur de cette mutation de statut est le nécessaire surinvestissement humain direct des responsables du quotidien, contraints de faire face personnellement et par divers « sacrifices » aux coûts d'entretien et aux impératifs de présence assidue pour assurer le bon fonctionnement des équipements ainsi que leur sécurité (entretien, prévention des risques, incidents, accidents, dégradations). Des risques de basculement du projet associatif statutaire vers un fonctionnement entrepreneurial conventionnel – ce qui mériterait en soi une étude anthropologique et socio-économique à part entière.

## **Poïétique du fleuve...**

Le monde fluvial, constitué de « plans d'eau » hors mers et océans, est partie intégrante du monde continental, mais singulièrement « à part », en raison même de son élément premier, le « cours d'eau », sans cesse mouvant, séparé et séparant de la terre ferme, lui échappant tout en l'érodant, la déplaçant par des « atterrissements » nouveaux, remodelant les berges et la travaillant à tout instant, de façon plus ou moins spectaculaire selon les périodes climatiques et les configurations géologiques locales. Le monde fluvial est à sa manière – physique et dynamique – un « autre monde ». En quoi le monde fluvial est-il différent des autres mondes géographiques, biologiques et anthropologiques ? En quoi

5. Du nom de l'ingénieur et ministre des Travaux publics (1877-1879), Charles de Freycinet, qui lança un grand plan de modernisation des lignes ferroviaires et des canaux (avec une norme de taille commune aux écluses).

6. Code de la construction et de l'habitation, établissements recevant du public, établissements flottants.

reste-t-il ou pas « sur terre » ? En quoi n'est-il plus vraiment « terrien » et nous ramènerait-il, par progression ou régression, aux grandes masses océaniques de nos origines comme au ventre de notre mère nature ? C'est aussi avec l'histoire de l'eau du monde et de nos corps que nous avons rendez-vous lorsque l'on contemple le « miroir » mouvant de la surface du fleuve qui nous porte. L'expérience du fleuve et de la navigation nous ouvre un inépuisable champ de métaphores réflexives... Ainsi même la compréhension mathématique de la mécanique des fluides (à l'œuvre à tout instant sous nos yeux observant le fleuve, comme dans les mouvements, imperceptibles ou brusques, des embarcations) est un champ de recherche contemporain des plus complexes.

### ... et de la paix

Attractif pour toute utopie personnelle (« sortir du monde ») ou collective (« créer un autre monde », qu'il s'agisse d'un entre-soi ou d'une « cité des altérités »), il est aussi l'espace d'une mise à l'épreuve des intentions premières et fondatrices : dans notre cas, quels conflits intrapersonnels et collectifs, intérieurs et intersubjectifs, doit traverser un projet associatif qui se dédie à la paix pour pouvoir continuer d'exister ? Quels rapports individuels aux questions du conflit, de la violence psychique, de la violence physique, à la guerre, à l'idée et l'expérience de la paix ? Quelle inscription de ces dimensions existentielles dans le vécu quotidien de la matière même de la nécessaire intendance de tels équipements métalliques, motorisés, bardés de dispositifs de sécurité, dotés d'une certaine autonomie énergétique, où certaines négligences peuvent entraîner incidents et accidents de plus ou moins grande gravité (de la petite égratignure, sans infection, à l'amputation ou, pire encore, à la mort par noyade ou par blessure) ?

### Une grande histoire d'éléments, biens communs à se réappropriier et à revivifier

La voie d'eau étant lente et plurimillénaire comme mode de transport utilisé depuis la nuit des temps<sup>7</sup>, on pourrait aller jusqu'à penser que, sous les airs majestueux de cette lourde lenteur déterminée, elle constitue un reliquat de l'Ancien Régime que la Révolution de 1789 n'aurait pas eu la possibilité d'effacer<sup>8</sup>. La puissance publique, enserrée par une modernité avide de croissance tirée par la vitesse et l'unification territoriale, a peu à peu délaissé ses fils artisans bateliers trop insaisissables dans leur lente et massive mobilité professionnelle et familiale (conditions partagées avec les forains et plus largement avec les « gens du voyage »), leur précaire esprit de liberté absolue. Ces dernières décennies, après qu'ils eurent largement contribué aux reconstructions d'après-guerre par les matériaux lourds transportés pour le bâtiment (sable, béton, gravier, pierres) et l'énergie (charbon, carburants), la nation leur a même infligé, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la fameuse « prime de déchirage<sup>9</sup> » (plan coordonné au niveau européen de rachat de bateaux en vue de leur destruction). Une prime octroyée pour diminuer la flotte

7. La mise au jour, en 1991-1992, des pirogues de Bercy exposées depuis au musée Carnavalet nous donne, localement, un aperçu de ces temps immémoriaux et fondateurs de la navigation fluviale du Bassin parisien (2 700 ans avant J.-C.) ([www.carnavalet.paris.fr/fr/collections/pirogue-neolithique](http://www.carnavalet.paris.fr/fr/collections/pirogue-neolithique)).

8. La devise de Paris, *Fluctuat nec mergitur*, est un héritage direct de la batellerie du temps de l'Ancien Régime (apparue au xv<sup>e</sup> siècle, devenue officielle en 1853) ; également le Pilier des nautes, monument le plus ancien de Paris (milieu du I<sup>er</sup> siècle, éléments et maquette reconstituée visibles au musée du Moyen Âge-musée de Cluny), première trace d'une société parisienne (portant mention de son financement par la « caisse commune » des nautes), souligne la centralité de l'histoire fluviale dans l'histoire commune.

9. Règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à « l'assainissement structurel dans la navigation intérieure ».

nationale (de Belgique, de Hollande, d'Allemagne et de France), alors en surcapacité au regard d'un marché du transport fluvial précipité en chute libre, parce que parent pauvre et orphelin des schémas nationaux et européens de développement des transports. Dernier avatar de ce non-engagement étatique, le reniement public de l'écotaxe qui avait vocation, pour partie, à financer la relance du transport fluvial en entretenant le réseau navigable et en développant ou créant des infrastructures de transfert modal pour diminuer les plus de 80 % de transport par camion à forte empreinte environnementale. De même, la tradition multiséculaire du « tour de rôle » (partage équitable des chargements dans une zone portuaire fluviale) a été détruite à la fin des années 1990<sup>10</sup> au prétexte d'appliquer aux bateliers et entre eux les règles européennes de la concurrence (au bénéfice d'affréteurs auxquels une obligation légale de contrat écrit n'a été fixée que très récemment par suite des abus qu'avait générés leur position dominante).

### **Sortir des égouts du « chacun pour soi » et du « tous irresponsables »**

Simultanément, témoins de l'absence de prise en compte du bien commun fluvial et aquatique, les rivières étaient devenues, au fil des décennies d'une croissance insouciant de son impact environnemental, des égouts à ciel ouvert, avant que, par un sursaut aux motivations plus esthétiques et sanitaires que véritablement écologiques, la généralisation des stations d'épuration soit mise en place comme premier effet « au fil de l'eau » de l'histoire actuelle d'un regain d'intérêt environnemental pour les cours d'eau et leur plus-value paysagère. Plus-value bienvenue pour des programmes immobiliers à la conquête de zones inondables devenues constructibles par de nouvelles règles architecturales et également pour les activités festives urbaines et nocturnes de plus en plus mal supportées au cœur des villes. Le récent appel à projets « Réinventer la Seine<sup>11</sup> » en vue de la réhabilitation de friches industrielles en bord de Seine s'inscrit dans cette dynamique.

### **Quid de l'intérêt général dans un État dépassé ?**

Un repli étatique qui abandonna l'espace public aux seuls acteurs économiques du secteur fluvial<sup>12</sup> (fret et croisières commerciales, excluant significativement le transport public), s'inscrivant dès lors pour leur propre survie dans des logiques exclusivement marchandes, visant de ce fait les marchés les plus immédiatement solvables : le transport de marchandises et le tourisme international préexistants. Un abandon s'incarnant dans une gestion publique devenue essentiellement « à but lucratif<sup>13</sup> », dès lors confiée en toute logique à des établissements publics d'intérêt industriel et commercial (EPIC<sup>14</sup>) mettant en œuvre

10. Créé par la corporation des bateliers sous l'Ancien Régime, le « tour de rôle » avait été supprimé par le choix du libéralisme économique sous la Révolution française, puis rétabli par le Front populaire en 1936 ; il répondait à la nécessité d'optimiser le déplacement des bateaux pour limiter les trajets à vide entre les zones de chargement ou de déchargement.

11. [www.reinventerlaseine.fr](http://www.reinventerlaseine.fr)

12. Représentés par le comité des armateurs fluviaux (CAF) ayant voix au chapitre dans la gouvernance des établissements publics fluviaux en tant que représentants des usagers, jusqu'à en détenir la présidence dans le cas du Port autonome de Paris durant une dizaine d'années (ce que la Cour des comptes a régulièrement critiqué comme source potentielle de distorsions tarifaires, dont elle semble incapable de mesurer l'ampleur).

13. Outre le fait que l'État prélève 50 % des bénéfices de l'établissement sans s'intéresser au détail des ressources collectées, le caractère lucratif de cette gestion publique s'est renforcé en 2012 par la mise en place d'un prélèvement de 1 % du chiffre d'affaires des bateaux s'ajoutant aux redevances domaniales de base constituant les grilles et équations tarifaires (prélèvement par augmentation forfaitaire pour les compagnies réalisant moins d'un million d'euros de chiffre d'affaires annuel).

14. On notera, en mode subliminal et métaphorique propre à la poésie polysémique des sigles, le caractère fort peu « épique », pour l'administré, de l'épopée lucrative à laquelle l'État s'abandonne passionnément en créant de tels « EPIC ».

une rentabilité « ici et maintenant » et « tout de suite » sans marge d'investissement public, livrée au plus offrant des occupants par l'unicité d'appels d'offres à caractère exclusivement marchand<sup>15</sup> et par des règles tarifaires<sup>16</sup> indexées sur le secteur marchand (et exprimées sous forme d'équations probablement incompréhensibles dans leurs conséquences économiques de terrain pour les élus, les votant en conseil d'administration, seuls garants d'un contrôle démocratique voulu par le législateur).

Ce faisant, ignorant et méprisant, *in concreto*, les dispositions prévues à l'endroit des actions d'intérêt général par le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P)<sup>17</sup>. Une éviction qui se parachève dans des formulations révélatrices au détour de règlements intérieurs<sup>18</sup> et de rapports de contrôle de gestion centrés sur la rentabilité financière et non sociétale (la généralisation des débits de boissons sur le domaine public fluvial ne semble pas poser question de ce point de vue), où la poursuite des longs et laborieux chemins de l'intérêt général, qui plus est de la paix, n'a paradoxalement, *de facto* et *in fine*, plus droit de cité sur le domaine public même<sup>19</sup>! Comme si la République en tant que *res publica* s'interdisait désormais d'occuper le moindre autre espace que celui de ses grandes institutions représentatives ou régaliennes, considérant que seul le secteur marchand est légitime à se déployer dans l'espace public et social par les présupposées vertus d'une productivité maximalisée qu'exigent de lui, aveuglément, les dividendes dus à un actionariat essentiellement pécuniaire. Une vision économique systémique dont les partisans pensent que l'unique alternative serait – à l'opposé symétriquement inversé, encore plus abusif par la toute-puissance étatique – un État planificateur, broyeur des individualités et de leur créativité, tel que l'histoire et le monde actuel en donnent de nombreux exemples nourrissant cette crainte.

Sur cette dérive ultra-marchande, l'histoire récente de la création aux États-Unis d'Amérique du statut d'entreprise à bénéfice public<sup>20</sup> (*Public Benefit Corporation*) est très éclairante: en dehors de ce statut, les actionnaires sont fondés à porter plainte avec succès si une démarche de responsabilité sociale et environnementale (RSE) diminue la rentabilité attendue des placements financiers. En 2018, la France connaît à son tour ce débat suite au rapport, *L'entreprise, objet d'intérêt collectif*<sup>21</sup>, remis par Nicole Notat et Jean-Dominique Senard à quatre ministres du gouvernement, le 9 mars dernier, inspirant certaines dispositions du projet de loi du Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) incluant des modifications du code civil « afin de renforcer la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux dans la stratégie et l'activité des entreprises<sup>22</sup> ».

15. On pourra consulter des exemples d'appels à candidatures sur le site du Port autonome de Paris – GIE HAROPA (Havre-Rouen-Paris) [[www.haropaports.com/fr/appel-projet-activitesloisirs-septembre2016](http://www.haropaports.com/fr/appel-projet-activitesloisirs-septembre2016)].

16. Cahier des charges – HAROPA-Ports de Paris: ([www.haropaports.com/sites/haropa/files/actualite/documents/livre\\_iii\\_annexe.pdf](http://www.haropaports.com/sites/haropa/files/actualite/documents/livre_iii_annexe.pdf)).

17. Association mode d'emploi, « Occupation du domaine public: quelles obligations? », novembre 2009.

18. Ainsi dans le règlement intérieur du conseil d'administration du Port autonome de Paris, le pouvoir de signature par la direction générale de conventions d'occupation du domaine public à titre gratuit ou à moindre redevance pour des bateaux utilisés par des associations relevant de l'intérêt général et disposant d'agrèments publics est limité de la façon suivante: « (...) sous réserve que ces conventions ne constituent pas un manque à gagner par ailleurs ».

19. Lors des questions diverses abordées en séance plénière du 16 juillet 2014, nous avons alerté le Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse (CNEPJ) sur ce problème de destination du domaine public dont la gestion strictement lucrative peut devenir contradictoire au regard des objectifs de politiques publiques d'intérêt général portées en partenariat avec le monde associatif (redevances prohibitives, obstruction et ostracisme).

20. COSNARD D., 2017, « Danone fer de lance des nouvelles sociétés à bénéfice public », *Le Monde*, 8 mai.

21. [https://minefi.hosting.augure.com/Augure\\_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=FAA5CFBA-6EF5-4FDF-82D8-B46443BDB61B&filename=entreprise\\_objet\\_interet\\_collectif.pdf](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=FAA5CFBA-6EF5-4FDF-82D8-B46443BDB61B&filename=entreprise_objet_interet_collectif.pdf)

22. [www.economie.gouv.fr/plan-entreprises-pacte](http://www.economie.gouv.fr/plan-entreprises-pacte)



© Association Alternat

*Bateau BALI en escale à Paris, quai François-Mauriac, le 26 septembre 2016, croisière Grigny-Paris-Grigny dans le cadre de la Semaine de la paix.*

### **Être terre à terre sur le fleuve : nomades versus sédentaires**

À cela s'ajoute aussi l' ancestrale incompréhension radicale entre sédentaires et nomades. Ici, des sédentaires exercent leurs pouvoirs sur les bateaux à partir de bureaux solidement installés-amarrés, en dur, dans des bâtiments dont les fondations plongent dans les roches de la terre ferme. Et les seconds, nomades du fleuve, sont en ballottage existentiel permanent, au gré des flots et des navigations, non seulement par leur soumission à des eaux plus ou moins calmes ou menaçantes, selon l'intensité des pluies et de leurs crues, mais aussi par un certain pouvoir de vie ou de mort qu'exercent des « terriens » investis de pouvoirs de décision bureaucratique sur toute initiative fluviale – pouvant ainsi abuser à l'envi et discrètement de pouvoirs d'arbitrage exorbitants, selon le degré de conscience, la largeur de vue personnelle et l'empathie naturelle des individus investis de la puissance sédentaire, elle, qui plus est d'État. Ce pas de deux étant dansé sur fond de désinvestissement de la puissance publique, les tentations d'abus de pouvoir n'en sont que plus réelles.

### **La paix avec soi-même, la paix avec les autres**

Complicquant également sa réalisation, tout projet se dédiant à la « paix » rencontre les ambivalences et les fragilités du désir et du besoin de « vivre en paix », sans renoncer au plaisir animal de s'affronter, d'entrer en rivalité, de s'approprier, de se respecter en acceptant des dominations dissymétriques, alternatives et balancées, dans une recherche perpétuellement instable d'une justice des rapports de force se négociant à chaque instant dans les relations entre les êtres.

### **Le sens du mot « alternat »**

Probable hasard de son choix, par souci premier de souligner par jeu de mots l'importance des alternatives et des alternances au moment où s'écroulait le mur de Berlin, la polysémie du mot « alternat » nous invite à explorer cette complexité de la dynamique de la paix :



- circulation alternée sur des voies où forcer le passage à tout instant (s'imposer à l'autre, sans attention) provoque blocages et dégâts;
- mais aussi la rotation des cultures qui permet de ne pas épuiser une terre (et les esprits, par métaphore);
- et encore le partage du pouvoir entre états ou cités, à tour de rôle...

Ainsi l'expérience de cette péniche pour la paix, réalisée par souci de cohérence en centre socioculturel (pas de paix créatrice et durable sans mixité sociale et partage culturel), est aussi l'histoire de la rencontre entre cette intention première, le désir universel d'un « vivre en paix », et les réalités physiques d'un lieu flottant environné par des institutions publiques débarrassées de toute mission d'intérêt général pouvant dépasser le champ restrictif de leurs propres missions spécifiques (ici le transport fluvial *stricto sensu*).

## Cap sur la recherche-action, moteur associatif à mouvement perpétuel

Plus de trente ans après la naissance de ce projet, pris dans l'étau de ces constats peu à peu affinés – projet constituant une anomalie par le seul fait de son existence « citoyenne » au milieu de l'attractivité commune de tels écueils « lucratifs » brillant comme autant de miroirs aux alouettes pour des projets commerciaux plus ou moins éphémères (il serait intéressant d'étudier la fréquence des dépôts de bilan dans ce secteur comme le coût, en matière de santé publique, de la généralisation des débits de boissons sur le fleuve au cœur de la capitale) –, nous essayons d'en sortir « par le haut » en menant :

- un travail de recherche-action pour analyser pourquoi et comment cet environnement administratif étatique est devenu étrangement et paradoxalement hostile à l'action d'intérêt général (projet de mémoire<sup>23</sup> sur le sujet : « Domaine public et action d'intérêt général, le cas particulier du domaine public fluvial »), pour tenter de cerner objectivement les voies de la réhabilitation de l'action d'intérêt général sur un domaine public intéressant concurrentiellement le secteur marchand<sup>24</sup>.
- un effort d'appropriation citoyenne de l'environnement fluvial à travers un projet de brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) avec spécialisation dédiée à la diversité des connaissances mobilisables dans une approche pédagogique, scientifique, ludique et artistique, de la vie fluviale : primat de la géologie et de son histoire inscrite dans la morphologie des territoires, cycles de l'eau, machine climatique, colonisations biologiques au gré des changements climatiques, utilisations humaines des cours d'eau (condition vitale de toute urbanisation ambitieuse), impossibilité d'une domestication intégrale, caractéristiques physiques et leurs exploitations successives, aspects techniques et scientifiques de la navigation, etc.
- un atelier de recherche-action collective mobilisant comme premier noyau les membres de notre conseil d'administration autour de la question « Qu'est-ce que la paix, pour moi ? », avant de pouvoir, à partir de la diversité de nos réponses personnelles, progresser vers un « Qu'est-ce que la paix, pour nous ? », riche de nos divergences de points de vue et capable de nourrir une programmation d'activités cohérente avec le projet initial de

23. Dans le cadre du diplôme des hautes études des pratiques sociales (DHEPS) créé par Henri Desroche (EHESS-CNRS), fondateur du Collège coopératif de Paris ([www.collegecooperatifdeparis.fr](http://www.collegecooperatifdeparis.fr)).

24. Dans la suite de notre interpellation du CNEP sur ce sujet lors de la séance du 16 juillet 2014 (note 19) ainsi que de la Cour des comptes (échange de courrier avec Philippe Seguin lorsque celui-ci en était président). Les élus de la République semblent, de leur côté, résignés, par une sorte d'effet de mode technocratique, à une extension permanente de l'exploitation du domaine public par le secteur marchand, source d'économie et de simplification de gestion pour la puissance publique.

péniche pour la paix (signifié par ce jeu de mots partagé par l'un des fondateurs et figurant dans certaines archives de documents de communication « Là où la paix niche »...).

### **Conclusion : quelle éthique entre « trop » et « pas assez » d'État ou de « marché » ?**

Les singularités de « l'espace-fleuve » nous ont ainsi conduits à nous confronter avec acrimonie aux singularités des temps actuels, en particulier à ce brouillage entre secteur marchand, secteur public, intérêt général, intérêt privé, lucrativité, non-lucrativité, nous refoulant dans une impuissance citoyenne assez terrifiante au regard des enjeux de justice sociale et de paix agissant aux racines du terrorisme, nous retrouvant entravés dans la pertinence de nos intentions naïves. Quel diagnostic et quelles réponses pouvons-nous partager dans ce contexte ? Tout d'abord se défier du prêt à penser des idéologies qui s'affrontent autour du « trop » et du « pas assez » en matière d'État régulateur et de libre marché inventif censés, l'un comme l'autre, être (selon leurs partisans respectifs) au service de l'intérêt général : c'est bien le brouillage entre les fins et les moyens de l'État comme de l'économie de marché qui crée la confusion, aujourd'hui comme en d'autres temps.

En définitive, il s'agit sans doute d'une éternelle question d'éthique personnelle et collective dans la recherche du bien commun. Ce sont des espaces où nous pourrions partager ce questionnement en le traduisant en actes qui constituent de précieux moments de médiation entre la liberté des échanges humains interpersonnels et celui des contraintes d'un *affectio societatis* institutionnel et collectif, que celui-ci soit de services marchands ou publics. Une sorte de dialogue constant entre personnes physiques et personnes morales sur la ligne de crête d'une relation qui doit s'équilibrer pour être acceptable et épanouissante, libératrice et structurante, émancipatrice et fortifiante... Sinon, c'est la double aliénation de l'individu réduit à lui-même, seul et impuissant, et de l'institution à contresens d'elle-même, courant à sa perte par élimination de ses légitimités dans nos cœurs. Là même où sont toutes les souffrances, incluses comme exclues, dont les pires demeurent les violences domestiques et géopolitiques qui se répondent et se nourrissent en miroir.

### III UN AUTRE RAPPORT À L'ORGANISATION DE L'ESPACE QUI ÉMANCIPE

■ **Debout éducation populaire: la circulation de la parole et le partage des savoirs dans l'espace public**

Camille Arnodin

■ **La Chimère citoyenne, espace ouvert à tous, qui ne propose rien et où tout est possible**

Élisabeth Sénagas, Marie-Françoise Gondol

■ **Des tiers-espaces d'émancipation par l'action**

Christophe Giroguy, le collectif des utopien·ne·s du quartier de l'Ariane à Nice

■ **« La nuit nous appartient »: médiation nomade dans les quartiers populaires**

Lakdar Kherfi

■ **La méthode Système Bulle**

Simon Cobigo



# Debout éducation populaire : la circulation de la parole et le partage des savoirs dans l'espace public

CAMILLE ARNODIN,  
membre du collectif Debout éducation populaire

---

## Contextualisation historique

« Nous, citoyen·ne·s indépendant·e·s, faisons vivre un espace de débat et de partage des savoirs sur la place de la République à Paris, depuis le dimanche 41 mars<sup>1</sup> (10 avril 2016). Ce lieu a vocation à proposer une autre forme de transmission et de mise en commun des savoirs et des pratiques, hors des cadres scolaires et médiatiques. En cela, nous, collectif d'indépendant·e·s autogéré, voulons continuer à faire vivre ce lieu et cette communauté quotidiennement et permettre ainsi aux débats de s'y tenir. Notre fonction est avant tout organisationnelle mais chacun·e de nous reste libre de s'exprimer lors des débats, le sujet est choisi par l'intervenant·e, ses propos n'engagent que lui/elle et pas Debout éducation populaire. »

Cette charte, approuvée le 8 avril 2016, ou le 39 mars, une semaine après le démarrage de Nuit debout, place de la République à Paris, signe la naissance de la commission Debout éducation populaire qui s'installe pour la première fois sur la place de la République le 10 avril, rejoignant ainsi le mouvement Nuit debout né de la contestation à « la loi travail et à son monde » au printemps 2016.

Elle s'est donné pour objet de créer, et ce de façon régulière depuis sa fondation, sur la place de la République, un espace dédié au partage des savoirs et savoir-faire expérientiels ainsi qu'à la réflexion collective sur les enjeux contemporains (l'éducation, l'environnement, le commerce, la justice, les communs, etc.). Elle s'envisage donc d'abord comme une forme plus qu'un contenu contestataire au sein de l'espace public.

1. Le mouvement Nuit debout, démarré à l'issue de la manifestation le jeudi 31 mars, a décidé de faire perdurer le mois de mars les jours suivants (32 mars, etc.).

L'accès libre aux savoirs et la liberté de penser sont au cœur de sa démarche. La commission est en effet créée par un groupe d'étudiants et d'enseignants qui se mobilisent au départ contre la réforme de la loi travail *via* l'organisation à l'université de cours ouverts à tous, y compris à ceux qui n'ont pas de carte étudiante. Ils décident, au bout de quelques jours, de rejoindre le mouvement sur la place, dans l'optique de rendre plus visibles leurs actions et de faire converger les luttes en s'inspirant, selon l'historienne Mathilde Larrère<sup>2</sup>, d'une expérience antérieure de cours « hors sol » réalisés dans l'espace public lors des mouvements étudiants contre la loi Pécresse en 2007.

La commission, qui s'appelait au tout début « Jardin des savoirs » et qui fut présente aussi sous le nom d'« Université populaire », devient rapidement « Debout éducation populaire », revendiquant dès lors son inscription dans la longue tradition de l'éducation populaire<sup>3</sup>. Un article du *Monde campus* décrivant les tout débuts de cette initiative souligne qu'elle « s'inscrit dans un mouvement de politisation accrue de l'éducation populaire<sup>4</sup> », alors qu'elle renoue surtout avec le socle de valeurs portées initialement par ce mouvement qui a, comme l'affirme Christian Maurel, « un rôle essentiel à jouer dans [...] la formation au politique<sup>5</sup> ». Elle rejoint ainsi d'autres initiatives souhaitant offrir une alternative aux dispositifs institutionnels se revendiquant de l'éducation populaire mais oubliant souvent la logique de transformation sociale censée être au cœur de sa démarche.



Cette volonté transformatrice et émancipatrice est en effet indissociable de cette initiative qui repose sur le postulat que le partage des savoirs, la transmission d'expériences et la réflexion collective qui en découle peuvent faire évoluer les individus et le collectif en développant la connaissance de l'autre, la conscientisation, l'esprit critique, et ainsi contribuer à améliorer la société et le monde dans lequel on vit. Comme l'explique Guillaume Mazeau, un autre historien à l'origine du mouvement: « L'objectif est de provoquer la réflexion et de faire circuler le savoir en répondant aux questions qui sont posées<sup>6</sup>. »

Une commission dont l'action s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire qui se veut authentiquement démocratique: en témoigne la charte citée précédemment ou les flyers distribués sur la place la semaine du 51 mars affirmant « la volonté de proposer des débats accessibles à tou-te-s [ ], une véritable démocratisation de la transmission des savoirs ainsi que l'égalité de la parole de tous » au sein de l'espace public. Cet espace ouvert d'apprentissage mutuel émerge donc comme une forme d'îlot où se mêlent espoir et résistance face à l'affaiblissement de la démocratie, aux difficultés éprouvées par nombre d'individus (citoyens français ou non) à non seulement sentir qu'ils peuvent peser sur la société dans laquelle ils vivent, mais aussi à avoir le sentiment de pouvoir s'exprimer, d'être écoutés et, enfin, à se sentir faire partie d'un collectif républicain. Un besoin de redonner la parole à ceux qui ne l'ont plus, une mission que s'est aussi donnée l'ouvrage, *La France invisible*<sup>7</sup>.

2. Maîtresse de conférence en histoire contemporaine à l'université Paris-Est - Marne-la-Vallée, spécialiste de la Révolution française, engagée dans la commission dès son démarrage.

3. Sans pour autant que ses membres soient tous sensibilisés à ce courant: une grande partie d'entre eux rejoignant au fil des semaines et des mois la commission découvriront en effet l'existence de l'éducation populaire *via* ce mouvement.

4. GRAVELEAU S., MILLER M., 2016, « À la Nuit debout, l'éducation populaire se fait en plein air », *Monde campus* (en ligne), 11 avril.

5. MAUREL C., 2010, *Éducation populaire et puissance d'agir, les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, Paris.

6. GRAVELEAU S., MILLER M., *op. cit.*

7. BEAUD S., CONFAVREUX J., LINDGAARD J., 2008, *La France invisible*, La Découverte, Paris.

## **Une recherche-action basée sur l'approche observante, participante et non institutionnelle**

Je découvre dès ma première venue sur la place le 10 avril 2016 une commission dont le caractère complètement ouvert, vivant et égalitaire m'interpelle vivement. Un espace de revitalisation démocratique contrastant fortement en effet avec les dispositifs de démocratie participative que je pratique depuis plusieurs années (conseil de quartier, budget participatif, etc.) qui peinent à être ouverts à tous et qui reproduisent malheureusement souvent les inégalités qu'ils sont censés combattre.

Une démarche observante et participante qui commence dès la découverte du mouvement, avec des photographies prises de la place, des installations bricolées de façon ingénieuse. C'est ensuite une participation, silencieuse au départ, aux séances de débat organisées chaque jour sur des sujets aussi variés que l'histoire de la révolution, l'école, la démocratie participative, la prostitution, etc. permettant à chaque fois d'avoir accès à de nouvelles informations, d'entendre des points de vue variés et des récits de vie riches, souvent émouvants, émergeant grâce au cadre et à la modération bienveillante des membres de l'équipe.

C'est l'impression d'assister à une authentique agora citoyenne et démocratique qui m'amène à entamer au bout de quelques semaines une recherche-action sur cette commission, dans le cadre d'une formation de manager d'organismes à vocation sociale et culturelle (au Centre d'économie sociale du Conservatoire national des arts et métiers [CNAM]) que j'ai intégrée pour changer de parcours professionnel. Notamment pour m'interroger sur le rôle joué par les conditions spatiales, matérielles, physiques et humaines dans la participation et la prise de parole citoyenne: dans quelles mesures peuvent-elles la favoriser ou non? Car, comme l'affirme Tzvetan Todorov: « Il ne suffit pas d'avoir le droit de s'exprimer, encore faut-il en avoir la possibilité. » En son absence, cette « liberté n'est qu'un mot creux<sup>8</sup> ». Ce n'est que dans un deuxième temps de la recherche-action que les questions s'élargissent à l'impact qu'ont les échanges et la confrontation d'idées dans l'espace public sur la constitution du sujet et du collectif.

Une approche qui m'a permis de me glisser pendant plus d'un an dans les interstices de cette expérimentation, d'observer et de vivre ce qui s'y trame, notamment la circulation de la parole, des corps et de la pensée, et de voir émerger une autre façon de « faire société ».

Une démarche de recherche participative enrichie par une série d'entretiens qualitatifs réalisés auprès des membres de la commission (anciens et nouveaux), de quelques intervenants et participants aux débats, qui a contribué à dévoiler toutes les facettes de ce que certains décrivent comme un OVNI et d'autres comme un nouveau « rite » citoyen.

## **Un espace de contestation et de résistance aux logiques dominantes...**

L'extrait de la charte présenté en introduction pose dès le départ l'intention des citoyens qui la composent de rompre avec les cadres institutionnels en revendiquant leur autonomie et le principe d'autogestion – des valeurs par ailleurs largement partagées par l'ensemble du mouvement Nuit debout. Toutes les commissions sont en effet traversées par cette volonté de se libérer des logiques dominantes (ultralibéralisme, logique sécuritaire, aveuglement par les *mass media*, etc.) et de résister non seulement à la loi travail mais, surtout, à « son monde », dont nombre d'individus aspirant à plus de justice, d'équité et d'égalité ne veulent plus.

8. TODOROV T., 2012, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Robert Laffont, Paris.

La suite de cet article examine comment la commission Debout éducation populaire s'est construite à la fois comme un espace de compréhension mutuelle et de contestation des logiques dominantes, aussi bien dans sa forme, son fonctionnement et son organisation, que dans ce qui est produit au niveau individuel et collectif.

#### Une résistance qui s'exprime dans sa forme: « la zone du dehors »

La liberté des corps et de la pensée s'opère non seulement par le fait d'être dehors, mais aussi grâce à son cadre léger, éphémère, mobile, fabriqué de façon artisanale. Ce sont en effet de simples cordes tirées entre des arbres qui donnent corps à l'espace, parfois complétées par l'installation de bâches pour s'abriter en cas de pluie. Et le sol fait office d'assise pour ceux qui souhaitent s'asseoir. Les affiches et dessins accrochés aux cordes, présentant la commission, sa charte et ses valeurs complètent l'espace. Faits à la main, ces supports confèrent aux messages une humanité qui manque souvent aux affiches stylisées et reproductibles conçues pour produire de la participation citoyenne. Une installation qui permet pour les membres de la commission « d'être un peu chez soi », créant un espace à la fois public et intime.

La dimension artisanale, *low tech* (commune à la plupart des mouvements des places), réaffirme l'idée qu'il est possible de faire beaucoup avec peu. Une tendance que certains rattachent à la notion de *wild tech*, concept pour décrire « ces manières de fabriquer qui échappent à toute classification<sup>9</sup> ».

L'espace de parole et de débat est ainsi délimité par des frontières symboliques et souples qui rendent visibles aux yeux de tous ce qui s'y fait. Elles le rendent accessible à tout individu passant sur la place, laissant au citoyen le choix de venir, de s'asseoir ou pas, d'intervenir ou pas (d'aider à installer, d'écouter, de parler, etc.). C'est donc un type de participation libre proposé ici, souple, à géométrie variable. Un dispositif dans lequel le hasard et l'imprévu jouent par conséquent un rôle essentiel, prenant ainsi le contre-pied des dispositifs de participation plus institutionnels et de la logique de contrôle et de peur sans cesse renforcée par l'État d'urgence qui régule et contraint de plus en plus l'investissement de l'espace public. C'est l'instabilité inhérente au réel qui est reconnue, acceptant le fait que « le réel a quelque chose d'intrinsèquement chaotique » et allant à l'encontre du fait « que les humains ont besoin de [le] stabiliser en lui imposant [...] une prévisibilité<sup>10</sup> », prévisibilité que procure justement l'institution. Un hasard que la commission valorise en ce qu'il peut être source de bonnes surprises, de découvertes utiles, voire précieuses, qui amènent certains à décrire ce lieu comme « magique » :

« On rejoint le "hors cadre" dans la façon dont on s'organise physiquement: on renonce à contrôler les corps, on n'est pas obligé d'être assis, ou debout, on est tous à égalité. » (Bruno, membre de Debout éducation populaire.)

C'est donc, pour reprendre une notion et le titre d'un ouvrage<sup>11</sup> très apprécié par la commission, « une zone du dehors » qui est créée, à la fois pour les corps et les esprits, offrant une échappatoire aux logiques dominantes pour imaginer un autre futur possible. Ce que Jacques Rancière décrit également quand il écrit qu'« une place occupée dans une métropole, une ZAD, ce sont des oasis [...] : des espaces de liberté "au milieu" du désert, à ceci près que le "désert" n'est pas le vide mais le trop-plein du consensus<sup>12</sup> ».

9. « Low tech? Wild tech! », 2017, *Techniques & Culture*, n° 67.

10. COMITÉ INVISIBLE, 2017, *Maintenant*, La fabrique éditions, Paris, p. 67.

11. DAMASIO A., 2015, *La Zone du Dehors*, Folio SF, Paris.

12. RANCIÈRE J., 2017, *En quel temps vivons-nous? Conversation avec Éric Hazan*, La fabrique éditions, Paris, p. 72.





*Place de la République, à Paris, une agora mobile pour Debout éducation populaire.*

### **Une contestation qui se traduit également dans son fonctionnement et son organisation**

La contestation des logiques dominantes passe d'abord par l'indépendance vis-à-vis de celles-ci. Une des revendications clés de la commission est la volonté de ne dépendre de personne d'autre que soi (y compris du mouvement Nuit debout). Une manière de rompre avec cet état de dépendance et de paralysie dont beaucoup souffrent aujourd'hui. Toutefois, l'objectif est de compter sur soi sans être individualiste : le fonctionnement ici est davantage d'ordre coopératif, basé sur l'entraide et l'égalité. Comme le souligne un des membres de la commission, un fonctionnaire qui critique le système très hiérarchisé dans lequel il travaille : « Ici, pas de chef, pas de leader. »

Cette indépendance recouvre plusieurs aspects. L'autonomie matérielle : une installation sobre, montée de façon autonome et collective, et nomade, transportée à chaque fois par l'équipe sur les lieux où la commission souhaite intervenir (place de la République, souvent, mais aussi Stalingrad, Beaubourg, etc.). Le travail manuel, physique, opéré collectivement avant chaque discussion joue un rôle essentiel pour tous ceux qui l'ont pratiqué. À la fois fierté de transporter, de monter cette agora mobile, de façon indépendante, ensemble, et plaisir de faire avec ses mains :

« On sort les cordes du sac, on se déplace pour les installer, quelqu'un me prend la corde pour l'attacher, c'est comme une sorte de chorégraphie. C'est superbe, et on a une forme de fierté. » (Adèle, membre de Debout éducation populaire.)

L'autonomie matérielle est complétée par une autonomie financière : une organisation non monétarisée, gérée de façon complètement bénévole, désintéressée, garantissant l'indépendance de ses membres et la liberté de leurs actions. On sort ainsi de la dictature de la rentabilité, de l'efficacité et du règne de l'utilité qui domine de plus en plus de secteurs, y compris le monde associatif.

Une autonomie matérielle que complète aussi l'indépendance intellectuelle vis-à-vis des discours dominants, « officiels » des experts. En mettant en place un espace de discussion ouvert à tout type d'intervention, de témoignage, où priment la liberté de penser et l'égalité entre les types de savoirs. Mais aussi en prônant l'anonymat au niveau des intervenants venus partager leur savoir qui ne sont présentés que par leur prénom et pas au nom d'une profession ou d'une compétence particulière. Le fait d'effacer le « statut » résulte également

de la volonté d'instaurer plus d'horizontalité dans les rapports humains (pour s'opposer ainsi à la verticalité présente dans la plupart des institutions) et une relation d'égalité entre les discours produits. Dans le contexte actuel, où chaque être connecté peut être traçable, promouvoir l'anonymat peut être perçu comme un acte de résistance, comme le souligne si bien Alain Damasio qui affirme « [qu'] il y a une liberté dans l'anonymat » et estime « [qu'] il faut "opacifier", retrouver une sorte de *blind spot*, de zone autonome temporaire, qu'on arrive à se forger et dans laquelle on peut se loger », permettant ainsi « d'être dans cette position magnifique qui est celle de *go-between*, d'être "entre". D'être logé entre les différents régimes de pouvoir et de dilater ces interstices pour créer – et se créer – des possibilités de vie et des modes de vie qui soient beaux<sup>13</sup>. »

Dernier aspect clé de l'organisation, la relation bienveillante entre ses membres, d'une part, mais aussi entre eux et les personnes présentes au sein de l'espace construit, d'autre part, permet d'instaurer une relation de confiance mutuelle, indispensable condition pour permettre à la pensée d'être « lâchée » et partagée, à la parole de circuler. Comme l'affirme une des affiches de la commission : « Veillons les uns sur les autres. »

#### **Une résistance qui se traduit enfin dans ce qui est produit au niveau individuel et collectif**

« Ce qui était fascinant, c'était de retrouver en plein centre-ville la désinhibition qu'on a dans les squats ou en soirées, on retire le masque, on parle d'humain à humain. » (Antoine, membre de Debout éducation populaire)

Cette parole d'un des membres de la commission souligne ce qui s'opère au sein de cet espace éphémère chez les individus, grâce à toutes les dispositions présentées en amont : baisser les masques, montrer son vrai visage. Une forme d'honnêteté intellectuelle qui fait fréquemment défaut dans les débats publics auxquels on assiste, dominés de plus en plus par une langue de bois dans laquelle plus personne ne croit et qui a pour effet d'éloigner du politique un nombre croissant de citoyens. Beaucoup estiment que se libérer des carcans sociaux, parler en toute sincérité, être écouté, fait du bien, soulignant la dimension potentiellement thérapeutique de ce dispositif pour ceux qui y participent.

Un second phénomène fréquemment évoqué par les personnes interrogées est la confrontation à la pensée de l'autre et l'intérêt de découvrir des points de vue différents qui amènent la pensée à évoluer, pas forcément dans le sens que l'on soupçonnait. L'accès au vécu d'autrui, le partage d'expérience, modifie le regard, favorise le pas de côté et permet le décentrement, facilitant ainsi l'émergence d'une pensée complexe en rupture avec la pensée unique et l'approche purement idéologique. L'individu ne se pose plus ici comme un sujet roi isolé, mais comme un être en relation, en lien avec d'autres. Confirmant ce que le Comité invisible<sup>14</sup> affirme, à savoir que « nous ne sommes pas de belles complétudes égotiques, des Moi bien unifiés » et que « les liens entre les êtres ne s'établissent pas d'entité à entité. Tout lien va de fragment d'être à fragment d'être, de fragment d'être à fragment du monde, de fragment du monde à fragment du monde<sup>15</sup> ».

Au-delà de ce qui s'opère au sein de l'espace de la commission, la participation active à Debout éducation populaire a eu fréquemment des répercussions positives dans la vie de ses membres. Ils évoquent souvent une mise (ou remise) en mouvement. Que ça soit pour

13. Interview d'Alain Damasio, 2017, *Papiers, La revue de France Culture*, n° 21, p. 135. En référence à son projet de livre, *Les furtifs*, à paraître début 2018.

14. Collectif auteur de différents ouvrages ayant écrit ici un texte en référence avec l'expérience vécue au sein du cortège de tête (lors des manifestations contre la loi travail au printemps 2016).

15. COMITÉ INVISIBLE, 2017, *Maintenant*, La fabrique éditions, Paris, p. 137.

aller dehors, à la rencontre des gens, ou pour s'engager plus activement dans la lutte contre un monde avec lequel ils étaient en désaccord, ou encore pour mener une vie au quotidien plus en phase avec leurs valeurs. Mais c'est aussi le sentiment d'avoir trouvé une place au sein d'un espace où ils se sentent en accord avec eux-mêmes, avec leurs valeurs qui sont celles que la commission tente de faire vivre chaque semaine depuis le printemps 2016. Comme l'affirme Clarisse, une ancienne membre de la commission: « On participait à un projet de société. »

### **La fabrique d'un tiers-espace dédié à la culture du commun et favorisant l'émergence d'un citoyen du monde**

Cette forme de chantier ouvert, qui se monte et se démonte chaque semaine, favorise la construction de liens entre inconnus, citoyens anonymes, puisqu'il émerge dans l'espace public et se caractérise par le fait d'être coopératif (chacun étant libre d'y participer).

L'expérience vécue au sein de cet espace questionne ainsi la définition que fait Jürgen Habermas de l'espace public, à savoir « la sphère des personnes privées rassemblées en un public [faisant] un usage public du raisonnement<sup>16</sup> ». Car même si les personnes présentes réfléchissent en effet ensemble, on a le sentiment que ce qui s'opère ici relève aussi du sensible et ne peut se réduire à une opération purement rationnelle. L'expérience de l'espace public apparaît davantage comme l'expérience du lien, physique et cérébral, aux autres et au monde, si bien symbolisée par les cordes que l'on noue et qui lui donnent forme. Comme l'écrit Alain Damasio à propos de cette extraordinaire aventure coopérative du Vieil Audon<sup>17</sup>, village à l'abandon en Ardèche à qui des jeunes ont redonné vie grâce à un chantier ouvert depuis les années 1970: « Tout est lié, mais le secret c'est que ces liens délivrent. Toutes les cordes portent, il suffit de les tendre comme on tend une main. »

Le fait d'aborder semaine après semaine des problématiques humaines, environnementales, où l'on prend conscience que chaque problème est lié à un ailleurs, que chaque événement, chaque action, chaque choix de notre part a des répercussions, des conséquences pour d'autres, fait naître ce que l'on pourrait appeler une culture des communs. Culture qui tente de se construire en résistance à la logique néolibérale et individualiste qui empêche justement de comprendre ces liens qui nous unissent tous comme citoyens du monde.

16. Cité par Christian Maurel, 2010, *Éducation populaire et puissance d'agir*, L'Harmattan, Paris.

17. Extrait d'un texte écrit et lu par la compagnie Lez Arts cordés pour les trente ans de l'association Le Mat, septembre 2006, cité en annexe dans *Chantier ouvert au public, Le Vieil Audon, village coopératif*, Béatrice Barras, Éditions Repas, Valence, 2014, p. 191.



# La Chimère citoyenne, espace ouvert à tous, qui ne propose rien et où tout est possible

ÉLISABETH SÉNÉGAS,  
porteuse du projet la Chimère citoyenne

MARIE-FRANÇOISE GONDOL,  
« chimériste », Grenoble

---

La Chimère citoyenne<sup>1</sup> est un tiers-espace qui part du réel, du vécu des personnes. Les tiers-espaces renvoient à des catégories de lieux comme les espaces de coworking, les fablabs, etc. Mais nous ne voulons pas être catégorisés, au sens où nous n'avons rien à proposer et tenons à nous adresser à tous: offrir de l'espace et du temps pour que tout soit possible. L'initiative démarre en 2005, à Voiron, avec l'association Entr'actifs. Cette association est composée de chômeurs, de personnes allocataires des minima sociaux, de personnes en situation de handicap, mais aussi de professionnels de l'accompagnement, de salariés, de chefs d'entreprise, de libraires, de médecins et de retraités. **Notre objectif?** Se connaître, s'entraider, comprendre notre société dans toute sa complexité et, bien sûr, imaginer des solutions. **Son histoire?** Des « aidés » (chômeurs, étudiants, retraités, allocataires des minima, mais aussi chefs d'entreprise) et des « aidants » (cadres, libraires, médecins, chefs d'entreprise, mais aussi chômeurs) qui en ont assez des injonctions et ne veulent rien d'autre que promouvoir la rencontre de l'autre et ne rien imposer – liberté de chacun de dire ou pas ce qu'il a envie, d'entreprendre ou pas... **Ses valeurs?** Le respect de l'autre, l'écoute, la bienveillance et l'entraide, **ainsi que le souci de partir du réel**, de connaître la réalité complexe de ce que vit l'autre pour ne plus subir :

- les injonctions paradoxales vécues par des chômeurs et par des professionnels en charge de l'insertion;
- un système d'accompagnement qui ne fonctionne pas (ou plus). Les dispositifs devenus objectifs pour eux-mêmes, le « remplissage » de groupes pour faire du chiffre;
- une organisation et un fonctionnement qui « enferment » et réduisent l'individu à un statut, une catégorie (chômeur, handicapé, retraité, salarié, etc.).

1. lachimerecitoyenne@gmail.com

Écoutons la voix de Claude, ami allocataire du revenu minimum d'insertion (RMI) et ancien cadre. C'était il y a dix ans et c'est, hélas, plus vrai encore aujourd'hui :

« Lorsque règne le désarroi, il n'y a plus ni désir, ni envie, ni projet, ni but. [...] L'emploi ne peut être un but puisque nous sommes tout simplement devenus incapables d'avoir un but. Relégués à tous points de vue aux marges d'une société, c'est l'indignité et la honte qui nous hantent. Petit à petit, nous nous retrouvons déçus de notre citoyenneté [...] dans l'incapacité de redevenir des individus autonomes.

[...] Des rendez-vous administratifs dans lesquels nous ne sommes plus définis que par la distance qui nous sépare de ce but qui n'est déjà plus le nôtre depuis longtemps.

[...] Il est juste question d'inventer les conditions qui pourraient nous permettre d'avoir de nouveau des perspectives, quelles qu'elles soient, aussi modestes soient-elles. »

Depuis plus de dix ans, c'est ce à quoi nous nous attelons : faire vivre des lieux de rencontre qui ne s'apparentent ni au cadre domestique ni au cadre professionnel. S'y rencontrent des gens que rien ni personne ne mettrait jamais en contact dans le cadre ordinaire de

leurs activités socialement organisées ou désorganisées.



Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas, pour ceux qui ont, de donner à ceux qui n'ont pas. Il s'agit de donner à tous, à ceux qui ont comme à ceux qui n'ont pas, quelque chose qui manque aux uns comme aux autres.

En définitive, de la frustration pour les uns et du découragement pour les autres font que tous se retrouvent pour partager une grande insatisfaction et le même constat critique de la situation. Constat qui nous a amenés à vouloir créer notre propre espace, lieu à inventer/habiter ensemble, sans savoir véritablement ce que nous voulions, mais au moins savions-nous ce que nous ne voulions plus.

Le processus en place à la Chimère repose sur un accueil quasi inconditionnel, un cadre d'accueil et d'échange, un réseau sur le partage des savoirs et des expériences (de vies professionnelle et personnelle), sur l'acceptation de ne pas avoir d'objectifs définis, de faire avec une part d'incertitude, de bricoler nos solutions, et sur la mixité et la diversité des participants. En effet, certains publics ne viennent pas spontanément, alors nous provoquons les rencontres, construisons la relation, patiemment et avec confiance, par exemple avec le Centre des jeunes dirigeants en Isère avec lequel nous avons construit une relation et fini par avoir envie de porter ensemble un projet commun. Même chose avec le Magasin des horizons, Centre national d'art contemporain : un projet s'est construit avec un collectif d'une quinzaine de personnes – chômeurs, allocataires des minima sociaux, chercheurs, retraités, un élu, cadres de la ville, cadres et salariés de Veolia, cadres du magasin.

La réalité de l'expérience humaine c'est, avant tout, la rencontre de l'autre, des possibilités de rencontres indéterminées. Nous sommes très attentifs à ce qu'il y ait une véritable mixité/diversité, quitte à la provoquer. Par exemple en allant rencontrer, tisser des liens avec les « mondes » que nous connaissons le moins, voire ceux envers lesquels nous avons le plus d'*a priori* : les chefs d'entreprise, le monde universitaire, les élus, etc.

Cette rencontre fait partie du processus et de cet espace où la personne et le lien à tisser sont plus importants que son projet, son statut, parfois sa galère ou son savoir... Le processus repose sur une croyance assumée (ou une hypothèse !) : tout humain a des potentiels et est en capacité de réfléchir pour lui-même et avec d'autres.

Les critères de la rencontre sont pour nous : l'intention, la spontanéité, le cadre, l'intérêt pour l'Autre (surtout envers celui qui est différent de moi), la prise de risque, l'acceptation d'un degré d'incertitude, la qualité de la présence, la mise en œuvre d'un pas de côté (de la part de chacun). Les objectifs visés sont la reconnaissance mutuelle, la mise en mouvement, une relation de qualité, c'est-à-dire respectueuse et responsable.

C'est la conscience, la visée de ce que l'on cherche à atteindre, qui se décline dans les actes, les paroles, les orientations dans le réseau... L'intentionnalité n'est pas annoncée, elle est intégrée à la posture d'accueil et d'animation. Mais elle repose sur une vigilance constante, sur une analyse des problématiques et des possibles. L'intentionnalité est un cap qui permet de naviguer entre l'informel et le formel, entre l'individu et le groupe. L'intentionnalité est le moteur du changement, elle intègre la confiance que l'on fait à l'Autre.

La rencontre a favorisé le croisement d'intérêts multiples : intérêt personnel (travail, échanges, etc.), intérêt collectif (associations, entreprises, petits collectifs), une dynamique, un partage d'expériences et de connaissances. Ces espaces-temps de croisement ont favorisé à la fois une construction de communs et une déconstruction des représentations.

La rencontre ne pourrait exister sans un accueil inconditionnel, à partir d'un premier contact physique ou téléphonique ou par mail, avec ou sans demande, principalement par le bouche-à-oreille. L'accueil est donc informel, avec une grande vigilance portée à la qualité de cette première rencontre empathique. Il se veut convivial et chaleureux et se fait, la plupart du temps, avec toutes les personnes présentes à ce moment-là. Il ne s'oppose pas à une véritable rencontre entre l'accueillant et la personne. C'est une rencontre unique et improbable : on ne sait pas où elle va nous mener, la relation va cheminer, se construire, comme tout ce qui se construit à la Chimère, en acceptant de prendre le risque de se faire confiance.

Ainsi nous voulons créer les conditions d'une hospitalité, que la personne s'approprie l'espace : elle est « chez elle », comme chacun de nous, la seule condition étant le respect de l'autre. Il ne s'agit pas de tous s'aimer, mais de se sentir chez soi, accepté et d'accepter l'autre, même celui que nous n'aimons pas, qui est très différent de nous.

À la Chimère, les relations sont horizontales (ce qui ne veut pas dire égalitaires), en revanche les paroles sont à égalité et il n'y en a pas une qui a plus de valeur qu'une autre. Quels que soient son statut, sa vie, sa profession, son parcours ou son handicap... chacun est autorisé, invité à prendre place et la parole. La personne est accueillie pour ce qu'elle est, là où elle en est.

Ce que nous voulons instaurer, c'est un principe de « paritarisme égalitaire » : chacun est « côte à côte » pour agir ensemble. La personne accueillante a une posture complexe et à multifacette, une posture tierce de facilitateur, de réflexion et d'actions basée sur des capacités d'anticipation, sur de l'intérêt pour la mise en mouvement, pour l'engagement. C'est la prise de conscience que dans cet accompagnement s'exerce un certain pouvoir (le fait de connaître tout le monde et tout ce qui se passe...). Ce pouvoir est rééquilibré par des capacités à s'effacer pour laisser la place à l'Autre, à avoir une écoute non jugeante, à être capteur d'idées, de problématiques. C'est une qualité de présence qui admet ses faiblesses et ignorances, qui se donne le droit d'être elle-même, qui fait confiance, qui est en recherche constante d'équilibre. Ces conditions, à travers une empathie, une mise en lien, garantissent une éthique en correspondance avec la charte du lieu.

**Sarah, 55 ans**, a entendu parler de la Chimère et décide un jour de passer boire un café accompagnée de deux amis. Tous trois allocataires du RSA souhaitent créer leur propre association et emprunter le caméscope de la Chimère... Elle repassera plusieurs fois seule, parlera de sa passion pour la peinture et l'écriture, donnera à lire des extraits d'une fiction. Nous lui proposons la mise en lien avec un éditeur retraité qui publiera son livre. Nous organiserons

une soirée buffet avec lectures d'extraits puis discussion avec Sarah et son éditeur. Elle y vendra son livre et en dédicacera vingt-cinq exemplaires; sa famille (qui la percevait depuis toujours comme en échec) sera présente et fière.

**Marie, 70 ans**, habite le quartier, passe régulièrement devant notre local. Nous nous disons bonjour pendant un an, puis elle ose entrer cinq minutes. Passera toutes les semaines boire un café et finira par oser demander si elle peut avoir la clé pour un anniversaire avec ses petits enfants, elle a un studio et n'a jamais pu les inviter. Elle organisera un repas de famille un samedi.

## **Une structuration à partir d'une pratique du temps et de l'espace**

L'espace et le temps ne sont pas dépendants d'une logique financière, ils font partie des ressources premières, celles qui permettent de construire une culture. Les deux sont liés, l'espace et le temps ne peuvent exister l'un sans l'autre. L'espace-temps ouvert par le fait d'avoir notre propre lieu n'est plus l'espace qu'on assigne, il cesse d'être celui que l'on convoque, où l'on se soumet aux injonctions, mais celui qu'on a constitué en tant qu'égaux. Il est « notre » lieu, notre « chez-nous », pensé selon les envies/besoins du collectif, indépendant et autonome, ouvert six jours sur sept en centre-ville.

C'est d'abord un cadre souple : chacun est responsable du lieu et de sa parole, adaptation et spontanéité, formel/informel (chacun utilise son expérience, ses erreurs et incompétences). Il s'agit de se sentir concerné par l'Autre, le projet n'est pas un objectif en soi, mais ce qui met en mouvement permet les changements.

Ce cadre souple permet de bâtir à partir d'un espace qui s'invente et se crée, qui produit du sens ; qui favorise des repères, des habitudes, une appropriation ; qui fait passerelle entre l'individu, le politique, les institutions ; qui favorise les débats, parfois les conflits. Bref, il s'agit de concevoir un lieu vivant où on s'expose et où on existe. Le temps est une ressource pour construire une culture et du commun.

La Chimère a fonctionné deux ans dans un lieu loué avec un espace café-bouquins. Depuis six mois, la Chimère continue à vivre sans lieu, « hors les murs ». Première surprise, l'espace continue à durer (pour l'instant) en dehors du lieu physique. Des rencontres, des ateliers, des rendez-vous se poursuivent dans l'espace public et dans des cafés. Ce sont parfois des personnes et des lieux qui nous invitent à venir, comme l'atelier sur le « bien vivre », et parfois c'est nous qui allons à la quête de lieux, comme pour les trois ateliers de bioéthique que nous avons créés à la demande du vice-président de l'espace régional d'éthique. Mais que nous ayons notre espace ou pas, que nous soyons les initiateurs ou pas, c'est toujours au départ une demande, une envie ou une proposition qui émane d'une personne ou d'un collectif, et non de la Chimère, à l'exception de ce travail de recherche et de compréhension de notre action pour lequel nous avons fait appel à Hugues Bazin. Cela nous a permis de comprendre que la question des tiers-espaces n'est pas seulement une question de local, mais aussi d'espace imaginaire. Espace imaginaire toujours en mouvement et qui favorise un ancrage dans le lien. Ces éléments restent à évaluer dans la durée, notamment sur le volet du renouvellement des personnes.

Nous tenons à ce que l'organisation puisse faire avec l'imprévu ou l'incertitude un mouvement en permanence où les choses vivent. Dans ce rapport de l'individu au collectif, du formel à l'informel, les personnes viennent, disparaissent, réapparaissent.

Ainsi les paroles peuvent être informelles – autour d'un café, d'un apéro, à bâtons rompus – ou formelles dans un entretien planifié ou collectives sur un thème à l'exemple de l'organisation de débats avec experts sur le sujet, des échanges et des comptes rendus. Il



y a toujours la nécessité d'un accompagnement permanent pour passer de l'informel au formel, pour favoriser les implications, le portage. Ces paroles font sens et participent d'une pensée critique, d'une émancipation.

Il n'y a plus dans l'accompagnement cette assignation « de chaque côté du guichet », il s'agit de repenser l'espace qui nous sépare et qui nous unit, d'en faire l'enjeu de notre émancipation. « Ce qui se joue dans le lien entre les individus n'est pas uniquement l'affaire du vivre-ensemble. Le lien humain attachant les uns aux autres peut devenir un lien politique à partir du moment où plusieurs individus singuliers décident de tordre l'espace qui les sépare. » (Hugues Bazin).

L'émancipation passe par la possibilité de se penser soi-même et d'être disponible à la rencontre: apprendre à réfléchir, à mesurer que l'on peut quelque chose, que la critique peut être constructive... Parce qu'on chemine, on continue d'apprendre tous les jours, et cela nous porte, cela nous fait évoluer, avancer, personnellement et individuellement. Nous sommes vivants.

La conscientisation est sur les plans individuel et collectif. L'espace créé favorise les conditions d'une mise à distance réflexive permettant une analyse critique des rapports sociaux.

Au fil du temps, nous pouvons constater des prises de parole, des reprises d'emploi ou de formation, une représentation plus collective. Nous pourrions peut-être parler de « boucles de réussite », car les changements ne sont pas linéaires.

La Chimère a permis de relier, grâce à l'espace et au temps, ces processus, à les faire se croiser tout en respectant la diversité.

#### **Léa et Aïcha, 33 et 35 ans**

Léa s'est lancée comme animatrice d'ateliers artistiques. Aïcha est ingénieure au chômage suite à un burn out; elle souhaite lancer son affaire de fabrication de cosmétiques bio. Les deux pourront utiliser notre local en plein centre-ville pendant six mois, une demi-journée par semaine pour tester, valider, démarrer leur activité avant de louer leur propre local commercial. La première arrêtera très vite (invalide son projet), découvrira qu'elle n'est pas prête et qu'il est particulièrement difficile de se constituer une clientèle. La seconde a démarré et créé son site (valide son projet).

**Thomas, Mohammed et Annie** râlent régulièrement après les élus du département qui ont souhaité mettre en place « la réciprocité » dans le cadre du contrat d'insertion. Beaucoup y voient la menace d'heures obligatoires, non rémunérées, à « donner » aux associations en échange du revenu de solidarité active (RSA). Proposition est faite d'inviter l'élue chargée de l'insertion pour venir expliquer ce qu'elle entend par « réciprocité ». Elle accepte de participer à une rencontre café informelle et ouverte à tous, animée par un chercheur. Les suites de cette rencontre? Une dizaine de personnes, allocataires et non-allocataires, décident de travailler à la création d'un jeu de l'oie du RSA avec l'ambition d'inviter les élus à un petit déjeuner ludique afin qu'ils découvrent et comprennent ce que veut dire vivre avec le RSA. Ils décident aussi la création d'une tontine pour s'entraider en urgence et faire face aux dysfonctionnements récurrents dans les versements des allocations.

## **Tiers-paysage d'un territoire**

Un local permet l'identification dans l'espace et dans le réseau. Il matérialise un passage et favorise une lisibilité. Son emplacement et son côté chaleureux font partie intégrante des conditions d'accueil et de mixité.

Le tiers-espace dans le sens de « tiers-paysage » est une notion empruntée à Gilles Clément, c'est l'idée d'une part d'espace non aménagé: moins d'institutions, moins de procédures et

de processus. Le projet devient prise de risque en commun, il se coconstruit avec un réseau porteur de compétences, d'intérêts et d'envies. C'est un lieu qui échappe à l'emprise fonctionnelle du projet et qui permet d'autant mieux de développer des formes écosystémiques qui s'opposent donc à l'ingénierie de projets, dans le sens où ce ne sont pas des compétences qui sont mobilisées pour confirmer un dispositif et le statut de l'opérateur mais le croisement des parcours et des savoirs. À la différence de la logique de projet qui définit une finalité, ici il s'agit d'accepter le principe de l'incertitude et de l'aléatoire.

Hugues Bazin parle de la déprise qui n'est pas un désengagement, mais un lâcher-prise où nous ne sommes plus dirigés par la logique technicienne de projets; nous prenons justement l'espace-temps nécessaire pour imaginer la vie autrement. La déprise est donc une manière de reprendre prise sur le cours de sa vie.

Nous n'avons pas d'attitude de rejet vis-à-vis des acteurs institutionnels ni même un refus de collaborer, au contraire, notre raison d'être est de nous adresser, de parler à tous (sans perdre pour autant notre cap). Si nous refusons de nous positionner sur les appels d'offres classiques, nous ne sommes pas pour autant en opposition au système, nous voulons être complémentaires, nous sommes un « tiers médian » et nous n'avons de cesse d'interpeller, d'inviter les élus et les institutions.

**Matthieu, 45 ans**, rêve d'un jardin partagé. Il a participé à la création d'un jardin en tant qu'allocataire du RSA, mais se dit insatisfait. Nous l'aiderons à créer sa propre association, les Jardins de la cascade, avec deux architectes paysagistes, propriétaires d'un terrain labellisé et qui souhaitent faire pousser des essences rares mais qui ont besoin d'aide en échange de partage du terrain. Nous les mettrons en lien avec la commune et la communauté de communes.

#### **Une organisation qui ne se base pas sur le « projet »**

Le projet n'est pas un objectif en soi, ce qui compte, c'est l'envie de rebondir, d'avancer, de cheminer ensemble, de faire avec la réalité complexe, voire d'accepter que le résultat ne soit pas celui attendu. Ce qui compte, ce n'est pas tant le résultat que le cheminement. Celui-ci mène toujours quelque part, même si ce n'est pas là où on pensait.

C'est volontairement, de façon réfléchie et assumée, que nous avons dissocié l'association Dialogues, support juridique, administratif et financier, de notre espace appelé la « **Chimère citoyenne** ». L'association a été créée spécifiquement pour porter ce projet expérimental d'innovation sociale. Ce que visait avant tout le petit collectif des membres de Dialogues, c'est la mise en œuvre et en mouvement de l'espace et des personnes. Avec cependant l'ambition de réfléchir et de mettre en place une gouvernance différente, plus démocratique, avec plus de participation plus de débats... Un comité de gouvernance s'est réuni chaque trimestre, avec un animateur pour animer et réguler les échanges et les débats. Les décisions étant prises par l'association.

Ce qui nous importe, c'est notre liberté: nous avons besoin d'argent, mais pas au prix de devenir un dispositif ou de répondre à un appel d'offres. C'est une sorte d'équilibre, essentiel, à tenir. L'enjeu est de rester vivant, en permanence, donc d'accepter de ne pas tout maîtriser, de ne pas savoir où l'on va vraiment mais d'y aller tout de même... de faire avec l'incertitude, l'inconnu, de permettre de s'inventer, de réinventer sans cesse.

Le cadre proposé à la Chimère détonne par rapport aux lieux institutionnels et, dès la porte poussée, quelque chose se passe. Je peux venir, même si je n'ai rien à demander, même si je n'ai pas de projet, même si je suis mal... Pas besoin de rendez-vous, de montrer « patte blanche » ou d'expliquer une partie de sa vie.

Ce lieu, cet espace, n'entre pas aujourd'hui dans les systèmes institutionnels organisés. Si nous tentons de faire venir à la Chimère les institutions (pour un débat, une conférence), il reste difficile de faire « bouger » les institutions et leurs représentants. Cette étape de transmission et de défi commun est en chantier à la Chimère : comment proposer des groupes d'échange et de partage d'expériences avec des équipes professionnelles (travailleurs sociaux, secrétaires, chargés d'insertion, chargés d'accueil, etc.) qui sont en poste dans diverses institutions ? L'idée est de faire une proposition concrète en partant des pratiques, pour aider à déconstruire des modes de faire et des organisations bloquantes pour la rencontre.

Le **réseau** de la Chimère, et plus particulièrement celui qu'elle a construit, qu'elle entretient, est très important – tout comme le temps et l'énergie qu'elle lui consacre : réseau d'acteurs composé de personnes physiques et morales, publiques et privées, réseau local et plus global qui a une place essentielle et indispensable dans tout ce qui se vit à la Chimère.

Ce réseau est interne et externe. Il se base sur un travail en relations horizontales, sur des personnes engagées à partir de leurs expériences de vie, sur la réciprocité. Il nécessite d'entretenir régulièrement les relations dans une certaine neutralité, des interactions en continu, une façon de penser la recherche de solutions. C'est un espace de relations qui s'enrichit au quotidien à partir du partage du réel, d'une réalité, d'une intimité :

## EXEMPLES DE RENCONTRES IMPROBABLES

### **Le Centre des jeunes dirigeants en Isère/la Chimère**

Une soirée pour provoquer des rencontres improbables : l'invitation de Michel Hervé, président fondateur du groupe Hervé, 2 800 salariés, auteur d'un livre sur la gouvernance transversale. Le thème nous permettra de tisser des liens avec le Centre des jeunes dirigeants en Isère avec qui nous coorganisons la soirée et qui permettra de mixer chefs d'entreprise/chômeurs/élus/institutions... C'est au moment de l'apéritif que nous mettrons en contact jeunes dirigeants et chômeurs (expérimentés et très compétents). Ils souhaiteront se revoir pour réfléchir ensemble à leurs besoins respectifs. Nous organiserons par la suite des rencontres, sans nous substituer aux institutions, au contraire, en les invitant à participer. Le vice-président à l'économie de Grenoble-Alpes Métropole sera présent.

### **L'université/la Chimère**

Un universitaire (en art et littérature), Yves Citton, auteur de *Pour une écologie de l'attention*<sup>1</sup> et de *Médiarchie*<sup>2</sup>, déjà en lien avec la Chimère, propose d'ouvrir son séminaire « Les arts de l'attention » à tous : celui-ci se déroulera à la Chimère, un soir par semaine pendant trois mois. Une trentaine de personnes participeront en moyenne chaque semaine au séminaire qui se renouvellera l'année suivante. Il se poursuit actuellement dans différents lieux, porté par des doctorants et quelques étudiants.

### **Entreprise/collectivité/centre d'art/association**

Le 19 septembre 2017, des salariés de Veolia, la ville de Grenoble, le Centre national d'art et de culture, le Magasin des horizons et la Chimère citoyenne ont préparé ensemble et durant plusieurs mois une rencontre sur le thème de la confiance. Deux cents personnes y ont participé. Exercice difficile et périlleux mais qui a, en tout cas, permis de tisser des liens et de donner l'envie de poursuivre une collaboration.

1. CITTON Y., 2014, *Pour une écologie de l'attention*, coll. « La couleur des idées », Seuil, Paris.

2. CITTON Y., 2017, *Médiarchie*, coll. « La couleur des idées », Seuil, Paris.

## Perspectives

Depuis treize ans nous cheminons, bricolons et les résultats quotidiens nous prouvent depuis des années que ça fonctionne.

**Une réflexion et un travail sont en cours**, ils concernent la suite à donner à cette expérience: après une période « sans domicile fixe », choix assumé pour tenir notre cap et ne pas dépendre de subventions d'insertion nous contraignant à être un dispositif, la Chimère citoyenne se transforme en café d'économie sociale solidaire et ouvrira ses portes le 1<sup>er</sup> octobre 2018, dans le centre-ville de Grenoble. Chacun pourra être client mais aussi adhérer à l'association qui sera ouverte à tous.

Le café sera géré par l'association, avec un salarié aidé au démarrage par une équipe de bénévoles. Nous avons compris la part importante de l'informel et quoi de plus informel qu'un café, que de pouvoir pousser la porte sans motif, quand et comme on veut? Être parfois dans des échanges intimes et aussi sur des temps d'échanges formalisés: il s'agit de faire avec les deux, de ne pas les opposer.

Si nous ne voulons plus dépendre de subventions venant des collectivités pour du public en insertion (avec des résultats quantitatifs qui souvent manquent de sens), nous avons néanmoins comme toutes les associations un problème récurrent de manque de moyens pour démarrer notre café associatif. Heureusement, nous avons reçu le soutien de la fondation Veolia, de la fondation AG2R La Mondiale et de la ville de Grenoble. La différence? Elles nous accordent une aide à l'investissement avec une attente de résultats, bien sûr, mais de résultats **qualitatifs** et non quantitatifs: des vidéos, des rencontres et événements, où tous ces mondes peuvent se rencontrer et discuter. Tout comme le travail que nous avons fait avec le Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA), la Maison des sciences de l'homme (MSH) Paris-Nord et l'INJEP. Et notre obsession est de parvenir à l'indépendance financière avec l'ouverture de ce « Chimère Café », le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Un enjeu majeur pour demain sera aussi de travailler avec les élus et les institutions en coresponsabilité pour inventer les solutions aux multiples problèmes que nous vivons. Notre Chimère? Des institutions qui accepteraient de prendre soin d'espaces tiers sans chercher à les maîtriser...

# Des tiers-espaces d'émancipation par l'action

CHRISTOPHE GIROGUY,  
association la ManuFabriK

LE COLLECTIF DES UTOPIEN·NE·S DU QUARTIER DE L'ARIANE À NICE

---

## Introduction

Depuis 2015, l'association la ManuFabriK ouvre des tiers-espaces dans le quartier de l'Ariane pour aller vers les habitants, pour partager, se (re)connaître et faire ensemble ! Ces espaces permettent de se rencontrer puis, au bout de quelque temps, de concentrer les motivations et les idées. Très rapidement, beaucoup d'habitants se sont retrouvés, se sont sentis acceptés, reconnus et concernés par des dynamiques de projets. Selon Radhuia, une de ces habitantes : « Dans les immeubles et devant l'école, on ne se connaît pas... c'est bonjour, bonsoir ! » Chaque tiers-espace est unique et offre un contexte de diversité de rencontres, souvent improbables, dans des formes collectives d'interdépendance. Inspirée de formes existantes dans l'éducation populaire et dans l'économie solidaire, notre action s'expérimente et se crée « chemin faisant » dans l'altérité, sans copier de modèles.

Nous pensons que c'est ici, dans un quartier populaire grand comme un village de plus de 12 000 habitants, que nous pouvons créer de nouvelles formes d'alternatives en sortant des schémas de gouvernance totalement verticaux et totalement horizontaux. Dans le quartier de l'Ariane, plus de 75 cultures différentes se croisent et semblent cohabiter dans un cloisonnement culturel navrant. Depuis la rénovation urbaine commencée en 2012, deux grands ensembles ont été démolis et une partie des habitants relogés en dehors du quartier. Comme effets collatéraux, des liens de voisinage solides ont été détruits et une mémoire du quartier ensevelie sous les gravats. D'autres immeubles ont droit à la résidentialisation<sup>1</sup> et à la réhabilitation. Certains habitants pensent qu'il s'agit simplement de mettre de la couleur sur la grisaille délabrée tout en augmentant les charges, notamment avec les travaux d'isolation thermique dont ils ne comprennent pas réellement les effets. Beaucoup d'espaces publics et un grand ensemble appelé le Saint-Joseph sont en attente d'une prochaine phase de rénovation urbaine : il s'agira, cette fois-ci, que les habitants aient le droit non seulement

1. La résidentialisation est un type d'opération de rénovation urbaine apparue en France au début des années 1990. Elle est généralement vue comme une amélioration du cadre de vie des quartiers d'habitat social.

à la parole mais surtout à la codécision, car ce sont eux qui y vivent au quotidien : le savoir d'usage doit être reconnu et faire sa place dans l'institution technique et politique.

Nous partons de l'hypothèse que la première des actions est de créer les conditions du décroisement des habitants et des cultures. Les tiers-espaces nous apparaissent comme un excellent moyen de susciter la surprise, la rencontre et l'interconnaissance qui pourront conduire à la construction de « communs<sup>2</sup> de voisinage ».

Selon Hugues Bazin, « le tiers-espace est à la fois une réalité de l'expérience humaine et un dispositif opératoire. Le tiers-espace offre une grille de lecture pour comprendre les mouvements émergents. Trois figures du tiers-espace seront décrites : le contre-espace pour sa dimension sociopolitique, le tiers-paysage pour sa dimension écologique et écosystémique, le tiers-lieu pour sa dimension d'autofabrication économique et culturelle<sup>3</sup> ». C'est un espace autre, à côté des espaces institués, qui permet de faire un pas de côté pour inventer ou expérimenter des alternatives dans une logique de transformation sociale.

Dans notre activité quotidienne, les tiers-espaces prennent différentes formes.

#### Contre-espace

Chaque mardi et vendredi matin, lors du marché, nous transformons une petite place, souvent pleine de débris et aux jardinières sèches et délaissées, en espace de rencontre convivial où fusent discussions et rigolades. Une table est posée avec des informations, des questionnaires, de la lecture, du café, du thé, des gâteaux... Les projets en cours s'écrivent sur des papiers de couleur et s'affichent sur des fils pour susciter la discussion. Le marché est l'un des rares lieux de convivialité où se regroupe la population. Cependant, celle-ci n'a pas d'autres lieux où se poser en dehors de ce contre-espace. Jeunes, seniors, enfants et diverses cultures se rencontrent, apprennent à se connaître et apprennent les uns des autres. Nicole témoigne : « Cet espace m'a permis de discuter avec un jeune homme sur lequel j'avais beaucoup d'a priori et, maintenant, on fait des choses ensemble ! » À des moments ponctuels, des activités spéciales sont programmées avec d'autres structures : atelier scientifique des Petits Débrouillards ou atelier Fabrique ton jus avec le vélo-mixeur de l'association le Cyclotrope. Dans les jardinières abandonnées, un petit groupe d'habitants a constitué un collectif informel : Incroyables Comestibles. Depuis peu, le conseil citoyen du quartier tient un stand dans le contre-espace du marché pour aller vers les habitants. L'ouverture de contre-espaces se fait aussi en pied d'immeuble afin de réunir les locataires et les passants pour discuter et s'organiser.

#### Tiers lieu nomade : les actions du Groupe habitants Ariane propreté

Le Groupe habitants Ariane propreté (GHAP) est né en 2015 de balades dans le quartier pour changer de posture et de regard. Il s'agissait de faire une marche exploratoire sur le thème de la propreté. Depuis, plusieurs actions sont nées : grands nettoyages, cartographies, interpellation des institutions, jeux de sensibilisation pour les enfants, art de rue avec la « femme canettes » (son costume est fabriqué avec des canettes ramassées dans les rues et porté lors d'un carnaval et d'autres événements du quartier), repérage des seringues usagées et formation sur leur ramassage et leur recyclage. Depuis sa création, le groupe a organisé plus de dix actions de nettoyage dans les rues, les terrains vagues, les bords de la

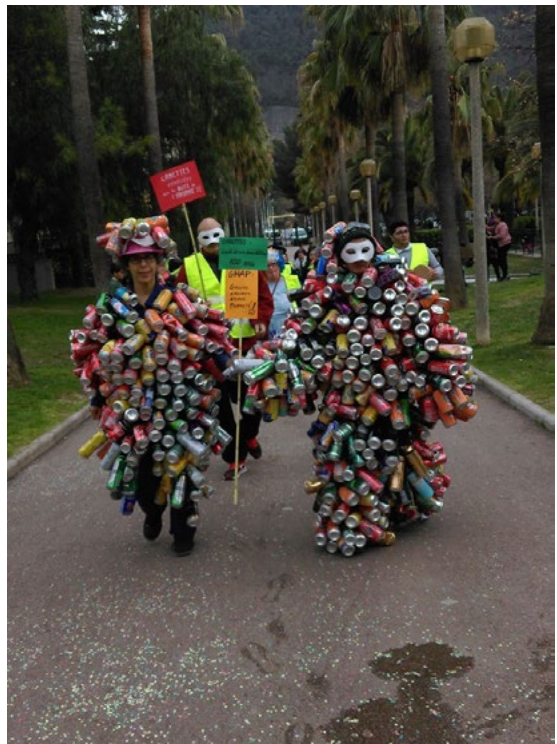
2. Un commun est une ressource partagée, gérée et maintenue collectivement par une communauté ; celle-ci établit des règles dans le but de préserver et de pérenniser cette ressource tout en fournissant à tous la possibilité et le droit de l'utiliser.

3. BAZIN H., 2015, « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*, décembre (<http://revues.mshparisnord.org/filigrane/index.php?id=717>).

rivière – souvent avec le soutien des médias locaux et des associations du quartier. Après deux ans d'existence, le groupe doit se poser et réfléchir à ses perspectives et à ses liens avec les services institutionnels et avec les élus. Ce questionnement a émergé à l'occasion de l'anniversaire du GHAP, le 4 juillet 2017. Pas toujours facile d'avoir le sentiment de faire à la place des responsables municipaux, pas toujours facile de constater que les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes !

### Tiers-paysages

Le GHAP a passé une convention avec la mairie pour l'exploitation de deux espaces délaissés qu'il a nettoyés : la PANPA (jardin partagé en permaculture) et Les 4 Sources (jardin d'agrément avec ateliers réemploi et parentalité) sont nés. Les habitants se sont réappropriés ces espaces nauséabonds (plus d'une tonne de déchets a été sortie de ces terrains). L'un des lieux est clôturé, l'autre reste ouvert : deux expériences différentes et complémentaires qui permettront, à moyen terme, d'analyser les forces et les faiblesses des dynamiques mises en place.



*Équipe de « femmes canettes » lors du festival de l'Ariane.*

### L'art social

L'art, pour nous, est par définition social, mais il est utile d'utiliser ce pléonasme tant l'art s'éloigne du peuple. Ce que nous appelons l'art social est l'art fait par des non-experts et qui rapporte la parole de situations vécues. Nous avons accompagné neuf créations de théâtre-forum (éducation, non-violence, résilience, racisme, discrimination, le rôle du père, le regard des autres), trois embellissements d'écoles et de nombreux ateliers créatifs (aquarelle, arts plastiques, dessins).

Une partie de l'implication dans les tiers-espaces a abouti à des formes d'actions collectives. Le besoin d'un lieu ressource s'est fait ressentir pour travailler au calme et réfléchir. Mais pas n'importe quel lieu. Les habitant-e-s ont voulu un lieu neutre (n'appartenant ni à la mairie, ni au centre communal d'action sociale [CCAS], ni à la métropole Nice-Côte d'azur [NCA]); un lieu qui leur appartient et qu'ils autogèrent. Ainsi le local l'Utopie est-il né !

### Tiers-lieu : l'Utopie

L'Utopie s'est d'abord affichée comme un tiers-lieu ne comprenant pas que du numérique. L'Utopie est riche d'expériences, de conflits, de joies, de partages improbables et d'une envie d'agir pour des lendemains définitivement meilleurs.

Comme postulat, nous nous posons plusieurs questions : comment ne pas reproduire les logiques de pouvoir ? Quelle forme de gouvernance sommes-nous en train de créer ? Est-ce

que l'on crée de l'économie populaire? Si oui, comment et sous quelle(s) forme(s) produire de l'économie qui sert au territoire?

## **Intelligence sociale, dimension de l'accueil et de l'écoute**

### **Comment se fabrique du collectif pour répondre aux besoins?**

L'association la ManuFabrik a commencé dans le quartier de l'Ariane par des actions d'éducation populaire pour créer du débat (porteur de paroles sur le marché, théâtre-forum, atelier Dessine ton quartier, etc.)

#### **Le théâtre-forum, tiers-espace éphémère et libérateur**

À la différence du théâtre classique, le théâtre-forum implique la participation directe du public sur scène où « on joue des faits de société ». Créé par le Brésilien Augusto Boal dans les années 1960, il s'agit de proposer des saynètes de quelques minutes illustrant une oppression. Puis la saynète est rejouée et le joker (l'animateur de séance) invite le public à monter sur scène pour proposer des solutions. Selon Fabrice, cela permet de se libérer de ce qu'on a sur le cœur et dans la tête. C'est une sorte de « thérapie » individuelle qui devient collective et sociale dans la recherche de solutions aux problématiques. Nous créons un « espace » dans une salle de réunion classique, sur la place publique, dans un café, et cet « espace » devient le théâtre de la libération par l'action. Nous avons pu réunir différents publics et, comme le précise Mounia, travailleuse sociale : « C'était le prétexte de rencontrer des gens que l'on ne connaissait pas... ceux qui habitent et travaillent de l'autre côté du pont. » Les rencontres peuvent créer des tensions et des conflits, et c'est tout l'enjeu du théâtre de les gérer!

Depuis 2012, Mme X. fait du théâtre-forum :

« Mon mari et mes enfants le savent depuis peu, mais pas le reste de ma famille, car cela fait mauvais genre... Ils ne comprendraient pas à cause des regards et des jugements du reste de la communauté! Le théâtre-forum m'a permis d'exprimer collectivement ce que je ne pourrais jamais, malheureusement, exprimer à mes parents par peur de leur faire de la peine. Le théâtre m'a fait grandir, il m'a permis de prendre confiance en moi, d'apprendre à m'exprimer... de devenir moi! »

Du « devenir moi » au « devenir nous », il n'y a qu'un pas que le théâtre-forum permet de franchir tant dans l'écriture que dans les représentations. Les sujets abordés lors des séances se rediscutent dans la rue, dans des réunions, autour d'un verre. Le passage d'une problématique individuelle à un enjeu collectif semble lever le voile des tabous et devient un fait social sur lequel il est possible d'agir pour répondre aux besoins quotidiens. Des groupes d'habitant-e-s ou le conseil citoyen peuvent reprendre le sujet, y porter une analyse chiffrée et s'auto-organiser ou interpeller les collectivités.

#### **Le local de l'Utopie : laboratoire citoyen**

L'Utopie est un local de cinquante mètres carrés ouvert sur le quartier par l'association la ManuFabrik pour les habitants et certains d'entre eux ont les clés, ouvrent, ferment et gèrent le lieu. « Il nous faut un lieu neutre pour nous réunir si vous voulez que l'on participe car, si on fait des réunions à la mairie ou à la Maison des projets, on ne se sent pas libres », témoigne Faouzi, 23 ans, lors d'une réunion publique organisée par la métropole NCA sur le thème de la participation des habitants.

Les recherches et les visites de locaux, entre mars et avril 2016, les travaux et l'aménagement (octobre 2016) ont été effectués par des habitants. Enfin, le jeudi 27 octobre 2016,



L'Utopie a officiellement ouvert. Ici, pas d'animateurs, pas de bénévoles : juste des habitants acteurs et l'association la ManuFabrik qui porte juridiquement l'activité et facilite l'organisation des groupes.

### Faire collectif

« Ici, je me suis senti à l'aise et comme chez moi. Comme si les personnes de l'Utopie étaient ma propre famille », commence par dire Fabrice, 50 ans, et il précise : « Ailleurs, je me suis toujours senti agressé. » « Ici, c'est un lieu de rencontre où l'on peut trouver des solutions à ses problèmes dans la convivialité », continue Jeannot, 73 ans. « Créer l'Utopie, ça s'est fait vite, car les relations se sont faites facilement », raconte Jean-Michel, 50 ans, en soulignant qu'« ici, chacun prend soin des uns et des autres ».

Cette idée de trouver une famille est partagée par de nombreux habitants. Mme H., 50 ans, est nouvelle dans le quartier, elle a eu connaissance du tiers-lieu par sa voisine : « L'Utopie m'a servi de thérapie et, comme je suis très isolée, j'y ai trouvé une famille ; j'y ai rencontré des personnes que je n'aurai jamais rencontrées ailleurs ! » Pour sa petite-fille de 5 ans, passer à l'Utopie après l'école est un besoin. Elle y passe du temps avec M. Jean qui lui apprend à lire l'heure mais, au-delà de cette activité, elle l'estime beaucoup... comme un grand-père.

La langue de bois invite à mettre en place des actions intergénérationnelles pour un « mieux vivre-ensemble », mais cela ne se décide pas. Notre intention est plus humble : ne pas répondre à des objectifs stratégiques pour atteindre des finalités concrètes, mais simplement créer l'espace et laisser les liens se faire, se défaire, se transformer pour créer l'imaginaire de demain ! La sociologie de la famille, ainsi que les relations entre ses membres, a une histoire et une géographie. À l'Utopie, l'histoire de la famille se construit au quotidien et chaque habitant écrit l'histoire par rapport à son vécu. En ce qui concerne la géographie, c'est à la fois celle du territoire vécu, le quartier de l'Ariane, mais aussi celle du territoire ancestral (Congo, Afrique du Nord, Comores ainsi que la Bourgogne ou la Bretagne).

À la place du concept de « famille », nous préférons celui de « voisinage » développé par le collectif p.m. : « Nous faisons une proposition concrète, tournée vers l'action, à savoir **la notion de voisinage en tant que module le plus petit d'une économie et d'un mode de vie fondés sur les communs**<sup>4</sup> ». Pour des raisons écologiques et sociales, le voisinage représente une communauté de subsistance, d'entraide et de coopération qui peut répondre à la question : comment réduire la taille des communautés urbaines pour arriver à une dimension humaine et gérable de la démocratie ? Faire collectif pour faire des communs ou faire des communs pour faire collectif ? La réponse est dans un aller-retour entre les deux.

### Faire démocratie ensemble

« Moi, j'ai construit ce local », précisent Eugène et aussi Jeannot, « il y a une soixantaine d'années de cela ». Et, aujourd'hui, les apprentis ouvriers d'hier reprennent possession du lieu après que celui-ci a abrité successivement un entrepôt, une auto-école et une entreprise de mobylettes.

« Depuis que je fréquente ce lieu, ça m'a été salutaire : j'ai appris beaucoup de choses, rencontré beaucoup de gens de différents endroits du quartier et je me suis fait des copines et des copains », témoigne Nadège, jeune retraitée. Jackie ajoute avec enthousiasme : « L'Utopie, c'est le bon nom, ça veut dire plein de choses, ça veut dire que tout y est possible et c'est la diversité en tout, culturelle, âges, activités. » Jean-Michel, nouveau venu dans le quartier, précise : « Je veux m'investir dans le quartier et je m'épanouis pleinement via l'association. »

4. P. M., 2014, *Voisinage & Communs*, Éditions de l'éclat, Paris.

Alors que la novlangue s'est réapproprié le sens des mots, il est important de s'écrire soi-même, de nommer son action pour qu'elle soit reconnue et légitime. Ainsi, l'habitant-acteur devient habitant-chercheur à travers cet article collectif. Le lieu est qualifié par ses acteurs de laboratoire-citoyen. C'est ici, à l'Utopie, que les groupes d'habitants se réunissent, se croisent, s'investissent et s'organisent pour tenter de répondre à certains besoins du quartier.

Une bibliothèque alternative est à disposition pour ouvrir de nouveaux espaces intellectuels ainsi que des ordinateurs pour, notamment, aller visiter ce qui se passe ailleurs. À l'Utopie, les habitants construisent une culture commune et une culture des communs à partir d'une diversité de personnes qui créent de la richesse dans un écosystème hybride. Il s'agit de revoir la notion structurelle de « compétence », car celle-ci n'est plus seulement individuelle mais collective. C'est une capacité de mettre en œuvre individuellement sa ressource propre pour le commun qui s'exprime dans la bienveillance, dans l'égalité et dans l'intelligence collective. C'est une forme de lutte puisque cela transforme les habitudes, bouscule les mentalités et les représentations !

#### **Comment le territoire se redéfinit par la pratique de ces espaces ?**

À partir des croisements et du décloisonnement, le territoire devient reflet de l'expérience collective et non plus de l'assignation technocratique et architecturale. Le quartier se redessine par des actions citoyennes : plantation de légumes et de fleurs, action de nettoyage, déplacement de points d'apport volontaire de tri sélectif, redéploiement des corbeilles de rue, installation de poubelles sur la promenade du Paillon, travail avec les institutions et bailleurs pour l'entrée ou la sortie des conteneurs, embellissement de trois écoles primaires par des parents, projet de création d'une fresque sur un mur en béton brut, transformation de deux espaces délaissés en jardins... Cet inventaire à la Prévert pourrait continuer. Le quartier se transforme par la pratique des espaces. Des espaces qui pourraient avec le temps devenir des communautés de voisinage coopérant les unes avec les autres pour s'approprier le territoire. Nous verrons dans la dernière partie de ce texte que cette transformation du quartier est un enjeu de subversion, une déstabilisation des rapports au politique et des rapports à l'organisation sociale, car nous voulons « jouir ensemble plutôt que de renoncer individuellement!<sup>5</sup> »

Ainsi il est possible de redéfinir le territoire à partir de la pratique des tiers-espaces, mais aussi à partir de la pratique du territoire lui-même. En effet, une des méthodes pour susciter les initiatives et actions est la marche exploratoire : arpenter l'espace public pour analyser ses forces, ses faiblesses et ses points d'amélioration, arpenter l'espace public avec les anciens pour apprendre l'histoire du quartier. Après ces marches exploratoires, les habitants travaillent sur des cartographies et interpellent les pouvoirs publics ou s'auto-organisent pour trouver des pistes de solution. L'habitant aiguise son regard, il devient acteur et citoyen de son environnement. Depuis peu, les collectifs ont décidé de sortir de la logique de plans et de travailler avec les outils vidéo et son, mais aussi avec des maquettes pour faire ressortir l'humain et son quotidien. L'idée, déjà utilisée par des néo-architectes<sup>6</sup>, fait son chemin !

5. P. M., 2014, *op. cit.*

6. Par exemple, le Bruit du frigo ou le collectif ETC.

## Économie populaire et la (re)définition des biens communs

### Comment sont mobilisées les ressources du territoire pour répondre aux besoins directs dans le sens des communs ?

Un de nos objectifs est d'interroger l'économie par la gratuité, le prix libre (chacun donne ce qu'il peut, ce qu'il veut), le troc, le don... Dans notre culture, le système marchand monnaye toute chose. Ici, l'euro n'est pas la valeur maîtresse puisqu'il ne s'agit pas d'avoir des usagers consommateurs mais des acteurs du projet! Ainsi, les ressources humaines, matérielles et immatérielles du territoire sont mobilisées par l'action et chacun ou chacune trouve son pouvoir d'agir selon ses ressources. Par exemple, Henriette est venue un jour à l'Utopie en disant: « Je m'occupe d'un jardin au bout de la rue, les propriétaires sont partis et il y a des arbres fruitiers à tailler et à récolter. » Dès lors, les fruits peuvent devenir confitures et redonner existence à une économie domestique presque oubliée. Au-delà de l'aspect économique, certains habitants se sont empressés de partager leurs recettes pour la cuisine des figues: « Au four, avec du chèvre! », dit Henriette; « J'ai apporté de la purée de sésame et d'orge pour manger avec comme au bled! », ajoute Fatma. Certaines populations issues de l'immigration comme Odette la Comorienne ont découvert les figues. Mais Odette, elle, nous apprend les herbes sauvages, à côté desquelles on passe tous les jours, pour nous faire déguster son riz pilao!

### Le jardin partagé la PANPA (Potager Ariane Nord en permaculture associative) et le Jardin des 4 sources

« Travaillant dans le social depuis vingt-sept ans et avec ma femme qui est malade, je trouve dans l'Utopie et ses extensions que sont le jardin la PANPA et autres choses... un défouloir intellectuel! » (M. J., 50ans.)

« Au jardin, les gamins de 10 ou 12 ans viennent au milieu des outils et, de manière empirique, un atelier construction de nichoirs pour oiseaux se met place... Ils sont attentifs... Je ne pensais pas que les gamins de maintenant se seraient intéressés à ce type d'atelier tout au long de l'après-midi [...] en fait, on adapte des ateliers de la campagne en milieu urbain entre les générations, ça change des tablettes et jeux vidéo! » (Christine, 70ans.)

Le Jardin des 4 sources, plus récent, accueille des ateliers: bancs en bois de palettes et jardinières, atelier d'écriture, vide-grenier et « Rue marchande », ateliers scientifiques. Ce lieu était, pour les habitants du quartier, un symbole: celui des rats, des déchets en tout genre, dont des seringues, des bouteilles de bière et des gravats d'entrepreneurs.

Ces lieux délaissés sont devenus des **espaces citoyens**. Le jardin, qu'il soit potager ou d'agrément, n'est pas qu'un loisir! Il s'instaure dans une autre logique; celle des ressources communes: la terre, l'eau, la connaissance, l'échange d'expériences et l'organisation collective. C'est-à-dire les prémices d'une (auto)suffisance intellectuelle et matérielle basée sur le partage et l'appropriation des espaces publics. Nous avons conscience de ne pas pouvoir devenir paysans demain pour produire trois cents tonnes de nourriture pour cinq cents personnes par an, mais nous pouvons, dans le concept de « communs urbains », nous servir de ces espaces pour comprendre les modes de production qui nous nourrissent, appréhender les notions de gaspillage, de compostage et voir pousser des légumes en dehors des emballages de supermarchés! Une découverte inattendue pour certains enfants et adultes!

### De la fabrique citoyenne à la fabrique économique

Fabrice crée des bijoux, Rabia fabrique des sacs à partir de vieux jeans usagés, Romain, Ascension et Zora récupèrent des habits, des objets, des meubles et animent la friperie du dimanche, Anne-Marie customise des chaises et des canapés, Séda crée des miroirs en mosaïques et d'autres objets d'artisanat.

Dès les premiers jours du local de l'Utopie, chaque dimanche, quelques habitant-e-s se regroupent pour organiser une friperie solidaire basée sur le recyclage, la biffe, le don : vêtements, chaussures et objets coûtent très peu. Un prétexte surtout pour se retrouver au petit déjeuner et au déjeuner ainsi qu'à d'autres moments de la journée dominicale pour se découvrir dans l'altérité, la joie et les désaccords. Des habitués attendent le dimanche avec impatience, sans pour autant acheter ni vendre, simplement pour rigoler et partager dans la convivialité « bordélique ». Les recettes récoltées sont variables et cette économie circulaire et conviviale reste, pour le moment, informelle. Après six mois d'expérimentation, les habitants réfléchissent à se structurer dans une « ressourcerie » qui pourrait prendre la forme d'une coopérative d'activités et d'emploi (CAE)<sup>7</sup>. De plus, cette coopérative aurait comme intention de valoriser les ressources du quartier : déchets transformés, cueillettes sauvages, compétences invisibles...

À l'Utopie se développe aussi un système d'échanges de services et de compétences : aide aux devoirs, atelier couture, atelier aquarelle, animation d'après-midi, jeux de société, aide administrative, atelier d'apprentissage du français, de l'arabe et de l'anglais... Le don n'est pas forcément réciproque. Chacun donne et prend ce qui lui est utile.

Une **économie informelle dans une idée d'autosuffisance** : des habitant-e-s récupèrent les produits alimentaires invendus des commerçants qu'ils déposent dans un réfrigérateur collectif partagé dans lequel chacun vient se servir. Cette ressource, destinée encore une fois à devenir déchet, est redistribuée gratuitement. Tout comme des livres, des jeux vidéo, des vêtements qui sont exposés à l'extérieur du local, dans une « zone de gratuité permanente » : chacun se sert, dépose, se rencontre autour de cet espace atypique qui pose question. « C'est gratuit ? », et de nombreuses personnes étonnées s'exclament et se servent. Enfin, depuis quelques mois, à midi, des habitants improvisent des repas partagés où chaque personne qui passe au local est invitée à table. Des professionnels et techniciens du quartier commencent à se joindre aux déjeuners. Ainsi, les tiers-espaces permettent de faire tomber les masques et les préjugés. Ils humanisent les statuts (habitants, professionnels, institutions, SDF, sans-papiers, etc.).

Nous partons des ressources du territoire (récupération, jardins partagés, expériences de chacun) : ce qui émane du territoire peut et doit être reversé au territoire pour répondre aux besoins des personnes. C'est une réappropriation citoyenne des ressources collectives pour faire des « communs ». Ces tiers-espaces sont les moyens d'une auto-insertion et nous tentons de créer des espaces dans lesquels exister, à côté des espaces dessinés par la géographie urbaine instituée.

Pour transformer durablement la société, il est nécessaire qu'il y ait, en face, une réelle volonté politique !

## **Du système interne autogéré au système territorial institutionnalisé**

**Quel mode de gestion, de décision et de validation d'expertises sommes-nous en train de créer ? Comment jouer un rôle d'interface sans être récupéré par les institutions pour impulser un changement aussi bien horizontal que vertical ?**

« Nous voulons vous offrir des espaces de liberté et vous souhaitez notre constante présence », souligne Christophe, coordinateur de l'association la ManuFabriK à l'Ariane. Le groupe réfléchit sur le rôle et la place de l'association porteuse ; ils la reconnaissent comme

7. Entre collectif et individuel, l'entrepreneur reste libre de son activité mais est salarié (*au prorata* de son chiffre d'affaires) d'une entreprise collective qui appartient à tous ceux qui la composent.

un **catalyseur** qui crée les conditions de la rencontre et qui accompagne le ou les collectifs. Elle est un lien entre les habitant-e-s, un médiateur qui essaie d'apporter un climat serein. La gouvernance est non autoritaire; entre logique verticale et horizontale: « l'oblicité! » « Si vous n'êtes pas là, c'est le bazar », ronchonne Chantal. Oui, mais c'est dans ce désordre apparent que le collectif trouve créativité et imagination. Les décisions et validation se prennent au consensus et, quelquefois, les discussions se transforment en café philo. Le collectif représente une force. Après six mois d'ouverture de L'Utopie, les habitants se sont servis de l'expérience pour écrire collectivement une charte de fonctionnement. Il s'agit de se saisir de la pratique pour écrire une théorie qui évolue car le système est vivant et non figé.

### Rôle d'interface avec les dispositifs territoriaux: validation des expertises d'usage et constitution de minorités actives, notamment avec le conseil citoyen

Un tiers des habitants fréquentant l'Utopie sont membres du conseil citoyen et se sont saisis de cet outil pour constituer un pouvoir politique, une reconnaissance du savoir d'usage. Les conseils citoyens sont la concrétisation du rapport de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, de juillet 2013, commandé par le ministre délégué à la ville de l'époque. Les conseils citoyens ont été créés par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014. Selon Marie-Hélène Bacquet: « Notre proposition n'était pas d'imposer un dispositif mais d'**inciter à la création de tables de quartier**<sup>8</sup> en les appuyant par des moyens financiers et d'accompagnement quand des citoyens les créaient. Il nous semblait plus fructueux de soutenir des dynamiques locales que de légiférer. » Les principes généraux qui guident l'action des conseils citoyens – liberté, égalité, fraternité, laïcité, autonomie, neutralité – sont inscrits dans cette loi. La première mission des conseils citoyens est de favoriser l'expression des habitants des quartiers prioritaires. La deuxième mission est de coconstruire l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de ville avec les institutions. La troisième mission est d'être force de propositions. Notre association la ManuFabriK est la personne morale qui accompagne le conseil citoyen.

Selon Christine: « Les actions mises en place ouvrent des voies totalement imprévues au début, et ça prend un sens très positif en ouvrant d'autres perspectives! »

En effet, la dynamique collective qui se crée dans le conseil citoyen de l'Ariane/le Manoir ressemble à une table de quartier. L'Utopie accueille les réunions du conseil citoyen. Ces réunions peuvent aussi se faire sur la place du marché ou dans un jardin. Les habitants qui passent assistent au conseil, interviennent dans les débats et sont invités à trouver une place pérenne dans le collectif s'ils en ont envie<sup>9</sup>.

« Avoir du pouvoir, c'est agir efficacement pour répondre à des besoins et être en accord avec ce qu'on veut faire pour transformer les choses [...] avoir du pouvoir sur sa vie et non pas sur les autres. » (Romain)

« Le pouvoir, c'est le fait d'acquérir toujours plus de compétences. » (Christine)

« Ici, dans nos différents groupes, nous sommes le peuple et on recrée un pouvoir du peuple qui s'articule autour de réponses aux inégalités car, dans le quartier, nous vivons tous les mêmes galères quotidiennes: nos points communs sont la clef de l'émergence de projets et d'actions. » (Christine et Fabrice)

8. Créées au Québec dans les années 1960, les « tables de quartier » sont des espaces ouverts qui réunissent associations et collectifs d'habitants organisés à l'échelle du quartier. Ce sont des lieux de débats et d'actions collectives dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie dans le quartier par le biais de campagnes et d'actions menées sur les enjeux, les préoccupations et les envies d'agir des habitants avec interpellations des collectivités territoriales.

9. De nombreux conseils citoyens semblent être devenus des « dispositifs institués » fonctionnant dans l'entre-soi et pilotés par des services institutionnels ou des élus.

Depuis 2015, plusieurs groupes de travail se sont mis en place au sein du conseil citoyen : propreté, cadre de vie, communication, emploi, logement, santé publique. Les institutions peuvent être invitées (notamment pour que nous comprenions le fonctionnement des services), mais les habitants s'organisent en toute indépendance et neutralité. Parmi les résultats : médiatisation des actions citoyennes, plusieurs cartographies du quartier, vulgarisation des rapports de contrôle de l'incinérateur, accompagnement à la création d'une amicale des locataires adossée au DAL<sup>10</sup>-HLM, participation à plusieurs instances de décision. Les groupes se réunissent régulièrement, l'animation est tournante et la parole est libre. Ces groupes jouent aussi le rôle d'interface avec les institutions. Lors de chaque assemblée, deux à trois porte-parole sont désignés. Ce ne sont jamais les mêmes et quand l'institution demande qui est le responsable du groupe, la réponse est : « Il n'y en a pas, le groupe en entier est responsable de lui-même. » Ce mode de gestion et d'organisation peut être déstabilisant. Le pouvoir est partagé entre chaque membre qui constitue le collectif. Cela empêche aussi d'éventuels liens interpersonnels avec les institutions.

#### **La subversion<sup>11</sup> se met place car les actions ont un pouvoir de transformation sociale**

Par le biais du conseil citoyen notamment, il y a une traduction des initiatives citoyennes sur le plan politique, avec un apprentissage législatif. Toutes ces activités ne doivent pas devenir des dispositifs – institutionnels – ni des actions d'exemplarité à essaimer. Cela est essentiel pour qu'il n'y ait pas de récupération ni d'institutionnalisation de la démarche ; ce qui la viderait de son sens. En effet, le pouvoir d'agir citoyen doit « gangrener » les schémas classiques pour que ces actions viennent réinterroger le politique et l'institution afin de chercher de nouvelles manières de répondre aux besoins du territoire et des habitants. Ces actions sont intéressantes mais dérangeantes ; la volonté politique n'est pas toujours présente, alors que les initiatives citoyennes conviviales (fermes urbaines, ruches et potagers sur les toits, etc.) naissent chaque jour. Il y a urgence à sonner l'alerte et à coconstruire, car la crainte d'un contre-pouvoir citoyen n'aurait-il pas tendance à le créer ?

## **Conclusion**

Comment, à partir des expériences, pouvons-nous déterminer de nouveaux référentiels qui puissent servir de points de repère pour les acteurs non seulement dans le quartier mais aussi dans d'autres territoires ?

Nous sortons des savoirs de techniciens pour créer des nouvelles connaissances issues du savoir d'usage qui pourraient, à leur tour, donner lieu à la création d'un référentiel sur le développement de stratégies collectives locales et sur les minorités actives. Il n'y a pas de recette magique mais il y a des ingrédients invariables :

- **aménager une diversité d'espaces** pour provoquer des rencontres improbables et se réapproprié le territoire, c'est-à-dire le vivre dans ses interstices pour faire du quartier un espace global ;
- **verbaliser les problématiques**/les besoins individuels et les rendre collectifs car nombre de personnes culpabilisent en se croyant seules. Faire collectif, c'est travailler sur le système pour répondre aux enjeux sociaux qui nous touchent tous et toutes plus ou moins de près ;

10. Droit au logement.

11. La subversion est un processus d'action par lequel les valeurs d'ordre établi sont contredites, bouleversées, transformées ou renversées.

- **imaginer collectivement des pistes** en restant ouvert à toutes et à tous pour pouvoir agrandir le cercle d'acteurs et d'actrices afin d'être représentatif des habitants, mais aussi afin de pallier des déménagements ou des décès et éviter ainsi que le pouvoir se concentre dans les mains de quelques-uns (ce qui reproduirait les mêmes erreurs que par le passé);
- **ouvrir un lieu neutre**, indépendant et autonome qui soit, au minimum, une salle collective polyvalente: café, lieu de discussion et d'apprentissage, bibliothèque, espace de travail, lieu de redistribution, atelier de fabrication ou de transformation, ciné-club, cuisine partagée, lieu de lecture, de conférences, de fêtes du calendrier, etc. favorisant l'hybridation des compétences, des connaissances et des ressources.

Ces quatre points développés, nous pouvons commencer à nous structurer en voisinage des communs, ce qui signifie:

- **s'organiser collectivement pour créer des initiatives citoyennes « innovantes »** et ainsi agir pour créer une économie populaire (de convivialité, de subsistance, domestique...) qui puisse être un début de réponse aux besoins primaires. De plus, dans ces organisations il est important de veiller à ne pas reproduire de concentration du pouvoir en laissant la parole à toutes et à tous et en ne nommant pas de responsable comme unique représentant d'une cinquantaine de personnes;
- **mettre en liaison ces initiatives pour créer un écosystème des communs**, des communautés de voisinages: il est important de se positionner dans une organisation systémique, de mettre en valeur les transversalités plutôt que de céder aux habitudes de cloisonner les thématiques et les luttes. Ainsi, il est aussi essentiel de créer de multiples alliances afin de former un réseau stable aux multiples compétences;
- **traduire les initiatives citoyennes sur le plan politique**, notamment en se référant à la loi, au droit et à la jurisprudence, tout en étant extrêmement vigilant à ne pas être instrumentalisé (piloté par des élus ou techniciens) ou institutionnalisé (devenir dispositif exemplaire);
- **imaginer une communication efficace** pour, peut-être, faire archipel avec les différentes initiatives qui foisonnent sur tous les territoires, mais aussi pour sans cesse aller vers les habitants du territoire et imaginer avec eux le champ des possibles!

Il y aussi, surtout, des ingrédients variables qui empêchent toute exemplarité: les populations, le territoire et son histoire, les rencontres improbables, les types d'initiatives développées.

D'une certaine manière, nous sommes en train de recréer une nouvelle forme d'éducation populaire, une nouvelle forme de participation des habitants qui repose sur l'auto-organisation: ouvrir des espaces d'émancipation par la culture et par l'autoformation. Ouvrir l'espace, c'est créer un appel d'air qui donne naissance à une « utopie citoyenne qui devient la croisée des mondes », comme le dit Jean-Michel. L'utopie, c'est une bonne maladie contagieuse qui recentre sur les réalités quotidiennes des quartiers populaires (pléonasme, car comment envisager un quartier qui ne soit pas populaire?). Des projets émergent dans ces tiers-espaces qui titillent l'imaginaire pour faire société ensemble, basés sur les voisinages et les communs urbains avec un sens politique concret: transition écologique et sociale.





# « La nuit nous appartient » : médiation nomade dans les quartiers populaires

LAKDAR KHERFI<sup>1</sup>,  
chef de projet (propos recueillis par Hugues Bazin)

---

Les jeunes ont une énergie brute qui est géniale, elle est plus dynamique qu'ailleurs dans les quartiers, c'est une réserve d'énergie pour le pays. Cette jeunesse est vive et inventive. En débarquant avec notre camping-car, le soir, dans les quartiers populaires, nous proposons une boîte à outils qui est disponible et qu'ils peuvent s'approprier.

## **Laisser l'espace vide pour permettre l'accueil et la rencontre**

Notre premier métier, c'est d'aller « vers ». C'est respecter l'autre. C'est une relation directe dans un format compréhensible, sans dispositifs compliqués, sans technologies qui échappent aux jeunes. Le dispositif est simple, c'est ouvrir un espace d'accueil, poser une table, quelques chaises, du thé à la menthe, de la musique de fond. Et on laisse le présent faire son travail.

Il est important de laisser ce vide s'installer, sinon les gens ne parlent pas. Nous pourrions faire de l'animation, de l'événementiel avec des têtes d'affiche. Les gens viendraient consommer, acheter de l'émotion. Nous préférons laisser le vide pour que les gens se sentent invités à échanger. Il s'agit simplement de créer une ambiance avec un fond musical pour qu'ils puissent se sentir libres de parler entre eux, en toute intimité. Créer une ambiance d'accueil avec des lumières. On retrouve un peu le côté forain avec le camping-car mobile qui amène la joie. Être nomade, c'est aussi cela, bouger tout le temps.

Il faut sentir les choses, comprendre les codes de ces quartiers-là, cela ne veut pas dire être issu de ces quartiers, mais connaître le langage des quartiers qui n'est pas celui du centre-ville. Il y a des codes différents. Il ne faut pas venir avec du clinquant. Nous avons adopté un format qui est modeste et peu coûteux. Il ne s'agit pas d'acheter les gens avec des choses qui brillent. Il est question avant tout d'être efficace avec un métier, une expérience derrière.

1. Contact : kherfi.lakdar@orange.fr, *Médiation nomade* [en ligne] ([www.mediationnomade.fr](http://www.mediationnomade.fr)).

Les jeunes ont leur propre code de communication, ils repèrent qui rentre et qui sort du quartier. Ils savent rapidement qui nous sommes. Ils connaissent Yazid Kherfi, son histoire, son passé, qu'il a écrit un livre qui s'appelle *Repris de justesse*. Ils se sentent proches de nous et nous respectent. On n'est pas de l'institution et après 251 soirées dans les quartiers les plus chauds de France, on est ravis du résultat: zéro problème. Yazid va avec son thermos de café à la rencontre des jeunes dans les halls d'immeuble, il parle franco, sans aucune gêne ou appréhension.



© Médiation nomade

*Au cœur de la nuit, Médiation nomade propose un espace de rencontre éphémère au pied des immeubles.*

## Déshérence des jeunes ou des politiques publiques?

On a fait 251 soirées dans 62 quartiers visités. Dans la quasi-totalité des quartiers visités, c'est le vide que nous avons en face de nous dans la tranche horaire 20 heures-minuit. Alors on allume une lumière dans cette obscurité. Ce sont des populations qui ont vécu dans le vide, notamment à ces heures délaissées, pendant des décennies, faute de politique intelligente intégrant une approche nocturne de convivialité.

Beaucoup des militants des années 1980 se sont épuisés. Il y a un turnover politique qui est terrible. Il n'y a pas de politique à long terme et les jeunes ont le sentiment d'être délaissés, de ne pas être aimés. Ils le sentent de manière instinctive, animale, que ce sont des relations superficielles, on cherche simplement à sauver les apparences à tout prix, mais ça ne va pas plus loin. Il y a quelque chose de l'ordre d'un désamour.

Il ne s'agit pas de jeter tout ce qui a été fait, les bibliothèques sont pleines de mémoire. La politique de la ville a rempli les casiers de rapports, il n'en reste pas moins que l'argent a servi surtout au bâti, peu à l'humain. Il faut arrêter de parler de plan Marshall pour les banlieues, il faut plutôt essayer de fabriquer quelque chose d'intelligent en travaillant avec l'humain, l'intelligence sociale. Cela commence par estimer l'autre. Cela commence simplement par rencontrer l'autre, boire un verre ensemble, engager de futurs rendez-vous.

Il faut aller en force là où c'est soi-disant « moche » pour y mettre de la qualité et de la beauté, faire des choses bien avec des gens bienveillants, des gens qui ont une discipline de vie et qui viennent au cœur des quartiers, notamment dans l'espace public, la nuit. Ce n'est pas parce qu'on est dans des quartiers populaires qu'il ne faut pas avoir d'exigences, bien au contraire. Il faut être meilleur que les autres.

Pour que les choses poussent, il faut commencer par semer. Il faut donner du temps et mettre du temps. Les institutions veulent des résultats dès la première année, alors que leur politique est souvent décevante depuis des décennies. De plus, il y a eu l'État d'urgence, l'annulation de soirées pour des raisons sécuritaires, qui vient interférer avec nos interventions dans l'espace public. Les élus ont peur d'oser la nuit.

Médiation nomade est un outil à la fois mobile et agile. C'est ouvrir le droit à l'expérimentation, à l'échec avant de réussir. On refuse d'être les pompiers des quartiers, parfois on cherche à nous instrumentaliser dans ce sens. On ne fait pas dans le quantitatif, on part d'espaces, qui, au départ, sont vides et on accepte de partir de ces espaces-là.

Il est important d'affirmer ce métier, de dire qu'on est médiateur et de se faire financer par les villes qui ont tendance à se défausser sur l'État. Comment met-on le carburant dans ces « véhicules projets » dans les quartiers? La réponse des institutions ce sont les « appels à projets », problématiques pour nombre d'acteurs de terrain. L'État a ses pompes à essence, il s'arroge des critères de distribution à travers ses propres dispositifs. On passe trop de temps à demander des financements. C'est cela qui casse toute la dynamique.

On passe des années à peindre un tableau, notre paysage, avec nos couleurs, qui a une vraie valeur, car cela a été conçu patiemment, longtemps et, à la fin de l'histoire, on nous répond ce n'est pas ça que la République veut. On nous demande d'effacer ce tableau et de refaire un nouveau tableau que l'on ne sait pas faire. J'ai grandi au Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie pendant trente ans, je n'ai fait que ça. On nous demande de nous mettre en rang, d'être du bon côté, votez pour, pour avoir.

Alors notre métier, c'est aussi de réaliser des forums comme le colloque « La nuit nous appartient » réalisé à Paris, à Marseille et, cette année, à Lyon où nous montrons aux autres ce qu'on peut faire. C'est la quatrième rencontre nationale que l'on provoque. C'est nécessaire pour rencontrer les institutions, poser le débat avec les instances du pouvoir et les initiatives similaires aux nôtres.

## Ouvrir un espace qui se pérennise

Le *deal* c'est de dire qu'on est de passage et on offre un espace de rencontre chaleureux. Il faut faire du cousu main dans les quartiers. Après notre départ, il faut continuer à tendre vers des espaces de rencontre en pied d'immeuble. Il faut un outil approprié pour les jeunes et les acteurs sociaux.

Dans tous les quartiers de France, les halls sont naturellement habités par la jeunesse. Ce qui peut créer des conflits de sociabilité. Un de nos projets, c'est de pouvoir pérenniser cet espace de rencontre et de parole qui pourrait prendre la forme de conteneurs aménagés. Ce sont des conteneurs transformés en salles de rencontre, au pied des murs, dans les quartiers. Cela peut être à la fois mobile et nomade.

Ce qui est important, c'est d'embrayer un souffle. Une naissance qui part d'un souffle. Si tu n'as pas cette bouffée d'oxygène au départ, prendre vie devient difficile.

Notre métier, c'est aussi cette transmission de façon à ce que notre modèle puisse être copié. Former les acteurs. On est reconnu comme des « anciens » parce que ça fait longtemps que nous sommes des acteurs des quartiers. Cela ne nous empêche pas de nous remettre en cause, de faire des erreurs. L'important, c'est que les habitants, les acteurs du quartier puissent s'approprier cet outillage. Cela ne remet pas en cause le rôle des experts, à condition qu'ils puissent aussi s'ouvrir et se questionner.

On projette une « médiation nomade numéro 2 » qui serait le « camion de solutions ». C'est comme le camion d'épicerie dans les milieux ruraux, qui va de village en village. Au lieu de vendre des légumes, on fait valoir des cursus, des expériences à vivre, à saisir. C'est une boîte à outils sur roulettes. C'est à la carte, une sorte de bourse instantanée de toutes les offres d'initiation à quelque chose à un instant T. C'est de permettre toujours un départ ailleurs. Il faut mettre de l'énergie, c'est-à-dire des atomes circulants qui vont dans tous les sens.

Le « camion solution », c'est d'une certaine manière pouvoir amener au pied des immeubles un peu de rêve, un champ du possible, une boîte à outils à domicile. Le problème, c'est de trouver le bon dispositif avec les bonnes personnes. Parfois on est en face de techniciens ou de personnes qui ont un beau discours mais « hors sol ». La question, c'est comment faire un plan commun pour construire une maison humaine ensemble, développer un maillage humain. Il y a un problème de management d'équipe. Il faudrait trouver l'espace-temps qui construit comme il existe des dispositifs sur le plan culturel, les résidences artistiques, par exemple, où des collectifs en résidence ont le temps d'expérimenter d'autres voies.

#### **Reconnaître les compétences, des savoir-faire aux métiers**

Où se situent les compétences, comment valider les savoir-faire? Quand je répare des voitures dans les parkings, est-ce qu'on me reconnaît comme mécanicien? Est-ce que je sais réparer ou pas, est-ce que la voiture roule ou est-ce qu'elle ne roule pas? L'économie parallèle mais aussi l'économie mafieuse, comme la drogue, instaurent paradoxalement des métiers nouveaux comme la « chouf », qui veut dire « regarde » en arabe. On est en train d'inventer le verbe « chouffer » (regarder). Regarder, c'est le rôle des guetteurs des réseaux de drogue de Marseille.

On peut dire que ces jeunes adolescents gagnent leur vie à la perdre ou perdent leur vie à la gagner, mais c'est une réalité. Qu'est-ce qu'on fait d'eux? Comment traduire autrement ces compétences qui fourmillent dans les quartiers? C'est donc une fusée à trois niveaux: le souffle, l'estime, les compétences.

On peut envoyer une personne qui est à bac + 5 dans un quartier populaire, indépendamment de ses qualités, elle se montrera incompétente pour résoudre les problèmes auxquels ses habitants sont confrontés au quotidien. Il est important de mettre un vrai métier aux commandes de chaque activité comme nous le faisons à l'époque, dans les années 1980, lorsque nous organisons la caravane des quartiers.

Il faut faire école, donner le droit à l'apprentissage, faire des sortes d'atelier permanent ou d'université populaire, où les gens prennent le temps d'apprendre et ensuite de voyager, de faire leur propre expérience. C'est l'exemple des ouvriers compagnons de France qui développent une œuvre à travers chaque étape de leur voyage. L'idée serait d'installer des écoles de la vie dans chaque quartier et en même temps de créer les conditions pour que les gens puissent circuler entre ces lieux de formation.

C'est ce qui n'a pas été fait dans les années 1990, il y avait des tas de gens doués, mais qui n'ont pas pu construire une vraie compétence. Il faut doser entre la formation et le terrain. La formation peut alors se transformer en diplôme monnayable sur le marché. Là, on ne perd pas l'énergie, on ne perd pas les gens qui savent. Il s'agit en fait d'inventer une forme d'entrepreneuriat populaire.

Tout effort doit pouvoir être payant. Quand tu montes une pente, c'est difficile, mais tu sais que tu peux arriver jusqu'au bout. Il faut une garantie que la personne puisse s'élever. La puissance humaine intérieure est géniale, beaucoup de personnes ont pu ainsi s'élever

même si elles sont pauvres. Beaucoup aussi se sont épuisées parce qu'elles ont mis toutes les énergies à faire avancer la chaîne, mettre des boulons et encore des boulons. Il faut pouvoir se dégager de la chaîne et prendre du plaisir, respirer pour pouvoir soutenir l'effort.

Chaque pas doit être payant pour la grandeur de l'autre. On ne peut demander aux gens de s'investir sans en mesurer le résultat.

## **Pour un nouveau contrat social**

Cela renvoie directement à la question de la citoyenneté. Il faut un pacte social. La dimension de la citoyenneté, c'est de savoir si les populations issues de l'immigration ouvrière des pays postcoloniaux sont considérées comme françaises à part entière? C'est la base, le premier étage de la fusée, savoir si nous participons à un projet collectif, si nous faisons société ensemble.

C'est déjà reconnaître l'autre, l'estimer dans une égalité de relation, savoir si on partage les mêmes droits.

La période la plus forte pour moi a été dans les années 1980 quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, quand il y a eu une plus grande facilité du droit de s'associer, quand les missions locales ont émergé, que le réseau de quartiers s'est développé. Les jeunes inventaient l'associatif. Nous, on a créé l'association Vivons ensemble, on s'est initié à la vie associative.

Il faut aujourd'hui identifier qui peut passer la commande, la commande de faire société. C'est une honte d'avoir injecté autant d'argent dans le bâti sans que la pauvreté soit résorbée avec une prise en compte de la dimension sociale. Le problème, c'est l'absence des bailleurs sur ces questions. On est chez eux dans leurs cages et ils ne soutiennent pas nos actions. Il faudrait que les habitants puissent payer un service de biens communs comme il existe un pourcentage pour la culture (le 1 %). On n'est pas là simplement à vivre empilés les uns sur les autres, il faut des espaces, des outils pour se rencontrer. Dans les réunions et les colloques, les habitants n'arrivent pas à faire entendre leur parole. C'est compliqué de fabriquer une parole.

Il faudrait revoir une manière d'aménager le territoire où les espaces vacants puissent servir de lieux d'accouchement, d'incubateurs d'initiatives populaires. Par exemple, si on occupe une friche, il faut arriver à négocier des clauses à partir du moment où l'écosystème commence à devenir viable pour préserver le statut et l'engagement des personnes. Car, lorsqu'on parle d'économie sociale et solidaire, on s'aperçoit que ce n'est pas aussi solidaire que ça.

L'humain est une machine à créer, à se rencontrer. On peut imaginer une sorte de service civique où les personnes ont un statut protégé pendant un certain temps, de façon à ce qu'il puisse créer, se former, voyager, s'essayer à quelque chose tout en étant payé.

Il faut réviser nos équations. Il faudrait un « passeport de voyage », avec trois niveaux: le premier, c'est l'action de terrain sans quoi rien n'est possible, le deuxième est une formation à la carte, et le troisième, c'est le droit au voyage. Il manque dans les quartiers des vitrines qui valorisent ces activités et ces compétences, ces formations et ces initiatives, qui valorisent le produit des parcours des jeunes.

Il y a un problème de visibilité, de lisibilité de ce qu'on fait, on ne sait pas mettre en vitrine ces processus, notre production humaine. C'est ce que nous incarnons à travers ce camping-car qui débarque dans les quartiers et matérialise la réalité de ces espaces.



# La méthode Système Bulle

SIMON COBIGO, ARCHITECTE DE, MEMBRE DU COLLECTIF LA BULLE

---

## Préambule

Système Bulle est une expérimentation architecturale active menée dans un cadre double. Ce projet de terrain mettant en œuvre une structure gonflable installée sur l'espace public est issu d'un travail collectif et bénévole au sein de l'association (loi 1901) la Bulle et a été mené dans le cadre d'un projet de fin d'études en école d'architecture (ENSA Paris-Malaquais, PFE soutenu en juin 2017).

Système Bulle est un projet dont l'objectif est de générer un protocole de mise en œuvre et une démarche architecturale citoyenne et engagée dans laquelle l'architecte ne positionne plus comme un sappeur (celui qui sait), mais comme un guide, un indicateur, un transmetteur, un récolteur. L'outil principal de ce projet est une structure gonflable choisie en raison de ses multiples qualités.

Ce travail intervient aussi en réaction au fait que notre profession d'architecte, aussi noble soit-elle, se désengage de plus en plus de la question du politique, se décharge de ses responsabilités et de son pouvoir d'agir et faillit à ses devoirs.

Dans le présent article, nous énoncerons les hypothèses et postulats qui sous-tendent ce projet expérimental, puis nous allons découvrir le manifeste rédigé afin de déterminer le cadre de production de ce travail concret. Une fois ces éléments introduits, nous nous pencherons sur la démarche et le processus mis en œuvre comme éléments centraux de ce projet. Nous nous intéresserons ensuite aux courants de pensée et aux notions politiques qui ont alimenté la méthodologie et le protocole des actions de terrain. Dans une seconde partie, nous observerons comment cet espace dynamique permet d'augmenter l'espace public, de déclencher du lien entre différentes populations, et en quoi l'action est primordiale pour nourrir le projet architectural. Notre conclusion est aussi une ouverture, puisqu'il s'agit de la question de la transmission. La finalité de ce travail est la production du guide opératoire pour construire une structure gonflable générique et reproduire la démarche commencée lors de ce projet.

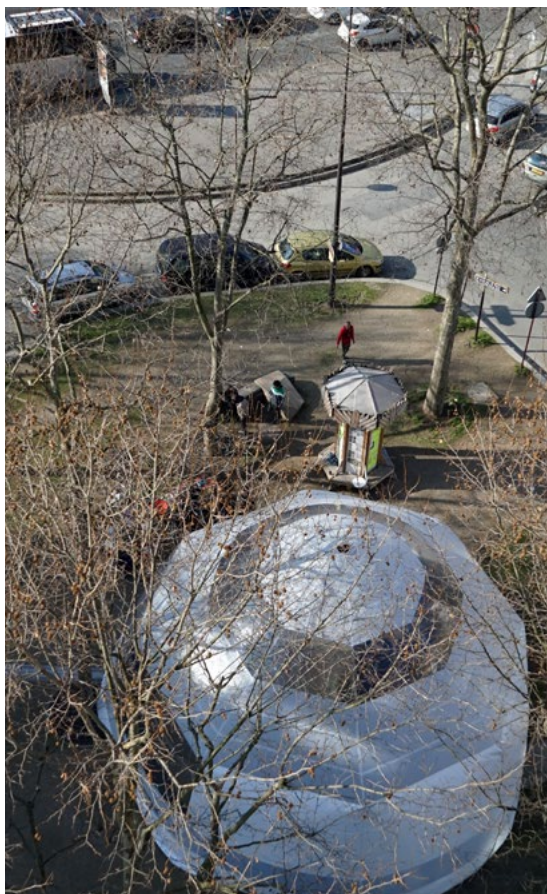
## Hypothèses et postulat

L'hypothèse de travail principale qui a animé ce projet est que l'architecte peut avoir un impact très pragmatique sur le monde qui l'entoure et que ce qui est important dans le projet d'architecture ce n'est pas seulement l'objet mais aussi et, surtout, le processus, la démarche, la posture.

### III UN AUTRE RAPPORT À L'ORGANISATION DE L'ESPACE QUI ÉMANCIPE

Le choix d'utiliser le gonflable pour vérifier cette hypothèse est dû à ses qualités propres, qui s'avèrent être très pratiques et efficaces dans ce type de mise en situation expérimentale. En effet, ces espaces en suspension sont intrigants et stimulent l'imaginaire, ils ont le pouvoir d'apparaître et de disparaître, sont aisés à construire, à déplacer et à déployer. Surtout, ils ne sont affiliés dans l'imaginaire collectif à aucune doctrine, à aucun programme, et peuvent donc agir comme des lieux de neutralité qui permettent rencontres, échanges et partage, sans *a priori*.

© Colin Caucher



Le gonflable, c'est aussi un filtre qui transforme le réel et influe sur nos perceptions spatiales, sensorielles, traditionnelles et symboliques. Être dans un gonflable, c'est reconsidérer notre rapport au volume, à l'espace et à la matière, c'est repenser la hiérarchie des personnes, des choses qui l'occupent. Ces formes arrondies, souples et tendues, fragiles et mouvantes mettent en exergue la présence des corps dans un lieu, leurs mouvements et leurs relations. « Or toute notre culture est fondée sur la monodirectionnalité. Nous sommes éduqués pour être en face des choses et non dedans, en face d'un écran de télévision, en face d'un curé à l'église, en face du maître à l'école, en face des comédiens dans un théâtre à l'italienne<sup>1</sup>. »

Nous pouvons actuellement constater à regret que notre profession se désengage de plus en plus de la question du politique, du vivre-ensemble, de la capacité d'accueil de nos villes contemporaines. Ce noble métier d'architecte est pourtant investi d'une certaine responsabilité quant aux questions urbaines du vivre-ensemble. Il est de notre devoir de développer une pensée critique sur ce que deviennent nos métropoles et leurs espaces publics. Normes, règles et marchandisation stérilisent nos métropoles, au point de générer de véritables non-lieux, qui interdisent toute forme d'appropriation spontanée. L'espace public est pourtant, par nature, le lieu de

1. MÜLLER H. W., 2007, *Une architecture portée par l'air*, conférence retranscrite du 18 mai 2004, Éditions du Pavillon de l'Arsenal, Paris, p. 9.



l'expression citoyenne. Il me paraît donc primordial de militer architecturalement dans cet espace afin de préserver cette qualité essentielle.

Le « climat de crise » actuel, aussi bien d'un point de vue économique, politique, social, qu'urbain et humain, nous offre la possibilité d'envisager des alternatives. Il peut exister des réponses adaptées, modulables et évolutives pour parer aux institutions et aux processus administratifs qui ont démontré leur incapacité à répondre dignement à ces crises humanitaires et à ces besoins du quotidien. Notre profession me semble s'enliser dans une facticité de l'image qui tend de plus en plus spontanément à n'être qu'une transposition graphique des discours écologistes bien-pensants. L'uniformisation et l'homogénéité produites sont le résultat d'une difficulté croissante pour les jeunes agences d'architecture à trouver leur place.

La production architecturale, particulièrement dans ses représentations, est victime d'un conformisme, d'un formalisme dû au cloisonnement qui interdit quasiment toute rencontre entre les professionnels et le public pour lequel nous sommes censés œuvrer. Cependant, ce phénomène peut suivre une tendance inverse et générer un éventail de pratiques émergentes, renouvelées, créatrices et plus à même d'être contemporaines, intelligentes et utiles. Résilience, processus expérimentaux, croisement des champs disciplinaires sont peut-être les outils d'une architecture plus modeste, mais plus ancrée, moins clinquante, mais plus pertinente. « C'est donc en cherchant des alternatives, une cohérence entre leurs aspirations et le contexte actuel que les architectes redéfinissent aujourd'hui la notion d'agence. Ils multiplient les instances, les échelles et domaines de collaboration pour s'infiltrer, se diversifier<sup>2</sup> [...] »

## Manifeste

La conception du projet architectural s'inscrit dans un rapport critique au monde, ce qui est impératif dans ces temps troublés. Dans cette quête de renouveau de notre pratique professionnelle, il est primordial de se donner l'occasion d'imaginer ensemble. Pour ce faire, voici en dix points le manifeste qui a encadré la démarche de ce projet, qui l'a accompagné et qui l'a fait émerger. Cette ligne directrice forte était nécessaire pour se donner les moyens de tester des pratiques, des situations, des usages :

1. Construire à l'échelle 1:1 pour créer un objet architectural qui permette un rapport direct à la matière et à la ville.
2. Agir là où l'État social manque à ses devoirs. La conception du projet par l'action est un excellent testeur de situations et un analyste des usages urbains hors pair.
3. Occuper l'espace public, tester des potentiels et des usages, faire se rencontrer des populations voisines afin de déclencher une pratique concrète du territoire de la ville.
4. Confronter ses idées, les mettre à l'épreuve de la ville et des habitants. Augmenter l'espace public, inviter, recevoir, écouter.
5. Détourner le mode opératoire classique et conventionnel du projet et le transposer dans des logiques d'action directe et dans des temporalités de l'urgence.
6. Transgresser les normes, les règles, les lois, si elles vont à l'encontre de la nécessité de faire.
7. Transcender la lourdeur et la lenteur des institutions, des décideurs et des autorités.
8. Proposer des alternatives aux réponses économiques et industrielles venant du haut.
9. Développer une démarche incrémentale (par palier) effective, reproductible et appropriable en mettant en puissance les ressources d'un territoire dans une logique ascendante de *bottom-up* (du bas vers le haut).

2. *Pli – Format(s)*, Revue architecture & édition, septembre 2016.

10. Transmettre et communiquer, partager nos savoir-faire et nos compétences, décroïsonner notre milieu professionnel en se rapprochant d'une pratique citoyenne plutôt que technique.

## La méthode **Système Bulle**

### Démarche expérimentale, processus inductif

Pour mener à bien ce travail, une méthodologie inductive a été mise place, un exercice croisé entre hypothèses et expériences de terrain qui, *via* le gonflable, va se vérifier ou non afin d'orienter de futures actions de terrain. L'intention fondatrice de ce travail est de faire se rejoindre la recherche théorique et la pratique architecturale.

Ce qui anime également la démarche de ce projet, c'est l'envie, d'une façon ou d'une autre, de mettre à l'épreuve la norme. Nous constatons facilement que, dans de nombreuses situations, urbaines, sociales, politiques et aussi architecturales, la norme est bien souvent trop simpliste pour comprendre le vivant qui est pluriel, complexe et en permanente mutation.

La surcharge réglementaire dans laquelle la discipline architecturale se situe, et qui sclérose l'usage des espaces publics de la ville, a comme effet néfaste de cloisonner trop fermement la démarche de conception et la pratique de la profession dans ses lieux, ses outils et ses relations à l'autre et au dehors.

Cette expérience débute donc par la construction échelle 1:1 d'une structure gonflable dédiée qui servira à abriter une série d'actions, d'évènements, de happenings, dans l'espace public ou ailleurs, qui vont explorer, mettre en relation et en friction différentes situations de l'espace public urbain en lien avec des groupes sociaux démunis. L'ambition de cette démarche est, en s'appuyant sur des réseaux associatifs existants, de créer du lien avec des populations ciblées et entre des populations différentes.

Le point clef de cette pratique du projet est la rencontre, la prise de connaissance et le partage. Ce type de pratique se situe, selon les termes de Patrick Bouchain, dans des « marges de manœuvre » et à la fois dans des manœuvres marginales. C'est-à-dire, aussi bien dans des situations et des lieux autres, des « hétérotopies », selon la définition de Foucault<sup>3</sup>, à la fois en lien avec des populations marginalisées et à la fois avec une architecture particulière, faite d'une simple enveloppe emplie d'air qui lui donne son volume.

L'idée directrice de cette démarche a à voir avec le vivant, l'organique, avec ses facultés d'adaptabilité, de déformation et de résilience qui lui permettent de « détourner les normes pour réintroduire la vie », comme le décrit Bouchain. Cette démarche se doit de faire écho aux valeurs et aux qualités qui animent et guident ces populations abandonnées du monde moderne.

Le processus inductif correspond dans un premier temps à l'observation de phénomènes. Ces observations mènent à des déductions et à des résultats qui sont reproductibles et opposables. La démarche militante de ce travail est aussi expérimentale d'un point de vue scientifique, dans le sens où une rigueur, dans la manière de mener les actions et de les restituer, a été mise en place.

Ici, le projet n'est pas l'objet, c'est le processus. Ce qui importe davantage, c'est la façon dont on conçoit le cadre logique de production d'un travail afin de le mener à bien, avec ses inconnues et ses surprises.

3. FOUCAULT M., 1984, « Des espaces autres. Hétérotopies », in *Dits et écrits*, t. IV, texte 360, Gallimard, Paris.

## Recherche-action

La démarche de projet menée ici est inspirée et basée sur la méthode de recherche-action définie comme une démarche d'expérimentation sociale, anthropologique et politique, directe et de terrain. Cette méthode d'enquête sociale consiste à éprouver une situation donnée afin de l'étudier *in situ* et depuis l'intérieur, en la pratiquant. Il s'agit de tester une situation concrète en mettant en action des travaux collectifs qui vont questionner un lieu, les façons d'habiter l'espace public urbain et les habitants dans des moments qui les impliquent personnellement et socialement.

Dans ce genre de démarche, le chercheur-acteur est avant tout un facilitateur qui va inciter un groupe donné à se questionner sur lui-même. L'objectif peut éventuellement être de permettre à ce groupe de mieux se percevoir lui-même, dans ses complexités et ses potentiels, et donc de devenir lui-même chercheur-acteur de sa propre condition, au moins temporairement.

La structure gonflable construite pour ce projet a donc pu tester sa propre pertinence en tant qu'espace de réflexion inclusif et que l'on peut s'approprier : « Elle propose un espace public suffisamment riche pour être immédiatement réapproprié par une grande diversité de publics. Cette structure repose sur une analyse fine des comportements et des attentes des destinataires indéfinis. Composite et ouverte, elle est un acte politique<sup>4</sup>. »

## Désobéissance civile et action directe non violente

La « désobéissance civile » est une expression employée la première fois par Henry David Thoreau, en 1852, dans son ouvrage éponyme. Ce penseur américain du XIX<sup>e</sup> siècle est célèbre pour cet ouvrage protestataire<sup>5</sup> dans lequel il explique et défend son refus de payer les impôts qui devaient financer la guerre engagée par les États-Unis au Mexique. Il se place ici en tant que citoyen qui exprime ses opinions politiques franchement et agit en conséquence, prêt à enfreindre les lois du gouvernement s'il estime que celles-ci sont injustes, inutiles ou qu'elles vont à l'encontre du droit fondamental.

Ce type de comportement non violent prend à revers le système puisque c'est en agissant et en s'exprimant de manière civile, avec respect des mœurs et des conventions, que le citoyen justifie son opposition à ces mêmes conventions. La désobéissance civile est en quelque sorte un exercice de funambule qui marche en permanence sur la frontière du légal, qui jongle avec les lois et se joue de certaines d'entre elles pour en combattre d'autres, jugées excessives voire injustes, par une partie de la population. Il est écrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Une version plus contemporaine de ce type de tactique est le principe d'action directe non violente, qui exprime le fait d'agir par soi-même, pour peser directement sur un problème que l'on subit, sans faire appel aux bureaucrates, aux politiques, aux autorités. C'est la volonté de placer la conscience morale au-dessus des lois. C'est aussi une forme de contestation ludique qui prend forme dans l'appropriation citoyenne d'un espace public. Ces principes sont issus de la pensée originelle de Thoreau, reprise par les groupements syndicaux anarchistes qui décidèrent de déployer de nouvelles stratégies d'opposition de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et début du XX<sup>e</sup> siècle.

4. CHARRE A., 2012, *Hans Walter Müller et l'architecture de la disparition*, Archibooks, Paris, p. 73.

5. THOREAU H.-D., 1997, *La désobéissance civile*, Éditions Mille et une nuits, Paris.

Alors n'oublions pas ces portes entrouvertes, ces failles, ces brèches. Ces derniers recours sont peut-être des voies d'avenir pour la pratique démocratique, aussi bien dans la pensée et la production architecturale que dans les rues de nos villes.

## Projet de terrain, projet échelle 1:1

### Faire projet

Le premier objectif est celui de faire, d'entrer en action. C'est véritablement cette volonté qui a été le point névralgique de ce travail. Comme évoqué précédemment, le gonflable n'est que l'outillage du projet, et la situation est un prétexte à l'action. L'espace de la structure, qui augmente et rend actif l'espace public où elle s'implante, n'est qu'une circonstance.

L'objectif du projet est bel et bien la rencontre, la friction et l'observation de ce qui s'en dégage. Les qualités du gonflable, sa finesse et sa transparence surtout, permettent alors d'inverser l'approche conventionnelle, qui va de l'objet architectural vers son contexte urbain. Comme le souligne Peter Sloterdijk : « Il ne s'agit plus de placer un édifice dans un environnement, mais d'installer un environnement dans l'édifice<sup>6</sup>. »

Ce qui est aussi défendu à travers une telle démarche, c'est la capacité que se doit d'avoir l'architecte de rassembler différents acteurs autour d'un projet commun, de les guider, de faire en sorte que chacun soit à sa place au bon moment. Être un accompagnateur, un catalyseur des forces en présence. Être le révélateur de ressources non utilisées, voilà quelles sont les fonctions de notre métier avec lesquelles il nous faut pouvoir opérer : « L'architecte lui-même est un moment du phénomène, il n'en est pas le centre car, précisément, il n'y a pas de centre. Il gère et accompagne le processus constructif, il le fait avec un art et une maîtrise d'une grande exigence et d'une infinie rigueur<sup>7</sup>. »

La gestion logistique des actions nécessite aussi, à elle seule, un travail de préparation non négligeable. Ces savoir-faire, et les différentes qualités précédemment énoncées, ne sont sûrement pas enseignés durant le cursus universitaire dispensé de nos jours en école d'architecture. Faire du projet un événement pédagogique est une composante essentielle de cette expérience.

### Augmenter l'espace public

Le second objectif de ce type de dispositif spatial est d'intervenir dans des espaces publics en dormance, que l'on transforme en ajoutant ce volume aérien. Le volume ajouté va augmenter les qualités propres de cet endroit vide au départ. On peut qualifier ce type d'intervention de réaffectation d'un lieu.

« Réaffecter », c'est redonner de l'affect à un espace délaissé. Lui redonner une vie et un nom, une raison d'être et de l'ambition. Cette démarche est inscrite dans la volonté de réappropriation d'un lieu non défini par une expression architecturale et politique sensée qui questionne notre société et son fonctionnement, qui remet en cause ce qui est pris pour acquis et immuable.

Apporter et déployer, pendant une période de temps court, un espace clos sur un site sans qualités spatiales propres est en soi un événement : « Installer une architecture en pleine ville est une aubaine qui n'est pas donnée à tout le monde ; c'est une autre manière de

6. SLOTERDIJK P., 2002, *Bulles, Sphères I*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Pauvert, Paris.

7. CHARRE A., 2012, *Hans-Walter Müller et l'architecture de la disparition*, Archibooks, Paris.

s'approprier un lieu. Pouvoir dialoguer avec "l'autre architecture". [...] La place, devenue un bref instant un intérieur, reste la place et n'est plus la place<sup>8</sup>. »

Le regard des habitants sur un terre-plein situé au pied de leur immeuble, habituellement en dormance et soudain habité, change du tout au tout. Cela les amène implicitement à se poser la question de ce qu'est ce lieu dans son essence, et de ce qu'il pourrait être, de ce qu'ils pourraient en faire. Proposer une transformation est une façon très pragmatique d'amener l'habitant à reconsidérer le territoire urbain qu'il utilise ou qu'il délaisse.

Nous reviendrons dans la partie suivante de ce texte sur les différences dans les relations entre les participants aux deux premières actions de terrain, menées sur le même terre-plein, entre deux rues, aux abords du centre humanitaire « Hidalgo », à proximité de la porte de la Chapelle. Par rapport à la première action, où l'octodôme opérait comme le lieu du rassemblement, on observe clairement la différence de cohésion entre les participants lorsque la structure n'est pas installée et que la cuisine partagée devient une simple maraude de rue.

### Déclencher la mise en lien

Le troisième objectif de ces interactions de terrain est d'élaborer un dispositif spatial et temporel qui génère un support de rencontre, d'échange, d'apprentissage afin d'engager un processus participatif de cocréation. C'est l'idée du projet permanent qui se constitue sur place, en présence des usagers et dans le temps du quotidien, à travers des gestes du quotidien. La nourriture est de ce fait un vecteur de lien très efficace. C'est pour cela qu'il a été choisi d'utiliser la structure gonflable comme cuisine et salle à manger.

Lors de la seconde action sur ce terre-plein, la structure est restée non gonflée au sol, du fait de rafales de vent à 50 km/h qui mettaient la structure en péril. Malgré cet empêchement, la cuisine et la distribution ont néanmoins pu fonctionner.

Il est intéressant d'observer les différences d'utilisation de cette place en comparant la même situation avec et sans cet abri. Dans le premier cas, l'octodôme opérait comme centre des activités, comme un aimant, qui rassemblait en son sein. Les personnes qui mangeaient à l'intérieur se sont très naturellement installées en rond, en suivant le périmètre intérieur de la structure, comme on s'assoit en rond autour d'un feu de camp. Sans l'octodôme, le moment était beaucoup plus dissolu, chaque petit groupe d'usagers s'installant là où il pouvait trouver un recoin disponible, tout en restant à l'écart des autres. « La distance géographique est inapte à nous éloigner de ce dont nous nous sentons proches. Être voisins, à l'inverse, ne rapproche pas toujours. C'est seulement au contact que se découvrent l'ami et l'ennemi. Une situation politique ne procède pas d'une décision, mais du choc ou de la rencontre de plusieurs décisions<sup>9</sup>. »

La présence de la structure gonflable pour abriter ce qui aurait pu être une banale distribution de nourriture sur le trottoir permet de créer une confrontation entre différentes populations voisines, mais étrangères, qui ne sont pas amenées à être en relation, voire qui tâchent de s'éviter. « À l'inverse, un décentrement du regard permet d'observer et de penser la transformation à l'intérieur de ce moment social aussi nécessaire que profondément annexé aux désirs et aux projets de mise en ordre<sup>10</sup>. »

8. MÜLLER H.-W., 2007, *Une architecture portée par l'air*, conférence retranscrite du 18 mai 2004, Éditions du Pavillon de l'Arse-  
nal, Paris, p. 24.

9. COMITÉ INVISIBLE, 2017, *Maintenant*, La fabrique éditions, Paris, p. 63.

10. AGIER M., 2013, *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*, Éditions Payot & Rivages, Paris, p. 56.

## **Transmission/duplication/réplication**

La finalité de ce projet en termes de production est la création d'un guide opératoire intitulé *Système Bulle Cookbook*, inspiré par les ouvrages de *Do-It-Yourself* (Fais-le toi-même) qui ont été publiés et diffusés dans les milieux de la contre-culture des années 1970.

Le contenu de ce guide est une compilation de tous les éléments permettant la construction d'une structure gonflable sur les plans de l'octodôme comme archétype générique. Y sont aussi expliqués les propriétés et les potentiels de l'architecture gonflable pour mener des interventions de terrain en situation d'urgence. On y découvre la marche à suivre pour construire et utiliser sa propre structure gonflable et comment générer, grâce à elle, des espaces-temps de rencontre et de partage, pour une ville plus accueillante.

*Système Bulle Cookbook* s'adresse à quiconque souhaite expérimenter ce type d'architecture abordable, ludique et militante. Ce guide est conçu pour être utilisé aussi bien par une association humanitaire que par un groupement de voisins, par une institution ou une collectivité, par des citoyens militants et toute autre personne pouvant trouver dans cette démarche une réponse à ses besoins. Il sera disponible sur Internet.

Pour conclure, le fait d'offrir un lieu propice à la rencontre fait toute la singularité de la démarche du projet *Système Bulle*.

Dans une société excluante et clivante, l'existence de lieux dédiés à la rencontre fait cruellement défaut. Et cette question est trop rarement posée comme un sujet de société de première importance, alors qu'elle est inhérente au diagnostic territorial. Nos métropoles manquent de ponts, de passerelles, de lieux permettant la rencontre et l'échange. L'architecture est justement un outil qui permet cette mise en lien.

La force directrice de ce projet est un besoin urgent de questionner, d'explorer, de déconstruire, de jouer avec l'urbanité et l'architecture. Cette approche par le bas, par le lieu et ses habitants usagers, surgit par des activités civiques, sociales, alternatives et par la mobilisation des réseaux associatifs.

Un lieu, défini ainsi d'un point de vue architectural, qu'il soit gonflable ou non, est pertinent car il rétablit la légitimité de la rencontre dans l'espace public entre nous, citoyens, et ces personnes que notre société a rendues marginales. Cette démarche est à la fois architecturale et citoyenne. Elle rappelle la nécessité d'être avant tout un citoyen, ouvert sur le monde, la rencontre et l'échange.

# CONCLUSIONS

■ **Les enjeux d'une science citoyenne au cœur de la société**  
Hugues Bazin

■ **Retours sur l'expérience d'écriture collective**  
Anton Quenet-Renaud





# Les enjeux d'une science citoyenne au cœur de la société

HUGUES BAZIN,

chercheur en sciences sociales, Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA)

---

Ce cahier illustre une recherche-action qui peut être pensée du côté de l'acteur autant que de celui du chercheur. Il est l'enjeu aussi scientifique que politique d'une production de savoirs dans les rapports sociaux. Cela suppose de s'approprier l'espace et le dispositif socioprofessionnels de manière à mobiliser les compétences et les outils adéquats pour répondre aux besoins sociaux d'une situation vécue.

Bien que les équipes de chercheurs et d'acteurs soient de plus en plus nombreuses à se prévaloir d'une démarche de recherche-action ou d'une recherche en situation à visée transformatrice, il n'existe pas d'espace référentiel permettant à ces personnes de collaborer de manière permanente au-delà du caractère événementiel de tel colloque ou de telle action. Elles restent donc sectorisées dans leurs champs d'appartenance. Cet isolement nuit au changement des cadres de pensée et d'action. Il s'agit alors de favoriser une démarche transversale, coopérative dans la production des savoirs, en lien avec des stratégies collectives invitant les décideurs et les opérateurs à pérenniser l'expérimentation sociale.

Se dessine en toile de fond la possibilité de reconnaître une science citoyenne au cœur des enjeux sociaux, qui s'appuie sur ses propres critères de validation et d'expertises parce que la mieux à même de travailler sur cette complexité situationnelle, laquelle constitue le lot quotidien des acteurs-chercheurs.

Il est notable que toutes les situations que relatent ces expériences font écosystème dans un équilibre tendu entre une interdépendance, qui construit une culture commune, et l'accueil d'une diversité de démarches singulières. Cette pratique populaire des espaces est rarement abordée sous sa forme structurante, écosystémique, de tiers-espaces, c'est-à-dire par l'étude d'organisations de base autonomes, soucieuses d'une certaine justice sociale.

Il n'est donc pas besoin de réinventer un dispositif. Les situations qui émergent constituent autant de laboratoires sociaux potentiels ou avérés, déclarés ou non, mais se rejoignant comme un fait social total qu'aucune étude analytique segmentant la réalité en autant de « spécialités » disciplinaires universitaires ou sectorielles professionnelles ne pourra prendre en compte. Dans ces conditions, invoquer des dispositifs transdisciplinaires et transectoriels comme mode de compréhension intellectuelle et d'efficacité opérationnelle est voué à l'échec, si nous ne nous appuyons pas sur les acteurs-chercheurs qui vivent et

traduisent les situations humaines dans une totalité indivisible. Ils sont les mieux placés pour travailler sur la complexité des situations humaines relevées ici. Ce sont les acteurs-chercheurs qui confirment ces correspondances non en copiant un modèle, mais en traduisant le processus d'analyse dans leur propre situation. Nous appelons cet espace de travail « tiers-espace<sup>1</sup> », car il amène à une forme d'hybridation qui, plus que l'addition de la recherche et de l'action, est la création d'une troisième composante originale.

Évitant la coupure méthodologique, sectorielle ou disciplinaire, la recherche-action est à la fois une pensée qui relie et une mise en lien qui produit du savoir. Cette « éthique de reliance », pour reprendre la terminologie d'Edgar Morin<sup>2</sup>, aborde le pragmatisme de l'intelligence sociale<sup>3</sup> et la science de la complexité<sup>4</sup> comme les deux faces d'un même processus. Nous pourrions définir ici quelques critères permettant de valider une expertise citoyenne et de mettre ainsi en avant le rôle d'une science participative ou « tiers-espace scientifique » :

- Accepter les tensions et les contradictions propres aux situations comme outil d'analyse critique des rapports sociaux et, de ce fait, accepter le principe d'une science « située », qui doit se positionner dans les rapports de domination à partir des modes d'implication (éducation populaire, militance associative, syndicale ou politique, pédagogie alternative, recherche-action stratégique, etc.).
- Partir de l'expérience d'une pratique des espaces comme approche inductive pour ensuite monter en généralité la connaissance issue de l'expérience, notamment en concevant ou en provoquant l'émergence d'espaces d'accueil sans condition, espaces d'une diversité où se croisent des parcours et des expériences hétérogènes.
- Favoriser l'écriture d'un récit au cœur des processus comme support de connaissance et d'action.
- Intégrer le cheminement d'acteur-chercheur (réflexivité, autoformation) amenant à clarifier sa position dans la manière de s'impliquer et de s'engager, notamment en « faisant un pas de côté » pour interroger sa posture socioprofessionnelle, déconstruire les cadres d'expérience, les langages et les normes établis afin d'ouvrir le champ du possible et assurer la possibilité d'une alternative en toute autonomie.
- Adopter une approche holistique (« réunir pour comprendre ») considérant une situation humaine comme un tout dont on ne peut séparer les éléments, à l'opposé d'une démarche analytique réductionniste (« diviser pour comprendre »), dont un des symptômes est l'hyperspécialisation propre à la logique technicienne.
- S'appropriier individuellement et collectivement toutes les méthodologies utiles, notamment celles des sciences humaines et sociales (observation participante, entretien biographique et récit de vie, psychologie sociale et dynamique, atelier de groupe, monographie, etc.), pour les mettre au service d'une démarche de recherche-action où chaque acteur impliqué maîtrise le sens et l'utilisation de la production de savoirs.

1. BAZIN H., 2014, « Enjeux d'un tiers-espace scientifique, éléments méthodologiques et épistémologiques en recherche-action » [en ligne] [www.recherche-action.fr](http://www.recherche-action.fr).

2. MORIN E., 2006, *La méthode. 6. Éthique*, Seuil, Paris.

3. L'intelligence sociale se traduit par la capacité à créer du lien : la compréhension collective d'une situation et la résolution d'un problème nécessitent des liens inédits entre les éléments hétérogènes d'un contexte. C'est une conjugaison de stratégies, de concepts, d'idées entre la recombinaison d'éléments existants et la recherche de modèles alternatifs. Elle participe à des formes écosystémiques remédiant au manque de moyens ou de reconnaissance. Elle contribue au capital social des personnes sans capital.

4. Selon la pensée complexe, à l'image du fil et de la tapisserie « le tout est dans la partie qui est dans le tout. Un tout est plus que la somme des parties qui la constituent ». Cette approche permet d'accéder au réel dans sa totalité et dans son évolution. C'est un système ouvert qui intègre les notions de crise, de désordre, d'auto-organisation, de hasard, d'incertitude.

- Favoriser l'autosaisine en dehors des formes institutionnelles d'appels à projets afin que de « simples » citoyens comme des professionnels puissent s'emparer des outils de la recherche, convoquer les compétences au service d'une proposition pour laquelle ils s'automisissent. Offrir un espace d'accueil inconditionnel permet à chacun de s'autoriser et de légitimer une pratique d'expertise et de production de savoirs.
- Créer ainsi les conditions d'un croisement égalitaire et autonome des savoirs entre savoir profane, issu de l'expérience, savoir technicien, issu des corps de métier du savoir scientifique issu de l'analyse conceptuelle des situations.
- Répondre aux besoins vitaux et aux droits fondamentaux par une créativité populaire, une innovation sociale, une autre forme de gouvernance et de gestion collective de ce qui fait commun.
- Faciliter le droit à l'expérimentation dans les programmes comme méthodologie de recherche afin que les acteurs s'en emparent. Faire entrer l'expérimentation populaire dans une logique de droit permettrait à celle-ci d'être insérée ensuite dans les politiques publiques en reconnaissant le tiers-espace comme maîtrise d'œuvre validée à partir d'une maîtrise d'usage.

Ce cahier ouvre de nombreux chantiers. Il commence comme ci-dessus à dégager des référentiels communs en tant qu'outils d'expertise et d'évaluation répondant aux besoins sociétaux. En cela, il participe à documenter et à légitimer la posture d'acteur-chercheur, à valider son expérience.

Il révèle d'autant plus le besoin de poursuivre cette mise en dialogue à travers des espaces autonomes et autogérés pour s'approprier et développer un outillage méthodologique, généraliser les connaissances à travers les enjeux posés par les expérimentations et confirmer une démarche collective de recherche-action en laboratoire social. Nous pouvons dorénavant sur les territoires en négocier l'implantation.

C'est ce que démontre ce cahier au croisement d'un modèle d'intelligence sociale (validation des compétences, croisement des savoirs, chercheur collectif), d'un modèle économique (économie populaire, économie du commun), d'un rapport au territoire (maîtrise d'usage, aménagement du territoire), d'un modèle de gouvernance (science participative, interface entre instituant et institué). C'est ce qui est appelé en science, une « direction axiologique », c'est-à-dire les valeurs d'une démarche de production de savoirs non pas seulement institutionnelle ou marchande, mais aussi éthique, politique, culturelle, sociale.

Autrement dit, lorsque nous parlons de « nouveaux référentiels », nous rejoignons ici la proposition d'une « épistémologie du Sud » de Boaventura de Sousa Santos<sup>5</sup>, du projet SOHA<sup>6</sup> ou du manifeste *Swaraj*<sup>7</sup> : il ne peut y avoir de justice sociale globale sans justice cognitive globale, c'est-à-dire sans reconnaissance de la pluralité des savoirs et des modes de production de connaissances en commençant par la valorisation des savoirs et des savoir-faire issus de la pratique et de l'expérience. Ce cahier éprouve et expérimente directement ce processus.

5. SOUSA SANTOS B. de, 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Desclée de Brouwer, coll. « Solidarité et société », Paris.

6. PIRON F., REGULUS S., DIBOUNJE MADIBA M.-S. (dir.), 2016, *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*, Éditions Science et bien commun [en ligne].

7. *Swaraj* est un terme hindi qui signifie « gouvernement par soi-même », au sens d'une autonomie politique décentralisée et libérée des influences coloniales. Issu du mouvement gandhien du début du xx<sup>e</sup> siècle, il inspire aujourd'hui les mouvements d'innovation pour un développement endogène. Collectif d'auteurs indiens, 2018, *Swaraj des savoirs : un manifeste indien pour la science et la technologie*, Éditions Science et bien commun [en ligne].

Cela passe par une critique épistémologique du positivisme en sciences sociales à prétention universaliste, selon laquelle le monde social est soumis à des lois impersonnelles qu'on doit pouvoir découvrir à l'instar des sciences naturelles par des méthodes scientifiques sans entrer dans le jeu des interactions humaines et de leurs interprétations. L'homme, les faits sociaux sont considérés comme des objets d'une science « objective ».

Objectivation enracinée ou implication distanciée, la recherche-action en laboratoire social indique non seulement qu'il n'existe pas de modèle épistémologique unique, mais que ce « tiers-espace » peut constituer un creuset où ces approches se conjuguent : de la neutralité axiologique à l'engagement militant en passant par l'attitude d'expertise et la posture critique.

Parce qu'elle est engagée dans les rapports sociaux, cette recherche-action insistera sur la valorisation des savoirs issus de l'expérimentation sociale en commençant par celle des minorités actives et des groupes les plus marginalisés de la population ; elle comprend un outillage méthodologique au croisement de l'éducation populaire et d'une recherche impliquée (autobiographie raisonnée, entraînement mental, écriture collaborative, pédagogie sociale, *praxis*, etc.).

Cette justice cognitive favorisant un véritable croisement égalitaire des savoirs et une pluralité des modes de production de connaissances nécessiterait la création d'interfaces entre la recherche instituante des laboratoires sociaux et la recherche instituée des universités et autres structures, sous la forme de recherches collaboratives et l'instauration de « tiers-espaces » au sein des institutions, indépendamment des logiques normatives d'appels à projets.

Nous comprenons ici l'importance de la prise en compte de laboratoires sociaux comme architecture fluide en interaction avec l'environnement, acceptant le bricolage, l'expérimentation, l'aléatoire, le non-achevé, l'utilisation des matériaux disponibles, la modularité, l'accessibilité, etc. Encore faut-il la garantie contractuelle d'une autonomie et d'une pérennité de ces dispositifs de recherche-action.

Le libre accès à la connaissance est aussi une condition incontournable à travers des plateformes numériques aux savoirs scientifiques et non scientifiques (licences Creative Commons, logiciels libres, travail collaboratif). Il s'agit de concevoir des dispositifs non propriétaires ou *open source* et en cela indépendants des logiques marchandes ou institutionnelles, tout en créant les interfaces d'une recherche collaborative pour que la production d'une connaissance issue de l'expérimentation sociale puisse servir de référentiel alternatif à ces modèles économiques et institutionnels.

L'internationalisation par la mise en réseau de ce processus de recherche-action provoquerait des correspondances fructueuses entre les pays du Nord et du Sud, la mise en dialogue des expériences et des connaissances.

# Retours sur l'expérience d'écriture collective

## **L'Atelier: beaucoup avec pas grand-chose**

ANTON QUENET-RENAUD,  
musicien bricoleur, atelier et formation, Nantes

---

Le plus intéressant dans les frontières, c'est de les traverser. De nouveaux paysages se dessinent, l'horizon s'ouvre et l'on peut ainsi créer des liens (entre toutes sortes de choses) auxquels on n'aurait jamais pensé. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de cet écrit sur l'atelier: en traversant les frontières de l'art, du social, de l'animation, de la pédagogie, de la transmission, de l'artisanat, de la technique, de la production, de la diffusion, de la sensibilisation... on crée ainsi des liens entre ces dimensions, et la situation d'atelier se retrouve là où elle est la plus pertinente: une situation humaine. Un endroit propice où les conditions sont réunies pour permettre à ceux qui la vivent de se développer, d'apprendre, d'inventer et d'ouvrir les lignes qui parfois plient les reliefs de l'horizon. Il en va de même pour cet article: passer les frontières entre l'action et une posture réflexive. Les enjeux me semblent importants: améliorer et affiner mon travail en atelier, partager et transmettre mon expérience, mieux communiquer sur ce que peut être un atelier, défendre les enjeux qui me paraissent essentiels et, au fond, réaffirmer que le travail de la culture est un pilier majeur du développement humain.

## **Lieux numériques: entre pratiques populaires et réappropriation des technologies?**

JULIEN BELLANGER,  
chargé de développement à l'association PiNG, Nantes

---

### **Comme un écho nécessaire**

À l'invitation d'Hugues Bazin, ce processus au long cours m'a permis d'extraire des problématiques de plusieurs expériences et de favoriser le partage de questionnements avec des pairs. Expliquer qu'on doit écrire un texte pour les Cahiers de l'INJEP a favorisé l'écoute, forcément.

De plus, partager cette « épreuve » qu'est l'écriture avec d'autres initiatives m'a permis de changer d'angle de vue sur nos actions et a constitué une sorte d'émulation. Que ce soit lors des rencontres à la Maison des sciences de l'homme (MSH) ou *via* la plateforme web de travail et d'échanges.

Sortir de la simple description habituelle n'a pas été simple, mais m'a apporté, au final, un regard critique et constructif sur l'enjeu actuel de l'éducation populaire.

J'ai tenté de mettre en place des temps d'échange avec des acteurs « amis » pour embarquer d'autres personnes dans ce travail réflexif. Beaucoup de retours m'ont été faits ensuite en ligne ou par mail, constituant ainsi une suite à imaginer.

Cela pose bien sûr à présent d'autres questions, comme celle de la transmission à un plus grand nombre de nos travaux, comment poursuivre cet espace d'acteurs-chercheurs et comment rendre visible nos ressources entremêlées ?

Mais quelle belle expérience. Merci.

### **Du bidonville au « lieu de vie ». La redéfinition de l'espace du bidonville à travers les arts politiques et la pédagogie sociale**

VICTORIA ZORRAQUIN,

animatrice plurilingue, chercheuse, membre du LISRA et de l'association Intermèdes Robinson, Nantes et département de l'Essonne

---

La distance entre le milieu du journalisme et celui de l'animation socioculturelle est abyssale. Je l'ai dit, ma découverte du terrain et de la situation des familles s'est faite à travers les yeux et les mots de celles et ceux qui m'avaient initiée aux réalités évoquées dans mon témoignage. Pour arriver à digérer ce que j'avais devant les yeux, à me doter d'un point de vue et d'une réflexion propres, j'avais – en fait, j'ai toujours – un immense chemin à parcourir. Il m'a fallu apprendre un nouveau français, celui des sciences sociales évidemment, mais aussi celui de la vie associative et encore celui, terriblement pernicieux, de l'administration et des « pouvoirs publics » qui cachent si bien leurs intentions derrière des acronymes et des structures bureaucratiques qui se chevauchent et se contredisent au grand dam des enfants les plus précaires. C'est dans ce processus de prise de conscience et de recul que la participation à l'écriture du dossier consacré aux espaces d'émancipation collective pour la collection des Cahiers de l'action a pris tout son sens.

Qu'il s'agisse de ma contribution au dossier ou de mon mémoire pour le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), ma plus grande difficulté est de trouver un juste équilibre entre un point de vue personnel, résolument assumé, et une forme anecdotique. Comment rendre compte des expériences vécues dans une organisation associative où la place du chef est problématique, sans tomber dans la vindicte ? Qu'est-ce qui est intéressant pour objectiver notre regard sur une situation et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Ces questionnements renvoient au sujet de la méthodologie. Je ne sais pas si j'aurais pu participer à ce dossier en partant de zéro, sans avoir derrière moi l'année de préparation d'un mémoire au CNAM et l'accompagnement méthodologique qui va avec. Même dans ces conditions, j'ai trouvé l'exercice éprouvant. Je pense alors à ceux qui n'ont aucune expérience en la matière, notamment les migrants les plus précaires, qui ne savent même pas pourquoi il serait intéressant de se lancer dans une aventure de la sorte. Comment coconstruire une méthodologie avec eux ? Je crois que c'est là l'un des enjeux majeurs des savoirs qui se construisent à partir d'une situation de terrain : comment inventer des compagnonnages d'investigation entre chercheurs expérimentés et néophytes,

comment garder le cap ? Car être autonome – en tant que chercheur-acteur – veut aussi dire être bien inséré dans un réseau. En tout cas, les deux expériences se sont nourries l'une de l'autre. Et, grâce aux échanges avec les participants à ce cahier, j'ai l'impression d'avoir progressé, notamment sur le traitement que j'accorderai dans mon mémoire aux conflits de gouvernance.

Je retiens tout particulièrement de cette expérience la confirmation que « l'espace » est bien doté d'une vie propre, qu'il est un personnage incontournable, qu'il est moteur des transformations sociales que l'on veut favoriser et provoquer. Il mérite que l'on braque sur lui les projecteurs de toutes les sciences sociales, que l'on crée en s'intéressant à lui des véritables projets de recherche pluridisciplinaire. J'adhère en tout cas complètement au programme proposé dans l'introduction et la conclusion du dossier et à la façon dont on se remobilise, se réapproprie des concepts tels que « savoirs citoyens » et « savoirs situés ».

Enfin, en lien avec la question méthodologique, je constate à quel point les projets « collaboratifs », « participatifs » sont un tantinet pénibles à lancer, à faire vivre, à faire aboutir. La tyrannie du temps va à l'encontre de nos idéaux démocratiques et je vois mal comment un tel projet peut se concrétiser, peut se passer d'une discipline centralisée et aimablement imposée.

## **La Chimère citoyenne, espace ouvert à tous, qui ne propose rien et où tout est possible**

MARIE-FRANÇOISE GONDOL,  
« chimériste », Grenoble

ÉLISABETH SÉNÉGAS,  
porteuse du projet la Chimère citoyenne

---

Nous pourrions nous interroger sur l'écriture comme outil d'émancipation au regard de notre texte sur le sujet et surtout de l'expérience conduite par la Chimère citoyenne. Un outil d'émancipation individuelle et collective. En effet, le fait d'écrire nous a permis un travail à plusieurs niveaux :

- capitalisation des expériences, des savoir-faire et des « savoir être » qui, souvent, sur le terrain se conduisent de manière intuitive ou grâce à des connaissances et des compétences assimilées sans que nous prenions le temps de les décrire ;
- valorisation (rendre visible et audible) du travail de rencontre, de relation réalisé au quotidien ;
- explicitation des effets produits et démonstration de l'efficacité sur les plans individuel et collectif ;
- rapprochement entre une pratique et des théories ;
- provocation d'échanges croisés et fructueux ;
- distanciation de la pratique pour mieux l'appréhender ;
- appropriation du concept d'espace comme lieu d'émancipation.

Toutefois le travail d'écriture est complexe et nous positionne dans des compétences que nous n'avons pas pleinement, à savoir la codification d'une écriture de recherche. La nécessité d'un regard tiers qui permet de faire les liens nécessaires et de prendre du recul est indispensable à un tel travail.

Pour nous, la recherche-action doit s'inscrire dans un maillage entre professionnels (ou bénévoles) experts du terrain, de la pratique ; et des universitaires, des chercheurs experts de la théorie. Nous avons à travailler ces rapprochements. Des énergies partagées permettraient sans

doute une meilleure qualité de texte. Par ailleurs, il nous semble important de faire reconnaître les pratiques, les expériences de terrain comme des expertises sans que nous ayons à nous transformer en praticien-chercheur. Le rapprochement entre « ces deux mondes » serait certainement source de richesse et d'émancipation pour tous.

M.-F. G.

### *Comment chacun a-t-il vécu ce travail d'écriture ?*

#### *En quoi cela nous a-t-il servi, à titre individuel et à titre collectif, comme outil réflexif ?*

Question 1 : je l'ai bien vécu et moins bien vécu. Bien vécu, parce que cela nous a amenés à prendre du temps pour se voir et réfléchir à ce que nous voulions dire et à mieux comprendre ce qu'on fait. (Je me fais plaisir en citant Soulages : « Ce que je fais m'apprend ce que je cherche. » Plaisir de mieux le comprendre encore avec ce travail d'écriture.) Moins bien vécu, car je reste persuadée que l'on peut aboutir au même résultat (véritable travail réflexif individuel et collectif qui nous « éclaire » et nous fait progresser chacun et collectivement), sans forcément assumer ce travail d'écriture qui est une épreuve pour moi et qui m'a pris un temps que j'aurais préféré mettre ailleurs (par exemple, à poursuivre des lectures que ce travail réflexif nous a amenés à faire). Un professionnel de l'écrit aurait pu participer à nos réunions pour mieux retranscrire ce que nous disions (mais bien sûr cela aurait posé un problème de moyens).

Question 2 : résultat hyperintéressant MAIS, là encore, ce n'est pas tant l'écrit que les quelques soirées passées à trois, autour d'un bon vin et une forte envie de mettre de l'intelligence dans ce que nous faisons au quotidien, qui nous a poussés à réfléchir, débattre, confronter et qui nous a servis. En écrivant cela, je pense à ceux qui viennent jusqu'à nous par le bouche-à-oreille, avec une demande précise (ils veulent nous imaginer « tout puissants », suite à ce que certains leur ont dit. Nous leur expliquons alors que nous ne savons pas grand-chose, mais que nous avons appris à être « dégourdis », « débrouillards » et que nous allons essayer ensemble de chercher des solutions...) ou je pense à d'autres qui osent juste franchir la porte pour trouver un peu de chaleur, de l'hospitalité; eh bien il me semble que c'est la même démarche finalement! Nous offrons du temps et de l'espace pour se rencontrer, créer de véritables relations, peut-être... Tout est vivant et incertain. Bref, si ce travail réflexif m'a apporté quelque chose, c'est bien cela d'abord : du temps, de l'espace, la rencontre de l'Autre pour finalement ne plus subir, se mettre doucement en mouvement pour oser imaginer nos vies autrement

Ce n'est que cela et c'est tout cela à la fois. Et je comprends mieux à quel point cela est subversif, pourquoi nos institutions nous disent si souvent qu'elles ont du mal à comprendre ce que nous faisons (et qui est pourtant si élémentaire).

É. S.



## **Un centre socioculturel embarqué sur une péniche « pour la paix » ou les singularités de l'espace fluvial**

ÉRIC SAPIN,  
association Alternat, Juvisy

---

L'opportunité de contribuer au projet de recueil de textes autour de la notion d'espace d'émancipation collective m'a tout de suite profondément réjoui : enfin une occasion de sortir la tête du guidon ! Et c'est une réjouissance, un bonheur dont les effets, une fois éprouvés dans l'écriture et son achèvement, sont durablement acquis, car le travail réalisé constitue une étape essentielle de clôture et de franchissement d'un premier tour d'horizon des problématiques, dans mon cas sur quatorze années de mon quotidien !

Bien qu'étant en phase de préparation de mémoire master 1 (DHEPS-Collège coopératif de Paris, Paris-8), je suis en roue libre dans ce travail de recherche-action et je manque donc d'un cadre avec des échéances à tenir pour produire le travail (dossier de recherche, problématique, écriture, soutenance, etc.).

L'article rédigé m'a permis, dans sa première version, de réaliser un état des lieux très exhaustif des observations menées sur le terrain pouvant nourrir un travail de mémoire de recherche-action. Le plus gros de l'écriture s'est fait en un jour intense, après plusieurs mois de latence réflexive. Ensuite, j'ai procédé à des compléments, des relectures successives entrecoupées de périodes de mise à distance et d'oubli nécessaires pour redécouvrir le texte et juger de ce qui peut être pertinent ou pas de conserver, modifier, compléter. L'ajout de sous-titre m'a permis de mieux souligner la diversité des thématiques abordées et restituées. Ce fut un travail libérateur de récapitulation et de mise au jour des problématiques sous-jacentes à l'expérience portée.

Au tout début, j'étais en grande difficulté pour m'approprier les éléments de cadrage, très riches, proposés au collectif. J'aurais beaucoup aimé que nous fassions alors un atelier collectif pour passer en revue ces éléments et faire l'inventaire des expériences ou observations singulières de chacun d'entre nous. Cela m'aurait beaucoup aidé à me situer et à positionner mon travail d'écriture dans une perspective de partage collectif d'observations et d'analyses.

Cette difficulté était redoublée par le fait de mon arrivée en cours de processus d'approche collective : je ne savais pas ce qui avait déjà été partagé, ou pas, entre les différents rédacteurs...

En revanche, à ce stade, je n'ai pas pu partager ce travail d'écriture et de problématisation avec mes administrateurs. D'abord parce que l'intensité de mon propre engagement dans ce projet n'est pas du tout du même niveau que celui des autres personnes. Ensuite parce que partager un travail de recherche-action collective sur ce terrain aurait demandé une organisation et des moyens dont je ne dispose pas. Enfin, l'axe « espace d'émancipation collective » est davantage une déclinaison opérationnelle de notre projet de péniche pour la paix que le centre de notre dynamique associative. Étant très attaché à l'éducation populaire (libérer par le savoir, éducation permanente, etc.), cela m'intéressait particulièrement, me passionnait d'explorer en quoi le projet de péniche pour la paix pouvait être porteur d'une dynamique d'espace d'émancipation collective (ce dont je suis intimement persuadé à la lumière de cette expérience).

## **Des tiers-espaces d'émancipation par l'action**

CHRISTOPHE GIROGUY,  
association la ManuFabriK,

LE COLLECTIF DES UTOPIEN·NE·S DU QUARTIER DE L'ARIANE À NICE

---

### *Qu'est-ce que nous a apporté la mise en récit de nos actions ?*

Deux jours de laboratoire social au mois de mai 2017, animés par Hugues Bazin, ont réuni une trentaine d'habitants pour témoigner de pourquoi ils ou elles souhaitent s'engager et pour réfléchir aux actions collectives mises en place.

Cet espace a été, pour les habitants, une sorte de reconnaissance de leur existence et de leurs actions. Les deux jours d'expression ont été enregistrés et retranscrits dans le cœur de l'article et les analyses ont été partagées.

Depuis ces rencontres et la mise en écriture, très rapidement, les initiatives ont fait archipel et les groupes se sont décloisonnés pour faire des projets communs : création de sens grâce aux liens !

Enfin, l'envie d'écrire (notre) histoire perdure toujours pour que d'autres ne l'écrivent pas à notre place.

## **Debout éducation populaire : la circulation de la parole et le partage des savoirs dans l'espace public**

CAMILLE ARNODIN,  
membre du collectif Debout éducation populaire

---

La participation à ce travail collectif m'a amenée à devoir condenser en quelques pages toute une recherche-action menée pendant plus d'un an sur la place de la République, à poser des mots sur ce que j'avais observé, ressenti, vécu, à trouver des articulations pour analyser ce mouvement d'éducation populaire politique « du dehors ». Une expérience réflexive utile pour ma recherche-action permettant de mettre à l'extérieur de soi ce chemin parcouru, mais ardu, car obligeant à choisir ses mots, à revenir les visiter afin qu'ils parviennent à dire, aident à comprendre, sans trahir la richesse de cette expérimentation de démocratie à ciel ouvert. C'est également la force de la recherche-action qui m'a été dévoilée au fil des mois, soulignant combien cette approche, *via* son ancrage dans le réel et le faire, permet de saisir la complexité et la richesse de certains phénomènes. Une mise en commun d'expériences qui a montré en outre les multiples liens existant entre les différentes recherches-actions contées par les participants à cet ouvrage collectif, soulignant l'aspiration aujourd'hui à une *praxis* dominée par l'autonomie, le bricolage ou la débrouille avec peu de moyens, la volonté de cohérence entre le dire et le faire, la coopération.

## Les squats, une alter-urbanité riche et menacée

ARTHUR BEL,  
architecte médiateur

---

L'exercice d'écriture de cet article au sein du Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA) a permis de remettre en perspective l'expérience du squat et de poser la question de la valorisation des compétences et des savoirs développés en dehors des cadres professionnels et académiques conventionnels. Les échanges avec les autres contributeurs de cette publication ont aussi ouvert de nouvelles réflexions sur l'importance des lieux comme supports de transformation sociale. La diversité du champ des recherches-actions engagées recoupe une question fondamentale et fortement subversive; celle d'une économie populaire, pauvre en argent mais riche en inventivité. Face aux budgets engagés par la puissance publique pour la transformation physique du territoire, cette capacité à faire beaucoup avec peu invite à repenser les modalités d'action d'une politique d'aménagement qui gagnerait à mieux intégrer l'innovation sociale et citoyenne.

Aujourd'hui, en tant qu'architecte médiateur, je continue d'explorer les possibilités de rapprochement entre la vitalité de la société civile et la puissance publique en contribuant au développement de l'habitat participatif. Engagé pour une architecture et un urbanisme qui intègrent les enjeux de la décroissance, je participe notamment à des projets en milieu rural et dans des communes en déclin économique et démographique.

<https://fr.squat.net/2017/02/24/bagnolet-93-le-collectif-wonder-ou-l-art-au-service-de-la-gentrification><https://lundi.am/Situation>

## Bibliographie

- ALINSKY S., 2017, *Radicaux, réveillez-vous!*, Le Passager clandestin, Lyon.
- BAZIN H., 2014, « Enjeux d'un tiers-espace scientifique, éléments méthodologiques et épistémologiques en recherche-action », in [www.recherche-action.fr](http://www.recherche-action.fr).
- BAZIN H., 2015, « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*, n° 19, décembre.
- BOAL A., 2006, *Théâtre de l'opprimé*, La Découverte, Paris.
- COLLECTIF MAUVAISE TROUPE, 2014, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>e</sup> siècle*, Éditions de l'éclat, Paris.
- DAVIDE L., 2011, *Henri Desroche. Théoricien de l'éducation permanente*, Don Bosco, Paris.
- DEPRAZ S., 2017, *La France des marges. Géographie des espaces « autres »*, Armand Colin, Paris.
- DE SOUSA SANTOS B., 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, Paris.
- DOSSIER « Les pratiques populaires de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, 2011/1-2.
- DOSSIER « "Tiers"/"Intermédiaire". La recherche participative sur les pratiques en travail social », *Pensée plurielle*, n° 28, 2011/3.
- FOUCAULT M., 2009, *Le corps utopique, Les hétérotopies*, Nouvelles Éditions Lignes, Fécamp.
- GILLET A., TREMBLAY D.-G. (DIR.), 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- GUILLET F. (DIR.), 2009, *Recherches qualitatives*, n° 2, vol. 28, « Approches inductives II ».
- HERMELIN C., 2009, *L'acora, Atelier coopératif de recherche-action : construction collective de savoirs d'acteurs en société*, L'Harmattan, Paris.
- HESS R., 1981, *La sociologie d'intervention*, Presses universitaires de France, Paris.
- LES CHERCHEURS IGNORANTS (DIR.), 2015, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP, Rennes.
- MAZZOCCHETTI J., JAMOUILLE P. (DIR.), 2007, « Recherche et intervention sociale. Comprendre et "agir" les changements en cours aux marges », *Les politiques sociales*, n°s 3 et 4.
- MESNIER P.-M., MISSOTTE P., 2003, *La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer*, L'Harmattan, Paris.
- MESNIER P.-M., VANDERNOTTE C., 2012, *En quête d'une intelligence de l'agir*, tomes 1 et 2, L'Harmattan, Paris.
- MORISSE M., LAFORTUNE L. (DIR.), 2014, *L'écriture réflexive. Objet de recherche et de professionnalisation*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- OTT L., 2016, *Philosophie sociale. Une philosophie pour tous les acteurs sociaux et éducatifs*, Chronique sociale, Lyon.
- SIMONET-TENANT F. (DIR.), 2007, *Le propre de l'écriture de soi*, Téraèdre Éditions.

## Sitographie

<http://autographie.org/>

<http://autographie.org/cycletravail>

<http://recherche-action.fr/ateliersbiffins>

<http://recherche-action.fr/labo-social/>

<http://recherche-action.fr/ruesmarchandes>

<http://recherche-action.fr/lamor cage/>

<http://recherche-action.fr/tierslieunomade/>

<https://tierslieunomade.net/>

<http://www.culture-et-liberte.asso.fr/>

<http://www.intermedes-robinson.org/>

<http://www.lamanufabrik.net/>

<http://www.mediationnomade.fr>

<http://www.penichealternat.org/>

<http://www.perou-paris.org/>

<http://www.pingbase.net/>

<https://educpopdebout.org/>

<https://lachimerecitoyenne.org/>

[www.fairedestructs.com](http://www.fairedestructs.com)

# RESSOURCES • RÉPERTOIRE DES SIGLES

ABRASSO	À Bras ouverts	EPIC	Établissement public industriel et commercial
ALLISS	Alliance Sciences Sociétés	ERP	Établissements recevant du public
AMAP	Association pour le maintien d'une agriculture paysanne	ESS	Économie sociale et solidaire
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	FAPIL	Fédération des associations et des acteurs pour la promotion et l'insertion par le logement
BBC	Bâtiments basse consommation	FARE	Association d'aide aux sans-abri et porteurs de projets alternatifs et solidaires
CAE	Coopérative d'activités et d'emploi	FESS	Formation économique, sociale et syndicale (congé de)
CAF	Comité des armateurs fluviaux	FLE	Français langue étrangère
CCAS	Centre communal d'action sociale	FOU	Festival des ouvertures utiles
CGPPP/CG3P	Code général de la propriété des personnes publiques	FRAC	fonds régionaux d'art contemporain
CICE	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	GHAP	Groupe habitants Ariane propreté
CLAS	Contrat local d'accompagnement scolaire	GPAS	Groupe de pédagogie et d'animation sociale
CLMO	Centres de loisirs en milieu ouvert	ICEM	Institut coopératif de l'école moderne
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers	INRA	Institut national de la recherche agronomique
CNEPJ	Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	LISE	Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique
CRI	Centre de ressources interprofessionnel	LISRA	Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action
DAL	Droit au logement	LPED	Laboratoire Population Environnement Développement
DHEPS	Diplôme des hautes études des pratiques sociales		
DIVD	Démonstrateurs industriels de la ville durable		
EP	Éducation populaire		

MJC	Maison des jeunes et de la culture	RSA	Revenu de solidarité active
PACTE	Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises	RSE	Responsabilité sociale et environnementale
PEROU	Pôle d'exploration des ressources urbaines	SCI	Société civile immobilière
PRE	Programme de réussite éducative	UDER	Laboratoire en sciences de l'éducation
RMI	Revenu minimum d'insertion	ZAD	Zone à défendre

# Ouvrages parus dans la collection

## Cahiers de l'action: Jeunesses, pratiques et territoires

- 01** – *Des ressources pour l'engagement et la participation des jeunes*  
Gérard Marquié (coord.), 2005
- 02** – *La participation des jeunes à la vie publique locale en Europe*  
Valérie Becquet (dir.), 2005
- 03** – *Animation et développement social. Des professionnels en recherche de nouvelles compétences*  
Annette Obin-Coulon (dir.), 2005
- 04** – *Les jeunes dans la vie locale: la participation l'action*  
Jean-François Miralles, Julien Joanny,  va Gaillat, Olivier Andrique, 2006
- 05** – *Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle*  
Hugues Bazin, 2006
- 06** – *Projets éducatifs locaux: l'enjeu de la coordination*  
Véronique Laforets, 2006
- 07** – *Vers l'éducation partagée. Des contrats éducatifs locaux aux projets éducatifs locaux*  
Bernard Bier (coord.), 2006
- 08** – *Les conseils généraux, acteurs des politiques de jeunesse*  
Bernard Bier et Jean-Claude Richez (coord.), 2006
- 09** – *Les collectivités territoriales, actrices de l'éducation populaire. Conférence de consensus, Paris, 2006*  
Nathalie Boucher-Petrovic (coord.), 2007
- 10** – *Accueillir les jeunes en milieu rural. Pour des territoires solidaires*  
Mouvement rural de jeunesse chrétienne, 2007
- 11** – *Prévenir les ruptures adolescents-institutions. Réflexion sur la recherche-action*  
Joëlle Bordet (dir.), 2007
- 12** – *Enfants et jeunes nouvellement arrivés. Guide de l'accompagnement éducatif*  
Clotilde Giner et Eunice Mangado (AFEV) (coord.), 2007
- 13** – *L'action sociale et la fonction parentale. Héritage et renouveau*  
Florence Ovaere (dir.), 2007
- 14** – *S'informer pour s'orienter. Pratiques et parcours de jeunes*  
Cécile Delesalle, avec la collaboration de Sophie Govindassamy (V r s Consultants), 2007
- 15** – *Enfants à la colo. Courcelles, une pédagogie de la liberté*  
Jean-Marie Bataille (dir.), 2007
- 16** – * ducation et citoyenneté*  
Bernard Bier et Joce Le Breton (coord.), 2007
- 17** – *Villes  ducatrices. L'expérience du projet de Barcelone*  
Araceli Vilarrasa, Bernard Bier et Jean-Claude Richez (coord.), 2007
- 18** – *Le sujet écrivant son histoire. Histoire de vie et écriture en atelier*  
Alex Lainé et Marijo Coulon (coord.), 2008
- 19** – *Coexist, une pédagogie contre le racisme et l'antisémitisme. Déconstruire les stéréotypes*  
Joëlle Bordet, Judith Cohen-Solal, 2008
- 20** – *Territoires ruraux et enjeux éducatifs. La plus-value associative*  
Fédération nationale des Foyers ruraux (FNFR), 2008
- 21** – *Structures d'animation en zones urbaines sensibles. L'exemple de la Communauté urbaine de Bordeaux*  
Stéphanie Rubi, 2009
- 22** – *Jeunes, racisme et construction identitaire*  
Bernard Bier, Joëlle Bordet, 2009
- 23** – *Construire une démarche d'évaluation partagée. Une expérimentation dans le Pas-de-Calais. Démarche coopérative du réseau D MEVA*  
Mathieu Dujardin (coord.), 2009
- 24-25** – *Culture, cultures: quelle(s) pédagogie(s) de l'interculturel?*  
Bernard Bier et Clélia Fournier (coord.), 2009
- 26** – *Sortir du face-à-face  cole-familles*  
AFEV, ANLCI, Fnepe, INJEP, 2009
- 27** – *La Réussite  ducative. Un dispositif questionné par l'expérience*  
Véronique Laforets (coord.), 2010



- 28** – *Jeunes mineurs en Associations. Quel impact sur leurs parcours?*  
Stéphanie Rizet, 2010
- 29** – *Politique locale de jeunesse: le choix de l'éducatif. Issy-les-Moulineaux*  
Bruno Jarry (coord.), 2010
- 30** – *Pour une animation enfance-jeunesse de qualité. L'expérience du Calvados*  
Natacha Blanc (coord.), 2010
- 31** – *Agir pour les enfants, agir pour les parents. L'expérience des Écoles des parents et des éducateurs*  
Bernard Bier, Cécile Ensellem, 2011
- 32** – *Jeunes de quartiers populaires et politiques de jeunesse. L'expérience du Grand Ouest*  
Chafik Hbila, 2011
- 33** – *L'accompagnement des jeunes ayant moins d'opportunités. L'exemple du programme Envie d'agir*  
Brice Lesaunier, Laurence Gavarini (dir.), avec la collaboration de Caroline Le Roy, 2011
- 34** – *L'expérience du service civil volontaire à Unis-Cité: quels enseignements pour le service civique?*  
Valérie Becquet (dir.), 2011
- 35** – *Jeunes et médias: au-delà des clichés. Déconstruire les stéréotypes*  
Mikaël Garnier-Lavalley et Marie-Pierre Pernette (ANACEJ) (coord.), 2012
- 36** – *L'information des jeunes sur Internet: observer, accompagner. Expérimentation d'outils avec des professionnels de jeunesse*  
Cécile Delesalle et Gérard Marquié (dir.), 2012
- 37** – *Faciliter la transition vers l'emploi des jeunes: stratégies locales d'accompagnement*  
Angélica Trindade-Chadeau (dir.), 2012
- 38** – *Les adolescents et la culture, un défi pour les institutions muséales*  
Chantal Dahan (dir.), 2013
- 39** – *La jeunesse dans la coopération euro-méditerranéenne: un levier pour la démocratie?*  
Claire Versini (coord.), 2013
- 40** – *Les jeunes face aux discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre: agir contre les LGBTphobies*  
Cécile Chartrain (dir.), 2013
- 41** – *L'entrepreneuriat des jeunes: insertion professionnelle pour certains, levier d'apprentissage pour tous*  
Isabelle Bapteste et Angélica Trindade-Chadeau (dir.), 2014
- 42** – *Les jeunes et la loi: les enjeux d'une pédagogie de l'éducation à la citoyenneté,*  
Marie Dumollard, Jean-Pierre Halter, Gérard Marquié (dir.), 2014
- 43** – *Éducation pour la santé des jeunes: la prévention par les pairs,*  
Yaëlle Amsellem-Mainguy, Éric Le Grand (dir.), 2014
- 44** – *Développer la mobilité européenne et internationale des jeunes,*  
Francine Labadie, Clotilde Talleu, 2015
- 45** – *Emplois d'avenir: regards croisés d'acteurs. Enquête auprès des jeunes, des professionnels des missions locales et de leurs partenaires*  
Institut Bertrand Schwartz, 2015
- 46** – *De l'international au local: les enjeux du volontariat de solidarité*  
Céline Leroux (coord.), France Volontaires, 2015
- 47** – *Pratiques écologiques et éducation populaire*  
Lionel Larqué et Emmanuel Porte (coord.), 2016
- 48** – *Médiation numérique: mutations des pratiques, transformation des métiers*  
Emmanuel Porte (coord.), 2017
- 49** – *Regards sur la mobilité internationale des jeunes d'outre-mer*  
Céline Leroux, Florence Ihaddadene (coord.), 2017
- 50** – *Partager l'emploi associatif, les groupements d'employeurs non marchands*  
Katia Torres, Angélica Trindade-Chadeau (coord.), 2018

## CONTACTS

### Rédaction

EMMANUEL PORTE  
(directeur de la collection)  
■ Tél. : 01 70 98 94 27  
■ Courriel : porte@injep.fr

Les numéros 1 à 27 sont téléchargeables gratuitement sur le site de l'INJEP : [www.injep.fr](http://www.injep.fr)

À partir du numéro 27, les Cahiers sont en libre accès sur la plate-forme Cairn : [ww.cairn.info](http://ww.cairn.info)

# À découvrir également...

## des ouvrages de référence sur la jeunesse

**Agora débats/jeunesses** est une revue de recherche en sciences sociales qui traite des questions de jeunesse et de politique de jeunesse.

Animée par un comité de rédaction ouvert à plusieurs disciplines et composé de chercheurs, d'universitaires et d'experts, la revue, au travers d'articles de recherche, entend approfondir la connaissance sur les jeunes, leurs situations, leurs modes de vie, leur environnement, les relations qu'ils entretiennent avec les autres générations.

**INJEP Analyses & synthèses** présente les résultats des travaux de l'INJEP : enquêtes, études, évaluations d'actions publiques et d'expérimentations mais aussi données et statistiques publiques sur les pratiques des jeunes et les politiques publiques de jeunesse, sur l'éducation populaire, sur le sport ou sur la vie associative. *INJEP Analyses & synthèses* se décline en trois sous-collections : « Études et recherches », « Statistique publique », « Expérimentations ».

### À La Documentation française

S. Landrier, P. Cordazzo, Guégnard C. (coord.), *Études, galères et réussites. Conditions de vie et parcours à l'université*, décembre 2016.

Francine Labadie (dir.), *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, janvier 2015.

Olivier Galland, Bernard Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, coll. « Doc' en poche. Regard d'expert », octobre 2014.

Francine Labadie (dir.), *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse, 2012*, décembre 2012  
(téléchargeable sur <http://goo.gl/NJgjmj>).

### En partenariat avec les éditions Autrement

Yvélle Amsellem-Mainguy, Joaquim Timoteo, *Atlas des jeunes en France. Les 15-30 ans, une génération en marche*, août 2012.

Contacts ■ Presse/chercheurs

Revue **Agora débats/jeunesses** ■ Yvélle Amsellem-Mainguy, rédactrice en chef ■ Tél. : 01 70 98 94 19  
■ Courriel : [agora@injep.fr](mailto:agora@injep.fr)

**INJEP Analyses & synthèses** ■ Roch Sonnet, rédacteur en chef ■ Tél. : 01 70 98 94 40  
■ Courriel : [sonnet@injep.fr](mailto:sonnet@injep.fr)

# Consultez tous les titres disponibles sur notre site web [www.injep.fr/boutique](http://www.injep.fr/boutique)

## *Agora débats/jeunesses*

- Normes sociales et bifurcations dans les parcours de vie des jeunes – n° 65
- Les adolescents face aux dispositifs de médiation culturelle – n° 66
- Jeunes Européens : quelles valeurs en partage ? – n° 67
- Des sports et des jeunes – n° 68
- Jeunes Européens : quelles valeurs en partage ? – n° 67
- Des sports et des jeunes – n° 68
- Expérimentations sociales : des jeunes et des politiques publiques – n° 69
- Les émeutes de 2005, 10 ans après. Rétrospective et perspectives – n° 70
- Handicap, passage à l'âge adulte et vulnérabilités – n° 71
- Varia – n° 72
- Jeunes alteractivistes : d'autres manières de faire de la politique ? – n° 73
- Le droit des jeunes – n° 74
- La santé des ados au collège. Résultats de l'enquête HBSC 2014 – numéro hors-série 2016
- L'entrepreneuriat et les jeunes – n° 75
- Éducation populaire : politisation et pratiques d'émancipation – n° 76
- Expériences juvéniles de la pénalité – n° 77
- Bande dessinée, jeunesses et activités corporelles – n° 78
- Jeunes sans diplôme : rapport au travail et à l'emploi. Perspectives internationales – n° 79
- L'engagement des jeunes dans des causes radicales – n° 80

Prix : 17 euros à partir du n° 60. Numéros 1 à 46 accessibles gratuitement sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr)  
Tous les autres numéros sont consultables sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info)

## *INJEP Analyses & synthèses*

- « Pratiques sportives : une hausse portée par les femmes et les seniors », *INJEP Analyses & synthèses*, n° 15, juillet 2018
- « Coéducation et confiance en soi : des leviers pour lutter contre l'illettrisme des jeunes ultramarins », *INJEP Analyses & synthèses*, n° 14, juin 2018
- « Les aides parentales sources d'inégalité d'accès au permis de conduire », *INJEP Analyses & synthèses*, n° 13, mai 2018
- « De la discrimination aux attitudes protestataires ? Enquête dans les lycées populaires » *INJEP Analyses & synthèses* n° 12, avril 2018
- « Les jeunes ressources et risques pour l'entreprise. Regards de recruteurs sur la jeunesse » *INJEP Analyses & synthèses*, n° 11, mars 2018

Téléchargeable gratuitement sur le site de l'INJEP.





**L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, service à compétence nationale rattaché au directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'Éducation nationale, est un Observatoire de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.**

Observatoire producteur de connaissances, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un centre de ressources et d'expertise sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

Sa mission : contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation. Son ambition : partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

### **L'INJEP, creuset de nouvelles connaissances et de nouvelles données publiques**

Rassemblant des experts de disciplines variées (statisticiens, sociologues, économistes, documentalistes...), l'INJEP produit, rassemble, analyse, synthétise et diffuse des connaissances sur les jeunes et les politiques de jeunesse du niveau local au niveau européen, sur les démarches d'éducation populaire, sur la vie associative et sur le sport. L'INJEP conduit ainsi un vaste programme d'études et de recherches sur ces questions. Il comprend également le service statistique ministériel chargé de la jeunesse et du sport et produit à ce titre des données statistiques sur ces thématiques.

### **L'INJEP, laboratoire d'idées: expérimentations et pratiques innovantes**

À travers l'animation du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, l'INJEP accompagne les initiatives innovantes des acteurs de terrain. L'objectif est d'étudier les effets des projets et d'orienter les politiques publiques vers les dispositifs les plus efficaces. Il suit les expérimentations, leur donne de la visibilité et, à partir de leurs évaluations, propose des pistes de capitalisation pour la mutualisation et l'essaimage de bonnes pratiques.

### **L'INJEP, lieu unique à l'interface des différents acteurs**

À la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et des analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs à travers de nombreuses publications, des produits documentaires et des événements.

INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE  
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire  
et de la vie associative  
95, avenue de France – 75650 Paris Cedex 13  
Téléphone: 01 70 98 94 00  
Site: [www.injep.fr](http://www.injep.fr)



## Cahiers de l'action

**n°51-52** Complexité des territoires, recompositions administratives, transformation des pratiques juvéniles, dispositifs multiples, nécessité de compétences renouvelées... Les professionnels et bénévoles des politiques de jeunesse, du développement local et de l'éducation populaire sont de plus en plus contraints à une adaptation permanente, faite de création voire d'expérimentation. Le partage d'idées, de valeurs et d'approches permet alors à chacun de s'enrichir mutuellement et de construire ainsi une intervention adaptée.

C'est dans cette dynamique que la collection des « Cahiers de l'action : jeunesse, pratiques et territoires » se propose d'offrir aux acteurs de la jeunesse des ressources sur des champs thématiques variés, utiles à leur travail, avec la volonté affirmée de faire émerger l'intelligence des pratiques.

# Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale

Les contributeurs de ce Cahier de l'action, responsables associatifs ou de collectifs, dont certains sont animateurs de réseaux régionaux, développent des expériences sur le territoire métropolitain dont le point commun est une pratique des « tiers-espaces » : espaces de réalisation collective, lieux en retrait ou délaissés, comme les friches et les squats, en dehors des grands pôles d'attractivité régionaux. Ce numéro vise à valoriser les savoirs issus de l'expérimentation sociale auprès de minorités actives et des groupes les plus marginalisés de la population. Il s'organise autour de trois problématiques : leur rapport au travail, leur rapport au territoire et leur rapport à l'organisation de l'espace.

Un des éléments structurants de ces contributions est une démarche de recherche-action qui s'appuie sur une écriture collective et réflexive dépassant la fonction habituelle de s'exprimer, de témoigner, de transmettre ou de laisser une trace. Les auteurs de ces articles se sont aussi construits en tant qu'acteurs-chercheurs susceptibles d'élaborer leurs propres référentiels d'analyse et dispositifs d'action : savoirs généralisables issus de l'expérimentation, validation d'expertise et d'acquis d'expérience, auto-analyse des pratiques et analyse critique des rapports sociaux... Ils ont provoqué ainsi des relations inédites qui sont une autre manière de nommer une intelligence collective que ce cahier souhaite valoriser et partager.

*Hugues Bazin est chercheur en sciences sociales, animateur du Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA), chercheur associé à la Maison des sciences de l'homme (MSH) Paris-Nord.*

**Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire**  
Observatoire de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative  
95, avenue de France - 75013 Paris - [www.injep.fr](http://www.injep.fr)



ISBN : 978-2-11-152548-1